

L'ASSURANCE AU PREMIER FEU

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 14 Décembre 1937 à 14 heures

PAR

Jacques PÉRIN

JURY DE LA THÈSE

Président : M. Maurice PICARD, professeur

Suffragants { *MM. DEMOGUE, professeur*
CASSIN, professeur

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^e et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR¹)

1937

Tous droits réservés

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

L'ASSURANCE AU PREMIER FEU

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 14 Décembre 1937 à 14 heures

PAR

Jacques PÉRIN

JURY DE LA THÈSE

Président : M. Maurice PICARD, professeur

Suffragants { MM. DEMOGUE, *professeur*
CASSIN, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1937

Tous droits réservés



INTRODUCTION

Une personne est victime d'un incendie et éprouve de ce fait des dommages. Mais elle a signé une police d'assurance. Nous supposons que cette police est régulière, et qu'elle n'est frappée d'aucune déchéance. L'assuré pense donc être indemnisé...

*
**

Mais une triple barrière viendra limiter le montant de l'indemnité que lui allouera la Compagnie ayant émis la police :

1° *La somme versée ne sera jamais supérieure à la somme maxima dont le versement est prévu par la police : c'est là une limite infranchissable apportée à l'engagement de la Compagnie, même si le montant du dommage est supérieur à la garantie fixée dans le contrat par clause spéciale.*

2° *L'indemnité versée ne peut couvrir, du maximum (et seulement dans la limite de l'engagement de l'assureur), que le montant du préjudice réellement subi, c'est-à-dire la valeur des choses détruites ou détériorées, et, s'il y a lieu, les indemnités dues à raison du sinistre, et les frais faits pour l'éviter ou pour diminuer son étendue.*

Cette limitation, d'ordre public, résulte du principe indemnitaire qui a pour but d'écarter l'espoir d'un bénéfice à la suite d'un sinistre, ou d'éviter la trans-

formation du contrat d'assurance en pari. Il est expressément formulé par la loi du 13 juillet 1930, article 24 ⁽¹⁾.

3° L'indemnité versée ne représentera pas la totalité du dommage subi, lorsqu'il y aura sinistre partiel et sous-assurance, cela par le jeu de la règle proportionnelle, en vertu de laquelle l'assuré restera son propre assureur pour une partie du dommage.

Il en sera autrement, et l'assuré sera indemnisé de la totalité du dommage subi (dans la limite de la somme prévue au contrat), si l'on est en présence d'une police d'assurance « au Premier Feu », qui écarte précisément en principe l'application de la règle proportionnelle...

*
* *

Voici quel sera le plan de notre étude :

I. Chapitre préliminaire :

LA RÈGLE PROPORTIONNELLE

Son origine — son application — son étendue
sa justification — ses modalités — ses exceptions

II. Première partie :

L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU » ET SON EVOLUTION HISTORIQUE

Naissance de l'assurance « au Premier Feu ».
Développement de l'assurance « au Premier Feu ».
Forme actuelle de l'assurance « au Premier Feu ».

(1) ARTICLE 24. — « L'Assurance relative aux biens est un contrat d'indemnité; l'indemnité due par l'Assureur à l'Assuré ne peut dépasser le montant de la valeur de la chose assurée au moment du sinistre. »

III. *Deuxième Partie :*

L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU » ET SA RÉALISATION PRATIQUE

Bases fondamentales de l'assurance « au Premier Feu ».

Calcul de la prime dans l'assurance « au Premier Feu ».

L'assurance de feux successifs (« Deuxième Feu, Troisième Feu »...).

L'assurance « au Premier Risque » (vol — responsabilité).

Avantages et inconvénients de l'assurance « au Premier Feu ».

L'assurance « au Premier Risque » dans les pays étrangers.

IV. *Troisième partie :*

L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU » ET SA RÉGLEMENTATION FISCALE

La triple taxe de la loi du 4 avril 1926, article 36.

Les contrats d'assurances collectives « au Premier Feu ».

La police globale à primes moyennes.

V. *Conclusion :*

JUGEMENT D'ENSEMBLE SUR L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU »

Forme actuelle et régime fiscal — réformes possibles
Avenir de l'assurance « au Premier Feu »



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553016_0002

CHAPITRE PRELIMINAIRE

LA REGLE PROPORTIONNELLE

Nous avons été dotés le 13 juillet 1930 d'une *loi sur le contrat d'assurance*. Celle-ci dispose, dans son article 31 :

ARTICLE 31. — « *S'il résulte des estimations que la valeur des choses assurées excède, au jour du sinistre, la somme garantie, l'assuré est considéré comme restant son propre assureur pour l'excédent, et supporte, en conséquence, une part proportionnelle du dommage, sauf convention contraire.* »

Sur ce point, comme sur tant d'autres, la loi de 1930 n'a d'ailleurs fait que codifier un principe très ancien, qui se trouvait exprimé dans toutes les polices ; et la Police-Type-Incendie établie conformément à la loi du 13 juillet 1930 pose dans l'article 16 des conditions générales, en termes à peu près identiques à ceux de l'article 31 de la loi de 1930, le même principe :

ARTICLE 16. — RÈGLE PROPORTIONNELLE : « *S'il résulte des estimations que la valeur des objets assurés excède la somme garantie, l'assuré est considéré comme son propre-assureur pour cet excédent, et supporte sa part de dommages au marc le franc.* »

Connaissant le texte légal qui régit la règle proportionnelle, nous allons l'appliquer à un exemple numérique, pour mieux faire comprendre ce qu'elle est en réalité, et comment elle joue en pratique. Puis nous verrons son origine et son historique ; les différents fondements sur lesquels on a voulu successivement la faire reposer, et les justifications qu'on en a données ; les critiques qu'on peut adresser à son fonctionnement, critiques en partie injustifiées et réfutables, au point qu'elles n'ont pas empêché son extension progressive, la règle proportionnelle étant appliquée à peu près dans toutes les branches d'assurance.

Néanmoins, nous verrons, en fin de chapitre, que, par différents procédés, on s'est efforcé : d'abord, d'en limiter l'application par l'insertion de clauses spéciales, autorisant un battement de 10 % du montant de la somme assurée, puis établissant des catégories de plus en plus larges, donc de moins en moins nombreuses, avec compensation des valeurs à l'intérieur de chacune d'elles. Puis on a voulu rendre cette application impossible, par la pratique des polices ajustables, polices flottantes, polices valeur agréée, etc., dans lesquelles la somme assurée est par définition égale à la somme assurable.

Enfin, on a essayé d'en écarter complètement le principe, avec la police d'assurance « au Premier Feu », stipulant l'abandon de cette règle proportionnelle...

*
* *

Examinons d'abord comment joue, en fait, cette règle proportionnelle...

Soit un immeuble d'une valeur totale de 150.000 francs, assuré par une police pour une somme de 100.000 francs seulement. Vient à se produire un

sinistre partiel (cas de beaucoup le plus fréquent), qui cause 75.000 francs de dégâts. Que va-t-il se produire ? L'assuré, qui a signé une police d'assurance de 100.000 francs, croit toucher le montant intégral du dommage subi, soit 75.000 francs, puisque ce dommage est inférieur à la somme assurée. Combien grande est son erreur, due à une ignorance, plus grande encore, des clauses de la police, et du jeu de l'article 16 des conditions générales : au lieu des 75.000 francs espérés, représentant le dommage subi, il ne touchera en effet qu'une indemnité de 50.000 francs, représentant les $\frac{2}{3}$ de ce dommage. Pour quelle raison ?

Parce qu'en vertu de la règle proportionnelle, n'ayant fait assurer son immeuble que pour les $\frac{2}{3}$ de sa valeur totale, il est resté son propre assureur pour le $\frac{1}{3}$ de cette valeur, et qu'en l'absence de clause contraire, il participera, pour cette même proportion de $\frac{1}{3}$, à la réparation du dommage subi.

En effet :

La valeur totale de l'immeuble assuré est de 150.000 francs ;

La somme assurée représente 100.000 francs, c'est-à-dire les $\frac{2}{3}$ de la valeur totale de l'immeuble.

Donc l'assurance se partagera ainsi :

A la charge de l'assureur :

les $\frac{2}{3}$ de 150.000 francs, soit 100.000 »

A la charge de l'assuré :

le $\frac{1}{3}$ de 150.000 francs, soit 50.000 »

Ce qui donne bien un total de $\frac{3}{3}$ ou .. 150.000 »
représentant la valeur totale de l'immeuble assuré.

D'autre part, le sinistre a causé un dommage de 75.000 francs, qui se répartira entre l'assureur et l'assuré, dans une proportion identique aux valeurs

respectivement assurées par chacun d'eux, c'est-à-dire :

A la charge de l'assureur :

les $\frac{2}{3}$ de 75.000 francs, soit 50.000 »

A la charge de l'assuré :

le $\frac{1}{3}$ de 75.000 francs, soit 25.000 »

Le total donnant bien le montant du dom-

mage, soit 75.000 »

Donc, bien que le dommage de 75.000 francs soit inférieur aux 100.000 francs assurés, mais parce qu'il y a sous-assurance du $\frac{1}{3}$, l'assuré ne touchera pas l'indemnité complète de 75.000 francs à laquelle il semblait avoir droit, mais seulement les $\frac{2}{3}$ de cette somme, soit 50.000 francs.

L'économie du $\frac{1}{3}$ de la prime, qu'il a voulu réaliser en signant une police qui ne couvrirait que les $\frac{2}{3}$ de la valeur assurable, aura pour lui une grave conséquence : celle d'entraîner en cas de sinistre, du fait de la sous-assurance du $\frac{1}{3}$, et du jeu de la règle proportionnelle, une semblable réduction du $\frac{1}{3}$ dans l'indemnité qui lui sera versée. Quel beau résultat ! Pour gagner une centaine de francs, il en a perdu 25.000 ! Alors, il accusera la règle proportionnelle. C'est lui qui a tort, et non cette dernière ; elle n'a joué que parce qu'il y avait sous-assurance. Si l'assurance avait été suffisante, l'assuré aurait été indemnisé complètement de la perte qu'il a subie. Si la sous-assurance a été volontaire, il n'a qu'à s'en prendre à lui-même...

Mais si la sous-assurance est involontaire, alors on comprend son étonnement et son animosité à l'égard de la règle proportionnelle ! Son étonnement, parce qu'ignorant des choses de l'assurance, il sera, le plus souvent, mal renseigné par l'agent ou par le courtier, et qu'il aura mal lu ou mal compris les clauses de sa

police d'assurance ; son animosité, parce qu'il sera lésé dans ses intérêts : il s'est assuré, et pourtant le sinistre lui causera un préjudice, alors qu'il se croyait à l'abri de tout dommage ! Et, dans sa fureur, il accusera l'assureur, lui reprochant sa malhonnêteté et sa mauvaise foi, sans se rendre compte qu'il ne peut accuser que lui-même et son ignorance, et sans reconnaître qu'il y eut imprudence de sa part à ne pas avoir mieux étudié les clauses de son contrat, d'autant plus que l'article 16, établissant la règle proportionnelle, est écrit en caractères gras, particulièrement apparents, justement pour attirer son attention.

Pour résumer ce qui précède en une formule mathématique simple et claire, nous généraliserons :

En cas de sous-assurance et de sinistre partiel, l'indemnité due par l'assureur sera réduite du fait de la règle proportionnelle, s'appliquant de droit commun, en l'absence de toute clause contraire. Elle sera calculée d'après la formule :

$$\text{Indemnité} = \frac{\text{Somme assurée} \times \text{montant du dommage}}{\text{Valeur réelle assurable}},$$

ce qui, dans l'exemple précité, nous donne bien :

$$\text{Indemnité} = \frac{100.000 \times 75.000}{150.000} = 50.000 \text{ francs.}$$

■
* *

Plusieurs remarques s'imposent :

1° Il ne faut pas confondre cette règle proportionnelle, telle qu'elle vient d'être définie, avec la règle proportionnelle qui joue entre les assureurs, lorsqu'il y a plusieurs polices, règle proportionnelle spéciale en vertu de laquelle le partage de la perte s'effectue entre eux au prorata des sommes assurées.

2° Malgré l'apparence, la règle proportionnelle s'applique également en cas de sinistre total, mais le résultat pratique est le même que si elle ne s'appliquait pas. Supposons en effet que, dans l'exemple choisi ci-dessus, il y ait eu sinistre total: le dommage s'élève à 150.000 francs. Or l'assureur ne paiera que 100.000 francs, montant maximum de sa garantie, et rien de plus ; il ne peut en effet être tenu que dans la limite de son engagement, c'est-à-dire 100.000 francs. Le résultat serait le même, s'il y avait assurance « au Premier Feu » jusqu'à concurrence de 100.000 francs, avec abandon de la règle proportionnelle... Mais si nous supposons le cas général, c'est-à-dire celui d'un contrat ordinaire avec application de la règle proportionnelle, celle-ci a joué, *ou du moins tout se passe comme si elle avait joué*, dans le cas de sinistre total. En effet, l'assureur a versé 100.000 francs sur 150.000 francs de dommages, soit les $\frac{2}{3}$. Or l'assuré n'avait couvert que 100.000 francs (somme assurée), sur 150.000 (valeur réelle assurée), c'est-à-dire les $\frac{2}{3}$ de la valeur de la chose assurée. Resté son propre assureur pour $\frac{1}{3}$ de la valeur de la chose assurée, il supporte $\frac{1}{3}$ du dommage, résultat identique à celui obtenu en appliquant la formule de la règle proportionnelle. *Mais on peut dire que si la règle proportionnelle s'applique bien dans l'hypothèse du sinistre total comme dans l'hypothèse du sinistre partiel, elle n'a d'intérêt pratique que dans cette dernière hypothèse.*

3° Le jeu de la règle proportionnelle suppose nécessairement une sous-assurance, ce qui se produit lorsque, pour une raison quelconque, la somme assurée est inférieure à la valeur totale de l'objet assuré. Dans ce cas, il y aura réduction d'indemnité par suite de la règle proportionnelle, quelle que soit la cause de la sous-assurance ou le motif qui l'a inspirée. La

sous-assurance peut en effet venir de l'assuré, qui cherche à réaliser une économie de prime, ou qui veut éviter la déclaration de la valeur totale des existences, soit pour ne pas renseigner le fisc, soit pour tourner certaines dispositions fiscales ⁽¹⁾. La sous-assurance peut aussi venir de l'assureur, obligeant l'assuré à conserver un découvert qu'une clause formelle de la police lui interdira de faire couvrir. La sous-assurance peut également être involontaire, et résulter de la situation économique, de la hausse des cours par exemple, de l'augmentation en quantité ou en valeur des biens assurés, d'une dépréciation monétaire, etc... Enfin, la sous-assurance peut exister lors de la signature du contrat (sous-assurance originale), ou n'être apparue que postérieurement à cette signature ⁽²⁾. Peu importe : à l'aide des règles habituelles d'évaluation en matière d'assurance, on calculera s'il y a effectivement sous-assurance au jour du

(1) Par exemple, l'évaluation forfaitaire, faite par le Fisc, des biens d'une succession sur la base de 60 % des capitaux assurés, surtout depuis la loi du 30 juin 1923, dont l'article 20 aggrave la loi du 31 mars 1903, qui, dans son article 6, obligeait les héritiers à déclarer l'Assurance existant sur meubles.

La loi de 1923 retenait comme base d'imposition 60 % du montant de cette police, mais réservait la preuve contraire au moyen d'un inventaire sincère et régulier, établissant l'exagération de cette valeur imposée.

Or l'article 88 de la loi du 31 mai 1933 vient de supprimer cette preuve contraire et d'augmenter du même coup les cas de Sous-Assurance.

(2) Voir sur ce point : ANCEY, *Théorie et Pratique des Opérations d'Assurance*, 2^e édition, p. 322; DANJON, *Traité de Droit Maritime*, t. IV, n° 1261; PAPOT, *La Règle Proportionnelle dans les Assurances Terrestres*, p. 57; WEENS, *La Règle Proportionnelle dans le Contrat d'Assurance*, dans *Revue Générale des Assurances Terrestres*, 1930, p. 38; COSACK, *Traité de Droit Commercial*, traduit sur la 6^e édition allemande, par LÉON MIS, t. II, p. 409; OTTO HAGEN, dans *Versicherungsrecht*, t. VIII, du *Handbuch des Gesamten Handelsrechts*, de EHRENBURG, t. I, p. 466; MANES, *Versicherungswörterbuch*, V^o *Selbstversicherung*, p. 1148, et *Unterversicherung*, par HAGEN, p. 1290; RAMELLA, *Trattato delle Assicurazioni*, n° 131.

sinistre ⁽³⁾ ; dans ce cas, on appliquera la règle proportionnelle ; et ce, quelle que soit la cause de la sous-assurance, sauf clause spéciale atténuant ou écartant la règle proportionnelle ⁽⁴⁾.

4° Cette règle proportionnelle vise le cas d'insuffisance de la valeur assurée. Il existe une autre règle proportionnelle semblable, dite « règle proportionnelle de prime », en cas d'insuffisance de déclaration, quant à l'opinion du risque, ou quant à sa probabilité ⁽⁵⁾. Il s'agit alors de fausses déclarations, réti-

(3) Il y eut autrefois discussion à propos de cette date; consulter : Auteurs favorables à la date de la signature de la police : ALAUZET, *Traité Général des Assurances*, n° 411 ; AGNEL, *Manuel Général des Assurances*, 6^e édition, p. 149; LABBÉ, Note sous Cassation Requêtes, 19 janv. 1880, S. 1880.1.141. Auteurs favorables à la date du sinistre : BOUDOUSQUÉ, *Traité de l'Assurance contre l'Incendie*, n° 152 ; de LALANDE et COUTURIER, *Traité du Contrat d'Assurance contre l'Incendie*, n° 489; VAN EECKOUT, *Le Droit des Assurances Terrestres*, 3^e édition, n° 141; ANCEY, *L'Assurance, sa Technique, son Mécanisme*, p. 183; PAPOT, *Op. cit.*, n° 44, p. 57. Cette opinion favorable à la date du sinistre est consacrée par la Jurisprudence : Paris, 19 mars 1840, S. 1840.2.238, *Journal du Palais*, 1840.2.453; Paris, 31 déc. 1856; BONNEVILLE DE MARSANGY, *Jurisprudence Générale des Assurances Terrestres*, 2, 183; Trib. Civ. Rouen, 21 août 1871, *Journal des Assurances*, 1872, p. 121, etc...; elle a été confirmée définitivement par l'article 31 de la loi de 1930 : « Le jour du sinistre ».

(4) Par exemple, la clause d'après laquelle on ne tient pas compte de... « la sous-assurance n'excédant pas 10 % de la « valeur totale assurée, et provenant uniquement de la hausse « des cours qui se serait produite dans un délai n'excédant « pas un mois avant le jour du sinistre ».

(5) Sur la Règle Proportionnelle de Primes, voir : Loi du 13 juillet 1930, article 22, § 3 :

Dans le cas où la constatation (de l'omission ou de la Déclaration inexacte de l'assuré) n'a lieu qu'après un « sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des « primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été « dues, si les risques avaient été complètement et exactement « déclarés ».

L'article 9 des Conditions Générales de la Police-Type-Incendie 1930 ; Henri DÉSERT, *De l'Obligation pour l'Assuré de procurer à l'Assureur une exacte Opinion du Risque*; WEENS, *Du Principe que l'Assurance est un Contrat d'indemnité*, thèse, p. 74 et p. 186; GODART et PERRAUD-CHARMANTIER, *Code des Assurances*, 2^e édition, n° 491, p. 265, et n° 504, p. 271; Roux Antoine, *Le Contrat d'As-*

cences, etc..., sanctionnées, suivant leur caractère volontaire ou involontaire, par une déchéance ou par une réduction proportionnelle d'indemnité. Mais on réserve le nom de sous-assurance, donnant lieu à l'application de la règle proportionnelle, à la seule *sous-assurance de valeur*.

*
**

Le jeu de la règle proportionnelle ainsi précisé, nous allons retracer brièvement l'historique de la clause qui l'établit.

Règle traditionnelle de notre droit des assurances, pratiquée dans presque tous les pays, la règle proportionnelle est mentionnée pour la première fois dans le « *Guidon de la Mer* », qui concerne les assurances maritimes (ch. II, art. 17 : exemple des draps valant 2.500 écus, et assurés seulement pour 2.000 ⁽⁶⁾) :

« S'il n'y a perte totale, mais seulement avarie l'avarie sera répartie non seulement sur deux mille escus, mais sur les deux mille cinq cens ».

Puis elle est reprise par l'article 46 de l'Ordonnance de la Marine de 1681 ⁽⁷⁾, approuvée par toute

surance, p. 65 ; *Argus*, articles de FIVEL, du 26 avril 1936, p. 595, et de LEVASSEUR, du 8 novembre 1936, p. 1657 ; PLANIOL, RIPERT et LEPARGNEUR, *Traité Pratique de Droit Civil Français*, t. XI, *Assurances*, n° 1304, p. 612 ; DÉROULEDE, *La Règle Proportionnelle de Prime*, dans *Revue Générale des Assurances Terrestres*, 1931, p. 743 ; DESCHAMPS, *L'Aggravation du Risque en cours d'Assurance*, p. 88 ; MONTCHARMONT, *La Déclaration du Risque dans les Assurances Terrestres d'après la Loi du 13 juillet 1930*, p. 98 ; LACAN, *Guide Juridique et Pratique de l'Hôtelier et du Voyageur*, p. 162 ; BESSON, *La Notion de Déchéance*, p. 45 et p. 116 ; GROUSSON, *Des Déchéances*, Lyon, 29 janvier 1925, *Recueil Périodique des Assurances*, 1925, p. 42 ; PAPOT, *L'Assurance...*, *Op. cit.*, p. 47 ; ANCEY, *Op. cit.*, p. 186.

(6) PARDESSUS, *Collection des Lois Maritimes*, t. II, p. 384.

(7) VALIN, *Commentaire sur l'Ordonnance de la Marine du Mois d'Août 1681*, 2^e édition, p. 338 : « Ne pourra le délaissement être fait qu'en cas de prise, naufrage, bris, échouement, arrêt de Prince ou perte entière des effets assurés ; et tous autres

la doctrine ⁽⁸⁾, les Codes de Commerce étrangers ⁽⁹⁾, consacrée par la Jurisprudence française malgré le silence de notre Code de Commerce ⁽¹⁰⁾, et prévue par l'article 12 de la police française sur facultés ⁽¹¹⁾.

L'assurance terrestre qui se développe ensuite aux côtés de l'assurance maritime lui emprunte cette règle ⁽¹²⁾. C'est ainsi que la première Compagnie française d'assurances à primes fixes contre l'incendie, la « Compagnie d'Assurances Générales contre l'Incendie », fondée en 1819, insère dans sa police un article 18 ainsi conçu :

« dommages ne seront réputés qu'*avarie, qui sera régalée entre les Assureurs et les Assurés à proportion de leurs intérêts...* » ; et, p. 351 : « Hors le cas du délaissement..., tout dommage arrivé au navire ou aux marchandises n'est donc qu'une avarie, qui doit être supportée par les Assureurs, et cela pour le tout entre eux, si l'Assuré n'a pas d'intérêt dans les marchandises au delà des sommes assurées, ou s'il en est autrement, entre eux et lui à proportion de leur intérêt respectif dans la chose dont il n'y a qu'une partie d'assurée. »

(8) De LUGA, *De Credito*, disc. 106, n° 9; VALIN, *Op. cit.*, sous l'art. 46; EMERIGON, *Traité des Assurances*, t. I, p. 659; t. II, p. 237; POTHIER, *Traité du Contrat d'Assurances*, n° 79, p. 168; LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de Droit Commercial*, t. IV, n° 1305; DANJON, *Op. cit.*, n° 1753; RIPERT, *Droit Maritime*, 3^e édition, t. II, n° 2550, p. 589; *Marine Insurance Act*, 1906, article 81.

(9) Code de Commerce Espagnol, article 776; Code de Commerce Allemand, article 792; Code de Commerce Portugais, article 595; Code de Commerce Roumain, article 616; Code de Commerce Chilien, article 532...

(10) Trib. Com. Marseille, 16 mars 1920, *Journal des Assurances*, 1922, p. 240; Paris, 3 janvier 1925, D. 1925, 2, 22; Paris, 12 décembre 1925, *Journal des Assurances*, 1926, p. 593.

(11) Voir à ce sujet, Marseille 1920, et Paris 1925, précités; LYON-CAEN et RENAULT, *Op. cit.*, t. IV, n° 1284; DANJON, *Op. cit.*, t. IV, n° 1261; RIPERT, *Op. cit.*, t. II, n° 2550, p. 589; WEENS, *Op. cit.*, dans *Revue Générale des Assurances Terrestres*, 1930, p. 41; ANDOUIN, *Commentaire de la Police sur Corps de* 1928, article dans le *Bulletin des Assurances Maritimes*, 1928, p. 363.

(12) DROUAULT, *Assurance contre l'Incendie. Principes et Utopies*, article dans la *Revue de Législation Professionnelle*, 1912, p. 33, à propos des polices anglaises contenant cette clause; HAMON, *Histoire Générale de l'Assurance en France et à l'Etranger*, p. 45.

ARTICLE 18. — « Si, au moment de l'incendie, la valeur des objets couverts par la police excède le montant de l'assurance, l'assuré est considéré comme étant resté son propre-assureur pour cet excédent, et il supporte, en cette qualité, sa part de la perte ou du dommage au centime le franc. »

Cette clause fut ensuite adoptée par les polices des Compagnies postérieurement créées ; nous la retrouvons dans toutes les Conditions Générales des contrats d'assurances, même dans les branches autres que l'assurance-incendie ⁽¹³⁾.

C'est à peu près dans les mêmes termes qu'elle a été définitivement consacrée par l'article 31 de la loi du 13 juillet 1930 cité plus haut, après avoir été prévue par l'article 12 du projet du 12 juillet 1904 sur le contrat d'assurance: l'exposé des motifs de ce projet déclarait expressément que « la règle proportionnelle est une règle traditionnelle et conforme à la volonté des contractants ⁽¹⁴⁾. »

(13) La Règle Proportionnelle s'applique aussi à l'Assurance-Bétail (article 41 des Conditions Générales de la Police-Type), à l'Assurance Transports-Terrestres (article 6 des Conditions Générales de la Police-Type), à l'Assurance des Récoltes contre la Grêle (article 18 de la Police de la Compagnie d'Assurances Générales), à l'Assurance des Vitres, Cloches de jardins et Couvertures de bâtiments contre la Grêle (article 7 de la Police émise par la Compagnie La Nationale), à l'Assurance contre l'Incendie des Automobiles, à l'Assurance contre les Accidents survenus à ces véhicules (GODART et PERRAUD-CHARMANTIER, *Op. cit.*, p. 345, n° 642, qui cite : Paris, 2 mars 1923, *Argus* du 10 août 1923; Lyon, 7 mars 1936, *Moniteur Juridique de Lyon*, 1936, p. 390 ; WEENS, *Op. cit.*, p. 43; ANCEY, *Op. cit.*, p. 187; PAPOT, *Op. cit.*, n° 74), etc..., à l'Assurance contre le Vol, et, d'une façon générale, à toutes les Assurances de Choses, lorsqu'elles comportent, à titre accessoire, une garantie contre les Risques d'Incendie ou de Vol: (GODART et PERRAUD-CHARMANTIER, *Op. cit.*, n° 345, qui cite : Trib. Com. Seine, 8 novembre 1920, *Recueil Périodique des Assurances*, 1921, p. 79; PAPOT, *Op. cit.*, p. 105; PERREAU, *Manuel Juridique et Pratique des Opérations d'Assurances*, p. 309; HAMONIC, *L'Assurance-Vol*, n° 245, p. 235...

(14) *J. Off.*, 1904, *Doc. Parlem.*, Ch., ann. n° 1918, p. 918.

Entre la publication du « Guidon de la Mer » et la loi de 1930, la règle proportionnelle a toujours été pratiquée, de droit commun. Il n'y eut que quelques brèves périodes, où elle fut partiellement écartée par des clauses de « Premier Feu » ; nous examinerons d'ailleurs plus loin, dans notre « Historique du Premier Feu », ces cas exceptionnels, dont la fréquence, et l'importance, vont s'accroissant avec l'évolution de l'assurance et l'accroissement de la concurrence.

Néanmoins, malgré la pratique actuelle, assez répandue, des assurances « au Premier Feu » ou « au Premier Risque », puis celle, toute récente, des « Assurances Globales », *il est encore aussi vrai qu'autrefois de dire que la règle proportionnelle, admise dès l'apparition de l'assurance, toujours prévue par une clause des polices* ⁽¹⁵⁾, *approuvée par l'ensemble de la doctrine* ⁽¹⁶⁾, *appliquée par une jurisprudence*

(15) Article 18 des Conditions Générales de la Police émise par la Société d'Assurances Mutuelles de la Ville de Paris (1816); article 18, § 2, des Conditions Générales des Polices émises par les Compagnies du Phénix, de la Nationale, etc..., article 16 des Conditions Générales de la Police-Type-Incendie de 1930.

(16) En France : QUESNAULT, *Traité des Assurances Terrestres*, n° 94; GRÜN et JOLIAT, *Traité des Assurances Terrestres*, n° 257; BOUDOUSQUIE, *Op. cit.*, n° 152, 306; PERSIL, *Traité des Assurances Terrestres*, n° 93; de LALANDE et COUTURIER, *Op. cit.*, n° 484, 492; ANCEY, *Op. cit.*, p. 321; DROZ, *Commentaire des Polices d'Assurances contre le Risque d'Incendie*, p. 109; GIRARD, *Eléments d'Assurance*, p. 64, 169; DESFRANÇOIS, *Commentaire des Conditions Générales de la Police de l'Urbaine*, p. 60; de LIGNEROLLES, *Des Recours de l'Assureur contre les Tiers Responsables du Sinistre*, p. 443; HAMON, *Les Responsabilités. Les Assurances. La Prévoyance*, n° 91, p. 71; PLANIOL, RIPERT et LEPARGNEUR, *Op. cit.*, n° 1336; GUYOT, *Commentaire de la Loi du 13 juillet 1930*, article dans *Les Lois Nouvelles*, 1931, p. 447, n° 48; H. et L. MAZEAUD, *Traité de la Responsabilité Civile*, t. III, n° 2664 à 2667, p. 685 à 689; SUMIEN, *Traité Théorique et Pratique des Assurances Terrestres et des Opérations de Capitalisation et d'Epargne*, 4^e édition, n° 134 et 509; SUMIEN, *Manuel de l'Assureur et de l'Assuré*, n° 66, 253, 282, 300; L. DE RIEDMATTEN, *Conditions Générales des Polices-Incendie*, 2^e édition, p. 98 à 103; BALCET, *Commentaire Critique de la Loi du 13 juillet 1930*, p. 182; BALCET, *Répertoire Pratique*, p. 155; AGNEL, *Op. cit.*, n° 166; CAPITANT, *La Loi du 13 juillet 1930*

abondante et constante ⁽¹⁷⁾, qui ne s'est jamais démentie depuis le début de son intervention, constitue le droit commun. Consacrée définitivement par un texte précis, l'article 31 de la loi de 1930, comme elle l'avait été déjà par toutes les lois étrangères sur le contrat d'assurance ⁽¹⁸⁾, la règle proportionnelle est

relative au Contrat d'Assurance, article dans *Revue Générale des Assurances Terrestres*, 1930, p. 789, sous l'article 31; TRASBOT, *Dalloz Périodique*, 1931, IV-22, sous article 31; PERREAU, *Op. cit.*, p. 215; WAHL, *Précis Théorique et Pratique de Droit Commercial*, n° 1340; HÉMARD, *Théorie et Pratique des Assurances Terrestres*, t. II, n° 450; WEENS, *Du Principe...*, n° 59; WEENS, article cité dans *Revue Générale des Assurances Terrestres*, 1930, p. 38; PAPOT, *Op. cit.*, etc...

A l'étranger : BELGIQUE : MUSCHART, *Commentaire de la Loi du 11 juin 1874 sur les Assurances*; ITALIE : PIPIA, *Trattato delle Assicurazioni Terrestri*, n° 335; VIVANTE, *Traité de Droit Commercial*, 3^e édition, traduite par le Professeur ESCARRA, t. IV, n° 1959; RAMELLA, *Op. cit.*, n° 131; ALLEMAGNE : COSACK, *Op. cit.*, p. 409; EHRENBURG, *Op. cit.*, p. 456; MANES, *Op. cit.*, t. I, p. 134; MAINARDI, *L'Assurance au Premier Feu dans la Branche-Incendie*, article dans « *Assicurazioni* », 1934, p. 527.

Se prononcent contre : AGNEL, *Op. cit.*, p. 165; ALAUZET, *Op. cit.*, n° 411; HAGEN, *Op. cit.*, dans *Handbuch...*, t. I, p. 466, et dans *Versicherungs-lexicon*, p. 1290.

(17) Paris, 19 mars 1840, S. 1840, 2, 237, *Gazette du Palais* 1840, 2, 483; Trib. Com. Nancy, 18 juin 1856, *Jurisprudence Générale des Assurances Terrestres*, 2, 184; Trib. Civ. Lyon, 3 juillet 1856, *Jurisprudence Générale des Assurances Terrestres*, 1856, 2, 190; *Journal des Assurances*, 1856, p. 330; Paris, 31 décembre 1856, *Jurisprudence Générale des Assurances Terrestres*, 2, 183; Trib. Civ. Avignon, 21 juin 1860, *Jurisprudence Générale des Assurances Terrestres*, 3, 81; Pau, 5 avril 1884; S. 1884, 2, 186, *Gazette du Palais*, 1884, p. 920, *Jurisprudence Générale des Assurances Terrestres*, 2, 48, D. 1886, 2, I; ... et, plus récemment, Trib. Civ. Seine, 20 janvier 1920, *Journal des Assurances*, 1920, p. 400, *Recueil Périodique des Assurances*, 1920, p. 88; Trib. Com. Marseille, 6 mars 1921, *Recueil Périodique des Assurances*, 1921, p. 396; Trib. Civ. Castres, 10 janvier 1923, *Journal des Assurances*, 1923, p. 164, *Recueil Périodique des Assurances*, 1923, p. 441.

(18) Code de Commerce Argentin, article 502; Code de Commerce Chilien, article 532, § 2; Code de Commerce Colombien, article 712; Code de Commerce Equatorien, article 595; Code de Commerce Espagnol, article 408; Code de Commerce Hollandais, article 253; Code de Commerce Vénézuélien, article 552; Code de Commerce Portugais, article 433; Code de Commerce Hongrois, article 478; Code de Commerce Roumain, article 450; Code de Commerce Italien, article 425; etc...

toujours appliquée en l'absence d'une clause contraire expresse et formelle.

*
**

Mais si tout le monde est d'accord, d'une manière à peu près unanime, pour admettre le *principe* de la règle proportionnelle, que de divergences, lorsqu'il s'agit d'en établir le *fondement* ! Trois opinions principales ont été soutenues, que nous examinerons successivement : l'indivision ; la co-assurance ; la proportionnalité de la prime au risque.

I. *Les uns veulent justifier la règle proportionnelle par l'indivision résultant de l'impossibilité de déterminer les objets assurés parmi ceux compris dans le même risque.*

C'est là une opinion très ancienne ; le premier auteur qui l'ait soutenue paraît avoir été Pothier, écrivant « qu'il n'y a aucune raison pour attribuer la « perte des effets qui ont péri à la partie assurée « plutôt qu'à celle qui restait à assurer » ⁽¹⁹⁾.

De nombreux auteurs l'ont approuvée, employant plus nettement le mot « *indivis* » ou « *indivision* ». C'est ainsi que Pardessus disait ⁽²⁰⁾ :

et, plus récemment, Loi Belge du 11 juin 1874, article 21 ; Loi Suisse du 2 avril 1908, article 69 ; Loi Allemande du 30 mai 1908, article 56 ; Loi Autrichienne du 23 décembre 1917, article 52 ; etc...

(19) POTHIER, *Op. cit.*, n° 79.

(20) PARDESSUS, *Cours de Droit Commercial*, t. III, n° 760 ; et une partie de la Doctrine : HETTIER, *Des Assurances Terrestres*, thèse, p. 274 ; QUESNAULT, *Op. cit.*, p. 77 ; GIRARD, *Op. cit.*, p. 169 ; VIVANTE, *Op. cit.*, n° 153 ; de LALANDE et COUTURIER, *Op. cit.*, n° 486 ; SIMONIN, *Op. cit.*, n° 1955 ; GRÜN et JOLLIAT, *Op. cit.*, n° 157 ; BOUDOUSQUIÉ, *Jurisprudence Générale des Assurances Terrestres*, note sous Pau, 5 avril 1884, 2, 48 ; MUSCHART, *Op. cit.*, p. 106 ; VAN EECKOUT, *Op. cit.*, n° 84 ; DROUVAULT, *Loc. cit.*, p. 33 ; DUHAIL, *Etudes sur le Contrat d'Assurance-Incendie*, p. 221 ; RIALAN, *Le Contrat d'Assurance-Incendie dans ses Rapports entre l'Assureur et l'Assuré*, p. 61 ; PANDECTES FRANÇAISE, Nouveau Répertoire, t. X, *Assurances contre l'Incendie*, n° 1479 ; GUYOT, *Répertoire de Jurisprudence*, V° *Police d'Assurance*, t. XIII, p. 170.

« La quantité non assurée qui forme un découvert
« étant « *indivise* » avec celle qui a été assurée,
« l'assureur et l'assuré sont réputés « *assureurs par*
« *indivis* » dans la proportion résultant de la police
« et du découvert.

« Les contractants sont à l'égard des risques dans
« les mêmes rapports que « *deux co-propriétaires*
« *d'une chose indivise* », dont le droit s'étend à cha-
« cune des parties de la chose, jusqu'à ce qu'un acte
« de partage ait fait cesser l'indivision en assignant
« à chacun une part déterminée. Si la chose est dé-
« truite en partie avant le partage, il est évident que
« l'un des co-propriétaires ne peut mettre la perte
« exclusivement à la charge de l'autre, et que tous
« les deux sont tenus de la supporter en commun,
« proportionnellement à la quotité de leurs droits in-
« divis. »

Pour le démontrer, on raisonne sur l'exemple bien connu des sacs : supposons que 50 sacs remplis de marchandises soient rassemblés dans une grange ; le propriétaire n'en a fait assurer que 25. Comment savoir, au cas où un sinistre vient à se produire, détruisant 20 sacs, s'il faut compter les sacs détruits parmi les sacs assurés, ou s'il faut les imputer sur la part non assurée, restée à la charge du propriétaire ? L'assureur peut légitimement se dire exonéré, mais l'assuré peut non moins légitimement exiger une réparation intégrale du préjudice subi. Comment décider ?

La seule solution logique est d'admettre le partage du sinistre, entre l'assureur et l'assuré, dans la proportion existant entre la somme assurée et la valeur totale des biens soumis aux risques.

Cette solution est celle qui est appliquée dans la pratique. Elle est ainsi justifiée par M. Robert Désert,

directeur adjoint de la Mutuelle de Poitiers, dans une récente circulaire à ses agents, parue dans l'*Argus* du 20 mai 1928 :

« Quand l'assurance est insuffisante, la Compagnie
« ne garantit qu'une partie de chaque objet. Cette
« partie garantie est déterminée d'une façon très pré-
« cise par la proportion entre la somme assurée et la
« valeur réelle du risque.

« Si quelques-uns seulement des objets assurés sont
« détruits, l'assureur ne doit pour chacun que la
« somme maxima qu'il garantit pour chacun. Cette
« somme qu'il garantit sur chaque objet nous est in-
« diquée par la règle proportionnelle, qui aboutit
« exactement au même résultat qui aurait été ob-
« tenu, si on avait détaillé dans la police la somme
« garantie sur chaque objet, sur chaque meuble, sur
« chaque *pierre*, sur chaque *tuile*.

« Si ce détail avait été fait, il est bien évident que
« personne ne demanderait à ce que l'assureur verse
« sur chaque chose plus qu'il ne garantit.

« La *règle proportionnelle* n'est que l'application
« exacte de ce principe, qu'une Compagnie d'assu-
« rances ne peut pas verser, pour un objet détruit,
« plus que la somme qu'elle garantit, mais elle pré-
« sente l'avantage de la simplification en évitant à
« l'assuré et à la Compagnie l'obligation de détailler
« complètement et minutieusement tout ce qui est
« compris dans l'assurance.

« La *règle proportionnelle* est donc bien la base
« normale et équitable du contrat d'assurance incen-
« die »

Mais un tel raisonnement n'a rien de juridique ; il se base sur l'équité, sur la logique, non sur le Droit des assurances : il est insuffisant pour justifier la règle proportionnelle.

II. D'autres ont cru trouver le fondement juridique de la règle proportionnelle dans les règles de co-assurance.

L'assuré gardant pour lui une part du risque, il est considéré comme « SON PROPRE ASSUREUR » pour cette part. Il y a deux assureurs, et nous devons appliquer par conséquent les règles de la co-assurance : lorsqu'un sinistre vient à se produire, chacun supporte la perte en proportion du capital assuré, c'est-à-dire que l'assureur paiera en proportion de la part assurée, et l'assuré en proportion de son découvert.

Cette opinion, énoncée par Emerigon dans son *Traité des Assurances* ⁽²¹⁾, fut reprise par un grand nombre d'auteurs ⁽²²⁾, et l'expression « être son propre assureur » est devenue courante.

On la retrouve dans toutes les lois modernes sur le contrat d'assurance, y compris notre loi française du 13 juillet 1930.

Et pourtant, sous une apparence de logique et de vérité, cette expression ne signifie rien, et elle est fausse : car, juridiquement, rien n'établit que l'assuré doive être assimilé à un co-assureur ; et, techniquement, il ne peut être son assureur : l'assurance suppose une compensation de risques, un grand nombre de sinistres, permettant le calcul des probabilités et le jeu de la loi des grands nombres ⁽²³⁾. Sauf cas

(21) EMERIGON, *Traité des Assurances*, t. I, p. 659, et t. III, p. 237.

(22) ANCEY, *Théorie...*, *Op. cit.*, p. 325 ; ANCEY, *l'Assurance*, *Op. cit.*, p. 104 ; de LUCA, *Op. cit.*, *Loc. cit.*, n° 9 ; DESFRANÇOIS, *Op. cit.*, p. 184 ; BOUDOUSQUIÉ, *Op. Cit.*, n° 153, p. 187 ; QUESNAULT, *Op. cit.*, n° 95 ; DANJON, *Op. cit.*, t. IV, n° 1262 ; VIVANTE, *Op. cit.*, n° 1959 ; PIPIA, *Op. cit.*, n° 336 ; de LIGNEROLLES, *Op. cit.*, p. 443 ; ANCEY et SICOT, *La Loi sur le Contrat d'Assurance*, 3^e édition, p. 145 ; HETTER, *Op. cit.*, p. 176 ; PARDESSUS, *Op. cit.*, n° 760 ; PANDECTES FRANÇAISES, *V° Assurance contre l'Incendie*, t. X, n° 1479, p. 126.

(23) MANES, *Versicherungs-lexicon*, *V° Unterversicherung*, p. 1290, et *Selbstversicherung*, p. 1148 ; CHAUFTON, *Les Assurances. Leur Passé. Leur Présent. Leur Avenir*, t. I, n° 110 ; DANJON, *Op. cit.*,

exceptionnels : Etat, très gros industriel, etc..., l'assuré qui ne couvre par son assurance qu'une partie des risques, reste pour le surplus à découvert, jouant contre le hasard et se fiant à sa bonne étoile...

III. *Le véritable fondement juridique et technique de la règle proportionnelle doit être recherché dans la nécessité de proportionner la prime au risque.*

L'ensemble des primes perçues par la Compagnie d'assurances forme une somme globale, qui sert à payer les indemnités dues aux assurés sinistrés. L'assurance est à base de mutualité, il ne faut pas que la participation à cette mutualité soit arbitraire. *Chacun des assurés faisant couvrir un risque, doit verser une part de primes proportionnelle à ce risque. Or ce risque étant lui-même proportionnel à la valeur des choses soumises au risque, il est normal, et nécessaire, que la prime soit proportionnelle à la valeur assurée* (24).

Par une sous-assurance, l'assuré a diminué la prime et n'a payé qu'une part proportionnelle de la prime qu'il aurait dû normalement verser, car la totalité de la chose étant soumise au risque, il devait une prime calculée sur la valeur totale de la chose assurée. Ayant payé une prime partielle, il ne touchera qu'une indemnité partielle, et proportionnelle à son versement.

S'il en était autrement, le total des primes s'avérerait insuffisant pour payer les indemnités dues aux sinistrés; de plus, il y aurait inégalité entre ceux qui

n° 1262 ; ANCEY, *Op. cit.*, p. 282 ; PAPOT, *Op. cit.*, p. 31 ; WEENS, *Revue Générale des Assurances Terrestres*, 1930, p. 74 ; VAN EECKOUT, *Op. cit.*, p. 336 ; MAINARDI, *Op. cit.*, p. 530.

(24) WEENS, *Revue Générale des Assurances Terrestres*, 1930, p. 77 ; WEENS, *Op. cit.*, p. 58, 62 ; VAN EECKHOUT, *Op. cit.*, p. 336 ; BROQUET, *Essai sur les Intérêts Economiques dans le Contrat d'Assurance*, p. 169 ; de LIGNEROLLES, *Op. cit.*, p. 44 ; PAPOT, *Op. cit.*, p. 58 ; Cours de M. le Professeur PICARD (Faculté de Droit de Paris, 1936-1937).

font assurer la valeur totale de leurs biens, et ceux qui n'en font assurer qu'une partie, tout en réclamant une indemnisation complète.

Or il faut absolument que l'égalité entre les assurés soit réellement observée ; il faut que les primes soient suffisantes pour payer l'ensemble des indemnités. Ce sont là deux principes essentiels de la technique et du droit des assurances. Pour les respecter, il faut proportionner la prime au risque, donc, en cas de sous-assurance, appliquer la règle proportionnelle, qui trouve là son fondement juridique, et réduire l'indemnité en proportion de la prime versée, sauf clause contraire.

*
**

Ayant ainsi déterminé le fondement juridique sur lequel repose la règle proportionnelle, nous allons préciser brièvement la portée et l'application de cette règle. Deux questions se posent alors :

- 1° Quand s'applique la règle proportionnelle ?
- 2° Comment s'applique-t-elle ?

I. Nous savons déjà que la règle proportionnelle ne peut jouer que s'il y a sous-assurance, laquelle doit exister obligatoirement au jour du sinistre.

Or, la sous-assurance ne peut exister que s'il est possible de savoir exactement, dès avant la réalisation du sinistre, à combien se monte la valeur assurable. Et toutes les fois que ce calcul n'est pas possible, l'assureur ne pourra pas opposer la règle proportionnelle, car il ne saurait alors y avoir sous-assurance.

Il ne peut donc y avoir sous-assurance, et par conséquent diminution de l'indemnité par la règle proportionnelle :

- 1° Dans l'assurance de personne, étant donné la

liberté et l'arbitraire laissés à l'assuré dans la fixation de la somme assurée ;

2° Dans l'assurance de responsabilité. Tel est du moins le principe pour de telles assurances, car l'appréciation qui peut être faite avant le sinistre, du montant de la responsabilité de l'assuré, ne peut être qu'une appréciation tout à fait arbitraire, excluant par là même la possibilité d'une sous-assurance.

Il en est autrement — et la sous-assurance étant alors concevable, la règle proportionnelle joue — lorsque cette assurance de responsabilité est relative à un objet ou ensemble d'objets dont la valeur est déterminable dès avant le sinistre, au jour de la signature de la police ⁽²⁵⁾. Il arrive d'ailleurs souvent, en cette matière, que l'on évalue à forfait la valeur de la chose dont l'assuré est responsable ; et, dans ce cas, l'assuré ayant souscrit une assurance pour la valeur totale ainsi déterminée, sera complètement assuré, et ne pourra pas se voir opposer la règle proportionnelle, mais celle-ci lui sera opposable s'il n'a pas souscrit une assurance pour la valeur totale ainsi déterminée. C'est ce qui existe notamment pour « l'assurance du risque locatif », le montant de l'assurance étant jugé suffisant, s'il atteint une somme égale à 15 fois la valeur du loyer, lorsqu'il y a pluralité de

(25) Pour l'application de la Règle Proportionnelle à l'Assurance de Responsabilité, voyez : PAPOT, *Op. cit.*, p. 103 et suiv. ; PICARD, *Revue Générale des Assurances Terrestres*, 1936, p. 43 à 46 ; LONIEWSKI, *Assurance et Responsabilité en Matière de Transport*, n° 79, p. 148 ; GODART et PERRAUD-CHARMANTIER, *Op. cit.*, n° 643, p. 345 ; Prime, 15 novembre 1934, p. 682 ; SUMIEN, *Traité...*, *Op. cit.*, n° 134 et 509 ; PLANIOL, RIPERT et LEPARGNEUR, *Op. cit.*, n° 1336, p. 653 ; SPILREIN, *Le Contrat d'Assurance de Responsabilité Civile*, p. 148 ; ANCEY et SICOT, *Op. cit.*, p. 148 ; MAZEAUD, *Op. cit.*, n° 2664 ; WEENS, *Revue Générale des Assurances Terrestres*, 1930, p. 55 ; HÉMARD, *Op. cit.*, t. II, n° 450, 562 ; WEENS, *Op. cit.*, n° 195 ; BOUDOUSQUÉ, *Op. cit.*, n° 309 ; de LALANDE et COUTURIER, *Op. cit.*, n° 785, 705 ; VIVANTE, *Op. cit.*, n° 1959 ; ANCEY, *Théorie...*, *Op. cit.*, p. 323 ; PIPIA, *Op. cit.*, p. 337 ; HAMON, *Op. cit.*, n° 91, p. 71.

locataires ⁽²⁶⁾, ou égale à la valeur totale de l'immeuble occupé, s'il n'y a qu'un seul locataire.

Donc, d'une façon générale, on peut dire que si la sous-assurance est possible, et si elle se produit, l'assuré n'ayant pas garanti la totalité, soit de la valeur des choses assurées, soit de la responsabilité qui peut lui incomber à raison de leur perte, verra réduire l'indemnité versée, à raison de la règle proportionnelle.

II. Comment cette règle jouera-t-elle dans une police donnée ? *La règle proportionnelle s'appliquera à chacun des articles spécifiés au contrat, « ARTICLE PAR ARTICLE », et non pas à l'ensemble des sommes assurées.*

Tel est du moins le principe, qui soulève bien des critiques de la part des assurés. Supposons une police, comprenant trois articles A B C. S'il y a insuffisance d'assurance dans l'article A, et excédent d'assurance dans l'article C, l'excédent de C ne compensera pas l'insuffisance de A. La règle proportionnelle joue simplement à l'intérieur de chacun des articles, sans qu'il y ait compensation entre eux ⁽²⁷⁾.

(26) Sur l'application de la Règle Proportionnelle au Risque Locatif, il existe une littérature très abondante, et de nombreux Arrêts et Jugements. Voir PAPOT, *Op. cit.*, n° 89, p. 110, et références ; GODART et PERRAUD-CHARMANT, *Op. cit.*, n° 643, p. 345, et références, etc...

(27) PAPOT, *Op. cit.*, p. 14, 17, 74 et suiv. ; DROZ, *Op. cit.*, p. 112 ; de LALANDE et COUTURIER, *Op. cit.*, n° 491 ; AGNEL, *Op. cit.*, n° 166, p. 149 ; EHRENBURG, *Op. cit.*, p. 460 ; VIVANTE, *Op. cit.*, n° 1959 ; PIBIA, *Op. cit.*, n° 337 ; GODART et PERRAUD-CHARMANTIER, *Op. cit.*, n° 639, p. 344 ; WEENS, *Op. cit.*, p. 63. Jurisprudence abondante : Trib. Civ. Avignon, 21 juin 1860, *Jurisprudence Générale des Assurances Terrestres*, 3, 81 ; Paris, 4 janvier 1861, *Jurisprudence Générale des Assurances Terrestres*, 2, 237 ; Paris, 2 décembre 1880, S. 82, 2, 189, *Jurisprudence Générale des Assurances Terrestres*, 2, 261 ; Amiens, 26 novembre 1903, *Recueil Périodique des Assurances*, 1904, p. 9 ; Trib. Com. Marseille, 5 mars 1921, *Recueil Périodique des Assurances*, 1921, p. 196 ; Trib. Civ. Castres, 10 janvier 1923, *Journal des Assurances*, 1923, p. 164 ; Trib. Com. Seine, 10 janvier 1920, *Gazette du Palais*, 1921, I, 190, *Recueil des Assurances*, 1921, page 3.

Devant les protestations soulevées par les assurés, le Professeur Thaller, président de la « Ligue des Assurés », obtint des Compagnies l'insertion, dans la police-type incendie de 1912, d'un article 21, qui déclarait :

ARTICLE 21. — « *Toutefois, si la police comporte plusieurs articles afférents à des objets de même nature, faisant partie du même établissement sinistré, et soumis aux mêmes primes, la règle proportionnelle ne sera applicable qu'autant qu'il y aura insuffisance sur le total des capitaux* ».

Une clause, plus favorable encore pour les assurés, fut insérée dans la nouvelle Police-Type-Incendie de 1930, établie conformément à la loi du 13 juillet 1930, dans son article 16, paragraphe 2 :

ARTICLE 16. — « *Toutefois, s'il est constaté au jour du sinistre que la police comporte des articles garantissant, les uns en excédent, les autres insuffisamment, des risques de même nature, faisant partie d'un même établissement, et soumis à un même taux de prime, l'ensemble des excédents sera reporté sur l'ensemble des insuffisances* ».

Enfin, par l'adoption récente des « *polices globales à primes moyennes* », le problème disparaît : la règle proportionnelle reste bien prévue dans le contrat, mais elle ne jouera, en fait, que s'il y a insuffisance de la valeur totale de la police par rapport à la valeur totale des choses soumises au risque, ou « *existences* », sans qu'on ait à se préoccuper de compensation entre insuffisances et excédents de catégories distinctes.

Néanmoins, le principe reste toujours admis : s'il y a sous-assurance au jour du sinistre, une réduction de

l'indemnité sera faite par application de la règle proportionnelle, sauf clause contraire.

*
**

Pourtant, des limitations viennent s'opposer au libre jeu de cette règle proportionnelle. Elles résultent, soit de la forme même de la police, dans laquelle existe alors une conformité nécessaire et absolue entre la valeur assurée et la valeur assurable, soit de clauses formelles insérées dans cette police.

Une police d'assurance peut, en effet, être faite sous la forme d'une *assurance « valeur agréée »*, soit sous la forme de « *police flottante* ».

I. Dans la POLICE « VALEUR AGRÉÉE », *l'assureur et l'assuré reconnaissent formellement l'égalité absolue entre la valeur assurée et la valeur assurable. Il ne peut donc pas être question de sous-assurance, et de ce fait, la règle proportionnelle est toujours inapplicable dans une telle police* (28).

II. Dans la « POLICE FLOTTANTE », la somme assurée est fixée provisoirement lors de la conclusion du contrat. Puis, en cours de contrat, l'assuré adresse à son assureur une série de déclarations, envoyées à dates fixes ou variables, suivant le cas, et le tenant au courant des modifications successives survenues dans les stocks (29). En fin d'année (ces polices sont

(28) Voyez : GODART et PERRAUD-CHARMANTIER, *Op. cit.*, n° 643, p. 345 ; PAPOT, *Op. cit.*, n° 102, p. 132 ; LAFARGUE, *La Clause de Valeur Agréée*, n° 25.

(29) Voyez : BORGEL, *Les Polices Flottantes*, thèse Grenoble ; GODART et PERRAUD-CHARMANTIER, *Op. cit.*, n° 194, p. 89 ; MAGUERO, *Traité Alphanétique des Droits d'Enregistrement, de Timbre et d'Hypothèque*, 3^e édition, p. 430 ; DUBLINEAU, *Traité Théorique et Pratique de l'Enregistrement*, n° 537, p. 356 ; PAPOT, *Op. cit.*, n° 140, page 183.

Il faut d'ailleurs remarquer que les « Polices flottantes » contiennent souvent une clause qui prévoit l'application de la Règle Proportionnelle, au cas où la somme prévue comme garantie

en général des polices annuelles), on établit une valeur moyenne des existences, sur laquelle on calcule la prime due, grâce à ces déclarations successives. (Ceci pour les « POLICES EN COMPTE COURANT », réservées aux seules marchandises soumises au contrôle de la douane ou de la régie. Pour les polices semblables, dites « POLICES AJUSTABLES », établies pour les autres marchandises, on additionne les primes successivement dues entre deux déclarations).

Dans les deux cas, la prime, dont un acompte est versé lors de la signature de la police, étant sans cesse établie d'après la valeur totale soumise au risque, calculée en faisant la moyenne des déclarations successives envoyées par l'assuré en cours d'année, et cette valeur étant par hypothèse identique à celle qui sert de limite à l'engagement de l'assureur, il ne peut jamais être question de la règle proportionnelle, en supposant évidemment qu'il n'y ait eu aucune erreur, volontaire ou involontaire, dans les déclarations successivement envoyées par l'assuré en cours de contrat.

Mais en dehors de ces exceptions implicites apportées au jeu normal de la règle proportionnelle, on peut insérer dans le contrat d'assurance des clauses spéciales et formelles, écartant expressément, et d'une façon plus ou moins complète, la règle proportionnelle.

L'insertion de telles clauses était depuis longtemps réclamée. Mais nous avons vu que la règle proportionnelle constitue le droit commun des assurances. En l'absence de clause contraire, elle joue toujours ;

maxima de l'Assureur se trouverait dépassée, c'est-à-dire si le total des Existences au jour du sinistre s'élevait à un chiffre supérieur à cette garantie prévue au contrat.

cette clause contraire ne peut être qu'exceptionnelle, et l'assureur trouve presque chaque fois une contrepartie normale dans une surprime, due par l'assuré bénéficiant d'une telle faveur.

Néanmoins, les circonstances actuelles ont rendu cette clause plus fréquente. Les variations brusques et rapides des cours, les nombreuses manipulations monétaires expliquent que les assurés, lorsqu'ils ne recourent pas aux « polices flottantes », réservées aux seuls commerçants, demandent cependant, et obtiennent, des dérogations à la règle proportionnelle.

Il s'agit, en ce cas, de dérogations seulement partielles. Elles ne se trouvent que dans les polices garantissant des marchandises, et la cause d'où provient l'insuffisance d'assurance est toujours expressément spécifiée ⁽³⁰⁾.

En 1926, devant la baisse vertigineuse du franc, les Compagnies d'assurances insérèrent dans leur police une clause ainsi conçue :

« CLAUSE D'ABANDON DE LA RÈGLE PROPORTIONNELLE EN
« CAS D'INSUFFISANCE D'ASSURANCE PROVENANT UNI-
« QUEMENT DE LA HAUSSE DES COURS. »

« *La Compagnie renonce à l'application de la règle*
« *proportionnelle, prévue à l'article 21 des conditions*
« *générales, dans le cas où, au moment du sinistre, il*
« *serait constaté une insuffisance d'assurance n'excé-*
« *dant pas 25 ou 50 %, et* PROVENANT UNIQUEMENT DE LA
« HAUSSE DES COURS QUI SE SERAIT PRODUITE DANS UN
« DÉLAI N'EXCÉDANT PAS TROIS MOIS avant le jour du si-
« nistre.

« *Cette renonciation est consentie moyennant une*
« *surprime de 10 ou 15 %.*

(30) Voyez : PAPOT, *Op. cit.*, n° 136, p. 178 ; LE CHARTIER et DARDONVILLE, *Dictionnaire des Tarifs Incendie* ; ODILLON, *L'Assurance au Premier Feu*, 3^e édition, p. 35.

« Si, au jour d'un sinistre, l'insuffisance d'assurance
« PROVENANT UNIQUEMENT DE LA HAUSSE DES COURS DANS
« LE DÉLAI SUS-ÉNONCÉ dépasse 25 ou 50 %, la règle
« proportionnelle sera appliquée, mais seulement dans
« la proportion existant entre la somme assurée de 25
« ou 50 % et la valeur réelle constatée au jour du si-
« nistre.

« La règle proportionnelle sera intégralement appli-
« cable pour toute insuffisance d'assurance provenant
« d'une autre cause. »

Avec le retour à des circonstances plus normales, cette clause disparut, car il n'y avait plus, jusqu'à une époque toute récente, une brusque augmentation de valeur d'une marchandise, de 25 ou 50 %, en l'espace de trois mois. Peut-être la verrons-nous réapparaître avec les circonstances actuelles.

Mais devant l'accueil fait à cette clause d'abandon partiel de la règle proportionnelle, les polices contiennent, depuis une décision générale n° 11, en date du 15 novembre 1929, rendue par le « Comité mixte de Paris des Compagnies et Sociétés d'assurances contre l'incendie opérant en France », une clause ainsi conçue :

A. — CLAUSE D'ABANDON DE LA RÈGLE PROPORTIONNELLE
EN CAS D'INSUFFISANCE D'ASSURANCE PROVENANT DE
LA HAUSSE DES COURS.

« La Compagnie renonce à l'application de la règle
« proportionnelle, prévue à l'article 21 des conditions
« générales, dans le cas où, au moment du sinistre, il
« serait constaté une insuffisance d'assurance sur ma-
« tériel et marchandises n'excédant pas 10 pour 100, et
« PROVENANT UNIQUEMENT DE LA HAUSSE DES COURS QUI
« SE SERAIT PRODUITE DANS UN DÉLAI N'EXCÉDANT PAS UN
« MOIS avant le jour du sinistre.

« Il est entendu que la règle proportionnelle demeure
« intégralement applicable, si l'insuffisance excède la

« *proportion de 10 pour 100, ou provient de toute autre cause que la hausse des cours.* »

Mais cette clause est encore restrictive et limitée à une cause de sous-assurance toute spéciale : la hausse des cours ; de plus, elle est, en général, insérée gratuitement. La même décision générale du 15 décembre 1924 a prévu une autre clause, qui peut être insérée dans un contrat assurant des marchandises contre l'incendie, et ce, moyennant une surprime. Cette clause est ainsi conçue :

B. — CLAUSE D'ABANDON DE LA RÈGLE PROPORTIONNELLE EN CAS D'INSUFFISANCE D'ASSURANCE POUR UNE CAUSE QUELCONQUE.

« *La Compagnie renonce à l'application de la règle proportionnelle prévue à l'article 21 des conditions générales, dans le cas où, au moment du sinistre, il serait constaté une insuffisance d'assurance n'excédant pas 10 pour 100, QUELLE QUE SOIT LA CAUSE DE CETTE INSUFFISANCE.*

« *Cette renonciation est consentie moyennant surprime de 5 pour 100, soit fr...*

« *Il est entendu que la règle proportionnelle demeure intégralement applicable si l'insuffisance excède la proportion de 10 pour 100.* »

Des courtiers ont même proposé aux Compagnies d'étendre plus encore cette clause dérogatoire à la règle proportionnelle, en modifiant le dernier paragraphe de la présente clause, en ce sens que la marge du battement autorisé serait considérablement élevée, avec néanmoins un *maximum raisonnable*, 50 % par exemple, au delà duquel l'assuré devrait obligatoirement faire un avenant, quand il supposerait que la hausse des cours lui fera dépasser cette marge. La surprime qui serait alors réclamée en compensation

de cette faveur, s'élèverait à un pourcentage équivalent à la moitié du pourcentage de battement accordé : 10 % de surprime pour 20 % de battement, 15 % de surprime pour 30 % de battement, etc...

Ces clauses exceptionnelles mises à part, il n'existe pas de clauses comportant abandon partiel ou total de la règle proportionnelle. Sont notamment refusées par les Assureurs, Mutuelles ou Sociétés, l'insertion dans les polices d'assurances, de clauses visant :

1° Les assurances spéciales contre l'application de la règle proportionnelle ;

2° Les assurances complémentaires sans application de la règle proportionnelle.

Néanmoins, il existe des dérogations à cette règle dans certains cas exceptionnels, où l'on peut contracter une assurance avec abandon de la règle proportionnelle : responsabilité des garagistes ; matériel à redevance dans les fabriques de chaussures ; assurance, par les layetiers-emballeurs, des matériels et marchandises à eux confiés par des tiers ; garantie des risques d'explosion à concurrence d'un capital limité, etc...

Mais il existe aussi des *polices avec abandon de la règle proportionnelle*, stipulé dans le contrat, à certaines conditions, et sous certaines modalités. Il s'agit des POLICES D'ASSURANCES « AU PREMIER FEU », qui, depuis la guerre, et surtout depuis les bouleversements monétaires de 1926, ont pris une grande extension, principalement en ce qui concerne les « risques industriels ».

C'est précisément cette forme particulière d'assurance qui fera l'objet de notre étude.

PREMIERE PARTIE

L'ASSURANCE AU PREMIER FEU
ET SON ÉVOLUTION HISTORIQUE

PLAN

L'assurance « au Premier Feu » est la garantie donnée par l'assureur à l'assuré de l'indemniser en cas de dommage total ou partiel qu'il aura subi, jusqu'à concurrence de la somme assurée, sans qu'il soit fait application de la règle proportionnelle, l'assuré consentant, en échange de ces avantages, à demeurer son propre-assureur pour la partie non couverte du risque soumis au même « Coup de Feu ».

De timides tentatives d'abandon de la règle proportionnelle apparaissent à travers la pratique, la doctrine, la jurisprudence et même la législation, dans le courant du dix-neuvième siècle. D'où *premier chapitre* :

LA NAISSANCE DE L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU »

Ces pratiques trouvent surtout un terrain favorable à leur développement au début du vingtième siècle, dans les nouvelles conditions économiques, nées de la guerre de 1914. Elles permettront de résoudre au mieux les problèmes d'assurance posés par l'énorme développement industriel, la dispersion des usines, la hausse des valeurs et des prix. D'où *deuxième chapitre* :

LE DÉVELOPPEMENT DE L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU »

Enfin, devant l'extension progressive de cette forme d'assurance, une réglementation est née, qui trouve son aboutissement dans les polices modernes, d'où *troisième chapitre* :

LA FORME ACTUELLE DE L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU »

CHAPITRE PREMIER

LA NAISSANCE DE L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU »

Les premiers documents relatifs à ce qui paraît être déjà une assurance « au Premier Feu » remontent à 1721. Quesnault ⁽¹⁾ cite un traité d'assurance de Samuel Marshall, traduit de l'Anglais par Charles Marshall, dans lequel l'auteur mentionne un procès, intenté au sujet d'une police d'assurance du 28 juillet 1721. Celle-ci stipulait que « tant que Richard Ireland paierait 5 shillings par quartier, la Société assurerait le dit Ireland contre toute perte qui n'excéderait pas 1.000 livres ».

Déjà, page 164, Quesnault parle d'une police du 10 décembre 1778, dans laquelle il est également stipulé « qu'aussi longtemps que les assurés paieraient la somme de 7 livres 10 sous à l'époque et au lieu susdits, et que les gérants de la Société continueraient de les agréer, les fonds de la Compagnie seraient affectés au paiement de toute perte ou dommage que les assurés éprouveraient par l'incendie, pourvu qu'il n'excédât point 6.000 livres... »

Cette opinion est confirmée par une clause d'une

(1) QUESNAULT, *Op. cit.*, p. 368.

Police-Type-Incendie anglaise, citée page 494 du même ouvrage :

« Le présent acte ou police d'assurance est pour
« vous faire savoir à tous que A... B..., ayant con-
« senti à payer à la caisse de la « Compagnie de la
« Bourse Royale », de Londres, pour l'assurance de...
« contre toute perte ou dommage par incendie, la
« dite Compagnie engage ses capitaux, biens, im-
« meubles et sûretés, à l'exécution de l'obligation
« qu'elle prend de rendre l'assuré, ses héritiers, exé-
« cuteurs ou administrateurs, quittes et indemnes de
« toute perte ou dommage qui arrivera ou pourrait
« arriver par incendie aux dits biens (étant exceptés
« les objets tels que chanvre, etc...), durant l'espace
« de 12 mois à compter du jour de la date de cet acte
« ou police d'assurance, jusqu'à concurrence de la
« somme de... »

Comme, dans aucun cas, il n'est fait allusion à une règle proportionnelle qui s'appliquerait en cas d'insuffisance d'assurance, il semble bien que l'on soit en présence d'une assurance « au Premier Feu » avant la lettre.

Nous trouvons ensuite une police française, en date du 30 juillet 1787, publiée par M. Hamon ⁽²⁾. L'article 17 des conditions générales de cette police de la « Compagnie d'Assurances contre les Incendies » stipule :

« Les propriétaires qui ne voudront faire assurer
« qu'une portion de la valeur de leurs maisons, édifi-
« ces ou bâtiments, seront tenus d'en déclarer la va-
« leur entière ; et il en sera fait mention dans la police,
« afin que dans le cas de dommages, le remboursement
« que la Compagnie devra faire soit déterminé dans la

(2) HAMON, *Op. cit.*, p. 45.

« proportion de la somme assurée, avec la valeur en-
« tière de l'effet assuré. *De telles proportions étant dif-*
« *ficiles à établir sur des effets mobiliers, la somme*
« *qu'on fera assurer sur ceux-ci sera considérée comme*
« *leur entière valeur.* »

Donc, les effets mobiliers ne sont pas soumis à la règle proportionnelle, mais assurés « au Premier Feu », semble-t-il ; et ce, pour une raison qui se retrouve à la base du « Premier Feu » actuel, et qui n'est autre que la difficulté d'estimation exacte des objets assurés.

Les polices émises vers 1819-1820 par les premières Compagnies françaises autorisées par la Restauration, posent, dans l'article 18 de leurs conditions générales, le principe de la règle proportionnelle.

Mais il n'y a pas là une condition impérative pour les parties. Il leur est possible d'insérer une *clause contraire*, qui doit être expressément formulée, et qui n'est acceptée par la Compagnie, que sous certaines conditions, formellement exprimées : majoration de prime et déclaration des existences ⁽³⁾.

C'est ainsi que la Compagnie « Le Phénix » décide, dans sa Police-Type du 21 avril 1821, article 18, § 2, des conditions générales :

ARTICLE 18, § 20. — « *Toutefois, l'assuré peut obte-*
« *nir une convention contraire, en vertu de laquelle la*
« *Compagnie serait chargée de la totalité des sinistres*
« *partiels, jusqu'à concurrence de la valeur assurée,*
« *au moyen d'un supplément de prime, et de la déclara-*
« *tion, faite dans la police, de la différence entre la*
« *valeur réelle et la valeur assurée* (4). »

(3) On désigne sous le nom d'« *Existences* », l'ensemble des biens soumis au risque couvert par la Police.

(4) Cité par PAPOT, *Op. cit.*, p. 12, rapportant un passage du « *Livre du Centenaire de la Compagnie le Phénix* ». . .

On lit également dans le « Livre du Centenaire de la Compagnie du Phénix », page 23 :

« Les assureurs français étaient d'ailleurs enclins à se montrer accommodants, en raison de la concurrence que leur faisaient les Compagnies anglaises. De part et d'autre, on s'efforçait d'offrir aux assurés des conditions générales plus avantageuses, et c'est ainsi que la règle proportionnelle fut sacrifiée, sans que d'ailleurs on puisse déterminer lesquelles, des Compagnies françaises ou des Compagnies anglaises, ont offert les premières assurances « au Premier Feu ». »

Le droit commun reste cependant celui de la règle proportionnelle : l'assurance « au Premier Feu » reste l'exception ; elle est même très discutée par la doctrine de l'époque. Cependant. Boudousquié écrit en 1829, après avoir longuement défendu la règle proportionnelle ⁽⁵⁾ :

« *Peut-on déroger par convention à l'état d'indivision des risques, et stipuler qu'en cas de perte partielle, l'assuré n'y contribuera qu'autant qu'elle excédera la somme assurée ? En d'autres termes, peut-on convenir que la garantie de l'assureur, dans le cas où l'assuré reste à découvert pour une partie, portera exclusivement sur la partie détruite ?* » Cela veut dire que l'assureur ne participera pas au sauvetage, et ceci est bien, déjà posé, le principe de l'assurance « au Premier Feu ». L'auteur répond par l'affirmative : la clause est parfaitement conforme aux principes essentiels du contrat ; toutefois l'assureur contractant une obligation plus onéreuse exigera une prime plus forte. Cette clause, continue l'auteur, se présume de plein droit dans l'assurance des risques locatifs ou du recours des

(5) Boudousquié, *Op. cit.*, p. 188, n° 154.

voisins, et dans le contrat de réassurance, vu le caractère particulier de ces assurances.

Cette stipulation écartant la règle proportionnelle est également prévue par les conditions générales de la police d'assurance contre l'incendie de la Compagnie « Le Phénix », émise en 1829. L'article 7 prévoit, en effet, l'application de la règle proportionnelle au cas de sous-assurance, « *sauf stipulation contraire* » (6).

En 1834, le Gouvernement soumet au Conseil d'Etat un « projet de loi sur le contrat d'assurance ». L'article 11 de ce projet est ainsi rédigé (7) :

ARTICLE 11. — « Si la valeur en risque excède l'assurance souscrite, l'assuré est considéré pour l'excédent comme son propre assureur, et supporte son contingent proportionnel de dommage, à moins que, par une dérogation spéciale, l'assureur ne se soit engagé à payer le dommage jusqu'à concurrence de la somme engagée, sans contribution de la part de l'assuré. »

Le principe posé reste celui de la règle proportionnelle ; mais, pour la première fois, la dérogation est officiellement prévue, l'assurance « au Premier Feu » est légalement possible.

L'échec du projet de 1834 n'empêche pas le dépôt, en 1837, d'un nouveau « projet de loi réglementant le contrat d'assurance », qui fut soumis au Conseil général du Commerce et des Manufactures. Ce projet contient un article 12, § 2, ainsi rédigé (8) :

ARTICLE 12, § 2. — « Si l'assurance ne couvre qu'une partie de l'objet en risque, l'assureur supporte la perte

(6) PERSIL, *Op. cit.*, p. 419.

(7) POUCKET, *Dictionnaire des Assurances Terrestres*, p. 1294.

(8) CHAUFTON, *Op. cit.*, t. II, p. 8.

« jusqu'à concurrence de la somme assurée, et sans
« contribution de la part de l'assuré, à moins de stipu-
« lation contraire. »

Cette fois, l'évolution est complète : l'assurance « au Premier Feu » constitue le droit commun ; la règle proportionnelle, qui devient l'exception, n'est appliquée que si une clause formelle la prévoit expressément.

Mais le projet n'aboutit pas plus que le précédent, et la règle proportionnelle reste seule pratiquée dans l'immense majorité des cas.

L'assurance « au Premier Feu » demeure cependant possible, une dérogation étant toujours admise. C'est ainsi qu'Alauzet écrit en 1843 (9) :

« Il est de principe général, dans les assurances,
« que l'assuré qui conserve un découvert, est censé
« être son propre assureur jusqu'à concurrence de
« ce découvert, et doit concourir dans cette propor-
« tion avec son assureur pour la réparation du dom-
« mage. Mais rien n'empêcherait de stipuler expres-
« sément que l'assuré ne devra supporter la perte
« qu'autant qu'elle excède la somme assurée. Le
« Code hollandais permet une pareille stipulation
« (art. 253) ; elle est présumée de plein droit dans
« les assurances qui portent sur les « risques loca-
« tifs » et le « recours des voisins », et rien ne peut
« faire suspecter sa parfaite légitimité. »

Cette possibilité de déroger à la règle proportionnelle paraît même avoir été très employée au milieu du dix-neuvième siècle, sous l'effet de la grande concurrence entre les diverses Compagnies (10). Mais, assez rapidement, les assureurs revinrent à la règle

(9) ALAUZET, *Op. cit.*, t. II, p. 311, n° 411

(10) HÉMARD, *Op. cit.*, t. I, p. 209.

proportionnelle, et écartèrent les clauses dérogo-
toires.

Cependant, dans certains cas exceptionnels, on écarte cette règle proportionnelle, lorsque, par exemple, il s'agit de risques particulièrement bien surveillés, ou composés de bâtiments éloignés, comme c'est le cas pour une exposition, d'autant qu'il s'y ajoute alors la difficulté, particulièrement amplifiée en l'espèce, de connaître le montant des existences.

Aussi, *presque toutes les expositions furent-elles assurées « au Premier Feu »*, et cela, dès l'Exposition de 1855 ⁽¹¹⁾.

Un procès ayant eu lieu, nous connaissons la teneur de la police signée à cette occasion ⁽¹²⁾, police intéressante, comme étant une des premières polices « au Premier Feu » :

(11) WEENS, *Revue Générale des Assurances Terrestres*, 1930, p. 51.

(12) BONNEVILLE DE MARSANGY, *Op. cit.*, 2, 208, et Note, sous Paris, 20, janvier 1859. Voici cette police :

« Au mois de mars 1855, deux mois avant l'ouverture de
« l'Exposition Universelle, les Compagnies d'Assurances contre
« l'Incendie, qui, déjà réunies au nombre de douze, avaient assuré
« les bâtiments du Palais de l'Industrie, entrèrent en pourparlers
« avec M. le vicomte de Rouville, directeur de la « Compagnie
« d'Exploitation du Palais », au sujet de l'Assurance des produits
« exposés. Il ne s'agissait pas, dans la pensée commune, d'assurer
« en bloc les centaines de millions de valeurs qui entreraient, soit
« dans le Palais, soit dans l'Annexe, mais de parer aux éventua-
« lités d'un sinistre partiel, dont le chiffre fut fixé à 13 millions,
« savoir : 10 millions pour les produits contenus dans le Palais, et
« 3 millions pour ceux renfermés dans l'Annexe.

« Les parties étant tombées d'accord sur les Conditions Géné-
« rales et Particulières, les Polices d'Assurances furent rédigées
« dans les termes suivants :

« La Compagnie assure contre l'Incendie aux Conditions Géné-
« rales qui précèdent, et à celles Particulières ci-après, à M. le
« Vicomte de Rouville, Directeur de la Compagnie Anonyme,
« concessionnaire du Palais de l'Industrie, dont le siège est à
« Paris, aux Champs-Élysées, agissant tant pour le compte de
« la dite Compagnie que pour le compte de tous autres qu'il appar-
« tiendra, la somme de ... francs dans celle de 10 millions de
« francs, portant sur tous les produits généralement quelconques,
« qui seront exposés dans le Palais de l'Industrie (ou de 3 millions
« sur les produits exposés dans l'Annexe). La délégation, par la

Un autre jugement de 1860, cité par Duvergey ⁽¹³⁾, permet de constater le développement de l'assurance « au Premier Feu ». Dans ce jugement, le tribunal, faisant application *des conditions techniques qui doivent être réalisées lorsqu'une Compagnie d'assurances renonce à la règle proportionnelle*, déclare :

« Une Compagnie d'assurances, à laquelle ses statuts interdisent de garantir plus d'un maximum déterminé, peut garantir, par une même police, des objets dont la valeur réunie dépasse ce maximum, s'il résulte de la disposition des lieux dans lesquels sont situés les objets assurés, et de la nature de ces objets, qu'ils présentent des risques divisés, et si la valeur des objets compris dans un même risque est inférieure à ce maximum. » (Cour de Paris, 26 juin 1860, *Gazette des Tribunaux*, 30 juin 1860). On y voit notamment indiqué que la somme assurée

« dite Société, du bénéfice de la présente Assurance au profit des Exposants, aura lieu de plein droit, sans qu'il soit besoin de la stipuler par aucun acte spécial, le seul fait de l'entrée des produits dans le Palais de l'Industrie suffisant pour les placer sous la garantie de la Compagnie.

« Toutefois, les produits ne seront couverts par l'Assurance qu'autant qu'ils auront été, lors de leur entrée, portés par ordre de date et d'enregistrement, et avec la déclaration de leur valeur, sur un livre ad hoc, paraphé par le Directeur de la dite Société. Ce livre sera représenté à toute réquisition au Délégué de la Compagnie, qui y apposera son visa.

« L'Assurance résultant de la présente Police comprend, comme il est dit plus haut, tous les produits généralement quelconques, qui pourront être exposés dans le Palais de l'Industrie, quelle que soit, suivant les tarifs de la Compagnie, la classification desdits produits, excepté les diamants et pierres précieuses. Quel que soit, au moment d'un sinistre, l'excédent de valeur des produits exposés dans le Palais de l'Industrie, si le sinistre ne dépasse pas la somme assurée, la Société ne sera pas considérée comme étant restée son propre Assureur pour cet excédent, et la Compagnie, renonçant à la Règle Proportionnelle, répondra de la totalité du dommage, mais seulement jusqu'à concurrence de la somme assurée par elle... »

(13) DUVERGEY, *De l'Assurance à Prime Fixe contre l'Incendie*, page 198.

doit être au moins égale à la valeur du plus gros « plein » soumis au risque.

Mais le principe reste celui de la règle proportionnelle appliquée dans la pratique courante des assurances. Le projet prussien de 1857 (art. 334 et 335), la loi allemande du 12 mars 1861 (art. 796), le projet de loi générale des obligations, élaboré à Dresde du 7 janvier 1863 au 9 mai 1866 (art. 902), la Common-Law américaine, projet de codification de 1864, par M. Davil Dudley Field (art. 1504), le Code de Commerce hongrois du 16 mai 1875 (art. 478, § 2), les conditions générales de la police allemande d'assurance contre l'incendie aux environs de 1880 (art. 7), celles de la Compagnie « L'Urbaine », vers la même époque (art. 19), celles de la « Compagnie d'Assurances Générales » (art. 28), le nouveau Code de Commerce italien du 2 avril 1882 art. 425), la loi allemande du 30 mai 1908 (art. 56), prévoient tous l'application de la règle proportionnelle, sans même laisser entrevoir la possibilité d'une clause contraire ⁽¹⁴⁾.

Il n'en est pas davantage question dans le travail de la « Commission nommée pour le projet de réforme du livre II du Code de Commerce », qui fut soumis en 1870 au Conseil d'Etat ⁽¹⁵⁾.

Pourtant, le Code chilien du 23 novembre 1865 ⁽¹⁶⁾, s'il prévoit, dans son article 532, § 2, le principe de la règle proportionnelle, prévoit aussi la possibilité d'une dérogation qu'il autorise en ces termes :

ARTICLE 532, § 2. — « *Cependant, les assurés pourront stipuler que l'assuré ne supportera aucune partie de la perte ou du dommage, excepté dans le cas* »

(14) CHAUFTON, *Op. cit.*, p. 123, 179, 173, 280, 243, 369, 387.

(15) CHAUFTON, *Op. cit.*, p. 50.

(16) CHAUFTON, *Op. cit.*, p. 80.

« où le montant du sinistre dépasserait la somme assurée. »

En 1872, Deligand défend dans sa thèse le principe de la règle proportionnelle ⁽¹⁷⁾, justifiée selon lui par l'« indivision existant entre l'assureur et l'assuré », et entraînant « participation des deux parties à la perte et au sauvetage, dans la proportion de leurs intérêts respectifs », mais il ajoute :

« Toutefois, les parties peuvent y déroger par une convention expresse, en stipulant que la garantie de l'assureur portera exclusivement, malgré le dé couvert, sur la partie détruite de la chose assurée. La validité d'une telle clause n'est pas douteuse, puisqu'elle n'oblige jamais l'assureur qu'à payer l'indemnité d'une perte réelle. »

Il en tire d'ailleurs cette conséquence curieuse que l'assureur, bénéficiant seul du sauvetage, par suite de l'abandon de la règle proportionnelle, doit alors indemniser l'assuré de la totalité des frais faits pour atténuer les dommages du feu. (Alors que, s'il y avait règle proportionnelle, l'assuré devrait participer à ces frais).

En 1877 est élaboré un « Projet suisse sur les obligations », dont l'article 752 édicte ⁽¹⁸⁾ :

ARTICLE 752. — « Si la somme assurée n'atteint pas la pleine valeur de la chose, la présomption est que l'assureur, dans le cas de dommage partiel, en doit l'entière réparation, jusqu'à concurrence de la somme assurée. »

Ce texte établit bien le principe d'une assurance « au Premier Feu », sans application de la règle pro-

(17) DELIGAND, *De l'Assurance contre l'Incendie*, p. 308.

(18) CHAUFTON, *Op. cit.*, p. 233.

portionnelle, tout comme l'avait fait le projet français de 1837. Mais, là encore, la présomption de l'article 752 sera renversée, et l'on retrouvera la règle proportionnelle, s'il y a une clause contraire expresse et formelle dont la possibilité reste prévue notamment par l'article 759, § 2, relatif au remboursement des frais faits pour diminuer le dommage :

ARTICLE 759, § 2. — « *Mais l'assureur n'en est tenu que proportionnellement, si, par convention spéciale, contrairement à la présomption de 752, l'assuré est son propre-assureur pour une partie de l'assurance.* »

Le Code de Commerce hollandais de 1681 prévoit lui aussi, dans son article 253, le principe de la règle proportionnelle. Mais ce même article contient la disposition suivante ⁽¹⁹⁾ :

ARTICLE 253, § 2. — « Néanmoins, les parties sont libres de convenir que, sans égard à la plus grande valeur de la chose assurée, les dommages seront compensés jusqu'à concurrence de la valeur entière. »

Et l'article 1681 du Code de Commerce portugais reproduit exactement la même disposition.

La loi suisse du 30 octobre 1881, sur l'« assurance des bâtiments contre l'incendie », prévoit la règle proportionnelle ; et, si elle ne prévoit pas la possibilité d'une dérogation, son article 2 contient une disposition curieuse ⁽²⁰⁾, obligeant à assurer au moins les 4/5 du montant de l'évaluation. S'il y avait, par exception, dérogation à la règle proportionnelle, elle ne pourrait être que fort limitée.

(19) ANTHOINE DE SAINT-JOSEPH, *Concordance entre les Codes de Commerce Etrangers et le Code de Commerce Français*, p. 34 et 79.

(20) CHAUFTON, *Op. cit.*, p. 203.

Cependant, à la même époque, en France, Férot ⁽²¹⁾ écrivait dans sa thèse, après avoir étudié la règle proportionnelle, que celle-ci ne s'applique pas « quand la police contient une clause, par laquelle « on convient que l'assuré n'entend supporter aucun « découvert, et que la garantie promise devra porter « uniquement sur la partie du bien qui a été dé-
« truite ».

Et Desfrancois, à peu près en même temps, parle lui aussi de cet abandon de la règle proportionnelle ; mais, de plus, il emploie déjà, *pour la première fois à notre connaissance, le terme d'ASSURANCE « AU PREMIER FEU »* ⁽²²⁾ :

« Il est quelquefois, mais très rarement, dérogé à
« la règle proportionnelle, par une clause spéciale et
« formelle des conditions particulières de la police,
« et après autorisation expresse de la Compagnie.
« CETTE DÉROGATION CONSTITUE CE QUE L'ON PEUT APPE-
« LER : L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU ». En ce cas
« la perte à la charge de la Compagnie n'est pas par-
« tagée. La somme assurée peut être épuisée, alors
« même que le sinistre n'est que partiel.

« L'autorisation de déroger à la règle proportion-
« nelle ne s'accorde guère que pour les « assurances
« de chemins de fer », parce que les risques sont tel-
« lement multipliés et variables, que la constatation,
« après incendie, des existences et des valeurs to-
« tales, occasionnerait des lenteurs et des frais consi-
« dérables. Mais l'exception confirme précisément la
« règle. D'ailleurs, l'abandon de la règle proportion-
« nelle est toujours compensé par une sur-
« prime » ⁽²³⁾.

(21) FEROT, Des assurances à Prime contre l'Incendie, n° 275.

(22) DESFRANÇOIS, *Op. cit.*, p. 60.

(23) Confirmé par de LALANDE et COUTURIER, *Op. cit.* p. 322, n° 487.

En 1883, Duhail, après avoir approuvé dans sa thèse l'application normale, et de droit commun, de la règle proportionnelle, reconnaît, lui aussi, l'existence de clauses déroatoires expresses, qui peuvent même être sous-entendues dans l'assurance de marchandises indéterminées, dans l'assurance du recours des voisins ou dans l'assurance du risque locatif ⁽²⁴⁾.

Dès 1893, une commission, présidée par Roëlli, avait rédigé un « *Projet suisse sur le contrat d'assurance* » ⁽²⁵⁾. L'article 64 prévoyait la sous-assurance (unterversicherung), avec application de la règle proportionnelle.

Mais Cosmao Dumanoir, commentateur, critique la règle proportionnelle, comme contraire à l'intention générale des parties, et admet la possibilité de l'assurance « au Premier Feu », par une clause qui, en fait, est sous-entendue d'ailleurs par les parties, *mais qui, en droit, doit être strictement prévue*.

L'avant-projet, discuté de 1897 à 1901, soumis au Conseil d'Etat en 1905, devient la « loi fédérale suisse sur le contrat d'assurance », du 2 avril 1908. Cette loi, dans son article 69, § 2, prévoit la règle proportionnelle comme droit commun, mais elle admet la convention contraire.

En 1897, Raoul de la Grasserie, juge à la Cour de Rennes, et correspondant du Ministère de l'Instruction Publique, fait paraître un « *Projet de loi général sur les assurances* ». Envisageant l'hypothèse d'une sous-assurance à la signature de la police, il propose le texte suivant ⁽²⁶⁾ :

(24) DUHAIL, *Op. cit.*, p. 221.

(25) *Bulletin de la Société de Législation Comparée*, janvier 1878, page 72.

(26) DE LA GRASSERIE, *Essai d'un projet de Loi Général sur les Assurances*, p. 30 et suiv.

ARTICLE 194. — « *Lorsque la différence entre les risques déclarés dans la police et ceux véritables ne sera pas essentielle, la Compagnie, en cas de sinistre, devra payer l'indemnité entière, et pourra seulement, en compensation, faire payer à l'assuré la différence de primes pendant toute la période d'assurance.* »

L'auteur admet donc le principe de l'assurance « au Premier Feu », bien qu'il ignore le nom de cette pratique ; mais aucun doute n'est possible, puisqu'il préconise l'abandon de la règle proportionnelle. En compensation, il rend l'assuré débiteur du surcroît de primes qu'il aurait dû payer, s'il avait déclaré la totalité des existences. C'est une solution que nous retrouverons ; nous verrons qu'elle est injuste, et contraire à l'équilibre financier des Compagnies, parce que, si elle était adoptée en fait, l'assureur ne bénéficierait que très rarement de ce surcroît de prime, et seulement en cas de sinistre ; il devrait alors, conformément à cet article 194, verser un surplus d'indemnité bien supérieur à la légère retenue qu'il effectuerait à raison des insuffisances de primes.

A l'étranger aussi, les auteurs envisagent la possibilité de déroger à la règle proportionnelle, celle-ci constituant néanmoins le droit commun, tout comme en France. C'est ainsi que le Professeur suisse Rehous déclare, dans son cours d'assurance ⁽²⁷⁾ :

« Cette règle proportionnelle est conforme à la nature des choses ; son application s'impose dans la plupart des cas. *Cependant, il pourrait être valablement stipulé que l'assureur sera tenu à la réparation du dommage, jusqu'à concurrence d'une somme déterminée, quel que soit, lors du sinistre,*

(27) REHOUS, *Cours professé à la Faculté de Droit de l'Université de Genève, semestre d'hiver 1900-1901*, publié chez Sirey, p. 45.

« le rapport entre la somme assurée et la valeur de
« remplacement. »

C'est vers cette même époque, en 1901 exactement, que disparut une vieille Société française d'assurance, « LA CLÉMENTINE » (28). Elle fut liquidée et absorbée par une autre Compagnie française, « La Paternelle ». Or il semble bien, d'après les renseignements que nous avons pu nous procurer, que cette ancienne Compagnie « La Clémentine » pratiquait les assurances « au Premier Feu », ainsi que l'indiquent d'ailleurs divers auteurs (29) ; mais nous croyons que cette pratique ne datait certainement pas de la fondation de la dite société, mais qu'elle lui avait été bien postérieure.

Quoi qu'il en soit, un fait reste certain : « La Clémentine » pratiqua beaucoup le « Premier Feu ». Elle légua cette pratique à « La Paternelle ». Celle-ci, qui se trouvait être à l'époque une « Compagnie indépendante », délivra donc des polices « Premier Feu », imitée d'ailleurs en cela par quelques autres Compagnies.

Par cette police « Premier Feu », on ne pouvait garantir qu'un seul établissement. Il s'agissait, en général, d'un établissement comportant plusieurs « pleins » de feu nettement distincts (30), mais contenus dans une même enceinte. La somme assurée était égale au plus fort « plein », et la prime était égale à la prime totale des existences (d'où la néces-

(28) Renseignements communiqués par M. MAURICE REGNIAULT, Sous-Directeur de la Compagnie « La Salamandre », du Havre, que nous remercions de sa grande obligeance.

(29) ODILLON, *Op. cit.*, p. 3 ; PAPOT, *Op. cit.*, p. 147 ; MAINARDI, *Op. cit.*, p. 527.

(30) On appelle « Plein », dans cette hypothèse, l'ensemble des biens assurés formant un même tout, et soumis à un même « coup de feu », c'est-à-dire contenus dans des bâtiments séparés les uns des autres par une distance inférieure à 10 mètres.

sité de connaître celles-ci), majorée d'au moins 25 % pour abandon de la règle proportionnelle. La garantie était faite « par sinistre et par vingt-quatre heures », sans aucune reconstitution de la prime.

« La Clémentine » avait, semble-t-il, pratiqué un « Premier Feu » un peu différent, sans déclaration d'existences. Mais une telle pratique s'avéra désastreuse, d'autant plus qu'il devenait alors fort difficile de calculer la prime, et les polices postérieures à 1900 contenaient, en général, cette déclaration d'existences.

Il s'agissait, en fait, pour l'assuré, de couvrir par une police le dommage maximum qui, à son avis, pouvait raisonnablement résulter d'un « Premier Feu » venant à frapper le risque assuré, lui-même restant son propre assureur pour le surplus.

Un arrêt du 3 juillet 1905 ⁽³¹⁾ fait allusion à un contrat d'assurance signé par un commerçant auprès de la société « l'Assurance Commerciale ». La police, « en date du premier juillet 1898, garantissait, pour « une période de cinq années, et à concurrence de la « somme de 1.000 francs, les pertes annuelles qu'il « pourrait faire dans sa clientèle, moyennant paiement d'une cotisation de 220 francs par an. »

Il s'agissait donc d'une police « assurance crédit », conclue « au Premier Risque ». Le tribunal de commerce de la Seine avait, le 9 juillet 1907, reconnu le caractère licite de cette police, et la Cour de Cassation confirma le jugement.

La loi semble devoir ratifier, elle aussi, cette pratique — le Projet Lyon-Caen » de 1904, que nous

(31) CASSATION REQUÊTES, 3 juillet 1905 ; PANDECTES FRANÇAISES, 1906, I, 95 ; S. 1907, I, 83.

étudierons plus loin, admet bien la règle proportionnelle comme droit commun, mais il prévoit la possibilité légale de la clause contraire.

La doctrine approuva: M. Ancey, commentant cette possibilité d'une clause contraire, écrivait en 1906 ⁽³²⁾ :

« *Quand il y a abrogation de la règle proportionnelle, le rôle de co-assureur, joué par l'assuré, devient celui d'assureur-complémentaire, dont la participation aux pertes n'intervient qu'après épuisement de la garantie donnée par le premier assureur, supposée limitée à une somme déterminée.* »

En Italie, où actuellement le ministère des Corporations interdit la pratique du « Premier Feu », comme nuisible à l'équilibre financier des Compagnies qu'il a pour mission de surveiller, Vivante écrivait en 1906, à propos du « Premier Feu », qui était alors parfois pratiqué ⁽³³⁾ :

« On peut convenir, en dérogeant à la loi, (qui établit le principe du règlement des dommages suivant l'application de la règle proportionnelle), que l'assurance doit réparer tout dommage jusqu'à la limite de la somme assurée. La clause est licite, puisque, même de cette façon, l'assureur répare un dommage effectivement subi par l'assuré. L'assureur exigera une prime plus forte, puisqu'il est exposé à payer, dans les sinistres partiels, une somme plus grande que celle qu'il aurait payée, si l'assuré avait couru sa part proportionnelle de risque, et parce que l'assuré n'est plus poussé par son propre intérêt à diminuer le dommage causé par le sinistre, si ce n'est lorsqu'il commence à excéder la somme assurée. »

De même Rialan écrit en 1908 dans sa thèse ⁽³⁴⁾ :

(32) ANCEY, *Théorie...*, *Op. cit.*, p. 323.

(33) VIVANTE, *Op. cit.*, p. 593.

(34) RIALAN, *Op. cit.*, p. 64.

« Certaines combinaisons d'assurance excluent l'application de la règle proportionnelle... Notamment, l'assurance « au Premier Feu », qui n'engage précisément l'assureur que jusqu'à concurrence d'une somme indiquée, quel que soit par ailleurs le montant des sinistres pouvant survenir. »

De Lignerolles, ardent défenseur de la règle proportionnelle, reconnaît cependant qu'il peut y être dérogé; il écrit en effet, en 1909, dans sa thèse, à propos de la règle proportionnelle ⁽³⁵⁾ :

« On s'en plaint souvent. On y a vu parfois même, faute de l'étudier sérieusement, une clause léonine imposée par les Compagnies... cette théorie ne repose sur aucun fondement sérieux, mais uniquement sur le désappointement éprouvé par ceux qui de bonne foi s'étaient cru suffisamment couverts. J'ai fait assurer 50.000 francs sur ma maison, dit-on. Si elle est détruite par un incendie, la Compagnie doit m'en indemniser intégralement jusqu'à concurrence de cette somme ». Une pareille erreur provient d'une fausse interprétation de l'assurance.

« Ce raisonnement suppose que l'assureur s'est engagé en cas de sinistre à verser la somme stipulée sans tenir compte de la valeur de l'objet et par suite de l'importance du risque couru. C'est alors une assurance à forfait, telle qu'elle est pratiquée en matière vie et parfois accident. Ce n'est plus réellement une assurance, mais un pari. Ce système est généralement refusé en matière d'assurance contre l'incendie. Les contrats de cette catégorie n'ont d'autre but que de fournir une indemnité. Admettre le contraire serait en fausser

(35) DE LIGNEROLLES, *Op. cit.*, p. 447.

« le caractère. Or l'assureur, pour s'engager à ré-
« parer le dommage, doit couvrir intégralement le
« risque ou une partie déterminée du risque. S'il
« n'en couvre qu'une part proportionnelle, on ne
« peut guère lui demander d'en supporter la char-
« ge intégrale en cas de sinistre. Reprenant l'hypo-
« thèse précédente, supposons qu'un sinistre attei-
« gnant le bâtiment assuré 50.000 francs, soit la
« moitié de sa valeur, lui occasionne des dommages
« estimés à la même somme. Pour en exiger le paie-
« ment complet, *il faudrait supposer que l'assuré a*
« *convenu avec l'assureur que toutes les fois qu'un*
« *sinistre surviendrait, on admettrait que c'est pré-*
« *cisément la partie assurée qui a été détruite la*
« *première.*

On voit ainsi à quelles conséquences on aboutirait.
« Les risques ne seraient pas égaux à l'égard des
« deux parties, puisque l'une d'elles serait certaine
« d'être atteinte, et souvent seule atteinte, par tous
« les sinistres. Cependant chacune d'elles aurait dû
« conserver le risque afférent à la part dont elle
« assumait la charge. La situation de chacun des
« contractants devrait être la même que celle de
« deux co-assureurs...

« Toutefois, si, comme nous l'avons dit, la préfé-
« rence donnée à l'une des parties au détriment de
« l'autre est contraire à l'idée d'assurance, *une telle*
« *convention est parfois admise par les assureurs*
« *dans des circonstances exceptionnelles. Mais dans*
« *ce cas, l'assuré supporte une surprime spéciale,*
« *parfois fort importante.* »

Nous ne pouvons mieux terminer cet historique
rapide, ni mieux établir l'opinion exacte que les as-
surés, et les assureurs, pouvaient se faire de l'assu-
rance « au Premier Feu » à la veille de la guerre,

qu'en citant les propres termes employés par M^e Droz, représentant des assurés, et membre de la commission réunie en 1912 pour élaborer, d'accord avec les Compagnies, une nouvelle Police-Type-Incendie plus favorable aux intérêts des assurés. Commentant l'article 21, qui maintenait le principe de la règle proportionnelle, sans même prévoir la dérogation contraire, il écrivait ⁽³⁶⁾ :

« C'est un principe fondamental en matière d'assurance-incendie, que celui qui consiste, lors de la survenance d'un sinistre, à appliquer la règle proportionnelle, chaque fois que la valeur déclarée des objets assurés est inférieure à leur valeur réelle...

« On peut supposer une combinaison différente de celle qui vient d'être exposée. *Il n'y aurait aucun obstacle juridique à ce que l'assureur prit l'engagement, quel que fût le montant de la valeur assurée, de verser en cas d'incendie une somme égale au dommage subi ; c'est ce qu'on appelle l'assurance « au Premier Feu ».* Mais il faut reconnaître que c'est là un contrat dangereux, pour l'assureur, comme pour l'assuré. En effet, ce dernier n'étant garanti qu'à concurrence d'un certain chiffre, reste à découvert. D'autre part, le plus grand nombre des sinistres se compose de sinistres partiels ; la destruction totale est exceptionnelle. L'assureur, obligé à rembourser intégralement l'assuré qui, pour un mobilier de 100.000 francs, ne serait assuré que pour 10.000, devrait nécessairement fixer le taux de la prime en prévision du risque qu'il assume, taux d'autant plus élevé que la somme assurée est moindre par rapport à la valeur totale du risque. Soit, par exem-

(36) Droz, *Op. cit.*, p. 109.

« ple, un ensemble de risques représentant une va-
« leur de 100.000 francs ; l'assuré s'est couvert à
« concurrence seulement de 10.000 francs. Si l'assu-
« reur peut bénéficier de la règle proportionnelle,
« il ne devra que 1.000 francs, tandis qu'il devrait,
« en cas d'exclusion de la règle proportionnelle, l'in-
« tégralité des 10.000 francs. On conçoit que ces
« deux combinaisons comportent la perception d'une
« prime très différente, et que le taux de prime, en
« cas de renonciation à la règle proportionnelle, est
« gradué, pour un même chiffre assuré, suivant l'im-
« portance et la valeur des objets à découvert. Plus
« ce découvert est considérable, plus grand est le
« risque de l'assureur, parce que plus concentré ; de
« sorte que, pour fixer le taux de prime, il faut,
« avant cette fixation, rechercher par un examen
« préalable la valeur totale des dits objets.

« On comprend toutes les difficultés qui empê-
« chent les Compagnies d'assumer couramment une
« responsabilité, dont le coût est si difficile à dé-
« terminer par avance. Le principe de la règle pro-
« portionnelle est appliqué pratiquement par l'uni-
« versalité des nations, sauf toutefois par la Grande-
« Bretagne.

« Les Compagnies anglaises n'appliquent pas la
« règle proportionnelle. La conséquence est que le
« taux des primes y est notablement plus élevé qu'ail-
« leurs.

« Il faut d'ailleurs reconnaître que dans certaines
« hypothèses, la combinaison qui consiste à écarter
« la règle proportionnelle peut avoir ses avantages.
« Il arrive que l'assurance « au Premier Feu » se
« réalise d'un commun accord entre assureur et as-
« suré, *lorsqu'il s'agit de risques très importants qui*
« *constitueraient, si la valeur de la chose était assu-*
« *rée en totalité, le paiement d'une prime trop con-*

« *sidérable. Elle est parfois employée dans la grande industrie, lorsque des bâtiments sont distants les uns des autres, séparés à l'aide de murs pleins ou de portes blindées. Quand ces conditions sont réunies, quand une conflagration générale est peu probable, l'assurance « au Premier Feu » peut présenter une certaine utilité. Mais c'est là un contrat d'usage exceptionnel, qu'il est inutile de prévoir dans les Conditions Générales de la police, ses clauses devant nécessairement varier suivant les espèces.* Voilà pourquoi le principe de la règle proportionnelle a été consacré par le nouveau texte, comme il l'était par l'ancien. »

Et le Professeur Thaller, président de cette même « Ligue des Assurés », écrivait dans la préface du « Commentaire », à propos de ce même article 21⁽³⁷⁾ :

« Or le public ne voit pas assez que de plus grands avantages consentis à la clientèle entraîneraient, par une répercussion inévitable, un relèvement des prix...

« Ainsi, la « règle proportionnelle », qui, pour les sinistres partiels, provoque encore tant de colères imméritées, outre qu'elle repose sur une donnée logique élémentaire, et qu'elle oblige l'assuré à plus de surveillance, ne pourrait être abandonnée, et remplacée par l'assurance dite « au Premier Feu », qu'à condition de déboursier une prime plus forte : quel avantage l'assuré aurait-il à éviter Charybde pour tomber dans Scylla ? Qu'on reproche aux assureurs d'abuser de cette « règle proportionnelle », de la faire jouer dans l'assurance du « risque locatif », cela a une apparence de cri-

(37) DROZ, *Op. cit.*, Préface de M. le Professeur Thaller, p. 14.

« tique bien fondée. Pourtant, là encore, l'assuré
« n'obtiendrait toute sécurité qu'en laissant une
« somme sensiblement plus forte aux mains du gar-
« çon de recettes qui lui présente la quittance de
« prime... » .

*
* *

Donc, vers 1914, si la règle proportionnelle constituait le droit commun, on rencontrait parfois dans les polices une clause dérogatoire établissant le « Premier Feu », mais c'était là une exception, qui n'était accordée par les Compagnies d'assurances que dans quelques cas tout à fait spéciaux...

CHAPITRE DEUXIEME

LE DEVELOPPEMENT DE L'ASSURANCE

« AU PREMIER FEU »

La guerre de 1914 devait soulever un grand nombre de problèmes. Un des plus importants fut celui de l'assurance.

En effet, les usines travaillant pour la Défense Nationale prirent une extension formidable. L'énorme valeur, sans cesse croissante, des biens à assurer, rendit impossible, parce que trop coûteuse, l'assurance en valeur totale. D'autre part, pour éviter les risques de bombardement aérien, ou de destruction totale à la suite d'incendie ou d'explosion, l'on construisit une multitude d'usines souvent fort éloignées les unes des autres. Enfin, les nécessités de fabrication imposèrent des modifications incessantes de ces usines, tant dans l'importance de celles-ci, que dans leur genre de fabrication.

On voit combien il aurait été difficile d'assurer convenablement de tels risques, par les procédés ordinaires. Manifestement, la règle proportionnelle, bien trop rigide et surtout trop compliquée, n'était pas applicable.

C'est alors qu'on eut recours à l'assurance « au Premier Feu », telle qu'elle était pratiquée avant

la guerre, en l'adaptant aux circonstances: impossibilité à peu près complète de connaître le montant des existences, et nécessité de couvrir par la même police plusieurs « pleins » appartenant à des bâtiments même très éloignés les uns des autres. Et, dès 1917, les Compagnies d'assurances acceptèrent couramment de telles polices ⁽¹⁾.

D'ailleurs, l'assurance « au Premier Feu » fut également employée dans les polices « assurances de bombardement », étant donné la grande valeur des biens assurés, et la minime importance que pouvait atteindre, relativement à cette grande valeur, le montant des dégâts, en général très limités, causés par les bombes ⁽²⁾.

Une autre raison vint contribuer puissamment au développement de ces assurances « au Premier Feu ». En raison des grandes difficultés d'approvisionnement, puis des difficultés monétaires, les prix montent sans cesse au cours de la guerre ; or, il est plus facile d'éviter l'application de la règle proportionnelle dans une police « Premier Feu », que dans une police ordinaire en valeur totale, d'autant que les premières polices « Premier Feu » n'étaient pas toujours très rigides sur la question des existences, et qu'elles ne prévoyaient pas souvent la clause de réapparition de la règle proportionnelle, en cas d'insuffisance de déclaration...

De plus, dès la fin de la guerre, les Compagnies anglaises vinrent travailler en France, dans de très grandes proportions. Afin de développer très rapidement leurs portefeuilles, les Compagnies anglaises en général, mais surtout le groupe des « Lloyd's »,

(1) ODILLON, *Op. cit.*, p. 1.

(2) SUMIEN, *Traité...*, *Op. cit.*, p. 72, n° 136 ; PAPOT, *Op. cit.*, note, page 148.

offrirent au public des polices « Premier Feu », qu'elles pratiquaient cependant assez peu chez elles, à l'exception toutefois du groupe des « Lloyd's ».

Enfin, une cause supplémentaire vint encore accélérer la diffusion des assurances « au Premier Feu ». Vers 1925, en raison de la rapide élévation des droits et des taxes frappant les contrats d'assurances contre l'incendie, les assurés cherchèrent tout naturellement, par la pratique du « Premier Feu », à réaliser une évasion fiscale, que la loi du 4 avril 1926 essaya d'enrayer en partie.

De leur côté, les courtiers et les agents d'assurance virent dans cette nouvelle formule un gros moyen de publicité. Ils mirent à profit l'engouement subit du public pour les assurances « au Premier Feu », et ce fut là une des principales causes de cette multiplication extraordinaire des polices « Premier Feu ». On voulait tout assurer ainsi, on allait révolutionner le monde des assurances...

Mais bien vite on s'aperçut des nombreux inconvénients que pouvait présenter ce genre d'assurance, tant pour l'assuré que pour l'assureur. Et lorsque survint la triple taxe du 4 avril 1926, un des plus gros avantages qui pouvait en résulter, l'économie de taxe, disparut presque complètement.

Néanmoins, l'assurance « au Premier Feu » était encore fort pratiquée aux environs de 1930 ; elle est encore assez répandue actuellement, malgré le décret-loi du 30 octobre 1935, sur les assurances collectives « au Premier Feu », décret qui est venu ralentir fortement, lui aussi, l'expansion des assurances « au Premier Feu »...

*
* *

Cependant la loi sur le contrat d'assurances du 13 juillet 1930 consacre le principe de la règle pro-

portionnelle. *Il est vrai qu'elle mentionne la possibilité d'une clause contraire, reconnaissant ainsi juridiquement l'existence du « Premier Feu ».*

L'étude des travaux préparatoires de la loi nous paraît fort intéressante, car pendant celle-ci, partisans et adversaires de la règle proportionnelle exprimèrent leur opinion par des voix particulièrement autorisées.

Le 24 juin 1904, le Professeur Lyon-Caen déposa, au nom d'une Commission créée en vertu des arrêtés ministériels des 26 avril et 2 mai 1902, un « *Rapport sur le contrat d'assurance* ».

Ce rapport indique d'abord une règle permettant l'interprétation exacte des différentes dispositions proposées. Cette règle sera rappelée dans tous les projets qui se succéderont jusqu'en 1930. Il est dit, en effet, p. 7 de ce rapport⁽³⁾ :

« Toutefois, respectueux de la liberté des conventions, qui est nécessaire au développement si souhaitable du commerce des assurances, et souvent à l'intérêt bien entendu des assurés eux-mêmes, on s'est efforcé de réduire le plus possible le nombre des dispositions impératives et prohibitives, en ne se préoccupant que des abus graves et caractérisés.

« Afin d'éviter toute difficulté sur la détermination des dispositions impératives ou prohibitives, le projet les indique expressément, soit en édictant que la règle consacrée est admise nonobstant toute convention contraire, soit en prononçant la nullité des clauses ou conventions contraires à ces dispositions. *Toutes les fois, par suite, qu'une dis-*

(3) LYON-CAEN, *Rapport adressé à Monsieur le Ministre du Commerce, au nom de la Commission chargée d'étudier les dispositions législatives auxquelles pourraient être soumis les Contrats d'Assurances.*

« *position est formulée purement et simplement, elle*
« *a le caractère interprétatif, et admet, par suite, les*
« *clauses contraires.* »

L'exposé des motifs déclarait, p. 13:

ARTICLE 12. — « Si l'assurance ne peut, en général,
« être conclue pour une somme excédant la valeur de la
« chose assurée, il est possible qu'au contraire, elle
« soit inférieure à cette valeur. *Une assurance partielle*
« *peut être conclue, à raison, soit de ce que l'assuré, dé-*
« *sirant éviter de payer une prime élevée, peut conser-*
« *ver un découvert, soit de ce que l'assureur ne veut*
« *pas, ou ne peut pas (à raison de son « plien » (4),*
« *faire une assurance complète, soit d'une erreur com-*
« *mise par les parties sur la valeur de la chose assu-*
« *rée.*

« D'après une règle traditionnelle, et conforme à la
« volonté des contractants, l'assuré restant alors son
« propre-assureur pour ce qui n'est pas couvert par
« l'assurance, l'indemnité n'est que proportionnelle.
« *Mais il n'y a pas là une règle impérative; il peut être*
« *convenu que l'indemnité sera égale au préjudice subi,*
« *pourvu, bien entendu, que le dommage n'excède pas*
« *la somme assurée, qui forme le maximum des obli-*
« *gations de l'assureur (art. 24).* »

Et le rapporteur proposait d'adopter la rédaction
suivante, p. 69 :

ARTICLE 12. — « Si l'assurance ne couvre qu'une par-
« tie de la valeur de la chose assurée, l'assuré est con-
« sidéré comme restant son propre-assureur pour l'ex-
« cédent, et supporte, en conséquence, une part pro-
« portionnelle du dommage, *à moins qu'il ne soit ex-*
« *pressément stipulé que, dans les limites de la somme*
« *assurée, l'assuré obtiendra une indemnité complète,*

(4) C'est ici la somme maxima que l'Assureur peut assurer dans
une Police.

« dès l'instant où le dommage ne dépassera pas cette somme. »

Un « Projet de loi relatif au contrat d'assurance » fut déposé par M. Trouillot, le 12 juillet 1904, sur le bureau de la Chambre des Députés⁽⁵⁾. Ce projet reproduit textuellement le rapport de M. Lyon-Caen.

Au changement de législature, en 1906, le projet fut repris par le Gouvernement, et un rapport de M. Chastenet fut distribué le 7 mars 1906⁽⁶⁾. L'exposé des motifs, légèrement modifié, déclarait :

ARTICLE 12. — « *En cas d'assurance partielle, l'assuré reste son propre-assureur pour la partie qui n'est pas couverte par l'assurance, et n'obtient qu'une indemnité proportionnelle, à moins de convention contraire, stipulant une indemnité égale au préjudice, jusqu'à concurrence de la somme assurée.* »

Mais la rédaction définitive de l'article 12 du nouveau projet de loi restait celle du rapport Lyon-Caen.

Un projet semblable fut à nouveau déposé sur le bureau de la Chambre, par M. Doumergue, le 14 juin 1906⁽⁷⁾ et rapporté par M. Chastenet, le 18 février 1907⁽⁸⁾. Le projet fut repris en 1911, à la législature suivante ; M. Chastenet reprit son rapport, le 12 juillet de la même année⁽⁹⁾.

Après la guerre, M. Breton déposa une fois de plus, le 9 mars 1920⁽¹⁰⁾, l'ancien projet de loi qui

(5) *J. Off.*, 1904, *Doc. Parlem.*, Ch., ann. n° 1918, p. 918.

(6) *J. Off.*, 1906, *Doc. Parlem.*, Ch., ann. n° 3052, p. 212.

(7) *J. Off.*, 1906, *Doc. Parlem.*, Ch., ann. n° 89, p. 564.

(8) *J. Off.*, 1907, *Doc. Parlem.*, Ch., ann. n° 768, p. 148.

(9) *J. Off.*, 1911, *Doc. Parlem.*, Ch., ann. n° 1219, p. 1063.

(10) *J. Off.*, 1920 *Doc. Parlem.*, Ch., ann. n° 491, p. 410.

avait encore été repris, sans résultat, au début de la législature de 1914 ; il fallut attendre jusqu'au 26 octobre 1922, pour voir publier à nouveau le rapport de M. Saillard⁽¹¹⁾.

Enfin, le 7 avril 1925, M. Godart déposa un « Projet de loi relatif au contrat d'assurance »⁽¹²⁾. L'exposé des motifs déclarait :

ARTICLE 31. — « L'insuffisance d'assurance donne
« lieu à l'application de la règle proportionnelle, con-
« sacrée par un usage constant en matière d'assurances
« terrestres, et qui consiste à faire subir à l'indemnité
« d'assurance une réduction proportionnelle à l'insuffi-
« sance de la valeur assurée...

« Toutefois, il y a là uniquement une question de con-
« vention. Le taux des primes est fixé en considération
« de ce que l'assurance s'étend à la valeur totale de la
« chose assurée. Les parties contractantes pourraient
« convenir en sens contraire, que l'objet assuré est cou-
« vert jusqu'à concurrence de telle ou telle somme, sans
« réduction proportionnelle. En fait, cette convention
« dite assurance « au Premier Feu » est assez usitée
« dans la pratique. D'autre part, la règle proportion-
« nelle est inconnue dans certains pays, en Angleterre
« notamment.

« Il importe donc, tout en consacrant, en principe, la
« règle adoptée par l'assurance française, de laisser
« place à toutes les stipulations contraires. »

Et M. Godard proposait l'adoption d'un article 31, ainsi conçu :

ARTICLE 31. — « S'il résulte des estimations que la
« valeur de la chose assurée excède au jour du sinistre
« la somme garantie, l'assuré est considéré comme res-

(11) *J. Off.*, 1922, *Doc. Parlem.*, Ch., ann. n° 4973. p. 120.

(12) *J. Off.*, 1925, *Doc. Parlem.*, Ch., ann. n° 1544, p. 637.

« tant son propre-assureur pour l'excédent, et supporte,
« en conséquence, sa part proportionnelle de dommage,
« *sauf convention contraire.* »

Après un rapport de M. Lafarge, déposé le 5 août 1926 ⁽¹³⁾, la Chambre vota le « Projet de loi sur le contrat d'assurance » ; l'article 31 fut adopté sans modification ⁽¹⁴⁾.

Le projet voté fut transmis au Sénat le 3 décembre 1926 ⁽¹⁵⁾ ; le rapport de M. Godart, distribué le 15 novembre 1927, déclare, sous l'article 31 ⁽¹⁶⁾ :

« Toutefois, il y a là uniquement une question de con-
« vention et de taux de primes, et il peut être stipulé
« dans les polices, soit que l'assurance s'étend à la va-
« leur totale de la chose assurée, *soit que l'objet est*
« *couvert jusqu'à concurrence de telle ou telle somme.* »

Et l'article 31 du projet reproduit intégralement l'article 31, tel qu'il avait été adopté par la Chambre.

Un second rapport fut déposé, le 30 juin 1930 ⁽¹⁷⁾, par M. Curral, qui critique vivement la règle proportionnelle :

ARTICLE 31. — « C'est l'assurance dite « proportion-
« nelle ».

« C'est l'application à l'assuré d'une règle propor-
« tionnelle, qui est ainsi définie dans le projet (le rap-
« porteur cite l'article 31).

« C'est une règle dont il est bien difficile de démon-
« trer qu'elle est équitable, en la supposant mathéma-
« tiquement exacte : on la place sous le couvert du

(13) *J. Off.*, 1926, *Doc. Parlem.*, Ch., ann. n° 3316, p. 1159.

(14) *J. Off.*, 1926, *Déb. Parlem.*, Chambre, p. 3852.

(15) *J. Off.*, 1926, *Doc. Parlem.*, Sén., ann. n° 646, p. 28.

(16) *J. Off.*, 1927, *Doc. Parlem.*, Sén., ann. n° 571, p. 728.

(17) *J. Off.*, 1930, *Doc. Parlem.*, Sén., ann. n° 395, p. 1.003.

« grand principe que l'assurance ne peut être une cause
« de profit ; c'est un argument bien subtil, car tant
« que l'indemnité que touche l'assuré demeure dans
« les limites du dommage qui lui a été causé, on ne
« voit pas qu'il y ait enrichissement sans cause, puis-
« qu'il a bien payé une prime correspondante à la va-
« leur assurée.

« Cette clause, qui ne se défend pas en droit, est de
« l'invention des Compagnies.

« Elle n'est pas comprise par la plupart des assurés,
« pour lesquels son application est toujours une désa-
« gréable surprise, d'autant plus qu'ils sont souvent
« encouragés par des agents voulant enlever une af-
« faire, à mésestimer l'objet assuré.

« Elle devrait être interdite, comme contraire à la
« logique et au bon sens : quand, en effet, j'assure ma
« maison pour 50.000 francs, dans mon esprit, celui de
« l'homme de la rue, j'entends m'assurer contre tout
« dommage survenant à ma maison dont le montant ne
« dépassera pas 50.000 francs ; je n'entends pas assu-
« rer une quote-part seulement de ce dommage.

« Il y a bien l'assurance « au Premier Feu », mais
« en outre de ce qu'elle est peu connue, les tarifs en
« sont prohibitifs, et elle ne paraît avoir été établie,
« que pour permettre à quelques gros assurés d'échap-
« per à certains impôts qui grèvent les assurances.

« Cette clause n'existe du reste pas dans les polices
« anglaises, sur lesquelles, en bien des points, on eût
« pu prendre modèle, car pour l'assureur anglais, l'as-
« surance demeure ce qu'elle est en réalité, un contrat
« aléatoire, avec tous ses risques, tandis que pour les
« assureurs du continent, l'assurance doit être une opé-
« ration de toute sécurité : c'est une conception dont
« l'assuré fait les frais. »

Quelle vigoureuse diatribe contre la règle propor-
tionnelle, et quelle apologie du « Premier Feu » !
Or, nous avons vu que la règle proportionnelle ne

mérite pas de telles critiques. Et nous verrons que le « Premier Feu » n'est nullement la règle commune, même en Angleterre, surtout pour les Compagnies autres que les groupes du « Lloyd's ». D'ailleurs, l'assuré anglais paye des taux de primes assez sensiblement supérieurs aux taux pratiqués en France ; alors, y a-t-il vraiment tant d'avantages, à préconiser le « Premier Feu » comme principe général ?

D'ailleurs le rapporteur, faisant abstraction de ses critiques, propose l'adoption du texte intégral de l'article 31.

Et lorsque le Sénat vota sans discussion, le 8 juillet 1930, le projet déjà voté par la Chambre ⁽¹⁸⁾, *l'article 31 consacrait le principe de la règle proportionnelle, tout en prévoyant la clause contraire.*

*
**

La Police-Type-Incendie, établie par les Compagnies, conformément à la loi du 13 juillet 1930, consacra, elle aussi, le principe de la règle proportionnelle, dans son article 16 précité.

Mais une clause particulière, insérée dans la police, peut apporter une dérogation à cet article 16 ; une telle police devient alors une police d'assurance « au Premier Feu ». Les Compagnies n'accordent d'ailleurs cette dérogation, que sous certaines conditions ; nous allons étudier *l'historique de cette réglementation...*

Nous avons vu que, dès avant la guerre, quelques Compagnies pratiquaient le « Premier Feu ». Mais ce n'étaient encore que des cas exceptionnels.

Dès 1917, les industriels travaillant pour la Défense Nationale se virent délivrer fréquemment des

(18) *J. Off.*, 1930, *Déb. Parlem.*, Sénat, p. 1469.

polices semblables, dont le nombre et l'importance augmentèrent de jour en jour. Aussi les Sociétés d'assurance étudièrent-elles sérieusement le problème. Ces études aboutirent à dégager quelques principes, qui devaient être observés, si l'on voulait réaliser une assurance « au Premier Feu » conforme aux données de la technique de l'assurance. On trouve ces principes formulés dans le texte suivant⁽¹³⁾ :

SYNDICAT GÉNÉRAL DES COMPAGNIES D'ASSURANCES A PRIMES FIXES CONTRE L'INCENDIE	ASSEMBLEE GENERALE <i>Séance du 6 avril 1925</i> ASSURANCES « AU PREMIER FEU »
---	---

Le Syndicat général ratifie le règlement ci-après des assurances « au Premier Feu », arrêté par le Groupement intersyndical :

1° Les existences devront atteindre deux millions, recours non compris.

2° Déclaration obligatoire des existences devant servir de bases au calcul de la prime au jour de la réalisation du contrat.

Les Compagnies se réservent le droit de vérifier à tout moment si les existences réelles sont conformes aux existences déclarées.

3° A toute époque, déclaration obligatoire par l'assuré des augmentations d'existences, dès que l'augmentation dépassera 10 % (jusqu'à 10 millions de valeur totale) ou 5 % (au-dessus de 10 millions de valeur totale).

(13) Pour ces différents textes, voir LE CHARTIER et DARDONVILLE, *Op. cit.*, .

Dans le cas où, au jour d'un sinistre, l'augmentation des existences dépasserait les 10 % (au-dessous de 10 millions), ou les 5 % (au-dessus de 10 millions), ci-dessus prévus, l'indemnité serait réduite dans la proportion entre l'excédent constaté (déduction faite des 10 % ou des 5 %), et la dernière déclaration faite par l'assuré.

4° Déclaration obligatoire des aggravations de risques.

5° La Commission spéciale pourra autoriser des assurances « au Premier Feu » portant sur plusieurs établissements. Toutefois, ces assurances « au Premier Feu » devront rester exceptionnelles, et la Commission spéciale réservera, autant que possible, son autorisation pour des établissements situés dans une même région industrielle.

Toutes les affaires « au Premier Feu » portant sur plusieurs établissements devront être soumises à la Commission spéciale.

En ce qui concerne les affaires « au Premier Feu » portant sur un seul établissement, les Compagnies de chaque groupement pourront les accepter, en se conformant aux règles intérieures de leur groupement, dans la limite des dispositions du présent règlement.

Toute dérogation à ces dispositions entraînera le renvoi de l'affaire devant la Commission spéciale.

6° La prime de base sera calculée sur des existences réelles, et sera augmentée, en cours de contrat, proportionnellement aux augmentations des existences et aux aggravations de risque.

7° Une franchise d'avarie sera toujours stipulée.

8° La Commission en matière de « Premiers Feux » ne peut être qu'annuelle.

Décision exécutoire à dater du 15 avril 1925 :

Cette Décision fut complétée par la Décision suivante :

SYNDICAT GÉNÉRAL	ASSEMBLEE GENERALE
DES	
COMPAGNIES D'ASSURANCES	<i>Séance du 6 avril 1925</i>
A PRIMES FIXES	
CONTRE L'INCENDIE	ASSURANCES
Décision N° 2896	« AU PREMIER FEU »

Sont modifiés comme suit les paragraphes 5, 6 et 8, de la Décision spéciale n° 18, du 3 mars 1890 (accords entre les membres du Syndicat) :

PARAGRAPHE V

Le droit concédé aux Directeurs par l'article 3 des accords ne peut s'exercer pour fixer la prime d'un risque non dénommé aux tarifs ⁽²⁰⁾.

PARAGRAPHE VI

L'abandon de la règle proportionnelle, s'agissant d'un seul établissement, et aux conditions fixées par le règlement intersyndical ratifié par la Décision n° 2895, pourra être consenti par les Compagnies du Syndicat, à la condition de recourir, pour les affaires qui feraient l'objet de cet abandon, à la procédure des dérogations ordinaires.

PARAGRAPHE VIII

Toute demande adressée au Bureau ou à l'Assemblée Générale pour la fixation de la prime applicable à un risque non dénommé aux tarifs, devra être accompagnée de la proposition d'assurance, d'un rapport de vérifica-

(20) Il ne faut pas confondre les Risques non dénommés aux Tarifs, avec les Risques que les Tarifs dénomment sans les tarifer, et en regard desquels la colonne des Primes est laissée en blanc ; la fixation de la Prime à exiger pour ces Risques dénommés, mais non tarifiés, demeure libre pour chaque Compagnie (Procès-Verbal du 20 mars 1882, page 30, et du premier mai 1882, page 64).

tion, et de tous les renseignements, plans et tracés des lieux, destinés à faire connaître la nature et la gravité du risque.

Décision exécutoire à dater du 15 avril 1925.

Désormais, cette réglementation sera appliquée à toute police « Premier Feu » délivrée par une Compagnie appartenant au Syndicat Général.

En somme, l'esprit général de ces deux Décisions est le suivant : n'accorder une police « Premier Feu » que pour des risques importants, et si possible, limiter la police à un seul établissement. De plus, il faut nécessairement exiger une déclaration d'existences, et la déclaration des augmentations au-dessus d'un certain chiffre, la sanction prévue étant le retour partiel à la règle proportionnelle.

Le nombre des polices « Premier Feu » continuant à croître très rapidement, les Compagnies poursuivirent leurs études sur la question. Fortes de l'expérience acquise, elles arrivèrent à définir plus exactement les conditions techniques indispensables à la conclusion normale des polices « Premier Feu ». D'où la Décision suivante :

SYNDICAT GÉNÉRAL	ASSEMBLEE GENERALE
DES	
COMPAGNIES D'ASSURANCES	<i>Séance du 4 octobre 1926</i>
A PRIMES FIXES	
CONTRE L'INCENDIE	ASSURANCES
Décision n° 2966	« AU PREMIER FEU »

Les assurances « au Premier Feu » portant sur des risques classés au tarif des objets divers et des fabriques et usines (tarif rouge), ou comprenant des risques de cette nature, sont soumises aux règles suivantes :

1° Obligation de déclarer dans la police la valeur totale de l'établissement, et d'aviser la Compagnie des augmentations de valeur ou d'existences survenant au cours de l'assurance, lorsque ces augmentations dépasseront 10 % du montant déclaré dans la police. Il est entendu que cette proportion de 10 % est un maximum, et que les Compagnies s'efforceront de convenir d'un pourcentage moindre, si elles peuvent l'obtenir.

2° Insertion obligatoire dans la police d'une clause stipulant l'application de la règle proportionnelle, au cas où les existences seraient, au jour d'un sinistre, reconnues supérieures de plus de 10 % aux sommes déclarées dans la police ou dans les avenants.

3° Application, pour les règlements des sinistres, d'une franchise d'avarie égale à 1 0/00 de la somme assurée, avec minimum de 2.000 francs, qu'il s'agisse de risques industriels ou de risques simples incorporés dans les assurances « au Premier Feu » comme annexes des risques industriels.

4° Insertion de la clause de reconstitution de la prime.

Chacun des points ci-dessus fait l'objet d'une clause dont le texte figure ci-après. L'insertion de ces quatre clauses est obligatoire.

La présente décision est applicable à partir du 15 juillet 1926 aux nouveaux contrats, renouvellements et remplacements.

Les polices en cours à d'autres conditions peuvent être maintenues jusqu'à leur expiration, mais ne pourront être remplacées ou renouvelées (même par tacite reconduction), qu'aux conditions fixées ci-dessus. Celles de ces polices qui seraient souscrites pour une durée supérieure à 10 ans, et contiendraient une clause résolutoire, ne pourraient être maintenues que pour une durée de 10 ans au maximum, à partir de leur prise d'effet.

CLAUSES A INSÉRER

I. — *Déclaration des existences
et des augmentations.*

La prime ci-dessus a été fixée en raison de la déclaration de l'assuré, que la valeur des existences n'exède pas x... millions.

L'assuré s'oblige à déclarer chaque augmentation des existences, dès qu'elle atteindra x... fr. (au maximum 10 % de la VALEUR TOTALE DÉCLARÉE), et à payer une augmentation de prime de x... frs. (calculée d'après la même proportion que celle adoptée pour les augmentations d'existences).

II. — *Sanction.*

A défaut des déclarations d'augmentations prévues par le paragraphe ci-dessus, l'assuré ne sera indemnisé, en cas de sinistre, que dans la proportion existant entre la prime perçue, et celle qui aurait dû l'être, conformément aux dites déclarations.

En cas de réduction des existences, la prime sera réduite de x... fr. (même proportion que pour les augmentations), pour chaque réduction des existences de x... fr. (même proportion que pour les augmentations), (sans ristourne de la prime de l'année d'assurance en cours, ni aucune indemnité à payer par la Société assurée du fait de ces réductions.)

III. — *Franchise d'avarie.*

Les Compagnies assureurs bénéficieront d'une franchise d'avarie de fr... En conséquence, en cas de sinistre, si le montant des dommages n'atteint pas la somme de fr..., elles n'auront rien à rembourser. Si le montant des dommages dépasse cette somme, elles paieront sous déduction de la dite somme de fr... (la franchise d'avarie sera égale à un pour mille de la somme assurée, avec un minimum de 2.000 francs, qu'il s'agisse de risques industriels, ou de risques simples incorporés dans les

assurances « au Premier Feu » comme annexes des risques industriels).

IV. — *Reconstitution de la prime.*

Quel que soit le montant du ou des sinistres pouvant survenir au cours d'une année d'assurance, il est entendu que le total des indemnités à payer par les assureurs ne pourra excéder la somme garantie annuellement.

Par suite, en cas de sinistre, la somme assurée se trouvera automatiquement réduite du montant de l'indemnité.

Toutefois, pour ne pas laisser l'assuré à découvert, il est convenu que le capital assuré sera immédiatement reconstitué, l'assuré s'engageant à payer le prorata de prime correspondant au montant du sinistre et au temps à courir du jour du sinistre jusqu'à la prochaine échéance de prime. Le montant de ce prorata sera retenu sur l'indemnité de sinistre. Dans le cas où les assureurs useraient de leur droit de résilier après sinistre, le capital assuré sera reconstitué jusqu'à la date de cessation de la garantie, avec perception du prorata de prime correspondant.

La présente Décision est devenue exécutoire à dater du 15 juillet 1926.

D'après cette Décision, toute police d'assurance « au Premier Feu » doit contenir des clauses prévoyant :

- 1° Une déclaration des existences et l'obligation pour l'assuré de tenir l'assureur au courant des variations qui peuvent se produire dans leur valeur.
- 2° L'application possible de la règle proportionnelle en cas de contravention au paragraphe 1.
- 3° L'institution d'une franchise d'avarie.
- 4° La reconstitution de la prime.

Mais la réglementation précédente n'ayant pas toujours été suffisamment observée, une nouvelle Décision fut rendue. Elle émane du Comité mixte, successeur du Syndicat général :

COMITÉ MIXTE DE PARIS
DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS D'ASSURANCES
CONTRE L'INCENDIE
Opérant en France :
44, rue des Mathurins (8^e).

DECISION GENERALE N° 11
en date du 15 novembre 1929

ASSURANCES AUX PREMIER, DEUXIÈME FEUX, ETC.,
ET CLAUSES D'ABANDON DE LA RÈGLE PROPORTIONNELLE

I. — ASSURANCES « AU PREMIER FEU ».

Les assurances « au Premier Feu » ne pourront être consenties que sur les risques nommément et limitativement énoncés dans la police, et avec insertion des clauses imprimées ci-jointes (clauses de l'intercalaire), auxquelles ne pourra être apportée aucune modification.

Pour éviter toute erreur, il est formellement entendu que le texte imprimé doit être annexé à la police. La reproduction des dites clauses dans le corps du contrat, même textuelle, n'est pas admise, non plus qu'aucune clause additionnelle ou complémentaire relative à la définition ou aux modalités de l'assurance « au Premier Feu ».

Pour le calcul des tranches d'augmentation ou de réduction, et de la fraction de prime correspondante, ainsi que de la franchise d'avarie, il y aura lieu de se conformer aux indications des renvois du texte imprimé.

Les assurances de « recours des voisins », de « recours des locataires », de « perte de loyers », de « privation de jouissance », ne pourront être comprises dans

une police d'assurance « au Premier Feu », qu'à la condition de faire l'objet d'un capital spécial, donnant lieu à la perception d'une prime spéciale. En aucun cas, l'assurance chômage ne pourra être comprise dans une assurance « au Premier Feu ».

La présente Décision sera applicable à partir du 1^{er} janvier 1930.

Elle ne vise que les risques classés au tarif des objets divers et des fabriques et usines du Syndicat général (tarif rouge). Toutefois, en cas d'assurance « au Premier Feu » comprenant à la fois des risques simples et des risques du tarif des objets divers et des fabriques et usines du Syndicat général, les règles prescrites s'appliqueront à l'ensemble de ces risques.

Elle n'est applicable qu'aux polices souscrites à partir de la date du 1^{er} janvier 1930 prévue ci-dessus.

Les polices en cours à d'autres conditions peuvent être maintenues jusqu'à leur expiration, mais ne pourront être remplacées ou renouvelées, même par tacite reconduction, qu'aux conditions fixées ci-dessus. Celles de ces polices qui seraient souscrites pour une durée supérieure à dix ans, et contiendraient une clause résolutoire, ne pourraient être maintenues que pour une durée de dix ans au maximum, à partir de leur date de prise d'effet.

*
**

Conformément à cette Décision, un intercalaire spécial doit être obligatoirement inséré dans toute police « au Premier Feu ».

En principe, la reproduction dactylographiée des clauses à l'intérieur même du contrat, dans le texte, est insuffisante. L'intercalaire est indispensable ; en voici un modèle :

	Somme assurée	Taux	Prime
Reports			
et à payer, pour chacune de ces augmentations d'existences, une augmentation de prime de ⁽²²⁾ francs.....			
L'extension de l'assurance à de nouveaux établissements ou à de nouvelles industries, même s'il s'agit d'industries accessoires de l'industrie principale, ne pourra résulter que d'une entente entre les parties, constatée par un avenant.			
A défaut des déclarations d'augmentations prévues par le paragraphe ci-dessus, l'assuré ne sera indemnisé, en cas de sinistre, que dans la proportion existant entre la prime perçue et celle qui aurait dû l'être conformément aux dites déclarations.			
L'assuré s'interdit de faire garantir, par d'autres assureurs, la perte pouvant rester à sa charge par suite de l'application des dispositions du paragraphe ci-dessus.			
Chaque réduction s'élevant à ⁽²³⁾ francs			
sur le montant des existences, donnera lieu à une réduction de prime ⁽²⁴⁾ de francs			
sans ristourne sur la prime de l'année d'assurance en cours, ni aucune indem-			
A reporter.....			

(22) Calculée d'après la même proportion que celle adoptée pour les Augmentations d'Existences.

(23) Même somme qu'en (21).

(24) Même somme qu'en (22).

	Somme assurée	Taux	Prime
Reports			
nité à payer par l'assuré du fait de ces réductions. Toutefois, il demeure entendu que les augmentations ou réductions d'existences n'entraîneront aucune modification du montant du capital assuré. 2° FRANCHISE D'AVARIE. Les Compagnies assureurs bénéficieront d'une franchise d'avarie de (25) francs.... En conséquence, en cas de sinistre, si le montant des dommages n'atteint pas la somme de francs, elles n'auront rien à rembourser. Si le montant des dommages dépasse cette somme, elles paieront sous déduction de la dite somme de francs..... L'assuré s'interdit de se faire garantir, par d'autres assureurs, pour le montant de la franchise d'avarie. 3° DÉCLARATION DES ASSURANCES COMPLÉMENTAIRES. L'assuré déclare qu'il n'a pas souscrit, à d'autres assureurs, des polices garan- A reporter.....			

(25) Calculée à raison d'au moins 1 pour 100 de la somme assurée, avec minimum de 2.000 francs, qu'il s'agisse de Risques Objets Divers ou Industriels ou de Risques Simples incorporés dans une Assurance comprenant des Risques Objets Divers ou Industriels.

Toutefois, en ce qui concerne les Bâtiments d'habitation, Bureaux ou Automobiles, la Franchise pourra être limitée à 2.000 francs.

	Somme annulée	Taux	Prime
Reports.....			
Par suite, en cas de sinistre, la somme assurée se trouvera automatiquement réduite du montant de l'indemnité. Toutefois, pour ne pas laisser l'assuré à découvert, il est convenu que le capital assuré sera immédiatement reconstitué, l'assuré s'engageant à payer le prorata de prime correspondant au montant du sinistre et au temps à courir du jour du sinistre jusqu'à la prochaine échéance de prime. Le montant de ce prorata, augmenté des impôts, sera retenu sur l'indemnité de sinistre. Dans le cas où les assureurs useraient de leur droit de résilier après sinistre, le capital assuré sera reconstitué jusqu'à la date de cessation de la garantie, avec perception du prorata de prime correspondant. <i>La présente assurance a été consentie et acceptée par les Compagnies, en raison de ce que l'assuré s'engage formellement, par la présente, à se soumettre strictement aux obligations des paragraphes I, II et III des conditions particulières de la police.</i>			
A reporter.....			

Ces clauses ne font que répéter, sous une forme un peu plus explicite, les conditions prévues par la Décision n° 2966 du 4 octobre 1926. L'imprimé est exigé pour assurer l'uniformité des polices des diverses Compagnies.

Tous les autres paragraphes étant identiques, nous ne jugeons pas utile de les reproduire. Il suffit de se reporter aux pages précédentes pour avoir une idée exacte de ce qu'est cet intercalaire prévu par la Décision n° 11, pour les polices d'assurance « au Deuxième, Troisième Feux », etc.

*
**

Mais ces règles ne visent que le « Premier Feu » simple, c'est-à-dire les seules polices qui n'assurent qu'un seul risque.

Devant l'accroissement du nombre des polices garantissant plusieurs risques distincts, parfois fort éloignés les uns des autres, des modifications à cette Décision apparurent nécessaires. Elles furent réalisées en 1932, par la Décision Générale suivante :

COMITÉ MIXTE DE PARIS
DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS D'ASSURANCES
CONTRE L'INCENDIE
Opérant en France
44, rue des Mathurins (8°).

DECISION GENERALE N° 69
en date du 18 octobre 1932.
Additif à la décision générale n° 11.

INTERCALAIRE SPÉCIAL AUX ASSURANCES
« AU PREMIER FEU »

L'intercalaire ci-joint devra être utilisé au lieu et place de celui prévu par la Décision Générale n° 11, lorsqu'il s'agira de « Premiers Feux sur plusieurs établissements » compris dans les catégories de risques industriels figurant dans le tarif du Comité mixte du 1^{er} décembre 1931.

Les autres dispositions de la Décision Générale n° 11 s'appliquent auxdits « Premiers Feux ».

En ce qui concerne les assurances « aux Deuxième, Troisième Feux », etc., portant sur plusieurs établissements des catégories comprises dans le tarif du Comité mixte du 1^{er} décembre 1931, les clauses à insérer seront fixées, pour chaque affaire, par le Comité mixte, en même temps que la prime.

L'intercalaire ci-joint, destiné aux « Premiers Feux portant sur plusieurs établissements », pourra être utilisé au lieu et place de celui prévu par la Décision Générale n° 11 pour les risques autres que ceux compris dans le tarif du Comité mixte du 1^{er} décembre 1931. Dans ce cas, la clause relative aux questionnaire et état de répartition des valeurs pourra être supprimée.

DANS TOUS LES « PREMIER, DEUXIÈME,
TROISIÈME FEUX », ETC.

1° Les avenants de reconstitution de la prime après sinistre doivent être établis de manière à faire ressortir le montant de la garantie reconstituée, et les impôts de timbre et taxe doivent être perçus à nouveau sur ce capital, sans préjudice de l'impôt d'enregistrement à percevoir sur la prime supplémentaire.

2° La clause, par laquelle il est entendu que les augmentations ou réductions d'existences n'entraîneront aucune modification du montant du capital assuré, constitue une interdiction de stipuler d'avance la modification automatique du capital assuré en fonction des existences, mais ne fait pas obstacle à une modification dudit capital par avenant, dans un cas déterminé.

La présente Décision sera applicable à dater du 15 novembre 1932.

En conformité avec cette décision, un nouvel intercalaire est prévu, lorsque la police « Premier Feu » porte sur plusieurs établissements. Il n'y a que quelques modifications.

	Somme annulée	Taux	Prime
Reports.....			
I. — DÉCLARATION DES EXISTENCES ET DES AUGMENTATIONS.			
La prime ci-dessus a été fixée en raison de la déclaration de l'assuré que la valeur des existences n'excède pas francs. . se décomposant comme suit :			
Etablissement I			
— II			
— III			
Au cas où la garantie s'appliquerait à des risques locatifs, ceux-ci devraient être compris dans la déclaration des existences sur les bases prévues à l'article 16 des Conditions Générales.			
L'assuré s'oblige à déclarer chaque augmentation des existences dans les risques désignés dans la présente police, dès qu'elle atteindra respectivement ⁽²⁷⁾ :			
Francs..... sur Etablissement I			
Francs..... sur Etablissement II			
Francs..... sur Etablissement III			
et à payer, pour chacune de ces augmentations d'existences, une augmentation de prime de ⁽²⁸⁾ :			
Francs..... pour Etablissement I			
Francs..... pour Etablissement II			
Francs..... pour Etablissement III			
A reporter.....			

(27) Au maximum 10 pour 100 de la valeur initiale déclarée pour chaque Etablissement.

(28) Calculée d'après la même proportion que celle adoptée pour les Augmentations d'Existences.

	Somme annulée	Taxe	Prime
Reports.....			
L'extension de l'assurance à de nouveaux établissements ou à de nouvelles industries, même s'il s'agit d'industries accessoires de l'industrie principale, ne pourra résulter que d'une entente entre les parties, constatée par un avenant. A défaut des déclarations d'augmentations prévues par le paragraphe ci-dessus, l'assuré ne sera indemnisé, en cas de sinistre, que dans la proportion existant entre la prime perçue pour l'établissement sinistré, et celle qui aurait dû l'être conformément aux dites déclarations. L'assuré s'interdit de faire garantir, par d'autres assureurs, la perte pouvant rester à sa charge par suite de l'application des dispositions du paragraphe ci-dessus. Chaque réduction du montant des existences s'élevant à mêmes sommes que celles prévues ci-dessus pour les déclarations d'augmentations, donnera lieu à une réduction de prime d'un montant égal à celui prévu en cas d'augmentation, sans ristourne sur la prime de l'année d'assurance en cours, ni aucune indemnité à payer par l'assuré du fait de ces réductions. Toutefois, il demeure entendu que les augmentations ou réductions d'existences n'entraîneront aucune modification du montant du capital assuré.			
A reporter.....			

	Somme annulée	Taux	Prime
Reports.....			
polices garantissant la dépréciation ou vétusté.			
L'assuré s'oblige à déclarer tous contrats de cette nature qui pourraient être souscrits par lui pendant la durée de la présente police, et ce, dans les huit jours de leur souscription.			
Les Compagnies se réservent le droit, soit de donner acte de ces déclarations, moyennant surprime, s'il y a lieu, soit de résilier la présente police sous préavis d'un mois, avec ristourne de prime proportionnelle au temps restant à courir de la date de résiliation à l'échéance annuelle.			
Si la Compagnie maintient la police, la franchise d'avarie devra être modifiée de manière à correspondre toujours à un minimum de 1 pour 1.000 de la totalité des sommes garanties.			
IV. — RECONSTITUTION DE LA PRIME.			
Quel que soit le montant du ou des sinistres pouvant survenir au cours d'une année d'assurance, il est entendu que le total des indemnités à payer par les assureurs sur un établissement ne pourra excéder la limite de garantie prévue pour cet établissement.			
Par suite, en cas de sinistre, la dite ga-			
A reporter.....			

	Somme annulée	Taux	Prime
Reports.....			
Cette déclaration annuelle ne dispensera pas l'assuré des déclarations d'augmentation d'existences prescrites par le chapitre premier des conditions particulières, intitulé: « Déclaration des existences et des augmentations».			
<i>La présente assurance a été consentie et acceptée par les Compagnies en raison de ce que l'assuré s'engage formellement, par la présente, à se soumettre strictement aux obligations des paragraphes I, II et III des conditions particulières ci-dessus.</i>			
A reporter.....			

D'ailleurs, en pratique, la réglementation n'est pas toujours observée, et il arrive que les intercalaires prévus fassent défaut, surtout en ce qui concerne les polices d'assurances « au Premier Feu » portant sur plusieurs établissements.

*
**

Nous savons maintenant à quelles conditions une Compagnie d'assurances délivre une police « Premier Feu ».

Nous avons vu que la loi de 1930 permettait une telle pratique, et même qu'elle la prévoyait.

Comment une telle police sera-t-elle rédigée ? C'est ce que nous allons voir dans notre *Chapitre Troisième*.

CHAPITRE TROISIEME

LA FORME ACTUELLE DE L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU »

Nous allons reproduire une police « Premier Feu » récente. Nous verrons ainsi l'application aux faits des diverses réglementations étudiées plus haut.

La police citée, qui couvre plusieurs établissements appartenant à une même Société industrielle, est intéressante, par la généralité de l'énumération des biens assurés : *Tous les biens sont assurés, toutes les responsabilités possibles garanties, jusqu'à concurrence de la somme prévue, et sans application de la règle proportionnelle, sous réserve de la déclaration des augmentations supérieures à 10 %.*

Bien entendu, un intercalaire conforme était joint à la police.

*
* *

La Compagnie... assure contre l'incendie aux conditions générales qui précèdent, et aux conditions particulières qui suivent, la firme..., demeurant à..., rue..., n°..., agissant comme il sera dit après, la somme de... francs, sur celle totale de... francs.

§ I — SITUATION DES RISQUES

Enumération des différents risques, « plein par plein » (le « plein » étant un ensemble de bâtiments,

matériel, etc..., formant un tout, et séparé d'un autre groupe par une distance d'au moins dix mètres, de façon à pouvoir, en principe, être protégé, au cas de sinistre du plein voisin).

Pour chaque risque, individualisation complète : ville, rue, numéro, ou toute autre indication similaire, utile pour situer exactement le risque.

§ II. — NATURE DES RISQUES

Etude individuelle et très minutieuse de chacun des risques énumérés au § I, avec tous les détails permettant à l'assureur de se faire une opinion, aussi exacte que possible, sur chacun des risques couverts par l'assurance.

On indique, notamment : la nature des bâtiments, matériaux, couverture, etc..., l'importance et la disposition des lieux, étages, escaliers, passerelles, l'existence de dépendances y attenantes, l'utilisation des locaux (habitations, ateliers...), les machines qui s'y trouvent, les stocks de matières premières, en précisant lesquelles, (par exemple, laines, huiles, essences), les garages de voitures et ateliers de réparation, les machines à vapeur ou installations électriques, et cela, risque par risque.

Etude très importante pour l'assureur, car elle le renseigne sur l'importance des risques, leur caractère industriel (c'est-à-dire particulièrement dangereux et sujet à incendie...); souvent un plan est annexé, pour les principaux risques.

Les Compagnies co-assureurs, ayant une connaissance suffisante des risques et de leurs usages, n'en demandent pas une plus ample description.

§ III. — ASSURANCE « AU PREMIER FEU » AVEC DÉROGATION A LA RÈGLE PROPORTIONNELLE

ARTICLE UNIQUE. — ...francs s'appliquant sur l'ensemble des risques ci-dessus désignés et portant sur :

a) L'ensemble et la généralité des bâtiments, annexes et dépendances, aménagements, y compris tous objets

réputés immeubles par nature ou par destination, existant, ou pouvant exister, aux adresses ci-dessus.

b) Tous les objets composant le matériel industriel et commercial, y compris le mobilier des directeurs, des concierges ou des personnes attitrées aux établissements, vêtements, outils et objets divers du personnel.

c) Les marchandises à tous états, produits et approvisionnements de toute nature.

d) Les « risques locatifs », « recours des voisins », « recours des locataires contre le bailleur », en un mot, tous recours et toutes responsabilités pouvant incomber aux assurés, en vertu des articles 1382, 1383, 1384, 1386, 1721, 1733, 1734 et 1735 du Code Civil, en raison de tous dommages causés aux biens meubles et immeubles appartenant, soit à des préposés, soit à des tiers.

Il est ici spécifié que :

1° En ce qui concerne les bâtiments, l'assurance comprend la généralité des constructions, leurs aisances, atténuances et dépendances, contiguës avec ou sans communication, existant actuellement, ou qui pourraient être édifiées ou acquises par la suite, y compris celles élevées sur terrain d'autrui, et celles détenues par les assurés, à quelques titres que ce soit.

2° En ce qui concerne les objets mobiliers et le matériel industriel et commercial :

a) que l'assurance porte sur tous les objets mobiliers en général, sans aucune exception ni réserve, existant actuellement, ou qui pourraient être installés par la suite ;

b) qu'elle s'applique ou peut s'appliquer aux matériels, outillage, mobiliers industriels, agencements, aménagements, embellissements de toute nature, intérieurs ou extérieurs, fixes ou mobiles, en activité ou non, en réserve, nécessaires aux besoins des établissements, pour les bureaux, les magasins, les préparations, la fabrication, les réparations et la construction du matériel, installations nécessaires au chauffage, aux services téléphoniques, à la distribution de la force et de la lumière.

3° En ce qui concerne les marchandises, l'assurance s'applique à toutes marchandises nécessaires à l'industrie exercée par les assurés, sans aucune exception ni réserve, aux marchandises à tous états, en cours de fabrication ou fabriquées, matières premières, produits et approvisionnements de toute nature, blouses, déchets, bouts de fils ou cotons, provenant de leur fabrication, appartenant aux assurés ou à des tiers.

La garantie de la Compagnie comprend en outre :

1° Les dommages matériels, même non suivis d'incendie, causés aux risques assurés par :

- a) les appareils électriques ;
- b) l'explosion du gaz de houille ;
- c) l'explosion du gaz acétylène ;
- d) l'emploi de la soudure autogène ;
- e) l'explosion des moteurs à vapeur et à huile lourde, des appareils et récipients de vapeur (coups d'eau compris) ;
- f) l'explosion des essences ;
- g) l'explosion du mazout ;
- h) les dommages, non suivis d'incendie, causés par la chute ou l'explosion de la foudre ;
- i) les dommages causés aux machines électriques, turbines à vapeur, transformateurs, conducteurs et appareillages électriques, par la chute ou l'explosion de la foudre, suivie ou non suivie d'incendie, et par les accidents résultant d'un fonctionnement électrique normal ou anormal. Sont exclus de cette garantie les dommages autres que ceux d'ordre électrique, résultant de l'usure des appareils, ou d'un fonctionnement mécanique anormal.

2° Les risques d'incendie provenant, en temps de paix, de cantonnement de soldats chez les assurés, par suite de mobilisation, manœuvres ou simples déplacements de troupe.

3° La renonciation à tous recours qu'elle serait en droit d'exercer, en cas de sinistre, contre toutes personnes logées ou non, dont les assurés seraient reconnus responsables (le cas de malveillance excepté). Dans le

cas de malveillance, la responsabilité de la Compagnie se trouvera toujours engagée au regard de la firme..., mais alors la Compagnie conservera ses droits contre les personnes reconnues responsables du sinistre.

4° La renonciation à tout recours contre les Sociétés fournissant le courant électrique.

EN RÉSUMÉ, l'assurance porte sur tous biens, meubles, immeubles et marchandises en général, sans aucune exception ni réserve, ainsi que sur les responsabilités prévues au § d de l'article unique, sans que les Compagnies puissent, en cas de sinistre, se prévaloir d'une non-dénomination ou d'une non-déclaration concernant les biens assurés.

Les assurés déclarent :

1° Que les bâtiments présentement assurés sont construits en pierre, moellons ou briques, couverts en tuiles, ardoises, pannes, verre ou métaux, avec cloisonnements intérieurs en bois, étant entendu que quelques appentis ou dépendances sont ou peuvent être de construction ou de couverture plus légères.

2° Que les parties servant d'ateliers sont éclairées au gaz d'éclairage ou à l'électricité, et chauffées à la vapeur, mais, dans le cas où ce mode d'éclairage viendrait à faire défaut, les assurés se réservent le droit de se servir provisoirement de tout autre mode d'éclairage, à l'exception du gaz acétylène liquéfié.

3° Qu'ils ont prescrit l'interdiction de fumer dans leurs établissements industriels, sauf dans les bureaux, habitations, salles des machines à vapeur et générateurs, réfectoires, cours et passages.

4° Qu'ils ont déjà été sinistrés.

5° Qu'ils agissent pour leur compte comme propriétaires des bâtiments et du matériel, sauf en ce qui concerne les bâtiments des piqûrages n°s..., énumérés au § I (situation des risques), dont les assurés sont locataires.

6° Qu'ils agissent également tant pour leur compte, que pour celui de qui il appartiendra, en ce qui con-

cerne tous objets, matériel et marchandises pouvant appartenir à des tiers, dont ils seraient dépositaires ou détenteurs, à quelque titre que ce soit, l'assurance des objets, matériel et marchandises appartenant à des tiers étant faite, tant pour profiter directement à leurs propriétaires, que pour exonérer les assurés de leur responsabilité à l'égard de ces derniers.

7° Qu'il existe, ou peut exister, dans chacun des risques industriels, un atelier de réparations, avec outillage mécanique, pour le travail du bois.

8° Que, pour le fonctionnement des moteurs Diésel, voitures et camions automobiles, ainsi que pour les besoins particuliers, les risques assurés détiennent, ou peuvent détenir, un approvisionnement de carbure de calcium, d'huiles et d'essences minérales, soit en tonneaux ou en bidons, soit en réservoirs souterrains.

9° Que des voitures ou camions automobiles, appartenant aux assurés ou à des tiers, peuvent se trouver dans les bâtiments assurés ; ces véhicules seront garantis au repos seulement, à moins qu'ils soient déjà l'objet d'une assurance spéciale.

10° Que le risque n° 2 est contigu sans communication à une fabrique de dentelles.

11° Bien que la société assurée utilise principalement la laine, il peut également être travaillé accessoirement d'autres matières textiles, pures ou mélangées à la laine, mais sans que ces matières textiles autres que la laine puissent dépasser une proportion de 15 % de la production annuelle.

12° Que des passerelles ouvertes ou fermées latéralement relient les différentes parties de leurs usines.

Il est convenu que :

A) Les fondations, et généralement toutes constructions au-dessous du niveau du sol, sont exclues de la présente assurance, ainsi que les murs de clôture ne faisant pas partie des bâtiments proprement dits.

B) Les assurés ne seront tenus de déclarer les aggravations de risques pouvant survenir en contiguité des

risques présentement garantis, qu'à partir du moment où ils en auront connaissance.

C) Les plans annexés à la présente police ne servent qu'à titre de renseignements, et ne pourront jamais être opposés pour erreur d'échelle, erreur de proportion, ou défaut d'indications spéciales, la police servant seule de base à l'assurance.

D) Les objets et marchandises seront garantis, tant à l'intérieur des bâtiments qu'à l'extérieur, dans les cours, en dépôt, en chargement ou déchargement.

E) Les assurés logeront, ou pourront loger, gratuitement ou non, du personnel dans leurs établissements.

F) L'électricité pour l'éclairage ou la force motrice peut être produite par les assurés, ou reçue par eux, avec transport de courant par circuit aérien ou souterrain.

G) Les assurés sont dispensés de toute déclaration de sinistre dont ils ne réclameraient pas le montant, ainsi que des « assurances contre le chômage, grèves, émeutes », et « toutes autres assurances non couvertes par la présente police ».

H) En cas de sinistre, les assureurs devront s'entendre pour nommer un seul expert par nature de risque. A défaut d'accord, le ou lesdits experts seront nommés par les Compagnies ou sociétés, à la majorité, même relative, des pourcentages garantis. Si les noms les plus favorisés obtenaient le même nombre de pourcentage, la désignation parmi eux aurait lieu par tirage au sort.

I) L'expertise, en cas de sinistre, ne devra pas, autant que possible, arrêter le fonctionnement de l'établissement sinistré ; et, si le travail devait être interrompu, ce serait seulement dans les locaux ou parties de locaux atteints par le sinistre.

J) En cas de sinistre, et faute d'accord immédiat sur l'estimation ou la vente amiable des objets sinistrés, la vente aux enchères, prévue aux conditions générales, sera subordonnée à une ordonnance du président du tribunal de commerce.

K) Les assurés se réservent le droit de modifier les dispositions de leurs établissements, et ne seront tenus d'en avertir la Compagnie, qu'autant que ces modifications affecteront la matérialité du risque, c'est-à-dire l'industrie principale des assurés.

L) Les mobiliers industriels, le matériel, et les marchandises figurant aux inventaires pouvant être intentionnellement dépréciés, ces inventaires ne seront produits aux assureurs, en cas de sinistre, qu'à titre de renseignement général et d'indication des existences au jour de leur arrêté, sans qu'en aucun cas, les prix qui y figurent puissent être opposés aux assurés comme une présomption ou une preuve de valeur.

M) Dans le cas où, à la suite d'un sinistre, ou pour toute autre cause (sauf celle de non-paiement de la prime), la Compagnie userait de la faculté de résiliation totale ou partielle que lui réservent les conditions générales de la police, la résiliation totale ou la réduction n'aura d'effet qu'un mois après l'envoi d'une lettre recommandée, sans que ce délai puisse dépasser l'échéance de la prime annuelle.

N) Que le présent contrat est régi par les conditions générales adoptées par les Compagnies françaises, conformément aux dispositions de la loi du 13 juillet 1930, mais si les clauses des conditions générales étaient en contradiction avec les présentes conditions particulières, celles-ci prévaudraient, et celles des conditions générales seraient nulles et non avenues.

O) Qu'en cas de litige entre les parties contractantes, les tribunaux de la résidence des assurés seront seuls compétents, les Compagnies étrangères figurant comme co-assureurs du risque, renonçant à toute faculté d'appel dans leur pays.

P) Lors d'acquisition ou de location d'immeubles, avec reprises de l'assurance en cours, le présent contrat ne couvrira seulement que la différence entre le montant de la police ordinaire restant en cours, et la valeur totale du risque.

§ IV. — BASES DE L'ASSURANCE

L'assurance telle qu'elle est définie ci-dessus est consentie avec dérogation à la règle proportionnelle jusqu'à concurrence de la somme de... francs, moyennant une prime annuelle forfaitaire de... francs (majoration comprise), laquelle prime est ainsi fixée, en raison de ce que la valeur totale des propriétés mobilières et immobilières placées sous la garantie de la Compagnie n'excède pas présentement, suivant déclaration des assurés, la somme de... francs.

Il est convenu que les augmentations de valeurs mobilières et immobilières pouvant résulter de réfections, transformations, constructions nouvelles, acquisitions ou installations nouvelles de matériel, acquisitions de marchandises, seront comprises dans l'assurance pour être garanties jusqu'à concurrence de la somme assurée, au fur et à mesure qu'elles se produiront, sans qu'il soit besoin pour cela d'une déclaration préalable des assurés ; mais, dans le cas où les augmentations futures sur bâtiments, matériel et marchandises, atteindraient une valeur totale excédant 10 % (DIX POUR CENT), de la somme de... francs, les assurés devront en faire la déclaration aux Compagnies, et supporter une augmentation de prime de 10 % (DIX POUR CENT), et il en sera de même pour chaque tranche d'augmentation de 10 % des capitaux.

En raison de l'engagement fixé ci-dessus, LA COMPAGNIE RENONCE A L'APPLICATION DE LA RÈGLE PROPORTIONNELLE prévue aux conditions générales.

La valeur totale des existences en bâtiments, matériel et marchandises ayant été fixée en considération des circonstances, c'est-à-dire en raison de l'élévation exceptionnelle des prix de revient, les assurés se réservent le droit, en sens inverse, de réduire le chiffre des existences. A chaque réduction de 10 % (DIX POUR CENT), correspondra une réduction parallèle de prime de 10 %.

Il est convenu qu'après chaque sinistre, le capital assuré sera immédiatement et automatiquement reconstitué de plein droit, moyennant l'engagement pris par les assurés de payer, dès le règlement des dommages effectué, une prime complémentaire calculée sur le taux appliqué dans la police, et proportionnelle à l'importance des dommages, au prorata des jours à courir, entre la date du sinistre et celle de l'échéance annuelle de la prime.

FRANCHISE D'AVARIE. — Les assurés jouiront d'une franchise d'avarie fixée à... francs pour les risques industriels (1 0/00 en général), et... francs pour les risques simples (1 0/000).

Si, en cas de sinistre, les dommages ne dépassent pas le montant ci-dessus, les assureurs n'auront rien à rembourser ; si les dommages sont supérieurs, ils les paieront toujours sous déduction de la franchise d'avarie ci-dessus.

Les assurés s'engagent à déclarer à la Compagnie tous contrats, qu'ils auraient consentis avec d'autres Compagnies assurant des sommes supplémentaires sur les mêmes risques, soit en « Deuxième Feu », soit en séries complémentaires.

La Compagnie, dans le cas ci-dessus, se réserve le droit, soit de maintenir sa participation sur le risque « au Premier Feu », soit d'accepter une participation dans les polices spéciales, soit de résilier la police en cours ; dans le cas de résiliation, un délai d'un mois sera accordé aux assurés, avec ristourne proportionnelle de prime, jusqu'à l'échéance annuelle.

La présence police est résiliable tous les ans, moyennant préavis donné par lettre recommandée, six mois au moins à l'avance.

*
* *

A la suite du « décret-loi du 30 octobre 1935 sur les « assurances collectives au Premier Feu », un ave-

nant fut ajouté à la présente police, dans lequel il est dit :

La Société assurée déclare :

Qu'en ce qui concerne tous biens appartenant, ou pouvant appartenir, à des tiers dont elle serait dépositaire ou détentrice à quelque titre que ce soit, elle agit pour le compte de qui il appartiendra.

Toutefois, en ce qui concerne ces biens dont elle ne serait pas responsable vis-à-vis des tiers propriétaires, la garantie de la Compagnie est limitée à une somme de... francs en assurance ordinaire, c'est-à-dire sans dérogation à la règle proportionnelle, étant entendu que cette somme fait partie du montant des existences déclarées de... francs.

Par suite de ce qui précède, les droits de timbre et taxe devront être perçus comme suit :

Une première fois, au triple droit, sur francs.....
« au Premier Feu » ⁽¹⁾.

Une deuxième fois, au droit simple, sur francs....
en assurance ordinaire ⁽²⁾.

(1) Capital assuré « au Premier Feu ».

(2) Somme assurée par l'Avenant en Assurance Ordinaire.

DEUXIEME PARTIE

**L'ASSURANCE AU PREMIER FEU
ET SA RÉALISATION PRATIQUE**

Premier Chapitre
BASES FONDAMENTALES DE L'ASSURANCE
AU « PREMIER FEU »

Déclaration des existences et des augmentations.
Réapparition de la règle proportionnelle.
Franchise d'avarie.
Reconstitution de la prime.

Chapitre II
CALCUL DE LA PRIME DANS L'ASSURANCE
AU « PREMIER FEU »

Deux systèmes : calcul d'après le total des existences
ou calcul d'après le capital assuré. — Barème de réduction de prime.

Chapitre III
L'ASSURANCE DE FEUX SUCCESSIFS
(« DEUXIÈME FEU », « TROISIÈME FEU », ETC.)
Définition, calcul de la prime, modalités.

Chapitre IV
L'ASSURANCE « AU PREMIER RISQUE »
(VOL. — RESPONSABILITÉ)
Définition, caractères. Domaine d'application.

Chapitre V
AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DE L'ASSURANCE
AU « PREMIER FEU »
Assuré : économie de prime, simplicité.
Assureur : inconvénients techniques et financiers.
Enregistrement : moins-value fiscale.

Chapitre VI
L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU »
DANS LES PAYS ÉTRANGERS
Amérique, Angleterre, Pays scandinaves...
Allemagne, Autriche, Europe Centrale...
Espagne, Mexique, Italie...

CHAPITRE PREMIER

BASES FONDAMENTALES DE L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU »

L'assurance « au Premier Feu » est le contrat par lequel garantie est donnée par l'assureur à l'assuré de l'indemniser, en cas de sinistre, des dommages totaux ou partiels qu'il aura subis, jusqu'à concurrence de la somme maxima fixée comme limite de l'indemnité éventuelle, et ce, sans qu'il soit fait application de la règle proportionnelle, l'assuré demeurant son propre assureur pour le surplus⁽¹⁾.

(1) Sur l'Assurance « au Premier Feu », consulter plus spécialement : en France : ODILLON, *Op. cit.*, ; PAPOT, *Op. cit.*, p. 136 à 175 ; BALCET, *Les Assurances « au Premier Feu »*, numéro spécial du journal l'« Incendie », n° 55, de septembre-octobre 1929 ; MIRIMONDE (A de), *Manuel Pratique des Assurances*, p. 54 ; PLANIOL, RIPERT et LEPARGNEUR, *Op. cit.*, t. XI, n°s 1336, 1338 ; SUMIEN, *Traité...*, *Op. cit.*, p. 76 ; Henri DÉSERT, article paru dans le journal l'« Argus », du 27 juin 1926, sur l'Assurance « au Premier Feu » ; LA GRASSERIE, *Op. cit.*, p. 30 ; PARIS LE CLERC, *Le Contrat d'Assurance, sa nature juridique*, p. 148 ; BOETZEL, *L'Assurance « au Premier Feu »*, articles parus dans le journal « *L'Assurance Moderne* », n° 632, du 15 octobre 1909, p. 259, n° 637, du 27 décembre 1909, p. 324, n° 1044, du 15 février 1928, p. 60 ; ANCEY, *Technique...*, *Op. cit.*, p. 183, 188 ; de LIGNEROLLES, *Op. cit.*, p. 443 ; Robert DÉSERT, *Les Assurances au Premier Feu*, circulaire parue dans l'« Argus » du 20 mai 1928 ; PANDECTES FRANÇAISES, V° *Assurances contre l'Incendie*, t. X, p. 126, n° 1479 ; TRASBOT, *Commentaire de la Loi du 13 juillet 1930 sur le Contrat d'Assurance*, D. 1931, IV, 22 ; GODART et PERRAUD-CHARMANTIER, *Op. cit.*, n° 64, p. 345 ; HAMON, *Les Responsabilités...*, *Op. cit.*, n° 91, p. 71 ; LACAN, *Guide Juridique*

*
**

A l'origine, l'assurance « au Premier Feu » a été conçue pour les assurés ayant une bonne opinion de leur risque, et convaincus qu'un sinistre survenant dans leur établissement⁽²⁾ ne pourrait être que partiel.

L'assuré peut ainsi limiter son assurance à un capital fixé par lui en toute liberté, ce qui ne veut pas dire arbitrairement, car ce capital correspond au dommage maximum qui pourrait résulter à son avis, d'un sinistre éventuel.

Cela suppose que son usine (les « Premiers Feux » se rencontrent surtout dans l'Industrie), d'une réelle importance (c'est ainsi qu'à l'origine la police « Premier Feu » n'était délivrée que si les existences dépassaient deux millions), constitue un seul risque

et Pratique de l'Hôtelier et du Voyageur, p. 162 ; ANCEY et SICOT, *Op. cit.*, p. 149 ; HAMONIC, *Op. cit.*, p. 249 ; SUMIEN, *Manuel*, *Op. cit.*, n° 67 ; HÉMARD, *Op. cit.*, N°s 513, 549 ; Cours de Monsieur le Professeur PICARD, Faculté de Paris, année scolaire 1936-1937 ; et de nombreux articles parus dans les divers journaux d'Assurances : *L'Argus*, la *Prime*, la *Semaine*, l'*Observateur*, l'*Assurance Moderne*.

Pour les Auteurs Etrangers, se reporter à la bibliographie citée au début du chapitre VI, consacré à l'Assurance « au Premier Feu » dans les Pays Etrangers.

(2) Il faut entendre par « un seul Etablissement » un Risque ou un « Ensemble de Risques », appartenant au même Propriétaire ou à la même Société, concourant à la même exploitation, et réunis dans un même enclos, ou groupés dans des conditions telles, qu'aucun des bâtiments composant l'Etablissement ne soit séparé du bâtiment le plus voisin par une distance supérieure à 200 mètres.

L'Etablissement peut être constitué par un seul risque et former « un seul Plein ». (On entend ici par « Plein » la valeur totale du bâtiment ou du groupe de bâtiments soumis à un même « Coup de Feu », c'est-à-dire exposés à être compris dans un même sinistre, parce que séparés les uns des autres par une distance inférieure à 10 mètres ; cette règle de 10 mètres, fruit d'une longue expérience, est d'application courante en matière d'Assurance-Incendie).

L'Etablissement peut également être divisé en un certain nombre de Risques éloignés d'au moins 10 mètres les uns des autres, et constituant alors autant de « Pleins différents ».

au point de vue de sa définition en assurance, c'est-à-dire *qu'elle est composée d'un bâtiment unique ou de plusieurs bâtiments communicant entre eux ou contigus, mais présentant néanmoins, en raison de conditions exceptionnelles de sécurité, des possibilités ou probabilités sérieuses qu'un sinistre pourrait être limité à une fraction plus ou moins importante de ce risque.*

Il est prévu que ce capital est soustrait à l'application de la règle proportionnelle ; mais d'autre part, l'assuré court le risque de demeurer son propre-assureur pour le cas où ses prévisions étant dépassées par les faits, le sinistre excéderait le capital assuré « au Premier Feu ».

Tel est le « Premier Feu » véritable, seul pratiqué autrefois. Il s'applique toujours à un « établissement unique », pouvant d'ailleurs couvrir des « risques » ou « pleins » absolument distincts. Le capital assuré est toujours sensiblement inférieur à la valeur totale du risque. L'assuré reste son propre-assureur pour le surplus, la renonciation à la règle proportionnelle n'étant alors que la résultante logique de cette combinaison : l'assuré obtient la certitude de toucher intégralement le capital fixé par lui en toute liberté, d'après le dommage maximum qu'il peut redouter et prévoir. A lui de ne pas se tromper...

Mais cette assurance « au Premier Feu » qui ne s'appliquait qu'à un seul risque susceptible d'être détruit par un même incendie, c'est-à-dire constitué par un ou plusieurs « pleins » soumis à un même « coup de feu », fut progressivement étendue.

Elle fut consentie pour des risques absolument distincts, non seulement dépendant d'un même établissement, mais encore constituant plusieurs « établissements séparés ». C'est ainsi qu'elle fut étendue aux

groupes d'établissements concourant aux transformations successives d'une même matière première, et situés dans une même région industrielle ; puis aux groupes d'établissements de même nature (filature et tissage par exemple), opérant, chacun pour son compte, la transformation complète d'une matière première en produits fabriqués ; enfin, elle fut admise pour les groupes d'établissements appartenant à une même firme, sans aucune limitation d'activité industrielle.

On admet aujourd'hui que les établissements, qui devaient, au début, être situés dans la même commune, puis dans les communes limitrophes, peuvent être fort nombreux, et d'utilisation fort diverse, et qui plus est, on admet aussi qu'ils peuvent être disséminés aux quatre coins du territoire français, et même aux colonies, ou à l'étranger.

Cependant, cette nouvelle assurance « au Premier Feu » se différencie de la forme primitive par de nouveaux caractères.

L'assuré se décharge complètement de tout aléa sur son assureur, et il ne demeure plus son propre assureur pour une partie appréciable de son risque soumis à un même « coup de feu ». Il n'est même plus en aucune façon son propre-assureur, car, le plus souvent, le capital assuré « au Premier Feu » correspond à la valeur maxima de la partie la plus importante du risque, c'est-à-dire à la valeur réelle et totale du « plein » le plus important.

En effet, le « Premier Feu » se pratique surtout pour des risques présentant une grande division, soit que la police englobe plusieurs établissements séparés, soit que, si elle couvre un établissement unique, les divers bâtiments qui le composent forment des groupes suffisamment distincts et éloignés les uns des autres, pour rester intacts en cas de sinistre de

l'un d'eux, sans crainte d'une propagation du feu. La somme assurée est alors fixée de manière à couvrir totalement le risque le plus important ; tous les autres risques se trouvent dès lors garantis au delà de leur valeur respective ; et, bien que, par suite, l'assuré ne soit plus jamais son propre-assureur, l'assureur, lui, renonce quand même à la règle proportionnelle, bien qu'il soit dans ce cas privé de l'avantage matériel et moral qu'il trouvait dans le fait, que l'assuré conservait à sa charge une partie du risque (3).

Ce n'est pas d'ailleurs là une raison suffisante pour condamner cette extension de l'assurance « au Premier Feu » à un nombre croissant de risques.

Mais peut-être faudrait-il alors, qu'un capital « Premier Feu » distinct soit attribué à chacun des « blocs » garantis par la police (un « bloc » étant constitué par le groupement des risques soumis à un même « coup de feu », l'assuré conservant une partie du risque à sa charge pour chacun des « blocs » ainsi déterminés.

On pourrait également stipuler dans le contrat que l'assuré restera son propre assureur pour chacun des « blocs » ainsi constitués, suivant un pourcentage uniforme de X %, établi à l'avance par une clause spéciale de la police.

*
* *

Quoi qu'il en soit, toute assurance « au Premier Feu » couvrant un seul établissement ou un groupe d'établissements comporte quatre règles fondamen-

(3) Il est vrai que dans le « Premier Feu », l'Assureur bénéficie d'une Franchise d'Avarie qui ne se rencontre pas dans l'Assurance ordinaire en valeur totale, et que cette Franchise d'Avarie revêt assez souvent une assez grande importance, vu le chiffre élevé des existences.

tales, qui se retrouvent dans tous les contrats de cette nature :

1° *Déclaration obligatoire des existences lors de la signature du contrat*, et, conséquence logique, nécessité de déclarer à la Compagnie toute augmentation des existences, lorsqu'elle dépasse un certain pourcentage, fixé généralement à 10 %.

2° *Renonciation de la Compagnie à appliquer la règle proportionnelle*, au jour du sinistre, à condition que l'assuré se soit conformé à la première règle, mais réapparition de la règle proportionnelle dans le cas contraire.

3° *Institution d'une franchise d'avarie*, suivant un pourcentage variable, mais avec un chiffre minimum.

4° *Insertion d'une clause de reconstitution de la prime*.

SECTION I

DECLARATION DES EXISTENCES ET DES AUGMENTATIONS (*)

Il semble à première vue que la connaissance du montant des existences ne soit pas nécessaire pour conclure une assurance « au Premier Feu », l'assuré fixant lui-même, et sous sa propre responsabilité, le capital assuré, auquel se trouve limité dans tous les cas l'engagement de l'assureur.

La situation n'est pas la même que dans l'assurance ordinaire en valeur totale, dans laquelle le montant des existences détermine seul la limite de

(4) On appelle « Existences » ou « Existants » l'ensemble des objets assurés; le « Montant des Existences » est donc la Valeur Totale des biens soumis au Risque.

l'engagement de l'assureur : cet engagement étant alors égal, par principe, au total des existences, la déclaration des existences est toujours indispensable pour connaître le capital assuré.

Rien de tel, semble-t-il, pour l'assurance « au Premier Feu », dans laquelle, en principe, l'assuré n'aurait pas à faire connaître le montant des existences...

*
**

Mais dès qu'on y réfléchit, on voit combien une telle proposition est fausse.

En effet, la connaissance du seul capital assuré est insuffisante pour permettre à l'assureur de déterminer, avec assez d'exactitude, quelles sont les « chances de sinistre » et quel est le « prix de ce risque ».

Supposons une assurance « au Premier Feu » d'un million. L'assureur s'exposera d'autant plus à verser le capital assuré, que le chiffre des existences sera plus élevé, et se montera par exemple à 5, à 10 ou à 20 millions ; de même, il y aura plus ou moins de risques pour l'assureur, selon que ces existences seront composées d'un seul « plein » ou qu'elles comporteront plusieurs « pleins » d'égale valeur, sans que l'on puisse d'ailleurs dire que les chances de sinistre soient multipliées exactement par le chiffre des existences, ou par le nombre des « pleins ». Mais l'augmentation du nombre ou de la valeur des « pleins » entraîne certainement une augmentation des probabilités de sinistre.

Enfin, nous le verrons plus loin, la connaissance du chiffre des existences est nécessaire à la détermination rationnelle du montant de la prime réclamée à l'assuré.

On répond, il est vrai, que l'assuré, lorsqu'il fixe le capital assuré, tient compte de ce montant des

existences, et qu'il ne doit pas décider arbitrairement de ce chiffre.

Est-on bien sûr qu'il agira aussi sagement ? L'assuré ne cherchera-t-il pas avant tout à payer une prime inférieure ? Et, de plus, quel danger ne courra-t-il pas, s'il s'est trompé dans l'établissement du rapport qu'il estimait devoir établir entre ce capital assuré, et la valeur totale des existences ? Il manque, en outre, d'habitude et d'expérience pour procéder correctement à ce calcul et à la ventilation nécessaire entre les différentes catégories de risques.

Ne sera-t-il pas plus conforme à son intérêt bien compris de s'en remettre à son assureur, auquel il fera une loyale et complète déclaration des existences ? L'assureur, en possession de tous les renseignements nécessaires et avec l'aide de ses statistiques, pourra dire si le capital assuré est ou non assez élevé, eu égard aux existences.

D'autre part, la connaissance du seul montant des existences est insuffisante pour déterminer, avec le maximum de précision, les « chances de sinistre ». Celles-ci varient en effet avec la composition des différents risques assurés, avec leur nature, avec leur situation, avec la proportion entre les bons risques et les mauvais, avec la répartition des valeurs entre les « pleins », etc.

Tous ces éléments, et bien d'autres encore aussi importants, ne seront connus que par la déclaration des existences. L'assurance « au Premier Feu » est une opération d'assurance sérieuse et particulièrement délicate. Il lui faut une base sérieuse, que l'on obtiendra seulement par la déclaration des existences.

Il est vrai que les « Premiers Feux » originaires ont le plus souvent été conclus sans aucune déclaration des existences. Mais c'est justement parce

qu'une telle pratique a révélé combien étaient grands les inconvénients et les déboires qui en résultaient, tant pour l'assuré que pour l'assureur, qu'il ne faut pas persévérer dans cette voie. Aussi, à l'heure actuelle, une police d'assurance « au Premier Feu » comporte-t-elle toujours une déclaration d'existences, ou, ce qui revient au même, une estimation des existants ; et même lorsque plusieurs établissements sont couverts par une même police, il arrive, le plus souvent, qu'une déclaration distincte soit faite pour chacun des établissements.

*
* *

Si l'accord est à peu près réalisé sur le principe de la nécessité d'une déclaration des existences, les modalités d'application de ce principe sont très variables.

C'est ainsi qu'il semble parfois, à première vue, qu'une police « Premier Feu » soit délivrée sans déclaration des existants. C'est que, le plus souvent, cette déclaration n'est pas jointe à la dite police ; mais elle figure bel et bien dans le dossier de la Compagnie Apéritrice⁽⁵⁾.

Un autre système tend à dégager la responsabilité de l'assuré, à qui seul incombe, en principe, et l'obligation de déclarer les existences, et la responsabilité de cette déclaration. L'assuré, sans compétence en la matière, s'adressera à un cabinet spécialisé, qui expertisera pour lui les biens à assurer, le résultat de ce travail étant communiqué à l'assureur.

(5) On désigne sous ce nom la Compagnie qui signe la Police avec l'Assuré, et qui répartit ensuite le Risque entre divers Co-Assureurs, sans que l'Assuré ait à tenir compte de ces Co-Assureurs qu'il ignore ; lui, Assuré, n'a de rapports qu'avec la seule Compagnie Apéritrice ; tel est du moins le principe, mais en fait, très souvent, l'Assuré contracte avec chacun des Co-Assureurs, sans qu'il y ait entre eux solidarité pour le paiement de l'indemnité.

Parfois encore, c'est la Compagnie elle-même qui, envoyant sur place un inspecteur, ou tout autre mandataire qualifié, se charge de l'estimation des existants. L'assuré est ainsi dégagé du souci, et de la responsabilité, de l'estimation, et il a pour seule obligation de faciliter la mission du mandataire de l'assureur, en lui faisant visiter les locaux, en lui communiquant toutes pièces utiles : comptabilité, marchés, livres de caisse, etc...

C'est en général le système pratiqué par les Compagnies anglaises, dont voici une clause de police « au Premier Feu » :

« La garantie, telle qu'elle est définie ci-dessus, est
« consentie jusqu'à concurrence de la somme de...
« francs, répartie sur chacun des risques, comme il est
« dit à l'article unique ci-dessus, moyennant une prime
« forfaitaire de... francs, *les Compagnies assureurs re-*
« *nonçant formellement, en cas de sinistre, à l'applica-*
« *tion de la règle proportionnelle.*

« En conséquence, elles garantissent à la société assurée, par dérogation aux conditions générales, le
« paiement intégral des dommages jusqu'à concurrence
« des sommes stipulées ci-dessus, et ce, par 24 heures.

« Toutefois, la prime de la présente police était basée
« sur l'état actuel des installations composant l'usine,
« la société assurée s'engage à signaler aux Compagnies
« assureurs, chaque année, dans le mois qui précède
« l'échéance de la prime, toutes les constructions nouvelles effectuées dans le courant de l'année précédente,
« en vue du complément des plans et du rajustement
« de la prime, qui n'a lieu que lorsque la valeur de
« l'ensemble de ces constructions dépasse la somme de...
« francs.

« Les Compagnies assureurs se réservent d'ailleurs la
« faculté de faire vérifier à un moment quelconque, par
« un de leurs inspecteurs, la situation matérielle de
« l'établissement, et la société assurée s'engage à ré-

« pondre aux demandes de renseignements qui pourront
« lui être faites une fois par an. »

Lorsque l'assurance « au Premier Feu » garantit dans la même police les « risques locatifs », ceux-ci doivent être compris dans le montant des existences, pour un chiffre calculé d'après l'article 16 des conditions générales des polices :

1° Si les bâtiments sont détenus par le seul assuré, locataire, principal locataire, ou simple occupant, la somme assurée doit être égale à la valeur totale de ces bâtiments ;

2° S'il y a pluralité d'occupants, l'assuré doit, pour sa part, faire garantir quinze fois la valeur de son loyer annuel.

Il faut remarquer que les assurances de « recours des voisins », de « recours des locataires », de « perte de loyers », de « privation de jouissance », etc., ne pourront être comprises dans une police d'assurance « au Premier Feu », qu'à la condition expresse d'affecter à chacune de ces assurances particulières un *capital spécial, et distinct du capital assuré dans la police*. Une prime spéciale sera également prévue pour chacune d'elles.

Mais le principe est toujours le même: *l'assurance « au Premier Feu » n'est pas possible sans la connaissance, au moins approximative, du total des existences*, si toutefois on veut faire œuvre sérieuse et ne pas s'en remettre au hasard où à la chance. Une sanction est d'ailleurs prévue, que nous étudierons dans la Section II : retour éventuel à la règle proportionnelle, en cas d'insuffisance de déclaration des existences.

*
**

La conséquence logique du principe précédent : déclaration obligatoire des existences, est la suivante : *il faut que l'assureur soit tenu au courant des modifications importantes survenues en cours de contrat dans le montant des existences, ce qui est réalisable de plusieurs façons.*

D'après la plupart des contrats, l'assureur devra seulement tenir compte des modifications intervenues dans le montant total des existences. L'assuré pourra donc compenser les augmentations avec les diminutions concomitantes ; de cette façon, il ne sera obligé de faire une nouvelle déclaration, que si l'opération se traduit en définitive par une augmentation réelle de la valeur totale des existences.

De même, dans le cas où un chiffre distinct « par établissement » est établi dans la police, il n'est plus question de l'augmentation du total des existants, mais il est exigé une déclaration pour chaque augmentation affectant l'un des établissements séparés. Cela paraît d'autant plus indispensable que la modification survenue dans un établissement appartenant à une catégorie de risque particulièrement dangereuse peut être beaucoup plus importante pour l'opinion du risque de l'assureur qu'une augmentation, même supérieure en chiffres, survenue dans un établissement appartenant à une catégorie moins dangereuse, quant au risque d'incendie ou d'explosion. Il y a là une série de facteurs, différents suivant les hypothèses envisagées et leur répercussion sur l'opinion du risque.

Enfin, un système assez favorable à l'assuré peut être réalisé de la façon suivante : sans imposer à

l'assuré une déclaration des augmentations d'existences, avec chiffres à l'appui, on lui imposera seulement la déclaration des modifications survenues dans les locaux, dans l'importance des différents établissements, dans la répartition des existences, etc... L'assureur devra par lui-même examiner s'il y a une augmentation suffisante pour entraîner une modification du contrat. Parfois même, l'obligation de l'assuré se limite à répondre aux demandes de renseignements de l'assureur, et à laisser circuler librement dans les établissements assurés les préposés de l'assureur, en leur facilitant la tâche.

Quoi qu'il en soit, personne ne discute plus aujourd'hui la nécessité de l'obligation imposée à l'assuré : déclarer, sous une forme quelconque, les modifications et les augmentations survenues dans les existences, c'est là un corollaire nécessaire de la déclaration des existences.

Mais il faut que cette modification ou cette augmentation revête une certaine importance. Et cela, d'autant plus que le chiffre des existences couvertes par une police « Premier Feu » est toujours considérable : plusieurs millions ou dizaines de millions, souvent une centaine, quelquefois même au delà... *Il n'est donc pas nécessaire de déclarer ces modifications ou augmentations, si elles ne sont pas assez importantes pour entraîner une reconsidération des bases du contrat.*

A l'origine, on exigeait une déclaration obligatoire de l'assuré, pour les augmentations d'existences, dès que cette augmentation dépassait 10 % (jusqu'à dix MILLIONS de valeur totale), ou 5 % (au-dessus de dix MILLIONS de valeur totale). Le contrat prévoyait donc deux tranches.

Plus tard, la distinction a été supprimée, et la clause qui se rencontre aujourd'hui dans tous les contrats est la suivante :

DÉCLARATION DES EXISTENCES

« L'assureur s'oblige à déclarer chaque augmentation
« des existences dans les risques désignés dans la pré-
« sente police, dès qu'elle atteindra... FRANCS » (au
« maximum 10 % de la valeur déclarée) (6).

Une autre question doit être signalée, qui fut soulevée par le mode de calcul des « tranches d'augmentation » prévues par la police. Voici dans quelles conditions :

Soit une police « Premier Feu » contenant une déclaration d'existences de trente millions. Si l'augmentation des existences dépasse 10 %, soit 3 millions, elle doit être déclarée. Le nouveau total des existences étant alors de 33 millions, la question se posait de savoir, si la nouvelle « tranche d'augmentation » à déclarer, dont le pourcentage restait invariablement fixé à 10 % du montant des existences, devait être calculée sur le montant initial des existences déclarées dans la police, ou s'il fallait tenir compte de l'avenant intervenu, qui portait le chiffre des existences au nouveau total de 33 millions. La nouvelle « tranche » devait-elle être seulement de 3.000.000, ou bien devait-elle être de 3.300.000 frcs ? Et la question devenait fort importante, après plusieurs augmentations successives, surtout pour des polices garantissant un chiffre d'existences particulièrement élevé.

(6) Il arrive parfois que l'Assureur réclame une majoration de Prime de 5 ou 10 %, en compensation de cette clause établissant un battement de 10 % en faveur de l'Assuré.

Une nouvelle rédaction des polices, confirmant la solution généralement admise, a fait disparaître tout litige en prévoyant expressément *qu'il ne fallait pas tenir compte des avenants pour le calcul des « tranches d'augmentation », mais qu'il fallait déclarer toute augmentation égale, au maximum, à 10 % de la « VALEUR INITIALE DÉCLARÉE ».*

Fait remarquable, il est en général prévu, pour certaines augmentations particulièrement importantes, quant à l'opinion du risque, ou quant aux bases de la police, une *autorisation particulière de l'assureur*; on insère alors la clause suivante :

« L'extension de l'assurance à de nouveaux établissements, ou à de nouvelles industries, même s'il s'agit d'industries accessoires de l'industrie principale, ne pourra résulter que d'une entente entre les parties, constatée par un avenant. »

Cette clause est d'ailleurs fort compréhensible. L'extension de l'assurance à de nouveaux risques, parfois fort dangereux, ou fort différents de ceux primitivement couverts par la police, peut modifier complètement, ou du moins assez sensiblement, le caractère initial de la police, d'où la nécessité d'obtenir l'autorisation préalable de l'assureur pour réaliser cette extension.

■
* *

Quand doit se faire la déclaration d'augmentation? Plusieurs systèmes sont possibles. Il peut y avoir obligation de renouveler la déclaration des existences, et de faire la déclaration des augmentations, *à intervalles fixes*. Ce peut être, par exemple, au 31 décembre de l'année en cours, ou bien lors de la clôture de l'exercice de l'assuré, ou bien encore au moment

de l'échéance de la prime, ou quelque temps avant cette échéance (un mois par exemple, de façon à laisser à l'assureur le temps suffisant pour examiner la nouvelle situation créée par l'augmentation d'existences et résilier éventuellement la police, s'il le juge nécessaire).

Le plus souvent, aucun délai n'est imparti à l'assureur pour déclarer les augmentations : le contrat prévoit simplement l'obligation pour l'assuré de procéder à cette déclaration, avec, comme sanction, la réapparition de la règle proportionnelle, qui s'appliquera dans la mesure où il y aura insuffisance de déclaration. Nous reverrons ce point un peu plus loin.

* *
* *

Mais nous allons d'abord étudier brièvement les conséquences que pourraient avoir les augmentations d'existences sur le capital assuré.

Autrefois, on admettait qu'une certaine proportion d'augmentation des existences devait entraîner, dans la même proportion, une augmentation du capital assuré, maximum de l'engagement de l'assureur. En effet, si le capital assuré représente à l'origine, par exemple le $\frac{1}{5}$ du montant des existences, et qu'ensuite il se produise une augmentation des existences, le rapport entre le capital assuré et ce total des existences ne sera plus de $\frac{1}{5}$, mais il tendra à décroître (et inversement, il tendra à croître, s'il y a diminution des existences).

Cependant, la solution admise n'ayant rien de nécessaire, la solution contraire, c'est-à-dire la *fixité du capital assuré*, malgré les variations des existences, est parfaitement possible. C'est d'ailleurs la solution adoptée actuellement dans la majorité des cas, la police prévoyant en général « que les augmenta-

« tions ou réductions d'existences n'entraîneront aucune modification du capital assuré. »

Cette solution présente, outre son caractère de simplicité, le gros avantage d'éviter toute discussion accessoire sur la question, autrefois fort discutée, de savoir si l'augmentation du capital assuré devait, ou non, entraîner une augmentation de la prime, augmentation indépendante du surcroît de prime rendu exigible du fait de l'augmentation des existences. Il y a, en effet, dans le cas d'augmentation du total des existences, et d'augmentation parallèle du capital assuré « au Premier Feu », une double augmentation de la garantie de l'assureur : augmentation dans le total des risques couverts, augmentation de sa responsabilité éventuelle. Une double augmentation de la prime paraît donc être fort juste. En outre, si l'assuré désire augmenter le capital assuré « au Premier Feu », il lui faudra payer une surprime spéciale en contre-partie.

D'ailleurs, l'assuré garde toujours la possibilité d'entrer en pourparlers avec l'assureur, de façon à modifier le capital assuré, soit par la signature d'un avenant, soit, d'une façon plus radicale, par l'adoption d'une nouvelle police, qui sera mieux adaptée à la situation, et qui se substituera à l'ancienne police, d'un commun accord entre les parties. Aussi ces questions ne soulèvent-elles plus aujourd'hui aucune difficulté.

Il n'en est pas de même, quant à l'interprétation de la clause suivante, que l'on rencontre dans tous les contrats d'assurance « au Premier Feu » :

« La présente assurance est consentie... AVEC DÉROGATION CONDITIONNELLE A LA RÈGLE PROPORTIONNELLE, c'est-à-dire « AU PREMIER FEU »...

SECTION II

ABANDON DE LA REGLE PROPORTIONNELLE

L'assurance « au Premier Feu » est en effet, par définition, une assurance dans laquelle l'assureur renonce à l'application de la règle proportionnelle. C'est là le caractère essentiel de cette assurance.

Il ne faut pas confondre cette renonciation à la règle proportionnelle avec les clauses précédemment étudiées, clauses en vertu desquelles l'assureur renonçait à se prévaloir de la règle proportionnelle, lorsque la sous-assurance était inférieure à un pourcentage déterminé, ou lorsqu'elle était due à une cause spécifiquement indépendante de la volonté des parties, comme par exemple la hausse des cours...

Il reste donc que l'assurance « au Premier Feu » est une assurance conclue avec abandon de la règle proportionnelle : l'assureur ne tient pas compte de la proportion existant entre le capital assuré « au Premier Feu » et le montant total des existences, réserve faite d'une exacte déclaration des existences et des augmentations survenues depuis la signature de la police.

En conséquence, lorsqu'un sinistre vient à éclater, on évalue le montant des dommages ; *ce montant sera intégralement remboursé à l'assuré, dans la limite évidemment du capital assuré « au Premier Feu », puisque cette somme forme une barrière à l'engagement de l'assureur.*

Pour effectuer ce règlement, on ne tiendra pas compte de la valeur totale des objets assurés ni de la proportion existant entre le capital assuré « au Premier Feu » et la valeur totale des existences.

Voilà ce que signifie l'abandon de la règle proportionnelle :

« *Les assureurs renoncent à l'application de la règle proportionnelle et ils garantissent, par dérogation aux conditions générales, le paiement intégral des dommages, jusqu'à concurrence de la somme assurée* » (7).

Mais cet abandon de la règle proportionnelle reste un *abandon conditionnel*, et nous verrons plus loin qu'il est presque nécessaire qu'il en soit ainsi. D'ailleurs, toutes les polices déclarent :

« La présente assurance est consentie... avec DÉROGATION CONDITIONNELLE à la règle proportionnelle. »

*
* *

Qu'est-ce à dire ? L'assurance « au Premier Feu », nous l'avons vu, doit nécessairement comporter, sous une forme ou sous une autre, une déclaration des existences, laquelle s'accompagne logiquement d'une déclaration des augmentations des existences dans les risques désignés dans la police, dès que cette augmentation revêt une certaine importance. Nous avons vu que ces déclarations sont parfaitement justifiables, dès que l'on se place sur le terrain technique de l'assurance, telle qu'on la pratique en France, et dès que l'on veut serrer d'aussi près que possible la réalité, sans chercher à jouer contre le hasard ou la chance, en transformant alors le contrat d'assurance en un pari.

Par conséquent, si, au moment du sinistre, le montant des existences déclarées dans la police, ou dans les avenants d'augmentation, se trouve être inférieur à la valeur totale réelle de tous les objets assurés,

(7) BALCET, *Op. cit.*, p. 37.

l'assureur appliquera la règle proportionnelle suivante : l'assuré ne sera plus indemnisé que dans la proportion existant entre la prime perçue et celle qui aurait dû l'être si la totalité des existences avait été déclarée pour leur pleine valeur.

Comme le dit si justement M. Robert Désert dans une circulaire précitée :

« Il en résulte que lorsqu'un assuré demande à un assureur de renoncer à l'application de la règle proportionnelle, c'est qu'il s'engage, par là même, à déclarer la totalité des existences de ses risques et la totalité de leur valeur, c'est-à-dire, en fait, à ne jamais mériter l'application de la règle proportionnelle.

« Dans ces conditions, n'est-il pas aussi simple de ne pas le mériter en souscrivant purement et simplement des assurances suffisantes ? Ce n'est, à coup sûr, pas plus compliqué. »

On retrouve donc dans presque toutes les polices d'assurance « au Premier Feu » la clause suivante, dite « *clause de réduction proportionnelle d'indemnité* », qui complète la déclaration de principe d'abandon de la règle proportionnelle.

« A défaut des déclarations d'augmentations prévues par le paragraphe..., l'assuré ne sera indemnisé, en cas de sinistre, que dans la proportion existant entre la prime perçue et celle qui aurait dû l'être conformément aux dites déclarations. »

A

Nous obtenons alors la formule suivante, traduction mathématique de cette clause :

$$\text{Indemnité} = \frac{\text{Capital assuré « au Premier Feu »} \times \text{Prime perçue}}{\text{Prime réellement due}}$$

Cette formule diffère de celle qui résulterait du jeu de la règle proportionnelle ordinaire, et qui serait :

$$\text{Indemnité} = \frac{\text{Montant des dommages} \times \text{Somme assurée}}{\text{Valeur réelle}},$$

Ou bien encore, sous une forme semblable à celle adoptée pour la règle proportionnelle de l'assurance « au Premier Feu » :

$$\text{Indemnité} = \frac{\text{Montant du dommage} \times \text{Prime payée}}{\text{Prime réellement due}},$$

formule dans laquelle les chiffres représentant les valeurs sont remplacés par les chiffres des primes qui ont été payées et qui auraient dû l'être (ce chiffre de prime étant proportionnel aux valeurs, dans l'assurance ordinaire en valeur totale), et le montant du dommage par le capital assuré « au Premier Feu », puisque ce capital représente l'engagement maximum de l'assureur, d'où la différence entre les deux formules.

B

Par conséquent, lorsqu'un sinistre se produit :

1° Ou bien la déclaration des existences était correcte, et il n'y a pas application de la règle proportionnelle.

2° Ou bien la déclaration était insuffisante, et alors l'indemnité versée se trouve réduite, d'après la formule :

$$\text{Indemnité} = \frac{\text{Capital « Premier Feu »} \times \text{Prime perçue}}{\text{Prime réellement due}},$$

Il faut remarquer que cette formule suppose, pour son application, le cas d'un *sinistre total*, ou celui

d'un sinistre dont le montant est au moins égal au capital assuré « au Premier Feu ». Si le montant du sinistre est inférieur à ce capital, la formule qui sert à calculer l'indemnité versée à l'assuré est alors légèrement modifiée ; elle devient :

$$\text{Indemnité} = \frac{\text{Montant du dommage} \times \text{Prime perçue}}{\text{Prime réellement due}}.$$

Néanmoins, les *assureurs consentent à l'assuré un gros avantage en tolérant un battement de 10 %, calculé sur la valeur totale des existences* (ce battement est indépendant de toute autre clause favorable à l'assuré prévoyant le cas de hausse des cours, etc...)

La clause instituant ce battement est semblable, d'ailleurs, à la clause instituant une tolérance de non déclaration des augmentations d'existences, toujours dans la même limite de 10 % du montant des existences. Cette clause est en général ainsi conçue :

« Toutefois, pour atténuer la rigueur de cette réduction proportionnelle d'indemnité, la réduction ne sera pas appliquée au cas où les augmentations d'existences ne dépasseraient pas... (ici un pourcentage généralement fixé à 10 %) du montant total des existences. »

Une fois cette tolérance de 10 % dépassée, on applique la règle proportionnelle, mais on continue à tenir compte de cette marge de 10 % : par exemple, si la valeur des existences déclarées est de 10 millions, alors que la valeur totale réelle des existences est de 12 millions, on raisonnera ainsi :

Valeur totale déclarée, 10 millions ; battement autorisé, 10 % sur 10 millions, soit : 1 million.

Valeur réelle des existences, 12 millions ; insuffisance de déclaration, 2 millions.

De ces 2 millions, déduction du battement (10 %) de 1 million ; reste donc :

Insuffisance de déclaration : 1 million.

Ici encore, pour le calcul de la tranche de 10 %, on se rapporte à la *valeur initiale* des existences déclarées dans la police, sans tenir compte des avenants qui ont pu survenir depuis la signature de la dite police.

Pour résumer, nous pouvons dire que la règle proportionnelle ne s'applique que dans la mesure où l'assuré se sera rendu coupable d'une insuffisance de déclaration des existences. Si sa déclaration est correcte, la somme garantie « au Premier Feu » lui est intégralement versée en cas de sinistre, quel que soit le rapport existant entre cette somme assurée et le montant total des existences.

Tel le caractère essentiel de l'assurance « au Premier Feu » : suppression du rapport nécessaire qui existe dans l'assurance ordinaire, dans laquelle la somme assurée doit toujours coïncider avec la valeur totale des biens garantis.

Il est donc pas juste de dire qu'à ce point de vue la règle proportionnelle est écartée dans l'assurance « au Premier Feu ». A l'assuré de remplir correctement son devoir, en faisant une juste déclaration des existences ou des augmentations ; et cela lui est rendu facile, puisqu'il jouit de la tolérance de 10 %, avantage d'autant plus appréciable en l'occurrence, que le total des existences est souvent fort élevé dans une assurance « au Premier Feu », et que, par suite, cette tolérance de 10 % représente assez facilement plusieurs millions.

*
**

Devant cette possibilité d'application d'une nouvelle règle proportionnelle en cas d'insuffisance grave de déclaration d'existence, l'assuré pourrait être tenté de s'assurer, dans une police spéciale, contre cette sanction éventuelle.

Aussi, dans tout contrat d'assurance « au Premier Feu », trouve-t-on une clause formelle prohibant absolument une telle pratique. La clause est ainsi rédigée :

« L'assuré s'interdit, sous peine de l'application des « dispositions prévues à l'article 9 des conditions générales (perte du droit à l'indemnité), de faire garantir « par d'autres assureurs la perte pouvant rester à sa « charge par suite de l'application du paragraphe... (ce- « lui qui prévoit la réapparition d'une nouvelle règle « proportionnelle). »

Cette clause est fort compréhensible ; elle vient très logiquement compléter la construction de l'assurance « au Premier Feu » telle qu'elle est appliquée. Si elle n'était pas insérée dans le contrat, ce serait retirer tout effet pratique à la sanction de l'insuffisance de déclaration des existences ou des augmentations. Qu'importerait alors à l'assuré une réduction proportionnelle d'indemnité, si la perte subie pouvait lui être remboursée par un second assureur ? D'où la prohibition absolue de cette assurance contre les effets éventuels de la règle proportionnelle, insérée dans tout contrat d'assurance « au Premier Feu ».

Bien entendu, cette prohibition s'étend également aux « assurances spéciales contre l'application de la règle proportionnelle », assurances plus générales que celles prévues par la clause prohibitive précédente. En effet, cette première clause ne vise que les

seules assurances souscrites par l'assuré dans le but d'être indemnisé du préjudice, bien déterminé, qu'il peut ressentir, lorsqu'on fait jouer contre lui la sanction prévue par tout contrat d'assurance « au Premier Feu ». Au contraire l'interdiction supplémentaire faite à tout bénéficiaire d'une assurance « au Premier Feu » de souscrire en même temps une quelconque « *assurance spéciale contre l'application de la règle proportionnelle* » est beaucoup plus large, car dans cette catégorie rentrent toutes les assurances souscrites par l'assuré pour être indemnisé de la perte qu'il peut ressentir lorsqu'une part du dommage reste à sa charge, en cas d'application de la règle proportionnelle prévue à l'article 16 des conditions générales, ou de toute autre règle proportionnelle du même genre (par exemple, la règle proportionnelle de prime prévue à l'article 21).

Une autre prohibition du même genre est édictée dans un but identique : éviter que l'assuré ne déclare pas la totalité des existences, ou ne déclare pas les augmentations survenues après la signature de la police. Il s'agit de la clause relative aux « *assurances complémentaires* » (l'« assurance complémentaire » est une assurance souscrite par l'assuré, pour compléter une première police insuffisante, et éviter ainsi les inconvénients qui pourraient résulter pour lui de cette insuffisance). Dans ce but, il est en général interdit à l'assuré de signer une assurance complémentaire sans application de la règle proportionnelle.

De plus, il existe en général, dans chaque contrat d'assurance « au Premier Feu », une clause ainsi conçue :

DÉCLARATION DES ASSURANCES COMPLÉMENTAIRES

« L'assuré déclare qu'il n'a pas souscrit, à d'autres
« assureurs, des polices garantissant des sommes sup-
« plémentaires ou complémentaires sur les mêmes ris-
« ques, ni des polices garantissant la dépréciation ou
« vétusté.

« L'assuré s'oblige à déclarer tous contrats de cette
« nature qui pourraient être souscrits par lui pendant
« la durée de la présente police, et ce, dans les huit
« jours de leur souscription.

« Les Compagnies se réservent le droit, soit de don-
« ner acte de ces déclarations, moyennant surprime, s'il
« y a lieu, soit de résilier la présente police sous pré-
« avis d'un mois, avec ristourne de prime proportion-
« nelle au temps restant à courir de la date de résilia-
« tion à l'échéance annuelle. »

Cette déclaration des assurances complémentaires entraîne d'ailleurs également, nous le verrons un peu plus loin, une modification dans la franchise d'avarie.

Enfin, se rapprochant du même ordre d'idées, existe parfois l'obligation imposée à l'assuré de déclarer à l'assureur les assurances « aux Deuxième, Troisième Feux », etc..., qu'il a pu contracter auprès d'autres assureurs.

Donc, en résumé, l'Assurance « au Premier Feu » comporte l'abandon par l'assureur de la règle proportionnelle ; mais c'est un abandon purement conditionnel, la règle proportionnelle réapparaissant en cas d'insuffisance de déclaration des existences.

Pourtant certaines Compagnies, autrefois surtout, ont cru pouvoir faire mieux et offrir aux assurés une police « Premier Feu » comportant l'abandon com-

plet et total de la règle proportionnelle. On trouvait alors dans la police une clause, rédigée à peu près ainsi :

« Si, au moment du sinistre, la valeur totale des existences est reconnue supérieure à celle résultant des déclarations de l'assuré, soit que la déclaration d'origine ait été inexacte, soit que les augmentations postérieures n'aient pas été signalées, l'assuré sera indemnisé jusqu'à concurrence du capital assuré » au « Premier Feu », sans qu'il soit fait application de la règle proportionnelle ⁽⁸⁾. »

Cette clause prévoyait donc bien l'abandon complet et total de la règle proportionnelle et de toute sanction, pour insuffisance de déclaration. Néanmoins, il était en général prévu que l'assureur opérerait quand même une certaine retenue sur l'indemnité versée :

« Néanmoins, l'assuré devra tenir compte aux assureurs, sur son indemnité de sinistre, des primes dont ils ont été frustrés depuis le jour où l'inexactitude ou l'omission sera reconnue remonter. »

D'ailleurs, la disposition précédente était en général atténuée par la disposition complémentaire suivante, que l'on rencontrait dans ces mêmes polices offrant l'abandon total de la règle proportionnelle :

« La réduction prévue au paragraphe précédent ne sera pas appliquée, si cette différence entre les existants déclarés et la valeur totale réelle des objets soumis aux risques n'excède pas 10 % des sommes

(8) Voir BALCET, *Op. cit.*, p. 58 ; WEENS, *Revue Générale des Assurances Terrestres*, 1930, p. 70 ; Cours de Monsieur le Professeur PICARD, Faculté de Droit de Paris, 1936-1937 ; LA GRASSERIE, *Op. cit.*, p. 62.

« déclarées ; il en serait de même si cette différence
« provient uniquement de la hausse des cours qui se
« serait produite dans un délai n'excédant pas un mois
« avant la date du sinistre. »

Nous avons déjà eu l'occasion de traiter cette question, dans notre chapitre préliminaire, à propos des clauses d'abandon de la règle proportionnelle. Evidemment, on voit très bien l'avantage énorme qu'une telle clause présente pour l'assuré ; on voit mal la contre-partie offerte à l'assureur. Celle-ci ne consistera que dans une légère retenue effectuée sur l'indemnité, à raison des primes non versées par l'assuré : quelques centaines de francs, au plus, sauf cas exceptionnels ; mais du seul fait de cette retenue, l'assureur devra lui verser une indemnité bien plus élevée, et parfois considérable.

Ce système est d'autant plus injuste pour l'assureur, qu'il présente pour ce dernier le grave inconvénient de ne lui permettre de bénéficier de cette retenue effectuée à raison des primes non versées que dans les seuls cas où il y aura versement d'indemnité, c'est-à-dire seulement lorsqu'il y aura eu sinistre. L'assureur n'aura droit à ce surplus de primes dans aucun autre cas. Quel marché de dupe, en fait, pour cet assureur, malgré une apparence d'équité. Quel avantage pour l'assuré, qui aura frustré l'assureur des primes dues, au risque, dans le cas où les autres assurés l'imiteraient, de nuire à l'équilibre financier de l'assureur, qui serait alors obligé de procéder à un relèvement général des tarifs, pour rétablir cet équilibre menacé.

Ce n'est plus de l'assurance technique ; mais c'est à ce résultat qu'a conduit l'exagération d'une concurrence effrénée. Mieux vaudrait renoncer formellement et complètement à la règle proportionnelle, plutôt

que de le faire dans une proportion presque aussi grande en fait, tout en s'abritant sous la fallacieuse apparence, qui au reste ne trompe personne, d'une contre-partie pour l'assureur ; cette si modique retenue, sans grande influence sur les encaissements de l'assureur, mécontentera l'assuré ; elle fera perdre à l'assureur tout le bénéfice publicitaire qu'il pensait retirer de sa renonciation à la règle proportionnelle.

Autant renoncer purement et simplement à cette règle proportionnelle (avantage en compensation duquel l'assureur réclamera une surprime de 5 ou 10 %), quitte à renoncer du même coup à donner à l'assurance une base logique, technique et saine.

SECTION III

FRANCHISE D'AVARIE

Dans chaque police d'assurance « au Premier Feu » une clause spéciale prévoit une « *franchise d'avarie* ». C'est là une clause tout à fait spéciale, que l'on ne rencontre pas d'ordinaire dans les polices en valeur totale.

La franchise d'avarie est un découvert obligatoire imposé à l'assuré, mais c'est un découvert obligatoire spécial, qui joue dès qu'un sinistre se produit et avant toute indemnisation par l'assureur. Dans le découvert ordinaire, l'assuré doit simplement participer au dommage résultant du sinistre dans un pourcentage uniforme de X % établi par la police sans déduction à la base. Ici au contraire, l'assuré garde à sa charge cette franchise d'avarie ; il supporte les premiers dommages causés par le sinistre, jusqu'à concurrence de cette somme de X francs, calculée en

général suivant un pourcentage de tant pour cent ou pour mille sur le chiffre total des existences.

Si le montant des dommages ne dépasse pas cette franchise d'avarie ainsi calculée, l'assuré ne sera pas indemnisé, toute la perte restant à sa charge, et l'assureur n'aura rien à lui rembourser. Si le montant des dommages dépasse cette franchise d'avarie, l'assureur déduira de l'indemnité due la totalité de la somme prévue comme franchise d'avarie.

L'intérêt d'une telle stipulation est double :

1° Les petits sinistres sont très onéreux pour les assureurs ; en proportion de la légère indemnité qui, sans cette clause, serait versée à l'assuré, les frais de règlement, et éventuellement de litiges, seraient très élevés. Quelle complication supplémentaire évitée, si l'assureur n'intervient pas pour ces petits sinistres, peu importants relativement aux sommes assurées (en effet, le taux de la franchise d'avarie est toujours minime). L'assuré bénéficiera ainsi de l'économie réalisée par l'assureur, car, si ce dernier devait régler tous les petits sinistres, fort nombreux, il lui faudrait augmenter ses primes pour compenser la grosse augmentation des frais généraux qui en résulterait.

2° L'assuré subissant toujours une perte, du fait de cette franchise d'avarie, aura tout intérêt à toujours faire son possible pour éviter qu'un sinistre éclate. Il développera donc au maximum la prévention des sinistres, et, si par malheur, un incendie éclate, il cherchera toujours à en limiter le dégât et à l'arrêter immédiatement, puisque, même s'il est indemnisé, une perte restera toujours à sa charge, du fait de la franchise d'avarie.

Cette stipulation de franchise d'avarie est assez rare dans les assurances ordinaires, mais elle est toujours prévue dans l'assurance « au Premier Feu »,

sans être d'ailleurs spéciale à ce genre de police. Il arrive cependant quelquefois qu'on ne la trouve pas dans une police garantissant uniquement des risques simples (bâtiments, bureaux, etc...), mais elle est toujours prévue dès que la police assure des risques industriels (usines, commerces, magasins, etc...), étant donné le caractère particulièrement dangereux présenté par ces biens. La clause qui la prévoit est ainsi rédigée :

FRANCHISE D'AVARIE

« L'assureur bénéficiera d'une franchise d'avarie de...
« francs.

« En conséquence, en cas de sinistre, si ce montant
« des dommages n'atteint pas la somme de... francs, il
« n'aura rien à rembourser. Si le montant des dom-
« mages dépasse cette somme, il paiera sous déduction
« de la dite somme de... francs. »

Le calcul de cette franchise d'avarie est fait en général d'après le barème suivant, ou tout autre similaire, annexé à la police ; un minimum de franchise est fixé pour les petites assurances, et un minimum plus faible encore est entouré, pour certaines catégories de biens moins importantes ou réputées moins dangereuses quant à l'opinion du risque :

« La franchise d'avarie sera calculée à raison d'au
« moins 1 pour 1.000 (1 0/00) de la somme assurée,
« avec un minimum de 2.000 francs, qu'il s'agisse de
« risques divers ou industriels, ou de risques simples
« incorporés dans une assurance comprenant des ris-
« ques objets divers ou industriels.

« Toutefois, en ce qui concerne les bâtiments d'habi-
« tation, bureaux ou automobiles, la franchise pourra
« être limitée à 2.000 francs. »

Lorsque la même police couvre plusieurs établissements distincts, il est en général fixé une *franchise d'avarie distincte* pour chacun des établissements assurés.

D'autre part, pour éviter toute fraude de la part de l'assuré et pour laisser à l'assureur la garantie supplémentaire qu'il recueille de cette franchise d'avarie, l'assureur interdit très logiquement à l'assuré de contracter auprès d'un autre assureur une police spéciale pour le garantir contre la perte qui résulte pour lui de la franchise d'avarie, cette perte devant obligatoirement rester à la charge de l'assuré. Nous trouvons d'ailleurs dans cette interdiction la preuve que l'institution de la franchise est également créée en vue d'obliger l'assuré à éviter le plus possible tout sinistre.

Cette interdiction, à rapprocher de celles édictées à propos de la règle proportionnelle ou des assurances complémentaires précédemment étudiées, est en général ainsi formulée :

« L'assuré s'interdit, sous peine de l'application des « dispositions prévues par l'article 9 des conditions générales (perte du droit à l'indemnité), de se faire « garantir par d'autres assureurs pour le montant de la « franchise d'avarie. »

Lorsque l'assuré, avec l'autorisation de l'assureur, contracte des assurances complémentaires, il se produit évidemment de ce fait une élévation du montant total des sommes assurées. Par conséquent, il faudra procéder à une élévation correspondante de la franchise d'avarie, élévation prévue le plus souvent par la clause suivante :

« Lorsque l'assuré déclare avoir contracté des assurances complémentaires, si l'assureur maintient la police, la franchise d'avarie devra être modifiée de manière à correspondre toujours à un minimum de 1 0/00 de la totalité des sommes garanties. »

De même, lorsque l'assuré contracte une assurance « au Deuxième, Troisième Feu », etc..., il faut également procéder à un remaniement de la franchise d'avarie, laquelle est d'ailleurs établie par la « police Deuxième, Troisième Feu », comme elle l'est dans la police « Premier Feu ». Mais dans ces polices « Deuxième, Troisième Feu », on rencontre souvent la clause suivante :

FRANCHISE D'AVARIE

« L'assureur de la présente police « Deuxième Feu » n'interviendra qu'après épuisement de la somme de... francs (égale au capital assuré « au Premier Feu »), garantie par priorité par d'autres assureurs, augmentée de la franchise d'avarie stipulée par les dits assureurs. Toutefois, si cette franchise d'avarie était inférieure à un minimum de 1 pour 1.000 de la totalité des sommes assurées, l'assureur de la présente police bénéficierait du complément de franchise d'avarie nécessaire pour atteindre le maximum ci-dessus fixé. »

Il est à remarquer que la franchise d'avarie peut atteindre un taux de beaucoup supérieur à ce taux minimum de 1 0/00 généralement fixé. Dans ce cas, et si la franchise atteint une certaine importance, elle peut jouer le rôle d'une assurance « au Premier Feu ». En effet, l'assureur qui, dans une police « Premier Feu », bénéficiera de cette franchise importante, sera dans la même situation que si son assuré avait d'abord signé auprès d'un autre assureur une police « Premier Feu » pour un montant égal à celui de la

franchise d'avarie, lui-même n'accordant sa garantie qu'en second lieu, par une assurance « au Deuxième Feu ». L'inconvénient sera grave pour l'assuré, évidemment, par suite de ce gros découvert, mais il bénéficiera d'un taux de prime avantageux pour son assurance.

Ayant ainsi examiné les différentes questions qui peuvent se poser à propos de cette clause de franchise d'avarie, nous allons examiner une autre clause qui se retrouve dans toutes les polices « Premier Feu », la clause de reconstitution de la prime.

SECTION IV

RECONSTITUTION DE LA PRIME

La question qui se pose est de savoir quelle est l'étendue de l'obligation de l'assureur. Il est bien entendu que, par principe, *cette obligation de l'assureur ne peut jamais être supérieure, pour un sinistre, au maximum fixé dans la police, maximum égal au capital assuré « au Premier Feu »*. Mais cette précision apportée, il n'en reste pas moins que plusieurs systèmes peuvent être envisagés, dès qu'il se produit au moins deux sinistres dans une période donnée, pour laquelle est contractée l'assurance (en général, une année).

Supposons en effet qu'après un premier sinistre, pour lequel l'assureur a dû verser au maximum le capital assuré, un second sinistre se produise, soit parce qu'il existe plusieurs établissements distincts et qu'un second établissement a été touché par un nouveau sinistre, soit parce que l'établissement sinistré une

première fois n'a été que partiellement détruit ou qu'il est en cours de reconstruction quand un nouveau sinistre est venu le frapper. Nous supposons même, pour plus de facilité, que le capital assuré n'a pas été complètement payé, les dégâts se montant par exemple seulement aux 3/4 de ce capital. La police peut prévoir quatre cas principaux :

1° ASSURANCE A TANT PAR FEU OU PAR SINISTRE

L'assureur s'engage, en contre-partie de la prime qu'il a reçue, à indemniser l'assuré pour chacun des sinistres qui pourra l'atteindre dans la période prévue au contrat.

L'indemnité versée par l'assureur sera évidemment limitée, pour chacun des sinistres, au capital assuré, sans pouvoir jamais le dépasser, quel que soit par ailleurs le montant du sinistre. Il y a limitation à « *tant par sinistre* ». Il en résulte que l'assureur peut être obligé de verser, en un an, une somme quelquefois énorme, et qui n'a plus aucun rapport avec la garantie offerte, ni surtout avec la prime unique perçue une seule fois, comme prix de cette garantie ⁽⁹⁾.

C'est pourtant ce système qui a été pratiqué dans les premiers contrats « Premier Feu », et il est encore courant dans l'assurance de responsabilité. Mais devant les résultats désastreux qu'il donnait, résultats dont quelques exemples particulièrement caractéristiques firent ressortir pleinement l'iniquité et le caractère catastrophique, on abandonna ce système.

2° LIMITATION A TANT PAR VINGT-QUATRE HEURES

On a donc cherché à limiter la garantie de l'as-

(9) Sauf le cas où une clause de résiliation après sinistre aurait été prévue par l'Assureur, tant dans cette hypothèse que dans les suivantes.

sureur à « *tant par vingt-quatre heures* » : *l'assureur ne devra jamais verser plus du capital assuré dans une période de vingt-quatre heures, quel que soit le nombre des sinistres et leur importance.*

Mais l'assureur pouvait toujours être contraint de verser ce capital plusieurs fois dans une même année : c'était là un système aussi illogique que le précédent, et présentant tout autant de dangers que la limitation à « *tant par Feu* ». Aussi, fut-il assez peu pratiqué, et très vite délaissé.

3° LIMITATION A TANT PAR SINISTRE ET PAR VINGT-QUATRE HEURES

Le système adopté est à peu près semblable aux précédents, mais il comporte une atténuation au danger que ceux-ci présentaient pour l'assureur, en ce sens qu'une limitation est apportée à sa responsabilité éventuelle, grâce à une combinaison des deux systèmes : la garantie est en effet limitée par sinistre (comme précédemment), mais elle l'est aussi par unité de temps, vingt-quatre heures en l'occurrence.

De la sorte, *l'assureur ne devra jamais verser, au maximum, qu'une seule fois le capital assuré par vingt-quatre heures et par sinistre, ainsi qu'il est prévu par la clause suivante* ⁽¹⁰⁾ :

« Il est bien entendu que la garantie de... francs s'applique intégralement à chaque sinistre distinct survenant au cours de la police, chacun de ces sinistres, consécutifs ou simultanés, se trouvant couvert à concurrence de la dite somme.

« Les assureurs, cependant, ne pourront être engagés pour une somme supérieure à... francs pour un seul ou plusieurs sinistres se produisant dans un délai de vingt-quatre heures, compté de midi à midi, plusieurs

(10) BALCET, *Op. cit.*, p. 59.

« sinistres dus à la même cause étant considérés comme
« un seul et même sinistre. »

Mais le danger reste encore considérable pour l'assureur : non seulement il peut être obligé de payer ce capital 365 fois par an, mais il peut fort bien arriver que deux sinistres éclatent dans ce même délai de 24 heures, frappant des établissements distincts, ou frappant le même établissement, si les causes de sinistres diffèrent, sous réserve de la note précédente (p. 145). Aussi, malgré les précautions prises dans la définition du sinistre, la garantie pouvait être élevée, bien plus élevée que le capital souscrit, alors que la prime restait invariable, et qu'elle n'était perçue qu'une seule fois ; d'où l'idée de la « reconstitution de la prime ».

4° ASSURANCE AVEC RECONSTITUTION DE LA PRIME

On a préféré à la limitation précédente celle qui résulte du système suivant, plus souple, qui consiste à conserver la limitation du paragraphe 3, tout en prévoyant un nouveau versement de prime effectué par l'assuré, dès que l'indemnité versée par l'assureur vient entamer la garantie du contrat. On part du principe que l'engagement de l'assureur pour une période donnée (celle pour laquelle a été versée la prime), est limitée au versement du capital assuré, et qu'il ne peut jamais le dépasser. L'indemnité versée à la suite d'un premier sinistre viendra donc en déduction de ce capital, dont le restant seul sera versé à l'assuré au cas où un nouveau sinistre éclaterait.

Mais on peut convenir que l'assureur, nonobstant la diminution de la garantie, indemniserà l'assuré pour tout nouveau sinistre, jusqu'à concurrence du capital ainsi « reconstitué ». Cependant, puisqu'un surplus de garantie est alors donné par l'assureur, il

est tout à fait normal qu'en compensation, l'assuré verse également un surcroît de primes correspondant. La prime est alors « reconstituée », dans la mesure où se reconstitue la garantie, jusqu'à l'expiration de la période d'assurance, et en proportion de cette nouvelle garantie.

Par son versement de la prime, l'assuré acquiert le droit à une garantie de X francs, montant du capital assuré. La prime étant versée pour une année, et une seule fois, cette garantie n'est due que jusqu'à concurrence de son maximum. Si on l'augmente, à la suite d'un sinistre qui est venu l'amoinrir, il faudra aussi augmenter la prime.

Mais cette « reconstitution » peut demander un certain temps ; aussi, pour éviter que l'assuré ne se trouve ainsi à découvert jusqu'à ce versement, ce qui pourrait avoir pour lui de graves inconvénients, au cas où un nouveau sinistre viendrait à se produire dans l'intervalle (et l'expérience a montré que ce n'était pas là une simple hypothèse), il est en général stipulé que la reconstitution de la prime sera « automatique », c'est-à-dire que, de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une demande préalable de la part de l'assuré, dès qu'un sinistre diminuera la garantie de l'assureur, celle-ci sera immédiatement rétablie dans son intégrité ; l'indemnité versée pour réparer le dommage causé par le premier sinistre sera simplement diminuée du surcroît de prime dû par l'assuré, à raison de cette reconstitution de la garantie.

L'avantage d'une telle combinaison pour l'assuré est que l'assureur n'a plus la possibilité de rejeter sa demande de reconstitution de la prime, sauf si ce dernier résilie la police ; cependant, même dans ce cas, l'avantage subsiste jusqu'à cette date. Il consiste dans ce fait que, dès qu'un sinistre vient à se pro-

duire, un autre peut éclater presque simultanément : l'assuré sera cependant indemnisé intégralement dans la limite du capital assuré, bien qu'il n'ait pas eu matériellement le temps de procéder à un versement complémentaire de prime.

La clause que l'on trouve d'ordinaire dans les contrats « Premier Feu » est ainsi rédigée :

RECONSTITUTION DE LA PRIME

« Quel que soit le montant du ou des sinistres pouvant survenir au cours d'une année d'assurance, il est entendu que le total des indemnités à payer par les assureurs ne pourra excéder la somme garantie annuellement.

« Par suite, en cas de sinistre, la somme assurée se trouvera automatiquement réduite du montant de l'indemnité.

« Toutefois, pour ne pas laisser l'assuré à découvert, il est convenu que le capital assuré sera immédiatement reconstitué, l'assuré s'engageant à payer le prorata de prime correspondant au montant du sinistre et au temps à courir du jour du sinistre jusqu'à la prochaine échéance de prime. Le montant de ce prorata, augmenté des impôts, sera retenu sur l'indemnité de sinistre. Dans le cas où les assureurs useraient de leur droit de résilier après sinistre, le capital assuré sera reconstitué jusqu'à la date de cessation de la garantie avec perception du prorata de prime correspondant. »

Pour le calcul de cette prime reconstituée, on tiendra compte :

1° Du temps restant à courir jusqu'à l'expiration de la période pour laquelle la garantie a été accordée ;

2° De la somme qu'il faut ajouter à ce qui reste du

capital primitivement assuré, pour reconstituer le dit capital. Cette somme est égale à l'indemnité due à la suite du premier sinistre ;

3° Du montant de la prime annuelle, dont le taux a été fixé dans le contrat.

Le surcroît de prime, calculé proportionnellement à ces éléments, se calculera d'après la formule :

$$P = \frac{\text{temps restant à courir}}{\text{période assurée}} \times \frac{\text{indemnité versée}}{\text{capital assuré}} \times \text{prime annuelle.}$$

Ce prorata de prime sera automatiquement retenu sur l'indemnité à verser pour réparer le dommage causé par le premier sinistre.

*
**

Nous avons ainsi étudié successivement les principales clauses qui se retrouvent dans les contrats « Premier Feu ».

Bien entendu, d'autres clauses peuvent se trouver dans un contrat donné, d'autant que la liberté des conventions laisse toute facilité aux contractants pour insérer telle clause qu'ils désirent. *Mais on peut dire d'une façon générale que les quatre clauses précédemment étudiées sont essentielles et tout à fait caractéristiques du contrat « Premier Feu » dont elles constituent la charpente.*

On aboutit finalement à la garantie d'un capital « Premier Feu », moyennant le versement d'une prime de X francs, dont le mode de calcul va précisément faire l'objet de notre chapitre deuxième.

CHAPITRE DEUXIEME

LE CALCUL DE LA PRIME DANS L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU »

Comment calculer la prime que l'assuré devra verser à l'assureur ? A quel chiffre se montera-t-elle ? L'assurance « au Premier Feu » sera-t-elle moins « chère » que l'assurance ordinaire ?

A ces questions, l'assuré répond immédiatement : la prime est calculée sur le capital assuré ; son taux doit être celui de l'assurance ordinaire ; une assurance « au Premier Feu », comportant une réduction de l'engagement de l'assureur, doit tout naturellement comporter une réduction de prime sur l'assurance ordinaire ; l'assurance « au Premier Feu » doit être moins chère que l'assurance ordinaire similaire ; elle doit permettre de réaliser une économie de prime appréciable, et c'est là sa principale utilité.

Autant d'affirmations catégoriques de l'assuré, autant de réponses superficielles et en partie fausses ; ce chapitre laissera d'ailleurs entrevoir une conclusion opposée à celle de l'assuré : toutes proportions gardées, et eu égard à la garantie fournie par l'assureur, l'assurance « au Premier Feu » sera le plus souvent une marchandise plus chère que l'assurance ordinaire en valeur totale.

Examinons en effet les données du problème, et considérons tout d'abord les différentes bases possibles sur lesquelles on peut établir une prime d'assurance « au Premier Feu ». Nous pourrions distinguer trois systèmes principaux :

1° Un système empirique, à peu près seul pratiqué à l'origine, et qui, vite abandonné à cause de ses résultats catastrophiques, tend à être à nouveau employé par des assureurs en quête « d'affaires-à-tout-prix », qu'une concurrence effrénée et une baisse d'encaissements, due à la crise, poussent à de telles erreurs : *l'assureur propose à l'assuré une prime forfaitaire, établie approximativement, sans base de calcul sérieuse, « à vue de nez » pourrait-on dire.*

Suivant son humeur, suivant l'opinion qu'il peut avoir du risque, ou de l'assuré, suivant surtout l'importance du contrat, l'assureur se contentera d'une prime telle qu'il emportera l'affaire. Certes, provisoirement, l'assureur sera content. Mais qu'il réalise un certain nombre d'affaires semblables, dans d'aussi brillantes conditions (car, sauf cas exceptionnel, la prime reçue sera insuffisante, établie sans calcul, sans base solide, sans technique) ; et bientôt, dès l'apparition des premiers sinistres, l'assureur regrettera ses estimations trop optimistes.

2° Un système plus scientifique et plus technique, qui vint supplanter le premier trop empirique et trop dangereux, consiste à *calculer la prime sur le total des existences déclarées dans la police ou estimées dans des états annexés à la dite police.*

C'est là une base d'estimation logique ; en effet, c'est la totalité des objets couverts dans la police qui est assurée ; quelle que soit la situation des objets assurés, que ceux-ci appartiennent à l'établissement I ou à l'établissement II, qu'ils soient situés dans telle

ou telle ville, qu'ils soient maisons, machines, outils ou meubles, la police jouera, et l'assuré se trouvera indemnisé. D'autre part, l'assureur risquera d'autant plus de payer le capital assuré, qu'il y aura davantage d'existences, qu'elles seront plus importantes en nombre, en valeur, qu'elles seront plus dangereuses, etc... Les « chances de sinistre » sont les mêmes que s'il s'agissait d'une assurance ordinaire, il est donc normal que la base de calcul des primes soit la même : le total des existences.

Le taux de primes, égal à celui de l'assurance ordinaire (le danger d'incendie est le même, que l'immeuble soit assuré « au Premier Feu » ou « en valeur totale »), serait multiplié par la valeur totale des existences. Mais une question supplémentaire se pose : soit 10 millions, assurés en valeur totale. La statistique montre que si un sinistre se déclare, en raison de la loi des grands nombres, et de la compensation entre les risques, l'assureur, en moyenne, ne paiera pas sensiblement plus de 80 % de cette valeur totale assurée, car il appliquera la règle proportionnelle, l'insuffisance de déclarations atteignant une moyenne de 20 %. Or, si ces 10 millions sont assurés « au Premier Feu », une telle éventualité disparaît, l'abandon de la règle proportionnelle étant stipulé au contrat, et la marge de 10 % dans les déclarations s'ajoutant pour renforcer cet abandon. *On comprend donc qu'assez souvent il soit appliqué à cette prime, calculée sur le total des existences, une majoration de 10 % pour compenser l'abandon de la règle proportionnelle*, le tarif des primes étant établi d'après les statistiques basées sur des sinistres pour lesquels l'application de la règle proportionnelle permet une diminution des indemnités versées.

3° Une nouvelle base de calcul de la prime est

alors proposée, qui tient compte du caractère particulier de l'assurance « au Premier Feu ». En effet, l'une des caractéristiques de ce genre d'assurance est la fixation dans la police d'un capital assuré, inférieur, par principe, à la valeur totale des existences soumises au risque et venant limiter l'engagement de l'assureur. D'où l'idée de calculer la prime de l'assurance « au Premier Feu » sur ce capital assuré (engagement minimum de l'assureur), à l'image de l'assurance ordinaire, dans laquelle la prime est calculée sur l'engagement maximum de l'assureur (valeur totale des existences). Rien de plus logique, semble-t-il.

Dans ce cas, le taux de prime sera calculé sur le seul capital assuré, mais le taux ne pourra pas évidemment être le même que celui de l'assurance ordinaire ; il représentera une certaine majoration par rapport à ce taux. *Le taux de la prime, calculée sur le capital, sera donc supérieur à celui de l'assurance ordinaire.* Toutefois, la prime obtenue par ce procédé sera, en général, légèrement inférieure à celle obtenue d'après la valeur totale des existences.

Mais la considération du seul capital assuré s'avère nettement insuffisante, dès que l'on cherche à obtenir, par un mode de calcul rigoureux, un chiffre qui soit exactement proportionné au risque couru par l'assureur et à la garantie offerte à l'assuré.

Le capital assuré peut, en effet, être le même dans deux contrats, alors que le total des existences est fort variable dans les deux hypothèses. Cette *variation du rapport qui doit exister entre le capital assuré et la valeur totale assurable* dépendra du genre d'affaires assurées, de la plus ou moins grande hardiesse de l'assuré, gardant pour lui plus ou moins de risques, et d'une foule d'autres éléments (disposition des lieux, composition des risques, moyens de protection contre

l'incendie, plus ou moins grande tolérance de l'assureur, etc...). Il faudra donc logiquement tenir compte, non seulement de la valeur totale assurable et du capital assuré, mais encore du rapport existant entre ce capital assuré et la valeur totale des existences. Plus ce rapport sera élevé, et plus l'assureur s'exposera à verser une forte indemnité. Si pour 10 millions d'existences, le capital assuré est de 2 millions, l'assureur couvrira un risque moins grand que si ce capital est fixé à 3 millions ; le taux de prime, calculé sur le capital assuré, devra donc être plus élevé dans le second cas que dans le premier.

En second lieu, la garantie donnée à l'assuré ne sera pas la même, si cet assuré conserve pour lui le $\frac{1}{5}$ seulement du risque, ou s'il en conserve les $\frac{3}{5}$. Cet argument paraît être le même que précédemment. Il n'en est rien. Il s'agit alors de l'opinion que l'assuré a de son risque ; cette opinion n'est pas la même dans les deux cas. Si l'assuré consent à conserver les $\frac{3}{5}$ de son risque pour lui, c'est qu'il estime son risque moins dangereux que s'il ne veut en conserver que le $\frac{1}{5}$. A cette amélioration subjective de l'opinion du risque pourra correspondre un taux de prime moindre.

Enfin, et surtout, le problème devient infiniment plus complexe, dès que l'on fait la distinction entre le « Premier Feu » garantissant un seul établissement, et le « Premier Feu » garantissant plusieurs établissements dans la même police. Lorsque la police ne garantit qu'un seul établissement, l'assuré reste bien son propre assureur pour une certaine partie des existences, mettons les $\frac{2}{5}$, soit 40 %. Il court un risque, celui de voir le sinistre se développer plus qu'il ne pensait, et dépasser ainsi les $\frac{3}{5}$ du total des existences, ce qui l'obligerait alors à garder pour lui une partie du dommage. Il est vrai, cependant, que

si l'assuré a fixé ainsi son capital assuré, c'est parce qu'il avait de bonnes raisons de penser que le sinistre ne dépasserait pas 60 % de la valeur assurée (on suppose, évidemment, un « Premier Feu » établi régulièrement, selon les règles de la technique, et en toute connaissance de cause). Mais s'il s'est trompé, si pour une cause ou pour une autre (vent, tempête, malveillance, etc...), le sinistre dépasse les 60 % de la valeur totale, l'engagement de l'assureur restera limité à ces 60 %. L'assuré reste son propre assureur pour une partie du risque ; courant un risque, il améliore la situation de l'assureur ; il est donc juste qu'il bénéficie d'une diminution de prime, et qu'il paye une prime moins forte, s'il garde pour lui les $\frac{2}{5}$ du risque, que s'il en garde seulement le $\frac{1}{5}$. D'autre part, il en est de même s'il garantit un capital représentant les $\frac{3}{5}$ de la valeur des existences, au lieu de les faire assurer pour leur totalité en valeur totale.

On comprend donc que, dans ce cas, l'assurance « au Premier Feu » puisse être moins chère que l'assurance ordinaire, disons : un peu moins chère seulement — la différence n'est pas énorme, car il faut tenir compte de l'abandon de la règle proportionnelle consenti par l'assureur.

Mais la situation n'est plus la même lorsqu'une même police couvre plusieurs établissements. Il faut, bien entendu, supposer alors qu'il n'est pas fixé dans la police un capital distinct avec prime afférente, pour chacun des dits établissements, auquel cas la situation serait la même que s'il y avait simplement addition de plusieurs polices. Il faut supposer le cas, assez courant dans la période actuelle de concurrence intense, où l'assuré couvre plusieurs établissements « au Premier Feu », jusqu'à concurrence du plus gros « plein » (ensemble de risques soumis à un

même « coup de Feu »). Par suite l'assuré ne conserve plus à sa charge aucune partie du risque, puisqu'il est couvert jusqu'à concurrence du plus gros sinistre possible. Si l'assurance du plus gros « plein » est limitée par rapport à la valeur totale des existences, elle est bien totale par rapport à la valeur totale de ce plein — quant aux autres pleins inférieurs en valeur, ils sont largement assurés pour leur valeur totale. La réduction de prime paraît donc beaucoup moins justifiée. A quoi peut-elle en effet correspondre ? Simplement à ce fait que l'assureur groupe un certain nombre de « pleins » dans une même police, d'où pour lui une économie. Mais cette économie est la même pour l'assuré. Alors, on ne voit plus très bien comment justifier cette réduction, si le capital assuré est égal au plus gros « plein ».

* * *

Quoi qu'il en soit, la pratique, elle, admet cette réduction de prime. Voici par exemple comment, le plus souvent, est établie la prime :

On calcule par établissement la prime qui serait due pour une assurance en valeur totale. Puis l'on compare le capital assuré « au Premier Feu » à la valeur totale de cet établissement ou de ce « plein ». Et, compte tenu du rapport entre ces deux valeurs, on opère une réduction sur la prime primitivement fixée (la dite prime étant le plus souvent majorée d'abord de 10 % pour abandon de la règle proportionnelle).

Mais il est évident que la réduction ne peut pas être *proportionnée* au rapport existant entre le capital assuré et la valeur assurable. En effet, lorsque l'assureur couvre 75 % de la valeur totale, et lorsqu'il n'en couvre plus que 50 %, le risque assuré ne diminue pas dans la proportion de $\frac{3}{4}$ à $\frac{2}{4}$; de

même que, lorsqu'il assure 50 % de la valeur totale, l'assureur court plus de risques, lui qui assure la première moitié, que l'assuré, qui couvre seulement la seconde moitié.

Les réductions de prime ne seront donc pas proportionnelles, en valeur, à la différence existant entre le montant du « Premier Feu », et la valeur totale de l'établissement ou du « plein » assuré ; mais cette réduction sera établie en tenant compte des chances plus ou moins grandes que court l'assureur de voir absorber par un sinistre le montant total de la garantie. Une échelle a donc été établie, d'après les données de la statistique ; en voici un exemple, à titre indicatif :

Capital assuré au « Premier Feu » par rapport à la valeur totale de l'établissement ou du « plein » (1)	Réduction consentie	Prime nette par rapport à la prime totale
100 %	0 %	100 %
90 %	5 %	95 %
75 %	7,5 %	92,5 %
65 %	10 %	90 %
50 %	15 %	85 %
40 %	20 %	80 %
33 %	25 %	75 %

Le calcul de la prime est donc basé sur les éléments suivants, qui sont obligatoirement joints à toute proposition d'assurance, dès qu'il s'agit d'une assurance « au Premier Feu » :

1° Un questionnaire, dûment rempli et signé du proposant, établi sur un imprimé d'un modèle spécial, délivré par les Compagnies d'assurances ;

(1) Valeur (contenant et contenu) du bâtiment ou groupe de bâtiments exposés à être compris dans un même sinistre (c'est-à-dire séparés les uns des autres par une distance inférieure à dix mètres).

2° Un état, également signé du proposant, d'après un modèle-type délivré par les Sociétés d'assurances, indiquant la valeur du contenant et du contenu de chaque bâtiment, ainsi que les distances séparatives entre lesdits bâtiments. Au cas où, pour les distances, il serait référé à un plan annexé, celui-ci devrait porter également la signature du proposant.

Prenons un exemple : total des existences, 3 millions. Capital assuré « au Premier Feu », 1 million. La prime s'établira de la façon suivante (on suppose le cas normal d'un seul établissement assuré, avec mode de calcul basé sur la valeur totale des existences, mais avec réduction de 20 %, vu la différence entre le capital assuré et cette valeur totale des existences) :

1° Calcul de la prime sur le total des existences, d'après le taux de prime de l'assurance ordinaire (l'assurance portant bien sur 3 millions de valeurs totales). En supposant que ce taux soit, par exemple, de 2,50 0/00, nous aurons :

$$\frac{3.000.000 \times 2,50}{1.000} = 7.500 \text{ francs.}$$

2° Il y a bien assurance « au Premier Feu », puisque l'assuré ne fait couvrir que le 1/3 de la valeur totale des existences. L'assuré va donc bénéficier de l'abandon de la règle proportionnelle, d'où une surprime de 10 % exigée en contre-partie, soit :

$$7.500 + 750 = 8.250 \text{ francs.}$$

3° L'assuré reste son propre assureur pour une partie du risque ; il va donc bénéficier d'une réduction de prime. Si nous nous reportons au barème étudié plus haut, nous voyons que pour une somme assurée « au Premier Feu » de 33 %, la prime de-

mandée sera d'environ 80 % de la prime totale, ce qui nous donne :

$$\frac{8.250 \times 80}{100} = 6.600 \text{ francs.}$$

Dans ce même exemple, la prime due en assurance ordinaire aurait été de 7.500 francs (en supposant que l'emploi du « Premier Feu » n'ait pas entraîné une majoration du taux de prime, ce qui donnerait en assurance ordinaire un chiffre inférieur à 7.500 francs) ; mais en supposant que ce soit le même taux, l'économie résultant de l'assurance « au Premier Feu » ressort à :

$$7.500 - 6.600 = 900 \text{ francs,}$$

soit sensiblement 8 %.

Cependant il faut tout de suite faire une remarque. Ce taux de 33 %, qui correspond au rapport entre le capital assuré « au Premier Feu » et la valeur totale des existences, est très faible ; il laisse les $\frac{2}{3}$ du risque à la charge de l'assuré, ce qui est beaucoup ; il est assez rare que la nature des risques permette une telle proportion. Dans notre exemple, relativement au risque couru par l'assuré, la différence de prime est insignifiante, et ne correspond qu'à un capital assuré de 360.000 francs ! Très souvent, le pourcentage que l'assuré devra observer, s'il veut rester prudent et se garantir suffisamment, sera d'au moins 50 % ; la prime due sera d'environ 85 % de la prime due en assurance ordinaire, ce qui donne :

$$\frac{8.250 \times 85}{100} = 7.012 \text{ francs ;}$$

l'économie réalisée, fortement diminuée, sera seulement de :

$$7.500 - 7.012 = 488 \text{ francs,}$$

soit environ 6 %, pour une garantie diminuée de 50 %. Même en supposant que la surprime de 10 % pour abandon de la règle proportionnelle ne soit pas

demandée, l'économie réalisée serait bien faible. La prime serait en effet de :

$$\frac{7.500 \times 85}{100} = 6.375 \text{ francs,}$$

d'où une différence de 1.105 francs, un peu moins de 15 % d'économie, mais l'assuré garde pour lui 50 % du risque. L'affaire est certainement loin d'être favorable ; elle deviendra désastreuse s'il s'est légèrement trompé dans la fixation du capital assuré.

On peut donc dire que, sauf cas exceptionnels, dans lesquels la situation des établissements, leur nature, leur importance, etc..., permettent de ne faire assurer qu'une très faible proportion de la valeur totale assurable, l'assurance « au Premier Feu » sera presque aussi chère que l'assurance ordinaire en valeur totale, tout en offrant à l'assuré une garantie bien moindre. Encore, faut-il ajouter qu'une triple taxe, instituée par la loi du 4 avril 1926, vient diminuer le peu d'intérêt pratique que peut présenter, d'une façon courante, l'assurance « au Premier Feu », qui ne reste plus intéressante que dans quelques rares cas, particulièrement favorables à son application.

Il est cependant certain que l'assurance « au Premier Feu » est établie, le plus souvent, sans tenir compte de ces bases techniques. Chaque « Premier Feu » devient une affaire unique ; elle est examinée en elle-même, pour elle-même. Si elle est importante, on essayera de convaincre l'assureur : il y a dix millions à assurer, sur une valeur totale de cinquante... On ne regardera plus si ces dix millions représentent le plus gros « plein ». L'assuré offrira une prime forfaitaire, calculée sur le capital assuré, sans vouloir ni tenir compte des cinquante millions d'existences, ni considérer que les dix millions l'exonèrent com-

plètement de toute sa responsabilité ; si l'assureur, par nécessité, accepte ces conditions, l'assuré bénéficiera d'une réduction de prime de 40 % ! Quel sera le résultat pour l'assureur ? Une perte certaine, au bout de quelques mois ; et la généralisation de cette pratique viendra assez rapidement l'obliger à renoncer à de tels procédés. Mais d'autres moins avertis ou pas encore touchés viendront le remplacer sur le marché, et accepteront provisoirement de tels contrats.

Il reste néanmoins qu'au cas où plusieurs établissements sont assurés « au Premier Feu », une diminution de prime peut être réalisée. En effet, l'assuré bénéficiera des différentes économies réalisées pour chacun des établissements assurés, et le total peut être intéressant. L'assureur pourrait cependant soutenir logiquement que les « pleins » moins importants, étant assurés pour leur valeur totale, doivent acquitter une prime ordinaire sans réduction. Mais la pratique n'est pas en ce sens, et l'assuré bénéficiera presque toujours d'une réduction de prime. Correspondra-t-elle au risque resté à la charge de l'assuré ? Non, le plus souvent ; mais l'assuré ne verra pas ce danger futur ; il ne considérera que l'économie immédiate réalisée sur la prime, économie que rejetterait un assuré prévoyant.

*
**

Pour compléter cette étude de la prime de l'assurance « au Premier Feu », il faut maintenant envisager l'hypothèse d'une variation importante survenue dans le montant des existences. La prime est en effet calculée, au jour de la conclusion du contrat, d'après le montant total des existences. Or nous savons que l'assuré doit déclarer toute augmentation des existences, dès qu'elle atteint 10 % du montant total déclaré dans la police. La clause qui prévoit la

déclaration de cette augmentation d'existences prévoit également une augmentation parallèle des primes, dans la même proportion de 10 %. C'est là une disposition fort juste. La clause que l'on trouve dans la majorité des contrats d'assurance « au Premier Feu » est ainsi rédigée :

AUGMENTATION DES EXISTENCES

« L'assuré s'oblige à déclarer chaque augmentation
« des existences dans les risques désignés dans la présente police, dès qu'elle atteindra... francs (au maximum 10 % de la VALEUR INITIALE DÉCLARÉE), et à
« payer pour chacune de ces augmentations d'existences, une augmentation de prime de... francs (calculée dans la même proportion que celle adoptée pour
« les augmentations d'existences). »

Il est également prévu que l'augmentation du total des existences peut résulter, soit de l'augmentation de valeur des risques anciens, soit de l'introduction de risques nouveaux. Nous avons déjà vu les clauses prévues à cette occasion quant à l'augmentation des existences ; il en existe parfois de semblables à propos de l'augmentation des primes, par exemple la clause suivante, qui vient compléter la clause relative à l'augmentation des existences :

AVENANTS D'AUGMENTATION

« Les avenants d'augmentation de la valeur des existences, conformément aux stipulations du contrat, ainsi que les avenants d'augmentation du capital assuré, seront faits aux conditions du contrat.

« Par contre, en cas d'introduction de risques nouveaux, l'affaire sera entièrement remaniée et traitée comme une affaire nouvelle.

« De même, aucun abaissement des conditions de primes stipulées dans le contrat ne sera consenti. En cas d'amélioration du risque, s'il apparaît qu'on peut demander une prime inférieure à celle en cours, l'af-

« faire sera entièrement remaniée et traitée comme une affaire nouvelle. »

Bien entendu, au cas où la variation dans le chiffre des existences se résoudrait en une *moins-value importante*, au moins égale à 10 % des existences, l'assuré a le droit de demander à l'assureur un avenant, consacrant cette diminution de 10 % survenue dans le montant des existences ; l'avantage qu'il en retirera sera une diminution correspondante de 10 % de la prime, diminution calculée évidemment sur la prime totale, et prévue par une clause de ce genre :

DIMINUTION DES EXISTENCES

« Chaque réduction s'élevant à... francs (au maximum « 10 % de la VALEUR INITIALE DÉCLARÉE) sur le montant des existences, donnera lieu à une réduction de « prime de... francs (calculée dans la même proportion « que celle adoptée pour les augmentations d'existences), sans ristourne sur la prime de l'année d'assurance en cours, ni aucune indemnité à payer par « l'assuré du fait de ces réductions. »

Il est bien spécifié que la réduction de prime ne sera réalisée qu'à l'échéance de la prime. Il est vrai que rien n'empêche l'assuré d'attendre cette même échéance pour déclarer l'augmentation d'existences, l'augmentation de primes n'étant pas obligatoire à un moment donné ; seule la crainte de la sanction de la règle proportionnelle joue. Pour la réduction, au contraire, l'assuré devra attendre l'échéance ; en compensation, l'assureur ne pourra jamais réclamer une indemnité pour le préjudice qu'il pourrait ressentir du fait de cette réduction.

Pour le calcul de ces tranches de 10 % de la prime, le système est identique à celui employé pour le

calcul des tranches d'augmentation : *on se base uniquement sur la valeur de la prime telle qu'elle ressort de la police : ce sera toujours 10 % DE LA PRIME INITIALE, sans tenir compte des variations qui ont pu survenir depuis la signature du contrat.*

De même, à cause de la similitude de situation, il est en général spécifié que « *les augmentations ou réductions d'existences n'entraîneront aucune modification du montant du capital assuré* ».

De la sorte, toute difficulté d'interprétation est évitée. Cette solution est formellement prévue par la clause suivante déjà citée :

« Toutefois, il demeure entendu que les augmentations ou réductions d'existences n'entraîneront aucune modification du montant du capital assuré. »

CHAPITRE TROISIEME

L'ASSURANCE DE FEUX SUCCESSIFS

(« DEUXIEME FEU », « TROISIEME FEU », ETC...)

L'assurance de « Feux successifs » (au Deuxième, Troisième... Feu) est une assurance complémentaire d'une assurance « au Premier Feu », jugée insuffisante. C'est une assurance contractée jusqu'à concurrence d'un capital déterminé (capital assuré « au Deuxième, Troisième Feu ») ; elle ne produit effet qu'après épuisement de la garantie donnée par les assureurs qui ont délivré les « Feux précédents ».

On peut dire que ces assurances de « Feux précédents » jouent le rôle de franchises d'avarie : une assurance « au Premier Feu » combinée avec une franchise d'avarie importante sera donc semblable à une telle assurance « au Deuxième Feu » ; une assurance « au Deuxième Feu » est une assurance « au Premier Feu » qui bénéficie d'une franchise d'avarie importante.

On ne voit pas très bien, à première vue, quelle peut être l'utilité de ces « Feux successifs ». Si l'assurance « au Deuxième Feu » est contemporaine d'une assurance « au Premier Feu », pourquoi ne pas avoir contracté immédiatement un « Premier Feu » pour un capital égal à celui des deux polices réunies ?

Si l'assurance « au Deuxième Feu » est faite postérieurement pour compléter un « Premier Feu » devenu insuffisant, pourquoi n'avoir pas tout simplement augmenté ce capital « Premier Feu » ?

La réponse se trouve dans les considérations financières qui ont guidé l'assuré dans son choix. Il est évident qu'il ne choisira la combinaison du « Deuxième Feu » que s'il y trouve une économie de primes, ou quelque autre avantage : par exemple, le premier assureur ne voulant pas augmenter le capital assuré « au Premier Feu », l'assuré s'adresse à un second, ou toute autre raison pratique ; nous reverrons d'ailleurs ce problème tout à l'heure.

*
* *

Mais étudions d'abord la forme et les clauses principales d'un contrat « au Deuxième Feu ». Un tel contrat est rédigé exactement comme un contrat « au Premier Feu ». Le capital assuré représente toujours le montant maximum de l'engagement de l'assureur ; toutefois *l'assureur n'intervient pas dès le sinistre, mais seulement en cas d'insuffisance des Feux antérieurs souscrits par l'assuré.*

Il est en général annexé à la police un intercalaire, prévu par la décision précitée du Comité mixte, et dont les clauses sont les mêmes que celles de l'intercalaire prévu pour un contrat « Premier Feu ». Une seule différence existe, à propos de la *franchise d'avarie*. Celle-ci acquiert dans l'assurance « au Deuxième Feu » une importance plus grande encore que dans l'assurance « au Premier Feu », et par suite la franchise n'est jamais limitée à une somme forfaitaire. En effet, l'intercalaire contient toujours une clause ainsi rédigée :

FRANCHISE D'AVARIE

« Les Compagnies assureurs de la présente police
« n'interviendront qu'après épuisement de la somme
« de francs..., garantie par priorité par d'autres assu-
« reurs, augmentée de la franchise d'avarie stipulée par
« lesdits assureurs. Toutefois, si cette franchise d'avarie
« était inférieure à un minimum de 1 pour 1.000 de la
« totalité des sommes assurées, les assureurs de la pré-
« sente police bénéficieraient du complément de fran-
« chise d'avarie nécessaire pour atteindre le minimum
« fixé ci-dessus.

« L'assuré s'interdit, sous peine de l'application des
« dispositions prévues par l'article 9 des conditions gé-
« nérales, de se faire garantir, par d'autres assureurs,
« pour le montant de la franchise d'avarie. »

Un exemple numérique va nous permettre de mieux comprendre comment se calcule la franchise d'avarie dans l'assurance « au Deuxième Feu ». Soit un « Premier Feu » de 5 millions, complété par un « Deuxième Feu » de 3 millions, la franchise d'avarie, établie conformément à la clause précitée, sera ainsi calculée :

1° Montant de la somme garantie « au Premier Feu », soit	5.000.000 »
2° Franchise d'avarie afférente à ce « Premier Feu », calculée sur la somme assurée à raison de 1 0/00 : 1/1000 de 5.000.000, soit	.5.000 »
3° Franchise d'avarie complémentaire jusqu'à concurrence de 1/1000 de la to- talité des sommes assurées (1/1000 de 8.000.000—1/1000 de 5.000.000), soit ...	3.000 »
	5.008.000 »

La franchise d'avarie « au Deuxième Feu » s'élè-
vera donc à un total de 5.008.000 francs.

On procédera de la même façon pour un « Troisième Feu », un « Quatrième Feu »...

Comment calculer la prime due pour une assurance « au Deuxième Feu » ? *Normalement, la prime d'une assurance « au Second Feu » doit représenter la différence existant entre la prime de l'assurance « au Premier Feu » dont le montant serait égal au total des sommes assurées, et la prime de l'assurance « au Premier Feu » réellement contractée. Telle est la prime de base. Mais étant donné la grande importance de la franchise d'avarie, un rabais souvent considérable sera accordé, en considération de cette diminution du risque couru par l'assureur.*

C'est justement ce rabais possible, et généralement consenti, qui permet à l'assuré de trouver avantage à signer un « Second Feu » plutôt qu'à augmenter le capital souscrit dans le contrat « Premier Feu » pré-existant. Remarquons, et c'est là quelque chose de fort important qui échappe d'ordinaire à l'assuré, qu'un « Deuxième Feu » ne peut nullement permettre de pallier à une augmentation des existences ; en effet, malgré le « Deuxième Feu », l'assuré devra toujours déclarer l'augmentation au premier assureur. Mais il peut arriver que l'assuré, pour une cause quelconque, juge nécessaire d'augmenter le capital assuré, lequel n'est nullement modifié par les variations survenues dans le montant des existences.

C'est alors que l'assuré a le choix entre deux procédés : ou bien il augmentera le capital assuré « au Premier Feu », au moyen d'un avenant à ce contrat, ou mieux encore, par la confection d'une nouvelle police venant se substituer à l'ancienne — ou bien il contractera une police « au Deuxième Feu », dont le capital lui sera versé en cas d'insuffisance du

capital assuré « au Premier Feu ». C'est à l'assuré de choisir entre ces deux solutions celle qui est la plus pratique... et surtout la plus économique. Aucune règle ne peut être indiquée ; c'est essentiellement une question d'espèce, dépendant uniquement des circonstances, du genre d'affaires, etc..., et aussi, dans beaucoup de cas, de la façon dont a été établi le « Premier Feu ». En général, si le capital assuré a été calculé d'une façon rationnelle, eu égard à l'importance totale des biens assurés, à leur répartition et au risque qu'ils présentent, l'assurance « au Deuxième Feu », donnant à l'assuré une garantie supplémentaire, et ne présentant pour l'assureur qu'un risque minime, pourra être souscrite à des conditions très avantageuses.

Mais la question est alors de savoir s'il n'aurait pas été tout de suite plus simple, et, au fond, plus économique, de contracter tout de suite une assurance ordinaire, donnant une garantie bien plus complète pour la totalité des valeurs assurées. Le prix en aurait peut-être été un peu plus élevé, pas sensiblement le plus souvent, mais la sécurité serait bien plus grande. Car rien ne prouve qu'il ne faudra pas encore recourir à un complément de garantie pour un « Troisième Feu », un « Quatrième Feu »...

CHAPITRE QUATRIEME

L'ASSURANCE AU PREMIER RISQUE

(VOL, RESPONSABILITE)

Nous avons jusqu'ici étudié la dérogation à la règle proportionnelle, *en limitant cette étude à l'assurance contre l'incendie*. Nous avons donc étudié ce que l'on appelle généralement l'assurance « au Premier Feu », dérogation à la règle proportionnelle limitée au seul domaine de l'assurance contre l'incendie.

Mais nous savons d'autre part que le domaine de la règle proportionnelle ne se limite pas à la seule assurance contre l'incendie : on la retrouve à peu près dans toutes les branches d'assurances, même et y compris dans l'assurance de responsabilité, dans certains cas spéciaux.

Aussi trouve-t-on, dans les différentes branches où se rencontre la règle proportionnelle, des assurances consenties avec abandon de la règle proportionnelle ; il s'agit alors de ce que l'on est convenu d'appeler une ASSURANCE « AU PREMIER RISQUE », formule plus large que celle de l'assurance « au Premier Feu » qui n'est qu'un cas particulier, le plus fréquent et le plus important, il est vrai, de cette assurance « au Premier Risque ».

*
* *

L'assurance « au Premier Risque » est donc une assurance conclue avec abandon de la règle proportionnelle, l'assureur s'engageant à indemniser l'assuré de la totalité du dommage que lui cause le premier sinistre, jusqu'à concurrence du capital assuré « au Premier Risque », sans qu'il soit tenu compte, en principe, de la valeur totale des objets soumis au risque.

Telle est aussi l'opinion de M. Sumien, qui déclare ⁽¹⁾ :

« Le plus grand nombre des sinistres sont des sinistres partiels et la destruction totale n'est que l'exception, surtout lorsqu'il s'agit de risques garantis cumulativement dans la même police (allusion aux « polices combinées »). Aussi les parties stipulent-elles de plus en plus fréquemment que l'assureur s'engage à verser, jusqu'à concurrence de la somme assurée, en cas de sinistre partiel, ou en cas de sinistre frappant un seul risque, lorsque plusieurs risques sont garantis cumulativement dans la police, une indemnité égale au dommage subi, quel que soit le montant de la valeur assurée. »

L'assurance « au Premier Risque » correspond bien à cette définition, et tout ce que nous avons dit au sujet de l'assurance « au Premier Feu » peut s'appliquer à l'assurance « au Premier Risque ». Sauf quelques détails, les principes sont les mêmes, ainsi que leur application, qui se traduit dans les contrats « au Premier Risque » par des clauses semblables à celles insérées dans les contrats « au Premier Feu ».

L'assurance « au Premier Risque » est bien une

(1) SUMIEN, *Traité...*, *Op. cit.*, 4^e édition, n° 137, p. 76.

« *assurance partielle* », ou plus exactement une *assurance dans laquelle la somme assurée n'est pas égale à la totalité des choses soumises au risque*. (Nous verrons plus loin ce qu'il faut entendre au juste par « *assurance partielle* »). Mais l'assuré ne peut procéder ainsi, et conserver pour lui une partie du risque, que parce qu'il pense n'avoir pas à redouter, en raison des circonstances (disposition des lieux, moyens de protection perfectionnés, dispersion et diversité des risques, etc...), un sinistre total, et qu'il croit, à tort ou à raison, pouvoir limiter la perte résultant d'un sinistre au capital assuré.

L'assurance « au Premier Risque » comporte donc, comme l'assurance « au Premier Feu », et pour les mêmes raisons, une *déclaration des existences*, et, conséquence logique, une *déclaration des augmentations d'existences* lorsqu'elles atteignent une certaine importance (laquelle est généralement fixée à 10 % du montant total des existences).

Le contrat est évidemment *conclu avec abandon de la règle proportionnelle* : le dommage subi sera réparé, jusqu'à concurrence du capital assuré, quel que soit le rapport existant entre ce capital et la somme assurée. C'est en effet là le caractère principal de l'assurance « au Premier Risque ».

Mais il est aussi le plus souvent stipulé qu'au cas de déclaration insuffisante de la valeur des existences, ou au cas de non déclaration des augmentations d'existences importantes, *il sera fait application d'une nouvelle règle proportionnelle* : en vertu de celle-ci, l'indemnité versée subira une réduction proportionnelle, calculée d'après le rapport existant entre les primes versées et les primes qui auraient dû être versées en cas de déclarations exactes, suivant la formule déjà étudiée pour le « Premier Feu » :

Capital assuré « au Premier risque » $\times$ Prime perçue
Indemnité = _____.

Prime réellement due

Lorsque le montant du sinistre n'atteint pas ce capital assuré, la formule devient :

Montant du dommage $\times$ Prime perçue.
Indemnité = _____.
 Prime réellement due

De même, il est en général stipulé une *restitution de la prime*, la garantie donnée par l'assureur étant plus ou moins épuisée par le sinistre survenu, dans la mesure où il y a eu versement d'une indemnité.

Une clause prévoit également, dans la plupart des polices « Premier Risque », une *franchise d'avarie*, dont le taux est calculé sur le total des existences, ce taux variant évidemment suivant le genre d'assurances ; il peut d'ailleurs arriver que cette franchise d'avarie soit fixée à une somme forfaitaire.

Enfin, la prime est calculée comme dans l'assurance « au Premier Feu » : ou bien on se basera sur le chiffre total des existences, la prime due étant alors la même que s'il y avait assurance en valeur totale ; mais il faut parfois ajouter une surprime de 10 % pour abandon de la règle proportionnelle ; puis opérer une réduction dégressive, variable et calculée d'après le rapport existant entre le capital assuré « au Premier Risque » et la valeur totale des existences.

Ou bien, on calculera la prime d'après le seul capital assuré « au Premier Risque », le taux de prime étant alors sensiblement majoré, et la prime ainsi obtenue subissant le plus souvent une majoration de 10 % pour abandon de la règle proportionnelle. De telle sorte que le résultat obtenu est à peu près le

même, quel que soit le mode de calcul employé ; résultat très logique, le risque couru par l'assureur restant le même, il est naturel que le prix du risque, représenté par la prime, soit le même dans les deux hypothèses ; c'est d'ailleurs une nécessité, si l'on veut éviter que l'assurance « au Premier Risque » ne nuise à l'équilibre financier des assureurs.

Bien entendu, l'assurance « au Premier Risque » est également soumise, en principe, tout comme l'assurance « au Premier Feu », à une *triple taxe*, toutes les fois du moins que l'on aurait pu envisager une assurance en valeur totale au lieu d'une assurance « au Premier Risque », c'est-à-dire toutes les fois que l'assurance « au Premier Risque » réalise l'abandon de la règle proportionnelle : nous reverrons ce problème plus en détail dans notre troisième partie.

Les modalités d'assurance « au Premier Risque » étant ainsi précisées, voyons-en le domaine. Cette assurance se rencontre à peu près dans toutes les branches d'assurance.

Cependant son domaine préféré, en dehors de l'assurance-incendie précédemment étudié, est celui de l'assurance-vol ; on la rencontre aussi assez fréquemment dans l'assurance contre les accidents et, d'une façon plus générale, dans les assurances de responsabilité.

Mais il existe également quelques cas particuliers, dans lesquels l'assurance « au Premier Risque » fut appelée à rendre de grands services, à raison de circonstances exceptionnelles.

C'est ainsi que pendant la guerre de 1914-1918, on a beaucoup usé du « Premier Risque » dans les assurances de bombardement ⁽²⁾. En effet, les bâti-

(2) SUMIEN, *Traité...*, *Op. cit.*, 3^e édition, n° 136, p. 72.

ments exposés à ce risque étaient très nombreux ; ils présentaient une très grande valeur, tant par eux-mêmes que par les marchandises abritées, et d'autre part, le risque avait de grandes chances d'être assez limité et assez peu élevé, eu égard à la grande valeur totale des existences. D'où la pratique fort répandue des assurances « au Premier Risque » dans les assurances de bombardement. Il y eut même un procès à propos de l'un de ces contrats : Paris, 2 mars 1923, *Argus* du 19 août 1923.

On admettait aussi autrefois que le domaine de prédilection de l'assurance « au Premier Risque » était l'assurance de chemin de fer, et le contrat de réassurance ⁽³⁾.

On rencontre aussi parfois l'assurance « au Premier Risque » dans l'assurance maritime, où cependant s'applique en principe la règle proportionnelle ⁽⁴⁾. C'est ainsi qu'une décision fut rendue, visant un tel contrat au « Premier Risque » en matière d'assurances maritimes : *Dalloz Périodique*, 1925. 2, 22.

De même l'assurance « au Premier Risque » a été pratiquée dans une branche assez particulière d'assurance, l'assurance-crédit. C'est ainsi qu'un contrat de ce genre a donné lieu à un procès, jugé le 3 juillet 1905, par la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation, et rapporté dans les *Pandectes françaises*, 1906. 1. 95, et dans *Sirey*, 1907, 1. 283 ⁽⁵⁾.

Mais le principal domaine de l'assurance « au Pre-

(3) Voir les différents extraits des auteurs parlant favorablement de l'Assurance « au Premier Risque » cités dans notre Première Partie.

Pour le Contrat de Réassurance, voir plus spécialement DALLOZ, *Répertoire Pratique, Assurances*, n° 110, p. 812.

(4) BORGEL, *Des Assurances Maritimes sur Polices Flottantes*.

(5) Cité par WEENS, *Op. cit.*, *Revue Générale des Assurances Terrestres*, 1930, p. 51.

mier Risque » comprend (en dehors de l'assurance « au Premier Feu » en matière d'assurance contre l'incendie), les assurances contre le vol, toutes les assurances de choses lorsqu'elles comportent à titre accessoire une garantie contre les risques d'incendie ou de vol, et les assurances de responsabilité lorsqu'elles sont à « responsabilité indéterminée » (6).

SECTION I

L'ASSURANCE AU PREMIER RISQUE DANS L'ASSURANCE CONTRE LE VOL (7)

« L'assurance contre le vol est un contrat par lequel, moyennant le versement d'une prime, l'assureur s'engage, en cas de vol dans les conditions prévues, à verser à l'assuré une indemnité représentative de la valeur de l'objet volé et dont le montant ne pourra excéder la valeur de la chose au jour du sinistre » (8).

Il existe plusieurs sortes d'assurance-vol :

1° L' « assurance directe », par laquelle l'assuré est indemnisé du dommage que lui cause le vol (soustraction frauduleuse) de l'un de ses biens.

2° L' « assurance de responsabilité », par laquelle

(6) SUMIEN, *Traité...*, *Op. cit.*, p. 75 ; GODART et PERRAUD-CHARMANTIER, *Op. cit.*, p. 148, n° 502.

(7) Sur ce point, voir : HAMONIC, *L'Assurance-Vol*, n° 52 et 82 ; PAPOT, *Op. cit.*, p. 141 à 144 ; « La Prime » du 16 février 1936, p. 104 ; WILHELM, *Contribution à l'Etude du Vol*, p. 42 et 47 ; LEFORT, *L'Assurance contre le Vol*, p. 52, 76, 89 ; SUMIEN, *Op. cit.*, 3^e édition, p. 531 ; WARENGHIEN *L'Assurance contre le Vol en France et à l'Etranger*, p. 259 ; MIRIMONDE (A. de), *Op. cit.*, p. 100 ; HÉMARD, *Op. cit.*, t. I, p. 136, n° 513, et p. 189, n° 459 ; « Argus » du 10 octobre 1936, article de M. GIUSEPPE SCARPELLON ; TRIPIER, *Etude sur l'Assurance contre le Vol*, p. 69, 229, 299.

(8) HAMONIC, *Op. cit.*, p. 3.

l'assuré est indemnisé du préjudice que lui cause le versement des dommages-intérêts qu'il doit effectuer entre les mains du propriétaire des objets volés, parce qu'il est responsable des objets confiés à sa garde, ou parce qu'il répond des actes du voleur.

3° *L' « assurance-vol associé à d'autres risques »*, dans les « polices combinées », la même police garantissant l'assuré à la fois contre plusieurs risques différents: vol et incendie, par exemple ; assurance transport (vol, incendie, responsabilité) ; assurance tous risques...

Mais un contrat d'assurance-vol peut, en outre, revêtir trois formes différentes, quant à l'étendue de la responsabilité de l'assureur :

1° *L' « assurance en valeur totale »*, dans laquelle l'assuré fait assurer la totalité des valeurs soumises au risque ; l'assureur est alors tenu pour la totalité des existences.

2° *L' « assurance en valeur partielle »*, dans laquelle l'assuré n'a fait assurer qu'une partie seulement des biens soumis au risque, cette partie assurée représentant une quote-part bien définie et convenue dans le contrat : le $\frac{1}{4}$, le $\frac{1}{3}$, la $\frac{1}{2}$ de la valeur totale ; la garantie s'étend à l'ensemble des valeurs assurées pour une somme limitée au $\frac{1}{4}$, au $\frac{1}{3}$, ou à la $\frac{1}{2}$ de la valeur totale. Bien entendu, la règle proportionnelle reste applicable en cas de sous-assurance.

3° *L'assurance « au Premier Risque »*, qui couvre elle aussi la totalité des objets soumis au risque, mais seulement jusqu'à concurrence du capital assuré. Cependant on ne tient pas compte du total des existences, l'assureur étant obligé d'indemniser l'assuré de la totalité du préjudice subi, quel que soit le rap-

port existant entre la somme assurée et la valeur totale des existences.

4° *L' « assurance valeur agréée »*, que nous citons pour mémoire. Dans ce genre d'assurance, les parties, au moment de la signature du contrat, estiment d'un commun accord la valeur des objets assurés. C'est cette estimation qui servira de base pour calculer l'indemnité versée à l'assuré en cas de sinistre, sans qu'il soit fait application de la règle proportionnelle.

La règle proportionnelle est évidemment applicable à l'assurance « valeur totale », comme elle l'est à l'assurance « valeur partielle ». En cas d'insuffisance de déclaration des existences entraînant une sous-assurance, l'assuré sera considéré comme son propre assureur pour l'excédent et il gardera pour lui une part proportionnelle du dommage.

Dans l'assurance « au Premier Risque » au contraire, telle qu'elle est pratiquée dans le contrat d'assurance-vol, la règle proportionnelle n'est jamais applicable. Non seulement, le contrat est conclu avec abandon de la règle proportionnelle, comme dans l'assurance « au Premier Feu », mais encore il n'existe pas dans le contrat assurance-vol « au Premier Risque » de sanction pouvant entraîner la réapparition d'une nouvelle règle proportionnelle en cas d'insuffisance de déclaration d'existences. L'abandon de la règle proportionnelle n'est plus conditionnel, comme dans l'assurance « Premier Feu », c'est un abandon *absolu*, pour la bonne raison que dans l'assurance-vol « au Premier Risque », *il n'y a jamais déclaration des existences, parce qu'une telle déclaration ne serait pas possible*, par suite des genres de contrats dans lesquels se rencontre cette assurance-vol « au Premier Risque ».

Cette assurance « au Premier Risque » n'est géné-

ralement accordée que s'il y a « unité de risques » (la même règle s'applique dans l'assurance « Valeur Partielle »). Par conséquent, si les risques assurés se trouvent dans des bâtiments distincts, l'assurance « au Premier Risque » ne pourra pas être utilisée, et il faudra recourir à l'assurance en valeur totale. Quelquefois, cependant, l'assureur permettra de faire couvrir par la même police plusieurs risques distincts, situés dans des corps de bâtiments ne faisant pas partie d'un même ensemble. Dans ce cas, chaque risque sera tarifié à part, d'après ses propres capitaux, et l'addition des primes afférentes à chaque risque donnera la prime totale.

De même, l'assurance « au Premier Risque » offrant à l'assuré l'avantage de l'abandon complet de la règle proportionnelle n'est accordée que moyennant une surprime, d'ailleurs justifiée, comme dans l'assurance « au Premier Feu », par la nécessité de proportionner la prime au risque. Le taux de la prime est calculé nécessairement sur le capital assuré, puisqu'il n'y a pas de déclarations d'existences. Le taux varie évidemment avec l'importance de ce capital assuré, d'après un barème dégressif. Lorsque l'assureur bénéficie d'une franchise d'avarie importante, il offre en compensation une réduction de prime.

Voyons donc maintenant les différents cas d'application de l'assurance-vol « au Premier Risque » : *elle est exclusivement limitée aux seules assurances contre le vol des espèces, billets de banque, titres et valeurs, et aux assurances couvrant le risque de détériorations immobilières.*

Pour toutes les polices d'assurance-vol relatives à d'autres choses, il faut toujours recourir à une assurance « valeur totale », avec, toutefois, pour cer-

taines catégories, l'atténuation de cette rigueur par la faculté, accordée parfois par l'assureur, d'utiliser une police « valeur partielle ».

I. — ASSURANCE DES MAISONS PARTICULIÈRES ET APPARTEMENTS

L'assuré qui veut assurer contre ce vol les objets contenus dans son logement doit déclarer la valeur totale du mobilier, sauf si ce dernier dépasse une valeur importante, auquel cas il pourra utiliser l'assurance « valeur partielle ».

Mais l'assureur limite sa garantie pour diverses catégories d'objets, en recourant à certaines formes d'assurance : c'est ainsi qu'il assure seulement « au Premier Risque », et jusqu'à concurrence d'un capital déterminé, certains objets, particulièrement exposés, savoir :

1° Les BILLETS DE BANQUE ET ESPÈCES, à condition qu'ils soient placés dans des meubles fermant à clef, jusqu'à concurrence d'un maximum de 3.000 francs.

2° Les TITRES ET VALEURS, placés dans des meubles fermant à clef, jusqu'à concurrence d'un maximum de 25.000 francs.

3° Les BILLETS DE BANQUE, ESPÈCES, TITRES ET VALEURS, placés dans un coffre-fort agréé par l'assureur, jusqu'à concurrence du capital assuré « au Premier Risque », mais sans maximum, avec taux décroissant d'après l'importance de ce capital.

4° Les DÉTÉRIORATIONS IMMOBILIÈRES, le minimum assurable étant de 1.000 francs.

Il est à remarquer :

1° Que l'assurance des objets compris aux paragraphes 1 et 2 n'est pas accordée, au delà de 3 mois d'habitation.

2° Qu'une surprime est exigée, pour les objets du paragraphe 3, pour chaque mois *supplémentaire à 3 mois d'inhabitation*.

3° Qu'il peut arriver, très rarement d'ailleurs, et seulement à raison de circonstances exceptionnelles, qu'on permette le groupement du mobilier, des bijoux et de l'argenterie, qui sont alors assurés également « au Premier Risque », jusqu'à concurrence d'un maximum généralement assez faible.

4° Que par « *détériorations immobilières* », il faut entendre les détériorations que les voleurs peuvent faire subir aux volets, portes, etc..., en s'introduisant dans la place (les « *détériorations mobilières* » résultant du vol sont comprises dans la garantie générale).

5° Que si les espèces assurées sont composées de traites, effets de commerce, warrants, titres nominatifs ou toutes autres valeurs commerciales plus difficilement négociables que les billets de banque, l'assureur accorde parfois une diminution de prime.

II. — ASSURANCE DES BANQUES, BUREAUX, COFFRES-FORTS

Il s'agit de l'assurance contre le vol des titres et valeurs, billets de banque, espèces monnayées, etc., contenus dans les banques, dans les bureaux, etc. C'est là un très grand risque, difficile à évaluer; aussi les assureurs limitent-ils leur responsabilité en ne délivrant, pour couvrir ce risque, qu'une « police au Premier Risque », dont voici un spécimen :

ARTICLE PREMIER. — « La Compagnie assure, aux
« lieux indiqués dans la police, contre le vol, la des-
« truction et la détérioration, le contenu des coffres-
« forts décrits aux conditions particulières, en cas d'ef-
« fraction, ou d'enlèvement hors des locaux assurés,

« desdits coffres-forts par toute personne ayant pénétré
« indûment dans les locaux assurés.

« Sauf stipulation spéciale, le contenu des soubasse-
« ments n'est pas compris dans l'assurance.

« *La Compagnie peut assurer hors coffres-forts, les*
« *billets de banque et les espèces monnayées constituant*
« *la petite caisse, jusqu'à concurrence d'une somme de*
« *cinq mille francs sous réserve que ces billets ou es-*
« *pèces soient placés dans un meuble fermé à clef.*

« L'assurance peut s'étendre, moyennant stipulation
« particulière, aux détériorations causées, à l'occasion
« d'un vol ou d'une tentative de vol, aux coffres-forts
« et aux bâtiments ou locaux renfermant les coffres-
« forts.

« *La présente assurance n'est pas sujette à l'applica-*
« *tion de la règle proportionnelle.* »

C'est là une assurance fort complexe, pour la-
quelle des multitudes de cas sont prévus : en voici
quelques exemples :

ASSURANCES « PREMIER RISQUE »

1° COFFRES-FORTS DE BONNE MARQUE en acier et

	TAUX
pesant au moins 200 kilogrammes :	« „
Jusqu'à 20.000 francs	1,25
de 21.000 à 50.000 francs	1,00

2° COFFRES-FORTS DE PREMIÈRE MARQUE en acier et pesant au moins 400 kilogrammes :

Jusqu'à 50.000 francs	0,70
de 51.000 à 100.000 francs	0,50
de 101.000 à 500.000 francs	0,40
de 501.000 à 1.000.000 de francs	0,30
au-dessus de 1.000.000 de francs	0,25

(9) Tous ces taux sont donnés à titre purement indicatif.

	TAUX ‰
3° COFFRES-FORTS DE PREMIÈRE MARQUE dans des caveaux ou des chambres fortes :	
Jusqu'à 500.000 francs	0,25
de 501.000 à 1.000.000 de francs	0,20
de 1.000.000 à 2.000.000 de francs	0,18
au-dessus de 2.000.000 de francs	0,15

Réductoin de 50 % sur les tarifs des paragraphes 2 et 3 pour les valeurs nominatives et effets de commerce.

Réduction de 20 % pour la garantie en coffres-forts placés dans des bureaux gardés la nuit.

Lorsque les coffres-forts sont placés dans des bureaux dépendant d'établissements industriels : majoration de 20 %.

4° ESPÈCES, BILLETS DE BANQUE, dans des meubles fermés à clef : maximum à assurer : 5.000 fr. 5,00

5° PAPIERS TIMBRÉS, TIMBRES-POSTE ET D'ACQUIT dans des meubles fermés à clef

6° MOBILIER ET AGENCEMENT, y compris les coffres-forts 1,00

7° DOSSIERS, ARCHIVES, REGISTRES ET DOCUMENTS de toutes sortes relatifs à la profession de l'assuré :

Jusqu'à 10.000 francs

de 11.000 à 20.000 francs

de 21.000 à 50.000

au-dessus de 50.000 francs

8° EXTENSION DE GARANTIE : Moyennant stipulation spéciale et la perception d'une surprime de la Compagnie peut étendre sa garantie aux vols avec effraction commis par les employés, domestiques ou autres personnes aux gages de l'assuré. 0,05

9° COUP DE CHANTILLY ou vol à main armée commis par les tiers étrangers au personnel et pendant les heures de travail, avec violences ou menaces mettant en danger la vie des employés présents.

Condition de la garantie : Présence d'au moins deux employés :

	TAUX
	‰
Jusqu'à 50.000 francs	1,90
de 51.000 à 200.000 francs	0,75
au-dessus de 200.000 francs	0,50
10° INCENDIE EN COFFRE-FORT (en complément de l'assurance-vol) :	
Jusqu'à 50.000 francs	0,50
de 51.000 à 100.000 francs	0,35
de 101.000 à 1.000.000 de francs	0,25
au-dessus de 1.000.000 de francs	0,20

III. — ASSURANCE CONTRE LE VOL SUR LA PERSONNE

Il s'agit en l'occurrence d'assurer contre le vol des espèces, titres, valeurs et billets de banque portés par la personne assurée (garçon de recettes, encaisseur, etc.).

C'est là une assurance offrant beaucoup de risques pour l'assureur. S'il n'y a qu'un seul assuré, il sera nommément désigné dans la police.

Ce peut être une « police sur », garantissant contre le vol *par simple enlèvement* — on exige d'ailleurs parfois une agression — elle sera le plus souvent combinée avec une « assurance infidélité ». Ce peut être aussi une « police sur et par », combinée avec une assurance de détournement (la police est dite « par » quand elle couvre l'assuré contre le vol commis par suite d'*événements de force majeure*, accident de la circulation, embolie, etc.).

Souvent, vu la difficulté que présenterait l'obligation de désigner nommément la personne couverte par l'assurance, on admet que la police s'applique pour des personnes non dénommées.

De plus, dès que l'assuré est une banque ou toute autre société d'une certaine importance, employant plusieurs encaisseurs, garçons de recettes, etc., la pratique est d'employer une « police collective », qui garantit l'ensemble du personnel susceptible de

courir ce risque et d'être l'objet d'une agression, d'un meurtre ou de simples violences caractérisées commis dans le but de soustraire les valeurs transportées par ce personnel. Le nombre des personnes assurées doit être fixé dans la police et il ne peut pas être augmenté sans l'assentiment de l'assureur.

D'autre part, *un maximum de capital assuré est fixé par employé*, aucun de ceux-ci ne devant être porteur, pour quelque cause que ce soit, d'une somme supérieure à ce capital. S'il y a contravention à cette disposition, l'assureur ne dédommagera l'assuré que dans la limite maxima du capital assuré. Très souvent d'ailleurs la police exigera que la personne assurée soit armée et accompagnée, dès qu'elle transporte une somme importante, le minimum à partir duquel l'accompagnement est exigé pour que la garantie joue étant alors précisé dans la police. En outre, la police contient très souvent une disposition fixant un *maximum de garantie par an*, indépendant du maximum annuel, l'assureur ne voulant pas verser à l'assuré, dans une période d'un an, une somme supérieure à cet engagement maximum : *quel que soit le nombre des sinistres, le total des indemnités versées dans l'année sera limité à cette somme*. Si l'assuré la juge insuffisante, il devra contracter une seconde, une troisième police auprès d'autres assureurs.

Voici un exemple de police d'assurance contre le vol sur la personne :

ARTICLE PREMIER. — La Compagnie assure les objets portés par les personnes désignées aux conditions particulières ci-contre :

- 1° Les vols commis sur ces personnes avec meurtre, tentative de meurtre ou violences dûment établies ;
- 2° Les pertes dûment justifiées subies par ces per-

sonnes par suite d'un événement de force majeure, tel qu'un accident de circulation.

La présente assurance n'est pas sujette à l'application de la règle proportionnelle.

ARTICLE 2. — La Compagnie couvre ces pertes ou vols à condition qu'ils soient survenus au cours de la circulation dans l'exercice normal des fonctions pour lesquelles les personnes ci-après ont été assurées.

Sauf conventions spéciales, l'assurance ne produira ses effets que dans la ville où est établi l'assuré.

ARTICLE 3. — La Compagnie ne couvre pas :

1° Les pertes ou vols survenus à la faveur d'une guerre étrangère ou civile, d'un mouvement populaire, d'une grève, émeute, tremblement de terre, éruption volcanique ou autre cataclysme, d'un incendie, d'une explosion ou inondation ;

2° Les vols commis par les membres de la famille de l'assuré visés à l'article 38 du Code pénal ;

3° Les pertes et vols dont seraient victimes soit les préposés qui auraient déjà, à la connaissance de l'assuré, été reconnus coupables de vols, soit les personnes âgées de moins de seize ans ou, sauf stipulation spéciale, du sexe féminin.

La prime est calculée d'après un barème dont voici un exemple, à titre indicatif. D'autre part, il est joint à ce tarif certaines observations, très importantes :

VOL SUR LA PERSONNE

avec meurtre, tentative de meurtre, violences dûment caractérisées et pertes par cas de force majeure.

A. — Assurance individuelle.

jusqu'à 25.000 francs	3,00
de 26.000 à 50.000 francs	2,50
de 51.000 à 100.000 francs	2,25
de 101.000 à 200.000 francs	2,00
au-dessus de 200.000 francs	1,80

B. — Assurance collective.

Le taux de cette assurance est déterminé dans le tableau ci-après suivant le taux de base fixé pour l'assurance individuelle et le nombre de personnes en circulation :

Taux de base ‰	NOMBRE DE PERSONNES EN CIRCULATION								
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
3	4.50	3.70	6.75	7.50	8.10	8.70	9 30	9.90	10.50

Le taux est *dégressif* avec le nombre de personnes assurées, en ce sens que pour 2 personnes, il n'est pas égal au taux pratiqué pour 1 personne, multiplié par 2.

OBSERVATIONS

Les taux ci-dessus (A et B) sont établis pour une circulation effectuée dans une ville ou dans sa banlieue immédiate.

Pour la circulation en campagne, il y a lieu de majorer la prime de 20 %. Dans le cas où la garantie devrait s'étendre à des voyages : consulter la direction.

Les employés chargés des transports des valeurs doivent être du sexe masculin et âgés de plus de 18 ans et de moins de 65 ans.

Il y a lieu de limiter le montant des espèces et billets de banque. Si cette somme dépasse 100.000 francs, la Compagnie exige en principe l'accompagnement du porteur.

Les taux indiqués en B s'entendent pour une *garantie globale* sur le groupe des personnes transportant les valeurs, étant entendu que la Compagnie peut être amenée à payer toute la somme assurée pour un seul sinistre atteignant une seule des personnes couvertes, mais la *somme assurée représente la limite d'engagement de la Compagnie pour une même année d'assurance*.

Après un sinistre, la garantie peut être reconstituée

aussitôt sur demande, l'assuré devant alors payer une prime de reconstitution proportionnelle au chiffre du sinistre présumé (sauf réajustement ultérieur) et au temps restant à courir de l'année d'assurance.

L'assurance-vol sur la personne doit être liée à une assurance coffre-fort ou marchandises en magasin.

IV. — ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE
DES AUBERGISTES ET HÔTELIERS
EN CAS DE VOL D'EFFETS DES VOYAGEURS

Cette assurance couvre la responsabilité de l'hôtelier en tant que dépositaire, telle qu'elle résulte des articles 1952 à 1954 du Code civil. D'ailleurs, une loi du 8 avril 1911 a modifié l'article 1953 C. C., en limitant cette responsabilité à mille francs pour les espèces monnayées, les valeurs, les titres, les bijoux et les objets précieux de toute nature non déposés réellement entre les mains des aubergistes et hôteliers. Mais cette limitation n'est pas opposable au voyageur qui relève contre l'hôtelier une faute dans les termes de l'article 1382 C. C. (10).

L'assureur accorde, pour couvrir l'hôtelier contre ce risque, une police « au Premier Risque » qui ne garantit d'ailleurs qu'une somme minime par chambre. Une franchise d'avarie est généralement stipulée dans la police, qui contient aussi le plus souvent une clause obligeant l'hôtelier à rester son propre assureur dans une certaine proportion, d'ordinaire fixée à 20 %.

V. — ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE
DES PROPRIÉTAIRES
EN CAS DE VOL AU PRÉJUDICE DES LOCATAIRES

Le propriétaire est responsable si un cambriolage effectué chez l'un de ses locataires n'a été rendu

(10) LAGAN, *Op. cit.*, p. 283.

possible que par un défaut de fermeture, etc... ; il s'assure donc parfois contre ce risque.

Le propriétaire est également responsable s'il y a eu faute du concierge. Une surprime est alors exigée, si cette clause accentuant la garantie donnée par l'assureur est insérée dans la police.

Ces assurances sont le plus souvent accordées « au Premier Risque », l'engagement de l'assureur étant alors limité à un capital donné par appartement loué et par an.

VI. — ASSURANCE CONTRE LE VOL DANS LES VOITURES

Cette assurance garantit seulement le vol des objets appartenant à des tiers, car les objets appartenant au propriétaire ne sont assurés contre le vol que si la voiture est elle-même assurée contre le vol.

La responsabilité de l'assureur est limitée à une certaine somme par objet volé, avec un maximum par police. Il s'agit donc bien, en l'occurrence, d'une assurance « au Premier Risque ».

VII. — ASSURANCE CONTRE LES DÉTOURNEMENTS

Le risque garanti est celui de l'abus de confiance ou celui du détournement de fonds commis par un préposé au préjudice de son employeur, au cours de l'exercice de ses fonctions.

C'est un risque fort important, parfois dénommé « assurance de garantie » ou « assurance-infidélité ». Les Allemands la dénomment « *Entwendungsversicherung* » (assurance de détournement), les Anglais « *Guarantee Insurance* » ou « *Fidelity Insurance* ».

Le risque de détournement a ceci de caractéristique, qu'il ne résulte pas, le plus souvent, d'un seul sinistre ou d'un seul acte délictuel. Il se produit en général un *ensemble d'actes frauduleux*, avant que

l'assuré ne soit parvenu à déceler la fraude, d'où l'importance que peut revêtir le détournement, et le gros retard qu'il peut y avoir dans sa découverte.

Aussi l'assurance-détournement est-elle toujours une assurance « au Premier Risque ». La garantie de l'assureur est ainsi limitée à un maximum annuel, qu'elle ne saurait dépasser, ce maximum étant établi pour chacune des personnes assurées et nominativement désignées. En effet, ici tout particulièrement, la connaissance de la personne assurée présente pour l'assureur un intérêt considérable. Le capital assuré s'entend par an et par personne assurée.

Cette police revêt très souvent, elle aussi, la forme d'une « police collective » ; *elle garantit alors l'employeur, mandant ou déposant contre tout vol, détournement ou malversation commis par un employé ou un préposé quelconque dans l'exercice de ses fonctions.* On voit combien grande est la généralité de la garantie, mais la police exclut cependant, comme personne assurée, les parents (article 380 Code pénal) et les employés qui auraient déjà été reconnus coupables de l'une de ces fautes. La garantie de l'assureur est *limitée à un certain chiffre par sinistre* ; de plus, un second maximum de garantie annuelle est également apporté à l'engagement de l'assureur : à cet effet, il est stipulé que tout vol ou détournement doit être *imputé à la période annuelle d'assurance pendant laquelle il a été commis, quelle que soit la date de la découverte.* Mais un délai est alors fixé, pendant lequel toute déclaration doit obligatoirement être formulée pour être valable ; ce délai est en général de *douze ou quinze mois*, à compter du jour où le vol a été commis, et l'assuré ne sera jamais indemnité pour tout

vol ou tout détournement remontant plus avant. Enfin, dans le cas où le préposé visé par l'assurance quitterait son emploi, la durée du délai ci-dessus prévu est diminuée de ce fait : elle n'est plus que de *trois mois* à dater de la cessation de service, et il est précisé que l'assuré ne sera pas indemnisé pour un sinistre déclaré postérieurement à ce délai de trois mois. Tous ces délais sont établis pour obliger l'assuré à vérifier fréquemment sa comptabilité, de façon à limiter ainsi le risque de l'assureur, déjà bien assez important.

La prime est essentiellement variable, évidemment, suivant l'importance du risque, la plus ou moins grande liberté dont peuvent jouir les préposés, l'existence d'un cautionnement de garantie versé par les préposés, et son importance, etc., tous éléments susceptibles d'influer sur le taux de prime, établi d'ailleurs en considération du capital assuré par sinistre, et par an.

De nombreuses applications de cette assurance contre les détournements se rencontrent dans la pratique. C'est ainsi notamment que les assureurs délivrent fréquemment, pour garantir contre ce risque, une « police combinée », dont voici un exemple :

ASSURANCE CONTRE LE VOL SUR LA PERSONNE
LA PERTE PAR CAS DE FORCE MAJEURE
ET LES DETOURNEMENTS

OBJET ET ETENDUE DE L'ASSURANCE

ARTICLE PREMIER. — La présente police a pour objet de garantir l'assuré contre les risques ci-après désignés :

1° Vols dûment justifiés commis sur sa propre personne dans l'exercice de sa profession ou sur la personne de ses fondés de pouvoirs, caissiers, comptables, garçons de recettes, etc...

2° Pertes dûment justifiées...

3° Vols et détournements commis à son préjudice ou par ses préposés et employés, pendant qu'ils sont à son service.

Sont seules couvertes les personnes âgées de plus de dix-huit ans et moins de soixante-cinq ans, dont les noms et emplois sont indiqués dans les conditions particulières et dont les comptes, si elles ont la manipulation des fonds et valeurs, sont rendus chaque jour.

ARTICLE 2. — La garantie de la Compagnie peut s'appliquer, dans les conditions prévues à l'article précédent, aux vols, pertes et détournements d'espèces, de billets de banque, de titres et valeurs.

Elle peut aussi, lorsqu'il est fait mention aux conditions particulières, s'étendre aux vols, pertes et détournements des marchandises de toute nature et d'objets précieux.

Elle est limitée, par chaque période annuelle, à la somme fixée et assurée pour chaque personne nominativement désignée.

Les vols, pertes et détournements sont imputables à la période annuelle pendant laquelle ils ont été commis ou subis, quelle que soit la date de leur découverte.

ARTICLE 4. — Exclusions :

La Compagnie ne garantit pas :

C) Les vols et détournements (art. 1^{er}, § 1 et 3), commis par des membres de la famille de l'assuré (art. 380 C. pén.).

D) Les vols et détournements commis par des préposés ou employés que l'assuré savait s'être rendus coupables d'un précédent acte d'infidélité, antérieur ou non à la signature du contrat.

E) Les vols et détournements (art. 1^{er}, § 3) non déclarés à la Compagnie dans un délai de quinze mois à partir du jour où ils ont été commis, alors même qu'il s'agissait de délits continus, ceux-ci étant toujours réputés s'accomplir jour par jour.

F) Les vols et détournements (art. 1^{er}, § 3) commis

par des préposés ou employés qui, pour une cause quelconque et plus de quatre-vingt-dix jours avant la déclaration du sinistre, ont quitté le service de l'assuré ou ont cessé d'être compris dans l'assurance.

PAIEMENT DES INDEMNITÉS

ARTICLE 20. — Tout dommage donne lieu à une indemnité intégrale jusqu'à concurrence de la somme assurée.

Toutefois, dans le cas de vol ou détournement, prévu au § 3 de l'article 1^{er}, le montant du dommage est soumis à la déduction de toutes sommes dont l'assuré se trouve, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, débiteur envers le ou les coupables, ainsi que de toutes garanties et cautions fournies ; la différence constitue le chiffre de la perte, dont le montant est remboursé intégralement par la Compagnie dans les limites de la garantie fixée.

CONTINUATION DE L'ASSURANCE APRÈS SINISTRE

ARTICLE 25. — Par le seul fait du sinistre, le montant de la garantie, en ce qui concerne les articles atteints, se trouve d'office diminué, pour l'année d'assurance en cours, d'une somme égale à l'indemnité, et ce tant que l'assuré n'aura pas demandé, par lettre recommandée, la reconstitution de la garantie primitive, en s'engageant à verser soit par imputation sur l'indemnité de sinistre, soit directement, une prime proportionnelle au capital à reconstituer et au temps à courir du jour du sinistre jusqu'à la prochaine échéance de la prime ou, si la Compagnie use de son droit de résiliation après sinistre, jusqu'à la date de la cessation de la garantie.

Dans le cas de vol ou de détournement prévu au § 3 de l'article 1^{er}, l'assurance, à partir du moment où l'assuré a connaissance de leur infidélité, cesse de plein droit pour le ou les employés en cause.

Il existe évidemment d'autres types de polices-combinées ; il faut en effet un système assez souple pour s'adapter aux diverses situations qui peuvent se présenter dans la pratique.

De même, les assureurs délivrent fréquemment une « assurance contre le détournement de loyer » contractée par les propriétaires pour se garantir contre l'infidélité de leurs concierges, encaisseurs habituels du montant des loyers ; voici une police de ce genre :

ARTICLE PREMIER. — La Compagnie garantit l'assuré contre les détournements de loyers commis à son préjudice par ses employés ou préposés salariés, dans leurs fonctions d'encaisseurs de loyers dans les délais prévus aux conditions particulières. L'assurance peut s'étendre, par mention spéciale et moyennant surprime, à la disparition du montant des loyers encaissés par suite de :

a) Vol commis avec assassinat, tentative d'assassinat ou violences dûment établies sur la personne desdits encaisseurs de loyers, circulant dans l'exercice de leurs fonctions, dans un périmètre déterminé aux conditions particulières de la police ;

b) Perte éprouvée par les mêmes personnes, circulant comme il est dit ci-dessus, par suite d'événement de force majeure tels qu'accidents de circulation (sauf les cas prévus à l'article 4) ;

c) Vol commis par effraction, usage de fausses clefs, ou dans les conditions prévues à la lettre a ci-dessus, au domicile des mêmes personnes, par toute personne étrangère.

ARTICLE 2. — La garantie de la Compagnie est limitée, par chaque période annuelle, aux sommes fixées aux conditions particulières pour chacune des personnes nominativement désignées. Elle ne s'applique qu'aux détournements, vols ou pertes survenus pendant le cours de l'assurance.

ARTICLE 3. — La Compagnie ne couvre, en aucun cas, les détournements commis par des employés ou préposés ayant subi, antérieurement à la signature de la police, une condamnation pour vol, abus de confiance, escroquerie, ou autres faits similaires.

ARTICLE 4. — La Compagnie ne répond pas :

1° Des vols et pertes subis à l'occasion de guerres, insurrections, émeutes, troubles politiques ou grèves, tremblements de terre, incendies, explosions ou inondations ;

2° Des vols et détournements commis dans les conditions de l'article 380 du Code pénal.

VIII. — ASSURANCE DES COMPTABLES PUBLICS

Il s'agit ici de l'assurance que contracte un comptable, membre d'une administration publique, pour le cas où il serait rendu pécuniairement responsable à raison d'erreurs de comptabilité.

On trouve plus particulièrement :

1° *Une assurance contre les déficits de caisse des sous-ordre.*

Cette police couvre le comptable pour la responsabilité pécuniaire qu'il encourt s'il y a un déficit dans la caisse de ses subordonnés, déficit supérieur par hypothèse au cautionnement versé par le subordonné coupable de ce déficit. Une franchise d'avarie est d'ordinaire prévue, pour faire participer l'assuré à la perte, et l'obliger ainsi à vérifier soigneusement la caisse de ses employés.

2° *Une assurance contre le vol de l'encaisse.*

Cette responsabilité du comptable, établie par l'Instruction Générale de 1859, article 1271, est fréquemment mise en jeu, du fait de l'accroissement rapide des attaques contre les bureaux de poste, d'enregistrement, etc... Il s'agit évidemment d'une assurance « au Premier Risque », dont le montant est d'ailleurs éta-

bli en fonction de l'importance du bureau assuré. Une franchise d'avarie est prévue, qui laisse à l'assuré une part du dommage, l'incitant ainsi à faire preuve de vigilance.

Sont couverts les risques suivants :

A) Vols commis dans les bureaux du comptable ou à son domicile...

B) Vols commis dans ses bureaux pendant les heures de travail par toute personne étrangère à son personnel.

C) Vols commis sur la personne de l'assuré lui-même ou sur la personne de ses employés circulant dans l'exercice de leurs fonctions.

D) Pertes occasionnées par suite d'événements de force majeure, subis par les mêmes personnes circulant comme il est dit ci-dessus.

E) Vols et détournements commis par des employés dans l'exercice de leur emploi.

Nous avons ainsi examiné les principaux cas dans lesquels on trouve une assurance « au Premier Risque », soit dans l'« assurance-vol directe », soit dans l'« assurance-vol de responsabilité ». Il existe évidemment d'autres hypothèses dans lesquelles un assuré pourrait obtenir le bénéfice d'un « Premier Risque ». Mais il s'agit alors de cas d'espèces que nous n'avons pas à envisager ici...

SECTION II

L'ASSURANCE « AU PREMIER RISQUE » DANS LES ASSURANCES DE RESPONSABILITE

L'assurance de responsabilité est un contrat par lequel l'assureur garantit l'assuré contre tout dommage qu'il peut éprouver lorsqu'un tiers exerce con-

tre lui une action en responsabilité, tant à raison des frais engagés par l'assuré pour se défendre, qu'à qu'à raison des dommages-intérêts dont il peut être redevable envers ce tiers.

Cette assurance de responsabilité peut être contractée à l'occasion de certains risques connus et déterminés, pouvant atteindre certaines personnes ou certaines choses, à l'exclusion de toutes autres ; le montant probable du dommage étant alors calculable, l'assurance est dite « *assurance de responsabilité déterminée* ». Dans le cas contraire, c'est-à-dire lorsqu'il est impossible de prévoir quand sera mise en jeu la responsabilité de l'assuré, à quelle occasion, et pour quelle somme, l'assuré sera obligé de contracter une assurance dite « *assurance de responsabilité indéterminée* ».

Pour cette dernière catégorie d'assurance, l'assuré, manquant de toute base d'appréciation sérieuse et certaine pour fixer le montant maximum de l'engagement de l'assureur, se servira des diverses données qu'il peut avoir pour chiffrer la somme assurable. Par suite, l'assureur ne pourra jamais lui reprocher l'insuffisance de la somme assurée, au cas où celle-ci serait inférieure au dommage subi : il n'y aura jamais sous-assurance, ni application de la règle proportionnelle. *On peut donc dire que l' « assurance de responsabilité indéterminée » est toujours une assurance « au Premier Risque ».*

Dans l' « assurance de responsabilité déterminée », au contraire, la somme assurable peut être fixée à peu près exactement par l'assuré, dès la signature de la police. Comme l'écrivit Mlle Planche⁽¹¹⁾ :

(11) PLANCHE, *Fonctionnement du Contrat d'Assurance de Responsabilité en matière d'Assurance Terrestre*, p. 53 et suiv. Voir également la note de M. le professeur PICARD, *Sous un arrêt, Revue Générale des Assurances Terrestres*, 1936, p. 43, 46.

« Si le contrat est conclu à l'occasion d'une chose
« que l'assuré détient et qu'il doit représenter, la
« responsabilité qu'encourt l'assuré est précisée, elle
« peut se traduire en chiffres, le risque couvert est
« susceptible d'évaluation : si l'assurance ne s'étend
« pas à toute la valeur assurable, il y a sous-assu-
« rance et possibilité pour l'assureur d'invoquer la
« règle proportionnelle ; cette règle n'a donc qu'un
« champ d'application relativement restreint en no-
« tre matière : *elle ne joue que pour les assurances*
« *de responsabilité contractées par un individu à*
« *l'occasion de la chose qu'il détient, celles conclues*
« *par un transporteur ou un dépositaire.* »

Le domaine de la règle proportionnelle est encore plus limité dans l'« assurance du risque locatif » : l'assureur renonce en effet à appliquer la règle proportionnelle, si le locataire a fait assurer une somme égale, soit à la valeur de l'immeuble occupé, s'il est locataire unique, soit à la valeur de quinze fois son loyer, s'il y a plusieurs co-locataires.

Mais on peut très bien concevoir que dans l'assurance de responsabilité déterminée, dans laquelle la règle proportionnelle est applicable, l'assureur accorde à l'assuré le bénéfice d'un « Premier Risque » et renonce à la règle proportionnelle. C'est d'ailleurs là une hypothèse théorique, car la pratique est contraire, et la règle proportionnelle est incluse dans la presque totalité des contrats d'assurance de responsabilité déterminée.

L'assurance « au Premier Risque » paraît ainsi théoriquement possible dans les assurances contre les accidents et dans les assurances de transport terrestre (dans lesquelles la règle proportionnelle est normalement applicable, si la valeur et la puissance des voitures assurées sont supérieures à celles décla-

rées dans le contrat); mais elle est très rarement accordée en fait par l'assureur. Voyez cependant D. H. 1925, p. 294.

Néanmoins l'assurance de responsabilité indéterminée étant la plus courante, on peut dire que les assurances de responsabilité sont faites « au Premier Risque » : s'il en est ainsi, il n'y a jamais application de la règle proportionnelle, et de plus, l'Enregistrement n'exige pas la perception de la triple taxe, caractéristique de l'« assurance au Premier Feu ».

CHAPITRE CINQUIEME

AVANTAGES ET INCONVENIENTS DE L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU »

On a beaucoup discuté de l'assurance « au Premier Feu ». Partisans de cette forme d'assurance, les uns voient en elle un remède souverain contre la règle proportionnelle, ses inconvénients pratiques et son injustice pour l'assuré. D'autres espèrent réaliser, grâce au « Premier Feu », une appréciable économie de prime, et une économie plus sensible encore dans l'acquittement des droits d'enregistrement, calculés sur le capital assuré (inférieur par hypothèse, dans l'« assurance au Premier Feu », à la valeur totale des existences. D'autres encore (il s'agit des courtiers), voient dans le « Premier Feu » une réclame facile, un moyen d'introduction auprès de clients assurés pour la valeur totale de leurs biens, aux yeux desquels ces courtiers ingénieux font miroiter d'énormes avantages de toute nature.

Par contre, l'assureur voit dans le « Premier Feu » un danger grave, très grave: des primes insuffisantes qui, généralisées, viendront menacer l'équilibre financier des Compagnies. D'autre part, l'abandon de la règle proportionnelle permet aux assurés peu scrupuleux de frauder l'assureur. Le fisc enfin consi-

dère les caisses vides, et l'évasion fiscale ⁽¹⁾ que permet de réaliser légalement l'assurance « au Premier Feu » ; il prononce les mots de « fraude fiscale » : il inspire la loi du 4 avril 1926, puis le décret-loi du 30 octobre 1935, et rapidement le « Premier Feu » a du plomb dans l'aile, il se meurt, il est mort...

Examinons donc de près, et aussi impartialement que possible, ces différents points de vue, pour essayer de porter en toute connaissance de cause un jugement sur l'« assurance au Premier Feu ».

*
* *

Etudions d'abord le principal argument en faveur du « Premier Feu » : l'économie de primes. *Le « Premier Feu » est-il réellement plus économique que l'assurance en valeur totale avec application de la règle proportionnelle ?*

Nous avons vu, au début de cette étude, ce qu'était la règle proportionnelle. Nous avons vu également sa justification par le principe de la proportionnalité de la prime au risque. C'est là un principe essentiel, à la base de la technique financière des Compagnies d'assurances. Chaque assureur doit payer en proportion du risque garanti. Or l'assureur qui délivre une police « Premier Feu » garantit la totalité des biens soumis au risque ; la prime exigée pour assurer ces biens « au Premier Feu » doit donc être égale à celle exigée pour garantir ces mêmes biens en valeur totale : il y a autant de « chances d'incendie » dans les deux hypothèses, et, sauf le cas excep-

(1) Le terme d'« Evasion Fiscale », ordinairement employé, est impropre. Il s'agit en l'espèce d'une « Moins-Value Fiscale », l'Assurance « au Premier Feu », permettant de réaliser une économie, parfois sensible, sur le versement des droits de timbre et d'Enregistrement auxquels sont soumis les Contrats d'Assurance en vertu de lois en vigueur. D'où ce terme d'« Evasion Fiscale », bien qu'il n'y ait là aucun procédé répréhensible aux yeux de la loi.

tionnel d'un capital insuffisant ou celui d'un sinistre particulièrement étendu, l'assureur paiera sensiblement la même indemnité en cas de sinistre, puisque le sinistre partiel constitue en fait la règle générale en matière d'incendie.

D'ailleurs, *tous les auteurs admettent que l'assurance « au Premier Feu » est dangereuse pour l'équilibre financier des Compagnies, tous admettent qu'elle ne doit être consentie que moyennant une surprime...* C'est peut-être justement à la pratique anglaise si généralisée du « Premier Feu » en matière d'assurances incendie, tout au moins pour les risques simples, qu'il faut attribuer le tarif des Compagnies anglaises en Angleterre, tarif sensiblement supérieur au tarif pratiqué en France.

Il ne faut pas en effet considérer seulement un contrat isolé, pour lequel il semble bien qu'étant donné les circonstances, l'assuré pourrait bénéficier d'une réduction du taux de primes, sans léser l'assureur : il faut voir les répercussions financières qu'entraîneraient une telle pratique, si elle se généralisait et devenait la règle. Ce que l'assureur reproche, et est en droit de reprocher, à l'abandon de la règle proportionnelle réalisé sans surprime (c'est en fait ce que demande le bénéficiaire d'un « Premier Feu »), ce n'est pas le fait que cet abandon de la règle proportionnelle l'empêchera de réduire l'indemnité due en cas de sinistre, s'il constate une sous-assurance au jour du sinistre : l'assureur a pour mission de verser des indemnités, c'est sa raison d'être. Mais l'assureur doit pouvoir disposer d'un encaissement de primes suffisant pour lui permettre de régler l'ensemble des sinistres en payant ces indemnités au moyen des primes perçues ; encore faut-il que le total des encaissements soit assez élevé pour rendre la chose réalisable.

Or la pratique de l'assurance « au Premier Feu » généralisée et appliquée à la presque totalité des risques, viendrait diminuer sensiblement ce chiffre total des encaissements de prime, sans que ce fait vienne diminuer en aucune manière les « chances de sinistres » encourues dans l'année, et donc le total des indemnités à verser — total qui est proportionnel aux valeurs assurées, et égal à X % de ces valeurs, qu'elles soient assurées en valeur totale à plein tarif, ou qu'elles soient assurées seulement « au Premier Feu » au tarif réduit que réclament les assurés.

Aussi Hettier, s'élevant contre l'assurance « au Premier Feu », écrit à propos des clauses établissant la règle proportionnelle ⁽²⁾ :

« Ces clauses du contrat d'assurance se justifient aisément. En effet, si l'on ne faisait garantir qu'une partie de ce qu'on possède, ce serait dans l'espoir de sauver une partie des objets exposés à l'incendie, ou encore de ne pas être atteint par un sinistre. Or l'assureur n'a tarifé ses primes à un taux aussi minime que parce qu'il a compté sur les chances de pertes partielles et sur l'empressement et les soins que l'on doit apporter au sauvetage ; on voit donc que les bases du contrat, celles sur lesquelles repose le calcul des primes, seraient détruites, si d'abord tout n'était pas assuré, et si en second lieu l'assuré opérait le sauvetage à son profit seulement. »

Hettier cite comme anciens auteurs du même avis : Pothier, *Traité du contrat d'assurance*, n^{os} 42, 43, 80 ; Grün, et Joliat, *Traité des assurances terrestres*, n^o 311 ; Boudousquié, *Traité de l'Assurance contre l'incendie*, n^{os} 187, 188, 355 à 359 ; puis il continue en ces termes, p. 278 :

(2) HETTIER, *Op. cit.*, p. 271.

« Enfin, le peu d'élévation des primes s'explique
« par cette raison que l'assureur compte sur les con-
« tributions perçues à l'occasion de l'ensemble des
« risques pour réparer les dommages partiels. L'ex-
« périence démontre, en effet, que, dans un laps de
« temps déterminé, la destruction d'une partie de tel
« immeuble est pour ainsi dire certaine, tandis que
« celle de la totalité n'est qu'éventuelle. Il suit de là
« que si l'assuré fait garantir seulement cette por-
« tion de ses immeubles, qu'il sait ne pouvoir sous-
« traire aux ravages du feu, il *rend illusoires les cal-*
« *culs de l'assureur et rompt l'équilibre établi par*
« *ce dernier entre ses prévisions et ses tarifs.* »

D'autres auteurs, plus favorables à l'abandon de la règle proportionnelle, et envisageant l'hypothèse du « Premier Feu », s'élèvent cependant, eux aussi, contre l'économie de la prime, principal but recherché par l'assuré qui utilise cette forme d'assurance. Tous déclarent qu'une surprime doit être perçue : c'est par exemple Vivante écrivant ⁽³⁾ :

« On peut convenir, en dérogeant à la loi (qui éta-
« blit le principe du règlement des dommages sui-
« vant l'application de la règle proportionnelle) que
« l'assurance doit réparer tout dommage jusqu'à la
« limite de la somme assurée. La clause est licite
« puisque même de cette façon l'assureur répare un
« dommage effectivement subi par l'assuré. *L'assu-*
« *reur exigera une prime plus forte*, puisqu'il est
« exposé à payer, dans les sinistres partiels, une
« somme plus grande que celle qu'il aurait payée si
« l'assuré avait couru sa part proportionnelle de ris-
« que et parce que l'assuré n'est plus poussé par son
« propre intérêt à diminuer le dommage causé par

(3) VIVANTE, *Op. cit.*, p. 593 de la traduction de M. Jean Escarra, t. IV.

« le sinistre, si ce n'est lorsqu'il commence à excéder la somme assurée. »

De même, MM. Planiol, Ripert et Lepargneur écrivent à propos de l'assurance « au Premier Feu » ⁽⁴⁾ :

« Le maintien de la règle proportionnelle par la loi de 1930 a été vivement critiqué par M. Curral, au Sénat... *Ce qui serait déraisonnable, c'est précisément que les assureurs, au cas de dommage partiel, fussent tenus de payer une somme identique, soit que l'assuré ait régulièrement acquitté des primes à montant normal, soit qu'il ait toujours payé, par suite de sous-assurance, des primes inférieures à ce qu'elles auraient dû être. L'exclusion légale de la règle proportionnelle n'aurait pu se concevoir pratiquement qu'avec un relèvement général et important des tarifs.* »

Et p. 655, après avoir indiqué les modalités du « Premier Feu », ils ajoutent :

« Il va de soi qu'une telle combinaison comporte une élévation sensible du taux de prime... »

Weens, qui mit en lumière le principe fondamental de la proportionnalité de la prime au risque, écrit dans le même sens, à propos de l'assurance « au Premier Feu » ⁽⁵⁾ :

« *Cette assurance ne peut être consentie que moyennant une surprime*, car le total des indemnités à verser par l'assureur reste en moyenne aussi élevé que s'il s'agissait d'assurance de la pleine valeur : le total des primes encaissées devant rester également le même, la prime doit être augmentée par rapport à la somme assurée, qui ne représente qu'une partie de la valeur assurable. Cela est né-

(4) PLANIOL, RIPERT et LEPARGNEUR, *Op. cit.*, t. XI, n° 1336, p. 653.

(5) WEENS, *Op. cit.*, *Revue Générale des Assurances Terrestres*, 1930, p. 50.

« cessaire pour maintenir, ainsi que nous l'indiquions
« plus loin, le principe de la proportionnalité de la
« prime au risque. Le montant des primes doit donc
« être d'autant plus élevé que les sommes assurées
« sont plus faibles. *Ce qui explique que l'assurance*
« *« au Premier Risque » puisse être plus chère que*
« *l'assurance de pleine valeur.* »

Même dans les assurances de responsabilité, domaine de prédilection du « Premier Risque », lorsque les auteurs s'élèvent contre la règle proportionnelle, ils écrivent (6) :

« Le législateur aurait été, nous semble-t-il, mieux inspiré en écartant impérativement la règle proportionnelle pour toutes les assurances de responsabilité. *Les assureurs auraient augmenté les primes, mais...*

Donc l'économie de prime paraît douteuse : ou bien la prime sera calculée sur le seul capital assuré, mais son taux sera plus élevé qu'en assurance ordinaire ; ou bien elle sera calculée sur le total des existences, et la réduction accordée sur cette prime sera minime, sauf cas exceptionnel. D'ailleurs, la triple taxe de la loi du 4 avril 1926 viendra limiter cet avantage aux seuls cas où le capital assuré sera inférieur ou au plus égal *au tiers* de la valeur totale des existences. D'ailleurs, en supposant qu'actuellement une certaine économie de prime soit réalisable par la pratique du « Premier Feu », il est bien certain que sa généralisation ferait vite disparaître cet avantage ; sinon, ce serait aux dépens de l'équilibre financier de l'assureur, donc finalement au détriment de l'assuré.

Un autre inconvénient sérieux de l'assurance « au Premier Feu » pour l'assureur, toujours relative-

(6) H. et L. MAZEAUD, *Op. cit.*, n° 2667, p. 289.

ment à la prime, est *la difficulté que présente la fixation de cette prime*. Quels que soient les procédés de calcul employés, et les précautions prises pour proportionner cette prime au risque réellement couru par l'assureur, il y a aura toujours dans sa fixation une grande part d'incertitude et d'arbitraire, qui peut être considérablement réduite dans les assurances ordinaires, pour lesquelles le calcul de la prime présente un caractère plus rationnel. Le problème a d'ailleurs été soumis au récent Congrès International des Actuaires, qui s'est réuni à Paris au début de 1937. Peut-être arrivera-t-on ainsi à préciser peu à peu les bases techniques de l'établissement rationnel de la prime dans l'assurance « au Premier Feu », vu la capacité toute particulière des Actuaires, et le champ si vaste de leurs expériences quotidiennes.

Comme de plus, une concurrence effrénée existe actuellement sur le marché des assurances « au Premier Feu », et que de nombreux assureurs, sans tenir compte de la gravité réelle du risque et de la difficulté d'établissement d'une prime correspondant au prix réel de ce risque, acceptent de couvrir de tels risques à des primes forfaitaires, établies assez souvent au petit bonheur, guidés surtout par l'évident souci « d'enlever l'affaire à tout prix », on voit le grave danger que le « Premier Feu » présente pour l'équilibre financier des assureurs, danger tel qu'il est actuellement interdit, en fait ou en droit, dans un certain nombre de pays.

Si l'économie de prime réalisée grâce au « Premier Feu » est souvent assez faible (compte tenu des triples droits), il faut donc, pour que cette forme d'assurance soit si répandue, qu'elle présente d'autres avantages pour l'assuré : c'est notamment, semble-t-il, celui d'une plus grande simplicité.

Plus grande simplicité au moment de la conclusion du contrat, l'assuré ayant simplement à fixer le capital assuré ? Mais en fait, l'assuré est obligé de tenir compte du total des existences, tout comme dans l'assurance en valeur totale, pour savoir quel doit être le montant de ce capital, mais le danger, si grave pour l'assuré, d'une sous-estimation du risque couru, subsistera toujours. L'avantage apparent de la liberté dans la fixation du capital assuré aura pour contre-partie une possibilité d'erreur dans cette fixation ; par suite, en cas de sinistre et d'insuffisance du capital assuré, ce sera une perte certaine pour l'assuré, perte parfois très importante, qui pourra même le ruiner complètement. C'est là qu'apparaît justement le principal inconvénient du « Premier Feu » pour l'assuré. Souvent enclin à sous-estimer le risque couru, à espérer que le sinistre n'aura pas une grande ampleur, qu'il sera aisément arrêté par les moyens de protection prévus, ou maîtrisé par les secours qu'on peut attendre aujourd'hui du fait de l'existence d'un corps de sapeurs-pompiers, l'assuré aura tendance à fixer un capital insuffisant eu égard au risque couru. Enfin, l'assuré n'aura pas les connaissances techniques nécessaires pour procéder à cette estimation, et il agira empiriquement, ou bien il s'adressera à des professionnels, et les frais occasionnés de ce fait viendront alors augmenter d'autant le montant de la prime, et diminuer par conséquent l'économie qu'il espérait réaliser en usant du « Premier Feu ».

Plus grande simplicité, du fait de la non déclaration des existences lors de la signature de la police et des augmentations survenues en cours de contrat ? Erreur encore, parce que l'assuré devra, tout comme dans l'assurance ordinaire en valeur totale, procéder à une évaluation des existences, au moment de la

conclusion du contrat. En outre, il devra vérifier les modifications survenues dans la valeur des dites existences, et il devra en aviser l'assureur, dès que ces modifications atteindront une certaine importance. Dès lors, où est la plus grande simplicité ?

Plus grande simplicité au moment du sinistre ? Ce serait peut-être vrai, si l'assureur versait le montant du capital assuré, dans la mesure où il y a perte pour l'assuré, sans tenir compte de la valeur totale des existences. Mais comme en pratique, l'assureur en tient compte (et en fait, il est bien certain qu'il ne peut pas en être autrement), il faudra bien faire quand même la valeur totale, au jour du sinistre. Où est l'avantage de la simplicité pour l'assuré ?

Il faut signaler en plus que les conditions particulières des « Premiers Feux » contiennent toujours une clause instituant une franchise d'avarie, dont le montant est parfois assez élevé, vu l'importance des existences. Cette clause, défavorable pour l'assuré, n'existe pas dans les polices ordinaires en valeur totale ; elle vient diminuer dans une grande mesure l'avantage que l'assuré peut espérer retirer de l'emploi du « Premier Feu ».

Néanmoins, le fait d'user du « Premier Feu » donne quand même à l'assuré quelques avantages réels, entre autre celui qui résulte de l'insertion, dans tout contrat d'assurance « au Premier Feu », d'une clause établissant un battement de 10 % en faveur de l'assuré.

En vertu de cette clause, l'assureur déclare qu'il ne tiendra pas compte de la sous-assurance existant au jour du sinistre, à condition toutefois qu'elle soit inférieure à 10 % du montant total des existences déclarées dans la police. Ce battement n'existe pas toujours dans l'assurance ordinaire en valeur totale,

bien que la tendance actuelle soit à la généralisation d'une telle clause ; mais il est toujours accordé dans un contrat « Premier Feu ». Cependant le gros avantage pour l'assuré, avantage spécial à la forme du « Premier Feu », consiste dans le fait que ce battement est calculé sur le *total des existences*, et non plus sur le seul capital assuré. Or la valeur des existences étant toujours supérieure, et parfois de beaucoup, à ce capital assuré, l'importance du battement en sera d'autant plus grande, d'où un avantage substantiel pour l'assuré, d'autant que les assurances « au Premier Feu » sont généralement assez élevées (elles couvrent souvent en fait un total d'existences considérable, parfois plusieurs dizaines de millions). L'importance de ce battement de 10 % rendra même souvent fort problématique, en fait, la sanction prévue pour le cas d'insuffisance de déclaration : l'application d'une nouvelle règle proportionnelle et la réduction de l'indemnité.

Cet avantage pour l'assuré devient alors par le fait même un gros inconvénient pour l'assureur : ce dernier aura touché une prime assez sensiblement réduite, sans pouvoir lui-même réduire l'indemnité, comme l'exigerait normalement le principe de la proportionnalité de la prime au risque. D'ailleurs, étant donné précisément l'importance des existences, faire la valeur totale au jour du sinistre coûterait très cher ; souvent même le coût d'une telle opération serait supérieur à la réduction d'indemnité que l'assureur pourrait opérer à la suite de cette vérification, de sorte qu'en fait, l'assureur s'abstiendra très souvent d'y procéder. L'inconvénient qui en résulte pour l'assureur sera d'ailleurs en partie réduit, si la police impose à l'assuré l'obligation de fixer un capital assuré distinct et une valeur des existences distincte pour chaque établissement séparé ; l'avantage que

l'assuré trouvait dans l'institution du battement de 10 % est alors réduit d'autant.

Un nouvel avantage peut apparaître aux yeux de l'assuré signataire d'une police « Premier Feu » : celui de l'*unité de la police*. Alors qu'autrefois, il devait signer autant de polices qu'il existait de risques séparés, et qu'il devait suivre ces diverses polices, les renouveler, signer des avenants, etc..., il n'aura plus maintenant à s'occuper que d'une seule police, le nombre des avenants sera limité, d'où économie de temps, économie d'argent aussi. Il est vrai qu'à l'heure actuelle, l'assuré peut tout aussi bien grouper ses différentes assurances dans une même police ; l'avantage signalé n'est plus spécial au « Premier Feu ».

Enfin, le bénéficiaire d'une police « Premier Feu » croit trouver un dernier avantage dans le fait suivant : le capital assuré étant moindre que la valeur totale des existences, il pense rencontrer plus facilement un assureur qui acceptera de couvrir la totalité de son risque. L'assuré sait en effet que l'acceptation de l'assureur, pour un risque donné, est limitée à une somme maxima, ou « plein », que cet assureur ne saurait dépasser : l'assureur est tenu, de par ses statuts, à limiter son engagement maximum pour un assuré à ce « plein ». Mais l'assuré se trompe : en effet, un assureur prudent et avisé doit se baser, non sur le capital assuré, mais sur la valeur totale des existences, pour apprécier en toute sécurité s'il doit ou non rétrocéder une partie d'un risque à d'autres assureurs. La question de l'unité ou de la pluralité des assureurs ne présente d'ailleurs pour l'assuré qu'un intérêt tout à fait restreint, étant donné que, dans la pratique, l'assuré s'adressera à une Compagnie, dite « Compagnie Apéritrice ». Celle-ci acceptera la totalité du risque, et s'arrangera elle-même

avec d'autres assureurs, pour partager le dit risque comme l'indiquent les règles de prudence qui sont indispensables à toute assurance. Mais l'assuré ignorera tout des autres assureurs, en fait et en droit: il n'aura qu'un seul co-contractant, la « Compagnie Apéritrice ».

C'est alors qu'apparaît un gros inconvénient de la police « Premier Feu » (moindre peut-être toutefois que celui précédemment examiné et qui tenait à la diminution des primes et au danger que la trop grande généralisation du « Premier Feu » ferait courir aux assureurs). Il s'agit d'un inconvénient tenant à la technique même de l'assurance : on sait qu'à la base de l'assurance, il y a un grand principe: celui de la division et de l'uniformisation des risques. L'assureur y obéit, par la pratique de la réassurance. Or la question se pose à lui de savoir comment réassurer un contrat « Premier Feu », et sur quelles bases ? A partir de quel chiffre faudra-t-il réassurer ? Il lui faudra évidemment tenir compte non seulement du capital assuré, élément d'information bien insuffisant, mais aussi du total des existences. Et dans quelles proportions ? Question ardue, qu'il faudra résoudre suivant les cas d'espèces, suivant le rapport entre le capital assuré et le total des existences. Comment prévoir tout cela dans les règlements et les traités de réassurance ? D'autre part, le « Premier Feu » englobe dans la même police des éléments fort distincts et présentant des dangers de sinistre différents. Or le taux de réassurance, la somme à partir de laquelle il faut réassurer un risque donné pour rester dans les limites d'une gestion prudente, etc..., sont autant de questions qui se poseront à l'assureur signataire d'un « Premier Feu ». Ces problèmes seront rendus fort difficiles par la

variété de composition des risques englobés dans la même police ; pratiquement, l'assureur prudent sera obligé de se réassurer au maximum en considérant que la totalité du risque est composée uniquement d'objets appartenant à la catégorie la plus dangereuse parmi celles auxquelles appartiennent les objets assurés, sans tenir compte des catégories moins sujettes à brûler. Il devra appliquer à l'ensemble du risque le taux maximum de réassurance, sans pouvoir bénéficier des catégories moins dangereuses (pour lesquelles le taux de réassurance serait moindre) en gardant pour lui une plus grande part de ces bons risques. Ce manque-à-gagner viendra encore aggraver la perte financière qui résulte pour lui de cette police « Premier Feu ».

Enfin, un autre grave danger, déjà signalé, résulte du fait que plusieurs catégories de risques fort différentes quant au danger de sinistre qu'elles présentent sont comprises dans une même police. Lorsqu'il y aura augmentation de risques, l'assuré devra verser une augmentation proportionnelle de primes, sans qu'il y ait lieu de considérer si l'augmentation des existences n'entraîne pas une augmentation plus que proportionnelle du risque couru, par le fait qu'elle serait due principalement à des augmentations d'existences dans les catégories les plus dangereuses. L'inconvénient est le même, en cours de contrat, pour des modifications de valeurs à l'intérieur des différents établissements, avec diminution dans l'importance des moins dangereux et augmentation dans l'importance des plus dangereux. Cet inconvénient est d'ailleurs atténué, s'il est pratiqué une division des risques par établissement.



Mais en dehors de l'assureur et de l'assuré, un troisième personnage intervient, pour qui l'assurance « au Premier Feu » présente un très gros inconvénient : l'enregistrement. Il ne s'agit pas ici du service de contrôle des assurances, qui pourrait s'émouvoir du danger que peut présenter le « Premier Feu » pour l'équilibre financier d'assureurs confiants ou trop imprévoyants qui, poussés par une concurrence excessive et par la diminution de leurs encaissements, accepteraient de tels contrats à des conditions trop mauvaises.

Nous voulons parler de l'Administration de l'Enregistrement et du Timbre. Celle-ci, nous le verrons dans notre troisième partie, s'aperçut qu'au moyen du « Premier Feu » l'assuré réalisait une « évasion fiscale », en acquittant un droit nécessairement moindre, puisque perçu sur le capital assuré, et non plus, comme dans l'assurance ordinaire, sur le total des existences (lequel coïncide d'ailleurs toujours dans cette dernière avec le capital assuré).

La valeur soumise aux droits de timbre et d'enregistrement étant moindre, l'assuré pouvait ainsi réaliser une économie substantielle sur le versement des droits : d'où l'hostilité de l'Enregistrement envers le « Premier Feu », qu'il s'efforça de limiter, d'abord par le triplement des droits frappant l'assurance « au Premier Feu », triplement réalisé par la loi du 4 avril 1926 ; puis par la réglementation des « assurances collectives au Premier Feu » dans lesquelles il avait vu un moyen d'échapper à cette élévation des droits frappant le « Premier Feu », réglementation établie par un décret-loi du 30 octobre 1935.

Malgré ces précautions contre l'évasion fiscale, nous

croyons savoir que l'Enregistrement est encore actuellement assez défavorable à l'assurance « au Premier Feu ». Il lui reproche d'entraîner de grandes complications dans le calcul des droits de timbre. Mais il lui reproche surtout de se prêter, beaucoup plus facilement que l'assurance ordinaire en valeur totale, à une « évasion fiscale », point de vue qui est partagé par des administrations similaires de nombreux pays étrangers, où ces considérations ont parfois entraîné l'interdiction du « Premier Feu ».

*
* *

Quoi qu'il en soit, l'assurance « au Premier Feu » existe en France. Actuellement encore, elle y est fort répandue, bien que sa vogue tende à décroître, d'autant plus que la réglementation fiscale vient en limiter singulièrement le bénéfice (qui serait encore diminué au cas d'une révision de la loi d'avril 1926 dans le sens d'une aggravation de coefficient, éventualité qui, croyons-nous, est fort réalisable).

Il est évident que l'assurance « au Premier Feu » peut encore, dans certains cas spéciaux, présenter pour l'assuré des avantages tangibles, dont le principal sera surtout une substantielle économie, tant sur la prime que sur les droits acquittés. Cependant, parmi les autres avantages qui résulteraient pour l'assuré de l'emploi d'une police « Premier Feu », beaucoup, nous l'avons vu, sont plus apparents que réels, ou bien ils ne sont pas spécifiques du « Premier Feu » ; mais, en contre-partie, que d'inconvénients, et quel danger pour l'assureur !

Le « Premier Feu » ne peut d'ailleurs être avantageux pour l'assuré que si ce dernier occupe déjà un certain rang économique, s'il est industriel important, gros commerçant ou société puissante, s'il possède un grand nombre d'établissements de valeur

sensiblement égale (et même, quoiqu'à un moindre degré, s'ils sont de valeurs différentes). L'assuré jouira d'une garantie complète en contractant un « Premier Feu » couvrant le risque le plus important ou l'un des plus importants, et en demandant au besoin une garantie plus complète à une « assurance complémentaire de Feux successifs », c'est-à-dire, en signant une police au « Deuxième Feu », au « Troisième Feu », etc., tout en réalisant une économie.

Le gros assuré est avantage par l'assurance « au Premier Feu » ; à lui seul, elle permet véritablement de réaliser une économie. Mais il faut pour cela des risques importants et composés de telle façon que le capital assuré « au Premier Feu » puisse sans danger être inférieur au tiers des existences (à cause des triples droits), sans que l'assuré puisse jamais rester son propre assureur pour une somme trop importante.

Dans ces conditions, le « Premier Feu » est possible ; il permet de réaliser une économie, mais il reste limité à un domaine fort étroit ; peut-être pourrait-il même sans trop d'inconvénients être complètement supprimé (cela est réalisé dans certains pays, soit qu'il n'y soit pas pratiqué, soit qu'il y soit interdit), comme favorisant seulement une classe très limitée d'assurés.

Ceux-ci pourraient fort bien payer le supplément de primes dont ils sont réellement redevables envers le plus grand nombre des petits et moyens assurés, au détriment desquels ils réalisent une économie, puisque celle-ci risque de porter préjudice à l'équilibre financier des assureurs, équilibre indispensable à la sécurité de tous les assurés...

CHAPITRE SIXIEME

L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU » DANS LES PAYS ETRANGERS

L'assurance « au Premier Feu » ne se rencontre pas seulement en France: elle se pratique également dans quelques pays étrangers, principalement sous la forme de l' « assurance au Premier Feu », c'est-à-dire celle de l' « Assurance au Premier Risque » limitée à la branche incendie.

Nous allons nous efforcer d'exposer quelles peuvent être les conceptions de la doctrine étrangère en cette matière, et nous examinerons en même temps dans quelles branches d'assurance et à quelles conditions les assureurs étrangers délivrent des polices d'assurance « au Premier Risque ».

La règle proportionnelle, nous l'avons dit, est appliquée par la presque totalité des législations étrangères récentes relatives à l'assurance : article 21 de la loi belge de 1874, article 56 de la loi allemande de 1908, article 59 de la loi suisse de 1908, article 52 de la loi autrichienne de 1917, article 40 de la loi danoise de 1930, etc... Quand il n'existe pas de telles législations, les codes de commerce qui suppléent en général à cette insuffisance, prévoient eux aussi

la règle proportionnelle : article 478 du Code de commerce hongrois de 1875, article 425 du Code de commerce italien de 1882, article 408 du Code de commerce espagnol de 1885, article 502 du code de commerce argentin de 1890, etc...

Mais, fait remarquable, la *possibilité d'une dérogation à cette règle proportionnelle est très rarement prévue*. Le plus souvent, l'article de loi ou l'article du Code de commerce établit seulement le principe de la règle proportionnelle, sans parler en aucune façon d'une dérogation qui serait autorisée ou interdite. Quelques-uns cependant, surtout parmi les textes les plus récents, contiennent la mention suivante : « SAUF STIPULATION CONTRAIRE », établissant de la sorte la licéité du « Premier Feu ».

Toutefois, même en l'absence de cette disposition, il semble bien que le « Premier Feu », *dérogation à la règle proportionnelle, soit rendu possible, notwithstanding l'absence de tout texte formel l'autorisant, par le fait même de l'absence de cette prohibition formelle à la suite du texte qui établit le principe de la règle proportionnelle*.

Mais ce n'est pas parce que le « Premier Feu » est légalement possible dans la plupart des pays qu'on l'y rencontre, il s'en faut même de beaucoup; aussi diviserons-nous cette étude en trois sections :

- 1° Les pays anglo-saxons, principalement l'Angleterre, pour qui le « Premier Feu » est très fréquent, au point même de constituer le droit commun, tout au moins pour les risques simples. Le « Premier Feu », depuis une époque récente, se pratique aussi beaucoup en Suède et, plus généralement, dans tous les Pays Scandinaves.
- 2° Les pays dans lesquels le « Premier Feu », tout en étant possible, est combattu par la doctrine,

et assez peu pratiqué en fait : Allemagne, Europe Centrale, etc...

- 3° Les pays dans lesquels le « Premier Feu » est soit inconnu, soit formellement prohibé : Italie, Espagne, Mexique.

SECTION I

PAYS PRATIQUANT FREQUEMMENT L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU »

Dans les pays anglo-saxons, notamment l'Angleterre, le « Premier Feu » est très courant. Il constitue même, semble-t-il, la règle générale, du moins pour les risques simples.

L'Angleterre (1), pays d'origine des assurances, vit aussi naître le « Premier Feu », et cela depuis fort longtemps. Il est toutefois assez difficile de savoir si les premières polices au « Premier Feu » furent émises par le groupe des « Lloyds » ou par d'autres Compagnies d'assurance. Nos recherches à ce sujet, ne nous ont malheureusement pas permis de fixer ce point, mais il est certain que depuis très longtemps, le « Premier Feu » a été pratiqué en Angleterre. Il est non moins certain que ce sont les Compagnies anglaises, principalement les « Lloyds », qui ont introduit ou essayé d'introduire ce genre d'assurance sur le marché européen : ce sont elles qui l'ont fait connaître et pratiquer en France, notamment après la guerre, s'en servant comme d'un gros moyen de publicité auprès des assurés français. Ce sont d'ailleurs ces mêmes assureurs anglais qui procèdent actuellement de la même façon en Belgique, pays resté

(1) Pour l'étude du « Premier Feu » en Angleterre, nous renvoyons à BUNYON, *The Law of the Insurance*, que nous citerons à plusieurs reprises, dans la traduction de Mlle Matthey.

jusqu'à ces derniers temps assez réfractaire au « Premier Feu ».

En Angleterre, un contrat ordinaire d'assurance terrestre portant sur des risques simples est présumé souscrit « au Premier Feu » ; il n'en est autrement que si le contrat contient une clause spéciale, dite « CLAUSE D'AVÉRAGE » (CONDITION OF AVERAGE).

Cette clause a précisément pour but d'appliquer la règle proportionnelle, et d'entraîner une réduction de l'indemnité due en cas de sinistre, s'il y a sous-assurance ; elle est généralement ainsi rédigée ⁽²⁾ :

AVERAGE CLAUSE OU CLAUSE DE CONTRIBUTION RÉDUITE

« La Compagnie ne sera pas responsable au delà de
« la perte ou du dommage dans une proportion supérieure au pourcentage de la somme assurée par rapport à la valeur actuelle des biens assurés, ni dans
« une proportion supérieure à la somme couverte par la
« présente police par rapport au montant total de l'assurance des biens considérés. »

Cette clause réduit le montant de l'indemnité quand le montant de l'assurance et le montant du dommage sont tous deux inférieurs au pourcentage stipulé sur la valeur de la propriété.

Il est à remarquer que « l'Average Clause » est de droit commun en matière d'assurances maritimes. De plus, en fait, cette « Condition of Average » est incluse dans la majorité des contrats assurant des risques non simples, c'est-à-dire des biens appartenant à des industriels ou à des commerçants. Ce fait est curieux, car en France, l'« assurance au Premier Feu » est précisément inconnue dans les risques

(2) BUNYON, *Op. cit.*, p. 72.

simples, elle ne se rencontre que dans les risques industriels. Beaucoup d'auteurs estiment d'ailleurs que c'est la pratique du « Premier Feu » dans les risques simples qui oblige les assureurs anglais à pratiquer chez eux, pour ces risques simples, un tarif sensiblement plus élevé que le tarif pratiqué en France pour ces mêmes risques.

Les polices anglaises d'assurance terrestre (risques simples) contiennent en général la clause suivante ⁽³⁾ :

« La Compagnie indemniserà l'assuré jusqu'à concurrence d'une somme qui ne pourra dépasser, en chaque cas, la somme assurant individuellement (specifically) chaque risque couvert par la police, ni le total des sommes assurées. »

Ce texte établit donc bien le principe d'une assurance « au Premier Feu ». Mais l'auteur précise aussitôt, p. 104 et suivantes, les cas dans lesquels il sera dérogé au « Premier Feu » par suite de l'insertion dans la police d'une « Condition of Average ». Cette dérogation a lieu dans les quatre hypothèses suivantes :

« 1° *Quand on déclare sujette à une « condition of average » une somme assurée qui est inférieure à la valeur du bien endommagé.* L'assuré est alors considéré comme son propre assureur pour la différence, et supportera une part proportionnelle à la perte.

« 2° *Au cas où un bien soumis à l'« average clause » est couvert au moment du sinistre par d'autres polices plus spécifiques — c'est-à-dire par une assurance qui, au moment du sinistre, ne couvre qu'une*

(3) BUNYON, *Op. cit.*, p. 92.

« part seulement des objets actuellement soumis au
« risque et couverts par cette assurance, à l'exclusion
« de tout autre bien — alors la présente police ne cou-
« vrira pas ces biens, sauf en ce qui concerne tout dé-
« passement de la valeur de la somme couverte par la
« ou les polices plus spécifiques, le dit dépassement
« étant déclaré être couvert par cette présente police
« et soumis à l' « average clause » comme dit ci-
« dessus.

« 3° Quand une somme assurée est déclarée être assu-
« jettie à une « special condition of average ». Si une
« telle somme se trouve au moment du sinistre infé-
« rieure aux 3/4 de la valeur des biens assurés, l'as-
« suré sera considéré comme son propre assureur pour
« la différence existant entre la valeur assurée et la
« pleine valeur des biens assurés et supportera une part
« proportionnelle de dommage.

« (Cette « condition of average » est utilisée à cer-
« tains tarifs : si la somme assurée sur chaque article
« inventorié de la police n'est pas inférieure aux 3/4
« de la valeur des biens assurés, les assureurs devront
« supporter le total de la perte jusqu'à concurrence de
« la somme assurée ; mais si la somme assurée est in-
« férieure aux 3/4 de la valeur, cette condition opère
« comme « condition of average »).

4° La « condition of average » des 3/4 est applicable
« aux assurances agricoles, ceci pour éviter une pra-
« tique courante des agriculteurs qui « stockaient »
« leurs récoltes à des endroits différents, ce qui leur
« permettait de couvrir des sommes importantes par
« une assurance minime, en supposant, ce qui est rai-
« sonnable, qu'il n'y aurait pas de sinistres simultanés
« pour tous les stocks en même temps. »

« En dehors de ces hypothèses, quand les biens
« sont spécifiquement assurés pour une certaine
« somme, et que l'assurance n'est pas sujette à une
« « Condition of Average », les assureurs sont res-

« ponsables pour la totalité de toute perte prouvée
« qui n'excède pas la somme assurée. Ils doivent
« payer ou réparer le dommage jusqu'à concurrence
« de la somme assurée, sans qu'il y ait lieu de tenir
« compte de la valeur de la propriété... De telles
« polices sont nommées « Specific Insurance » (*).

« A ce point de vue », continue Bunyon, « elles
« diffèrent grandement des polices d'assurances ma-
« ritimes, en ce sens que dans ces dernières, en cas
« d'arrivée d'une perte, les assureurs ne sont respon-
« sables que pour une part seulement de cette perte,
« proportionnellement à la valeur de la somme assu-
« rée par rapport à la valeur des biens ou de l'in-
« térêt assurés...

« La règle différente paraît avoir été adoptée dans
« l'assurance terrestre contre l'incendie pour plu-
« sieurs raisons :

« 1° Les immeubles sont rarement sujets à perte
« totale, et le supplément à assurer pour fournir une
« indemnisation complète serait très difficile à dé-
« terminer avant le sinistre.

« 2° Les frais très onéreux d'expertise, supérieurs
« souvent à la valeur de l'assurance, donneraient
« lieu à une augmentation déraisonnable de la
« prime, et, en cas de sinistres minimes, seraient
« tout aussi lourds à supporter, au regard de la
« somme à recouvrer.

« 3° Une police d'assurance-incendie peut couvrir
« une très longue période, pendant laquelle la valeur
« de la chose assurée peut grandement varier, ou
« subir une diminution continuelle, par l'usage et la
« dégradation. (Une police maritime, au contraire,
« est limitée à une aventure déterminée, et la va-
« leur est celle de la chose au début du risque).

(4) BUNYON. *Op. cit.*, p. 105.

« Il y a cependant des cas où cette considération
« de commodité est mise en échec par des considé-
« rations plus sérieuses : quand, par exemple, les
« biens sont situés à plusieurs endroits, de façon
« qu'il y ait pluralité de risques, il est souvent néces-
« saire d'assurer séparément les biens de chaque
« parcelle, comme c'était le cas dans la loi de 1828
« (9 geo. IV-C. 13), abrogée en 1869 ⁽⁵⁾, sauf s'il existe
« une « condition of average ».

« Les « polices flottantes » sont aussi par nature

(5) Loi de 1828-9, geo. IV - C 13, abrogée en 1869 (BUNYON, *Appen-
dice A*, p. III) :

« Il est promulgué qu'à partir du 5 avril 1828 : dans tous les
« cas où une Assurance contre une perte ou un dommage
« dû à un Incendie sera contractée, renouvelée ou continuée pour
« couvrir deux ou plusieurs bâtiments séparés les uns des autres
« de façon à former une pluralité de Risques, ou pour couvrir tous
« biens, marchandises ou autres objets mobiliers contenus dans
« les deux ou plusieurs bâtiments susdits ou situés dans deux
« ou plusieurs endroits séparés les uns des autres de façon à
« former une pluralité de Risques (excepté les instruments et
« animaux de la même ferme), il faudra évaluer séparément
« chaque bâtiment isolé ainsi qu'il vient d'être dit, et il faudra
« assurer séparément une somme distincte pour couvrir chaque
« bâtiment. De même, il faudra assurer au moins une somme
« distincte et séparée pour couvrir les biens, marchandises et
« autres objets mobiliers contenus dans chaque bâtiment pris
« séparément ou situés dans chaque endroit pris séparément,
« comme dit ci-dessus ; il sera illégal d'assurer une grosse somme
« pour couvrir deux ou plusieurs des biens séparés ou des parcelles
« de Risques considérés collectivement... »

III. — Pourvu, ainsi qu'il est promulgué, qu'aucune des pres-
« criptions de cette loi ne soit étendue par analogie ou par inter-
« prétation à l'interdiction d'assurer globalement contre l'incendie,
« en une somme unique pour le tout, un nombre quelconque de
« bâtiments distincts et séparés, ou de biens, marchandises et
« autres objets mobiliers contenus dans les susdits bâtiments ou
« situés dans un nombre quelconque d'endroits distincts et séparés,
« la Police qui contiendra une telle Assurance Globale devra
« stipuler qu'en cas de perte ou de dommage causé par un incendie
« aux biens ainsi globalement assurés, ou à une partie de ces
« biens, le ou les Assureurs ne seront obligés de payer ou de
« remplacer qu'une proportion seulement de la perte ou du dom-
« mage subi, égale à la proportion qui existe entre la somme
« assurée et la valeur totale des biens, estimée au moment où se
« déclarera l'incendie. »

« des polices avec « conditions of average » (c'est-à-dire qu'elles sont soumises à la règle proportionnelle). »

Il s'ensuit évidemment que l'assurance « au Premier Feu » est le cas le plus fréquent dans les risques simples. Par suite, il faut bien préciser ce qui se produit, en cas de sinistre partiel, notamment en ce qui concerne le sauvetage. Bunyon nous renseigne à ce sujet, p. 267 :

« *La perte totale (« total loss ») en matière d'assurance-incendie ne signifie pas, comme en matière d'assurance maritime, la destruction totale des biens, mais une destruction ou un dommage tel que l'assureur soit obligé de payer le total de la somme assurée.*

« Dans le règlement d'un sinistre, il est important de savoir à qui attribuer le sauvetage : quand la police ne contient aucune « condition of average », ce qui est le cas usuel, l'assuré a le droit de recouvrer, en cas d'incendie, jusqu'à concurrence de la somme assurée, indépendamment de toute proportion existant entre la somme assurée et la valeur réelle des biens. Par conséquent, si l'assuré est insuffisamment couvert par une police ordinaire, et si la somme assurée, ajoutée à la valeur du sauvetage, ne dépasse pas la valeur des biens détruits, le sauvetage appartiendra à l'assuré. Si l'assuré est couvert pour la totalité de la valeur des biens, et s'il y a perte totale, tout sauvetage appartiendra à l'assureur qui pourra profiter de l'élévation éventuelle du cours du sauvetage sur le marché.

« En cas d'adjonction de « conditions of average », l'assuré ne peut recouvrer qu'une proportion du dommage égale à la proportion existant entre la

« somme assurée et la valeur totale des biens dé-
« truits. Si les biens sont entièrement assurés, ces
« conditions sont sans effet ; mais, dans le cas con-
« traire, l'assuré est dans la position d'un assureur,
« pour la proportion non couverte par la police, et il
« est en droit d'avoir une part du sauvetage, exacte-
« ment comme si, au lieu d'être l'assuré, il était un
« assureur pour une somme égale à la proportion
« non assurée. »

Donc, le « Premier Feu » est la règle courante en Angleterre pour les risques simples. Il peut d'ailleurs arriver que d'un commun accord entre les parties, et pour éviter toute discussion, on insère dans la police une « clause spéciale » (« special clause ») qui n'est autre que notre clause de « valeur agréée ». Voici un exemple de « special clause », cité par Bunyon, p. 119 :

« La somme mise en regard de chaque article inven-
« torié de la police est considérée par la Compagnie et
« par l'assuré comme représentant la valeur réelle des
« biens assurés ; en cas de perte après sinistre, on attri-
« buera cette valeur aux biens endommagés. »

L'auteur commente ainsi la clause :

« La Compagnie et l'assuré conviennent (en res-
« pectant les conditions générales de la police) qu'en
« cas de destruction des biens ou d'une partie des
« biens assurés (par suite de certains sinistres énu-
« mérés limitativement, se produisant dans une pé-
« riode déterminée), la Compagnie paiera ou répa-
« rera la perte ou le dommage subi, par paiement,
« reconstruction ou réparation, au gré de la Compa-
« gnie, jusqu'à concurrence d'une somme n'excédant
« pas, en ce qui concerne un ou plusieurs des arti-
« cles inventoriés, la ou les sommes mises respective-

« ment en regard des dits articles, et n'excédant pas
« au total la somme de..., et n'excédant pas non plus,
« en tout cas, la valeur de l'intérêt assurable de l'as-
« suré au moment du sinistre. »

*
* *

Quelles sont les modalités de ces « Premiers Feux » anglais ? A peu près les mêmes que celles des « Premiers Feux » délivrés en France, en fait ; un peu plus libérales toutefois, cela surtout parce que l'assureur anglais considère l'assurance d'un point de vue sensiblement différent de celui de l'assureur français : l'Anglaise considère davantage la part de risque et de chance incluse nécessairement dans tout contrat d'assurance ; il hésite moins à accepter un risque douteux et il l'acceptera à de meilleures conditions que ne le ferait un assureur français. Il fera en quelque sorte un pari, jouant contre le hasard et misant sur sa chance. L'assureur français voudra serrer de plus près la réalité. C'est peut-être lui qui a raison, mais il se trouve qu'en fait, le grand flair des assureurs anglais, leur si longue pratique de l'assurance, la vaste étendue et l'énorme importance de leur portefeuille permettant une grande diversité de risques et une facile compensation de ceux-ci, feront que l'assureur anglais pourra sans danger s'en tenir à son système en apparence plus empirique.

L'assureur anglais exigera d'ailleurs le plus souvent, lui aussi, de connaître le montant des existences, avant d'accorder un « Premier Risque ». Mais en apparence, il n'en fera rien, il se contentera d'estimer lui-même l'importance et la valeur des biens de l'assuré ; ce dernier, dégagé du souci de la déclaration, pourra croire que le total des existences n'entre pas en considération pour l'établissement de la prime. De même, souvent, l'obligation de déclarer les aug-

mentations se résoudra, par faveur pour l'assuré, en l'obligation de laisser circuler librement les préposés de l'assureur dans les établissements assurés, et dans l'obligation de leur fournir tout renseignement qu'ils pourraient demander et de leur faciliter la tâche.

Les autres modalités sont à peu près celles du contrat « Premier Feu » tel qu'il est actuellement pratiqué en France. La prime est calculée, soit sur le seul capital assuré, soit en tenant compte des existences, et du rapport entre le capital assuré et ce total des existences : il est alors accordé une réduction de prime, d'après un barème dont nous donnons plus loin un exemplaire. Il est à remarquer que la réduction n'est pas proportionnelle au rapport entre le capital assuré et les existences, système identique à celui du barème français cité plus haut. D'autre part, la réduction sera plus faible si le total des existences est plus élevé, l'assureur, pour un même pourcentage du capital par rapport à ces existences, couvrant beaucoup plus de risques de payer ce capital, si le total des existences s'élève à dix millions que s'il s'élève à un million. Il y a donc deux barèmes différents, selon que ce total des existences dépasse ou non 50.000 livres.

I. — VALEUR TOTALE DES EXISTENCES AU-DESSOUS DE 50.000 LIVRES

Pour 75 % de la valeur totale, 90 % de la prime totale.
Pour 50 % de la valeur totale, 75 % de la prime totale.
Pour 33 1/3 % de la val. totale, 65 % de la prime totale.
Pour 25 % de la valeur totale, 60 % de la prime totale.
Pour 20 % de la valeur totale, 55 % de la prime totale.
Pour 15 % de la valeur totale, 50 % de la prime totale.

II. — VALEUR TOTALE DES EXISTENCES AU-DESSUS DE 50.000 LIVRES

Pour 75 % de la valeur totale, 90 % de la prime totale.
Pour 50 % de la valeur totale, 85 % de la prime totale.
Pour 33 1/3 % de la val. totale, 80 % de la prime totale.
Pour 25 % de la valeur totale, 75 % de la prime totale.
Pour 20 % de la valeur totale, 70 % de la prime totale.
Pour 15 % de la valeur totale, 65 % de la prime totale.
Pour 10 % de la valeur totale, 60 % de la prime totale.

On rencontre en général dans les polices anglaises les autres clauses déjà signalées comme caractéristiques du « Premier Feu » en France, à savoir la clause de franchise d'avarie, et la clause de reconstitution de la prime. Cette dernière clause est d'ailleurs d'origine anglaise et se rencontre à peu près dans tous les contrats d'assurance émis en Angleterre. Les assureurs s'efforcent également, dans la mesure du possible, lorsqu'ils accordent un « Premier Feu » pour couvrir simultanément plusieurs établissements distincts, de distinguer dans la police chacun de ces établissements pour en faire autant d'éléments séparés, avec total des existences, capital assuré, prime, etc..., pour chacun de ces établissements séparés, tout comme en France.

Donc si l'on peut dire, d'une façon générale, que l'assurance « au Premier Feu » est plus courante en Angleterre qu'en France, il est toutefois permis de penser que sa limitation, dans toute la mesure du possible, aux seuls risques simples, et sa pratique, assez semblable à la pratique française, font de l'assurance « au Premier Feu » en Angleterre un mode

d'assurance relativement assez peu important, en comparaison des assurances en valeur totale, des assurances valeur agréée, etc...

L'assurance « au Premier Feu » est surtout pour l'assureur anglais un excellent moyen de propagande et de publicité ; elle facilite sa pénétration à l'étranger. L'assurance « au Premier Feu » qu'il pratique chez lui, à tarifs proportionnellement plus élevés qu'en France, peut être une bonne affaire. L'assurance « au Premier Feu » qu'il pratiquera dans les pays étrangers, selon des principes souvent moins stricts, dans des conditions moins favorables pour lui et à des tarifs moins rémunérateurs, sera peut-être une moins bonne affaire, en apparence, mais elle lui donnera un gros chiffre de primes, elle lui permettra de couvrir une somme énorme d'existences, et d'améliorer la division des risques, leur compensation du fait même de leur diversité de composition, de situation, etc..., buts lointains que doit faire rechercher toujours davantage une technique plus parfaite de l'assurance ; elle lui permettra surtout de s'implanter dans les pays étrangers, et d'y concurrencer plus facilement les assureurs nationaux, en usant de ce merveilleux moyen de publicité pour s'introduire chez les assurés.

SECTION II

PAYS PRATIQUANT ASSEZ RAREMENT L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU »

Si l'assurance « au Premier Feu » est fréquente en Angleterre, elle l'est beaucoup moins dans la plupart des pays de l'Europe Centrale, Allemagne y compris.

Cela ne veut pas dire qu'elle soit inconnue dans ces pays ; il existe même sur la matière une littérature assez abondante ⁽⁶⁾. Mais la doctrine allemande considère le « Premier Feu » (forme ici encore prédominante du « Premier Risque ») sous un jour assez peu favorable : elle lui reproche en effet un certain nombre de graves inconvénients, qui sont d'autant plus dangereux pour l'assuré, que ce dernier est moins compétent en matière d'assurance.

(6) HENNE, *Die Versicherung auf Erstes Risiko in die Feuer-
versicherung*, article dans *Zeitschrift für die Gesamte Versiche-
rungswissenschaft*, Bund 21, S. 295 ; DERSELBE, *Einführung in die
Beurteilung der Gefahren bei der Feuerversicherung von Fabriken*,
u. s. w., 3 Aufl., 1923, S. 8 ; DERSELBE, *Bruchteilverversicherung und
Versicherung auf Erstes Risiko in der Feuerversicherung*, *Zeit-
schrift* 1923, S. 276 bis, 285 ; MANES, *Versicherungswesen*, t. I,
S. 279 ; DERSELBE, *Versicherungslexikon*, 3 Auflage, Siehen : *Ertes
Risiko*, von Blase, S. 500 ; *Unterversicherung*, von Otto Hagen,
S. 1290 ; *Selbstversicherung*, S. 1148 ; EHRENBURG, *Privatversiche-
rungsrecht*, ins *Enzyklopadie der Rechts und Staatswissenschaft*,
t. XIII, p. 11 ; DERSELBE, *Handbuch des Gesamten Handelsrecht*,
siehen : t. VIII, *Versicherungsrecht*, I, S. 466, von HAGEN ; COSACK,
Traité de Droit Commercial, 6^e édition, traduite par LEON MIS ;
Oberlandes Gericht Kiel, 21, 2, 1095, Seufferts Archiv. 60, 231 ;
TAMM, *Zeitschrift für Versicherungswesen*, 1923, S. 207 ; SERGOW-
SKY, *Die Versicherung auf Erstes Risiko*, Zagrebo, 1924 ; DERSELBE,
Die Versicherung auf Erstes Risiko, *Oesterreichische Revue*, Wien,
1925, S. 41 ; LEWENFELD, *Die Teilentschädigung in der Privat-
versicherung*, *Zeitschrift*, Bund 8, S. 281 mls, 285.

Zur Frage der VERSICHERUNG AUF ZWEITES RISIKO, siehen : *Oester-
reichische Revue*, 54 Jahrg., N^o 29, 1929 ; MANES, *Versicherungs-
lexikon*, *Zweites Risiko*, S. 1879.

D'après l'article 56 V. V. G. (c'est-à-dire d'après l'article 56 de la loi allemande de 1908), la règle proportionnelle est le droit commun en cas de sous-assurance au jour du sinistre. Mais l'article 56 n'étant pas à ranger dans les dispositions impératives de cette loi, l'assurance « au Premier Risque », qui établit une dérogation à la règle proportionnelle, est légalement possible ; elle n'est réalisée que par une clause formelle insérée dans le contrat, après accord entre les parties. Cette pratique n'est courante que dans l'assurance-vol, toujours conclue « au Premier Risque » lorsqu'il s'agit d'assurer des billets, valeurs, etc... L'assurance « au Premier Feu » serait plutôt réservée aux cas où plusieurs établissements doivent être assurés dans une même police.

Mais le grave danger consiste alors, déclare la doctrine allemande, dans la fixation du capital à assurer ; il est vrai que l'assuré n'a pas à s'inquiéter des augmentations de valeur (il ne semble pas que, dans le système allemand, les assureurs exigent une déclaration des augmentations d'existences). C'est là un gros avantage pour l'assuré, et il est particulièrement sensible *dans les périodes d'instabilité monétaire et d'inflation*, telles que l'Allemagne en a connues depuis la guerre de 1914. La doctrine allemande estime que c'est à peu près le seul cas dans lequel l'assurance « au Premier Feu » puisse être pratiquée sur une grande échelle, car elle présente de trop graves dangers pour l'assuré qui reste insuffisamment couvert, surtout dans l'hypothèse du risque unique : les prévisions trop optimistes de l'assuré seront souvent dépassées par les faits. Il reste pour l'assuré un autre gros avantage, la simplicité du règlement, car la règle proportionnelle étant complètement supprimée, il n'y a plus à faire la valeur totale, comme dans l'assurance ordinaire, mais seulement à procéder à

l'évaluation des seuls biens endommagés. Par contre l'assureur allemand n'envisage pour le « Premier Risque » aucune réduction de prime, car, dit-il, le risque dépend du seul total des existences, et il est le même, que l'assurance soit en valeur totale ou qu'elle soit seulement « au Premier Risque ». L'abandon de la règle proportionnelle peut même justifier une surprime, puisque, en principe, le capital assuré est supposé fixé à une somme suffisante pour couvrir les dommages résultant du premier sinistre.

On comprend donc fort bien la conclusion de l'article précité de Henne sur ce « Premier Feu », paru dans *Zeitschrift* de 1921, p. 295 :

« L'assurance « au Premier Risque », sauf quelques exceptions de peu d'importance, n'est pas employée couramment par l'assuré et a toujours été refusée par les assureurs allemands, à l'exception de quelques cas particulièrement définis. »

*
* *

A propos du « *Zweites Risiko* » (l'assurance « au Deuxième Risque »), le Professeur Manes signale dans son *Versicherungslexicon*, p. 1879, un point particulièrement intéressant, après avoir étudié la pratique du « Deuxième Feu », comme mode d'assurance de responsabilité en complément d'une assurance « au Premier Feu ». Il la compare aux assurances complémentaires, puis il ajoute :

« Dans le cadre de l'assurance contre l'incendie, il apparaît aussi en dehors de l'Allemagne, dans les pays scandinaves et en Autriche, une sorte similaire d'assurance sous l'appellation française de « Deuxième Risque », de telle sorte que le nouvel assureur promet la couverture de la différence, pour des dommages qui ne sont pas déjà couverts par des contrats d'assurance contre l'incendie éven-

« tuellement conclus avec d'autres assureurs. Cette
« « assurance au Deuxième Risque » serait par con-
« séquent une sorte d'assurance contre le danger
« d'une sous-assurance. »

SECTION III

PAYS NE PRATIQUANT PAS L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU »

Nous avons vu que si l'assurance « au Premier Risque » est fort répandue en Angleterre, et dans les pays scandinaves, elle est déjà beaucoup plus rare en Allemagne et dans les pays d'Europe Centrale. Elle est même inconnue, dans certains autres pays : Espagne, Mexique, Italie...

En Espagne, au Mexique et, croyons-nous, dans toute l'Amérique du Sud, il semble bien, d'après les renseignements que nous avons pu recueillir, que l'assurance « au Premier Feu » ou « au Premier Risque » soit à peu près complètement inconnue et par conséquent inappliquée. Seule, la règle proportionnelle constitue le droit commun ; établie par les Codes de Commerce de ces pays, elle autorise l'assureur, s'il y a sous-assurance, à réduire l'indemnité versée à l'assuré en cas de sinistre dans la proportion existant entre la somme assurée et la valeur totale des existences.

En Italie, la situation est identique, à cela près que si le « Premier Feu » n'est pas pratiqué, il est par contre fort bien connu de la doctrine. C'est ainsi que le Professeur Riccardo Mainardi consacre un long article de la revue italienne « Assicurazioni » de 1934, p. 527, à l'« Assicurazioni « a Primio Rischio »

nel ramo incendio » (L'Assurance « au Premier Risque » dans la branche « incendie » (7).

Dans cet article fort bien documenté, l'auteur étudie à fond le « Premier Feu », son origine, son évolution, ses avantages et ses inconvénients, etc... Le jugement qu'il porte sur ce mode d'assurance, tel qu'il est actuellement pratiqué en France, paraît nettement défavorable, puisqu'il estime que « d'autres « règles et clauses de précautions, parmi lesquelles « celles de la reconstitution, tendent à limiter la responsabilité de l'assureur dans le « Premier Feu « adouci » sous sa forme actuelle (qui pour lui se « résume en une assurance avec abandon limité de « la règle proportionnelle), en enlevant, au fond, à « l'assurance « au Premier Risque », cette simplicité « ou mieux, ce « simplicisme » qui existait dans « l'esprit de ses créateurs, et que la pratique actuelle « a presque démoli ».

En tout cas, aucun assureur italien ne délivre une police « Premier Feu ». On sait qu'en Italie les assureurs dépendent étroitement du Ministère des Corporations qui exerce un contrôle très sévère sur les différentes polices émises dans la péninsule. Or le Ministère s'oppose formellement à la formule « Premier Feu », qu'il considère d'une part comme présentant trop peu d'intérêt véritable pour l'assuré, en comparaison des graves inconvénients qu'il pourrait avoir pour lui, parce que lui offrant une garantie incomplète et, d'autre part, comme faisant courir aux assureurs, en cas de généralisation, un grave danger financier qui pourrait risquer de les ruiner, ou qui les contraindrait à une augmentation de leur tarif de prime, chacune de ces deux hypothèses étant tout aussi défavorable l'une que l'autre à l'intérêt bien

(7) Voir également RAMELLA, *Op. cit.*, n° 131, p. 210 ; PIPIA, *Op. cit.*, n° 335-338 ; VIVANTE, *Op. cit.*, loc. cit., n° 1959.

compris de l'ensemble des assurés. Aussi, pour sauvegarder cet intérêt et éviter le danger que le « Premier Feu » pourrait présenter pour le Trésor italien, de par l'évasion fiscale qu'il favoriserait, le Ministère des Corporations a-t-il formellement interdit l'assurance « au Premier Feu » qui, de ce fait, est inconnue en Italie.

*
* *

Pour résumer ce rapide tour d'horizon, on peut dire que la doctrine et la pratique étrangères sont loin d'être favorables, dans leur ensemble, sauf l'exception d'ailleurs fort importante des pays pratiquant l'assurance anglaise, à l'assurance « au Premier Feu » ; celle-ci leur apparaît, au fond, comme moins avantageuse pour l'assuré que l'assurance ordinaire en valeur totale et, comme présentant des dangers sérieux pour l'assureur et, éventuellement, pour le trésor des pays dans lesquels elle serait pratiquée.

TROISIEME PARTIE

L'ASSURANCE AU PREMIER RISQUE ET SA RÉGLEMENTATION FISCALE

PLAN

Troisième Partie

RÉGLEMENTATION FISCALE DE L'ASSURANCE AU « PREMIER FEU »

Réglementation toute récente puisque, jusqu'en 1926, les contrats « au Premier Feu » étaient simplement soumis au droit commun du contrat d'assurance.

Premier Chapitre

L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU » ET LA TRIPLE TAXE DE LA LOI DU 4 AVRIL 1926

Les taxes des contrats d'assurance ; les raisons pour lesquelles on a édicté une aggravation de taxe, spéciale aux assurances « au Premier Feu » ; élaboration de la loi et l'application de ce texte à différents cas.

Deuxième Chapitre

L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU » ET LE DÉCRET-LOI DU 30 OCTOBRE 1935 SUR LES CONTRATS COLLECTIFS

Définition du contrat collectif ; le « contrat des coopérateurs », cause de ce renforcement de la législation fiscale. Texte du décret-loi et application, à l'aide de décisions ou solutions administratives, à différents cas douteux.

Troisième Chapitre

« L'ASSURANCE GLOBALE A PRIMES MOYENNES »

Conséquence normale de la réglementation fiscale, les assurances « au Premier Feu ». Etude d'une police ; nous essayerons de montrer qu'en fait, nous sommes en présence d'une police « au Premier Feu » déguisée, dont le seul mérite est d'éviter l'application de la loi du 4 avril 1926.

Ayant ainsi examiné l'assurance « au Premier Feu » sous tous ses aspects, nous serons alors à même, dans une *Conclusion*, de porter un jugement sur l'assurance « au Premier Feu » et sur son avenir...

CHAPITRE PREMIER

L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU » ET LA TRIPLE TAXE DE LA LOI DU 4 AVRIL 1926 ⁽¹⁾

Les contrats d'assurance sont soumis à une très stricte réglementation fiscale. Ils acquittent d'énormes droits ; voici les principaux en ce qui concerne les contrats d'assurance contre l'incendie.

1° UNE TAXE D'ENREGISTREMENT

(NOUVEAU CODE DE L'ENREGISTREMENT, ARTICLE 688)

D'après l'article 271, § 11-II, quatrième alinéa du Code de l'Enregistrement, tout contrat d'assurance contre l'incendie, ainsi que toute convention postérieure contenant prolongation de l'assurance, augmentation dans la prime ou le capital assuré, désignation d'une somme en risque ou d'une prime à payer, est soumis à une taxe obligatoire, moyennant le paiement de laquelle la formalité de l'enregistre-

(1) Voir : GUILHOT, *Traité Théorique et Pratique des Taxes d'Assurances* ; MAGUÉRO, *Traité alphabétique des Droits d'Enregistrement, de Timbre et d'Hypothèque* ; LEFÈVRE Roger et Jacques, *Traité Fiscal des Assurances* ; les différents *Revues et Journaux d'Enregistrement* ou des *Contributions Directes*.

ment est donnée gratis toutes les fois qu'elle est requise.

La taxe est assise sur l'intégralité des primes, cotisations ou contributions constituant le prix de l'assurance, c'est-à-dire sur toutes les sommes que l'assureur exige de l'assuré en échange de l'engagement qu'il contracte de garantir celui-ci contre les risques prévus au contrat.

La loi de 1871 en avait fixé le taux à 8 % ; il fut majoré des décimes, puis porté à 11 % (article 39 de la loi du 25 juin 1920), puis à 13,20 %, ensuite à 13,50 % (décret du 14 mars 1933). Il est actuellement de 15 % (décret du 8 juillet 1937, article 271, modifiant l'article 688 du Code de l'Enregistrement).

2° UN DROIT DE TIMBRE

(NOUVEAU CODE DU TIMBRE, ARTICLE 461)

D'après l'article 271, § 11, 2°-II, du Code de l'Enregistrement, les Compagnies d'assurances et tous les assureurs contre l'incendie sont soumis à un droit de timbre portant sur tous les contrats d'assurances, ainsi que sur tous les actes ayant exclusivement pour objet la formation, la modification ou la résiliation amiable de ces contrats.

La taxe est calculée sur la somme assurée, c'est-à-dire sur la valeur de l'objet assuré telle qu'elle est indiquée par la police et qui forme le maximum de l'indemnité à payer par l'assureur en cas de sinistre. Il y a lieu d'ajouter à la valeur des choses corporelles assurées, les capitaux assurés correspondant aux « risques locatifs », aux « recours des voisins », aux « recours des propriétaires contre les locataires », etc., etc.

Le tarif en avait été fixé par la loi du 29 décembre 1884, article 8, à un taux différent et plus faible pour les assurances mutuelles: 0 fr. 03 0/00 (0,03 0/00),

et 0 fr. 04 (0,04 0/00) pour les autres assureurs. Modifiée en 1918 (articles 20 et 21 de la loi du 29 juin 1914), élevée respectivement à 0,10 0/00 et 0,14 0/00 (loi du 25 juin 1920, article 37), puis à 0,12 0/00 et 0,168 0/00 (loi du 22 mars 1924, article 3), enfin à 0,14 0/00 et 0,196 0/00 (loi du 4 avril 1926, article 35), cette taxe est actuellement portée à 0,15 0/00 pour les assurances mutuelles et à 0,20 0/00 pour les autres assurances (décret du 8 juillet 1937, article 64, modifiant l'article 461 du nouveau Code du Timbre).

3° UNE TAXE DITE TAXE DES SAPEURS-POMPIERS, DE LA LOI DU 13 AVRIL 1898 (NOUVEAU CODE DE L'ENREGISTREMENT, ARTICLE 692).

Afin de permettre à l'Etat de subventionner plus largement les Compagnies de Sapeurs-Pompiers, *les articles 17 et 18 de la loi du 13 avril 1898 (devenus les articles 692 du nouveau Code de l'Enregistrement) ont assujetti les Compagnies d'assurances contre l'incendie, françaises ou étrangères, à une taxe calculée d'après les capitaux qu'elles assurent en France (Instructions 2953 et 2966).*

C'est là une taxe spéciale, qui grève la profession d'assureur. Aussi, à la différence des taxes de timbre et d'enregistrement précédentes, qui frappent les polices et qui sont supportées par les assurés, le nouvel impôt reste-t-il à la charge de l'assureur (article 695 du Code de l'Enregistrement).

Le taux fixé à 6 francs par million de capital assuré, puis à 7 fr. 20 (doubles décimes de l'article 3 de la loi du 22 mars 1924), est encore actuellement de 7 fr. 20 par million pour tous les capitaux assurés en France ou en Algérie (depuis le décret du 2 août 1906) par l'assureur qui la doit.

4° UNE TAXE DITE TAXE ADDITIONNELLE OU TAXE COMPLÉMENTAIRE (NOUVEAU CODE DE L'ENREGISTREMENT, ARTICLE 694).

L'article 5 de la loi du 30 janvier 1907 a institué une taxe sur le capital assuré par les Sociétés et Compagnies d'assurances françaises et étrangères contre l'incendie, pour tous les capitaux assurés en France, en sus de la taxe précédente dite des sapeurs-pompiers, établie par la loi du 13 avril 1898.

Le tarif de cette taxe est dégressif : il est en effet fixé, depuis la loi du 22 mars 1924, article 3, instituant le double décime, à 14 fr. 40 par million de capital assuré, lorsque le total des capitaux assurés par l'assureur qui acquitte cette taxe est supérieur à 3 milliards ; il est réduit à 7 fr. 20 par million pour les assureurs qui peuvent justifier que l'ensemble des capitaux assurés par eux n'est pas supérieur à 3 milliards. Il est enfin réduit au taux de 3 fr. 60 par million pour les assureurs justifiant qu'ils n'assurent pas contre l'incendie un ensemble de capitaux supérieur à 1 milliard (article 694 du nouveau Code de l'Enregistrement). Il est à remarquer que seules les sociétés mutuelles sont autorisées à se faire rembourser par l'assuré le montant de cette taxe complémentaire à taux variable (article 695, nouveau Code de l'Enregistrement).

Aux termes de la loi du 12 août 1919, il est tenu compte, pour la détermination du taux de la taxe, des capitaux assurés hors de France par les Compagnies et Sociétés d'assurances (instruction 3598).

Connaissant ainsi les énormes taxes ou droits qu'acquittent les contrats d'assurance contre l'incendie, nous sommes à même de mieux comprendre le phénomène qui se produisit dès 1920.

*
**

Etant donné l'importance de ces droits qui grèvent si lourdement le moindre contrat d'assurance, les gros et moyens assurés ressentait plus fortement encore la répercussion des augmentations successives de tarif survenues dès la fin de la guerre de 1914. Cette hausse fut considérable, puisque, dans bien des cas, l'augmentation des droits de timbre et d'enregistrement rendait trop onéreux le contrat d'assurance et dépassait de beaucoup la légère élévation des tarifs (10 %) à laquelle avaient dû procéder les assureurs à la fin de la guerre : en effet, cette augmentation de droits fiscaux atteignait souvent, et dépassait même parfois, 100 %.

C'est alors que pour venir au secours des assurés qui acquittaient des droits aussi élevés, on imagina d'employer le « Premier Feu » et de substituer cette nouvelle forme d'assurance à l'ancienne forme de l'assurance en valeur totale. Il en résultait évidemment une économie de taxes fort sensible, puisque le capital assuré dans le « Premier Feu » étant inférieur à ce qu'il aurait été dans l'assurance en valeur totale, et cela dans une proportion importante, la taxe de timbre, calculée sur les capitaux assurés, se trouvait du même coup automatiquement réduite. L'assureur bénéficiait également, du fait de cette diminution du capital assuré « au Premier Feu », d'une réduction du versement effectué au titre de la taxe des sapeurs-pompiers, et de la taxe complémentaire, et l'assuré se trouvait en bénéficiant dans la mesure où l'assureur récupérait sur lui ces taxes. De même, la réduction de prime dont pouvait bénéficier le souscripteur d'un « Premier Feu » qui remplaçait par ce nouveau mode d'assurance son ancienne assurance en valeur totale lui permettait d'acquitter une taxe d'enregistrement

moindre, puisque calculée sur une prime diminuée. Enfin, la diminution de la taxe était rendue plus sensible encore pour le Trésor, par le jeu même du « Premier Feu » : en effet, nous savons que, dans cette forme d'assurance, l'économie de prime réalisée est d'autant plus appréciable que le total des existences est plus important, et que le rapport existant entre le capital assuré et le total des existences peut être d'autant plus faible que le chiffre des existences est plus élevé.

La moins-value de taxes était donc d'autant plus forte pour le Trésor, que le contrat « au Premier Feu » était employé pour garantir un total d'existences plus important, pour lequel il aurait fallu acquitter, si l'on avait employé la forme ordinaire de l'assurance en valeur totale, un montant de droits particulièrement intéressant pour le Trésor, parce que calculé d'après la totalité de ces existences, par hypothèse très élevées.

Aussi l'Administration générale de l'Enregistrement s'émute-elle. Des auteurs soutiennent d'ailleurs que les Compagnies d'assurances ne furent pas étrangères à ce fait, et que ce sont elles qui, gênées par l'extension du « Premier Feu » et par la forte concurrence que les Compagnies anglaises leur faisaient en utilisant le « Premier Feu » comme un moyen de publicité auprès des assurés français, fournirent à cette Administration des données susceptibles d'éveiller son attention. C'est une hypothèse que rien ne permet de justifier : nous le verrons en examinant de près les travaux préparatoires et le vote de la loi du 4 avril 1926.

Un seul fait est certain, c'est que l'« évasion fiscale » qui se produisait alors par le truchement du « Premier Feu » était considérable, vu l'économie de

taxe que son emploi permettait de réaliser.. Elle aurait encore été sensiblement augmentée, puisqu'il était question, vers 1926, d'élever une fois de plus, et d'une façon assez marquée, le tarif des droits d'enregistrement et de timbre frappant les contrats d'assurances. Il est donc certain que, sans la disposition de la loi de 1926, l'assurance « au Premier Feu » aurait connu un regain de faveur de la part des assurés et que cette moins-value fiscale se serait accrue dans des proportions dangereuses pour le Trésor.

Il est fort possible que lorsque M. Lamoureux, alors Ministre des Finances, consulta les Compagnies d'assurances sur le relèvement des droits de timbre et d'enregistrement, celles-ci lui signalèrent le danger, en lui conseillant de resserrer les mailles par lesquelles on échappait déjà, et par lesquelles on échapperait beaucoup plus encore, au filet pourtant serré des droits fiscaux frappant les contrats d'assurance.

Mais pourquoi affirmer ainsi que les assureurs français auraient eu pour principal souci, en renseignant M. Lamoureux sur le « Premier Feu », de se faire « protéger contre des Compagnies étrangères, « lesquelles, plus hardies, n'hésitaient pas, du fait « des avantages fiscaux, à s'engager dans la voie des « assurances « au Premier Feu », ainsi que le reconnaissait le Ministre ⁽²⁾. C'était d'ailleurs là une première considération à laquelle le Ministre des Finances ne serait certes pas resté étranger, d'autant plus qu'au fond la généralisation du « Premier Feu » ne paraît pas tellement souhaitable et avantageuse pour la grande masse des assurés.

Mais d'autres considérations, autrement impérieuses, surtout pour un Ministre des Finances en quête de ressources, devaient le décider. N'oublions pas que

(2) *J. Off.*, 1926, *Déb. Parlem.*, Chambre, p. 740.

nous sommes en 1926, que le Trésor a de gros besoins d'argent. Comment s'étonner dès lors que le Ministre des Finances ait profité de l'occasion qui lui était signalée pour augmenter l'importance de ses rentrées fiscales, en mettant fin, ou du moins en essayant de mettre fin à cette évasion fiscale (parfaitement légale d'ailleurs), par le vote d'une disposition de nature à remédier à cet état de choses ? N'oublions pas non plus le titre significatif de cette loi de 1926 : « *Loi portant création de nouvelles ressources fiscales* ».

Il semble donc bien qu'on puisse affirmer, sans crainte d'erreur, que *ce sont surtout des considérations fiscales qui sont à la base de la triple taxe de 1926*. Une confirmation nous en a d'ailleurs été apportée récemment par le décret-loi du 30 octobre 1935, qui lui aussi, pour des considérations fiscales de même nature, voulut remédier à la « possibilité légale d'une moindre perception de taxe » ⁽³⁾. Ce décret vint, en effet, compléter la réglementation fiscale du « Premier Feu », en ce qui concerne les assurances collectives « au Premier Feu ».

On a fait aussi allusion à un autre motif, qui aurait pu inspirer le législateur de 1926 ⁽⁴⁾ : devant l'énorme endettement du pays, on sait qu'il avait été un moment question, en 1926, de recourir à un impôt sur le capital ; or, la pratique du « Premier Feu » faisait obstacle à un tel impôt. En effet, les polices d'assurance contre l'incendie sont pour le fisc un excellent moyen de se renseigner sur la valeur du patrimoine de chaque individu, par l'indication des sommes assurées. Or l'assurance « au Premier Feu », dans la-

(3) Expression plus exacte que celle d'« Evasion Fiscale » que nous avons employée jusqu'ici, et que nous continuerons à employer, après en avoir ainsi précisé le sens, parce que plus courte.

(4) Voir notamment à ce sujet : GUILHOT, *Traité Théorique et Pratique des Taxes d'Assurances*, et ODILLON, *Op. cit.*, p. 19.

quelle la somme totale des existences ne figure pas toujours, ne renseigne pas suffisamment le fisc sur la valeur du patrimoine de l'assuré. Elle présente d'ailleurs la même lacune quant aux renseignements et aux bases d'évaluation que le fisc entend tirer des polices d'assurance contre l'incendie pour la liquidation des droits de mutation dus en cas de décès (loi du 30 juin 1923, article 20 précité).

En supposant qu'il y ait du vrai dans ces interventions du fisc, qui joignait ses efforts à ceux des autres intéressés pour tenter de diminuer la pratique du « Premier Feu », il faut remarquer qu'il s'agit, là encore, de considérations fiscales et financières, et que celles-ci sont bien à la base de la loi du 4 avril 1926, à l'élaboration de laquelle nous allons maintenant assister.

*
**

Le Parlement discutait, au début de 1926, un « *Projet et des propositions de loi instituant des mesures destinées à assurer le redressement financier* ». Les documents parlementaires de la Chambre, en date du 21 janvier 1926 nous renseignent sur la question ⁽⁵⁾. On y parle (titre T, article 2, § 11) d'un relèvement du droit de timbre sur les assurances ; mais aucune allusion n'est faite à une mesure spéciale visant les assurances « au Premier Feu », ainsi qu'il découle de la lecture du rapport précité.

Le projet de loi vint alors en discussion devant la Chambre, qui discuta du relèvement des droits frappant les contrats d'assurance dans sa première séance du 13 février ⁽⁶⁾.

(5) *J. Off.*, 1926, *Doc. Parlem.*, Ch., ann. n° 2458, p. 69 et 82.

(6) *J. Off.*, *Déb. Parlem.*, Chambre, p. 789.

ARTICLE 2. — « *Le principal, fixé par l'article 37 de la loi du 25 juin 1920, de la taxe annuelle de timbre à laquelle les contrats d'assurances de toute nature autres que les assurances sur la vie sont soumis, est porté au double, mais n'est plus soumis aux dé- cimes.* »

M. CAUTRU.— Je signale à la Commission et à la Chambre les répercussions très fâcheuses qu'aurait l'article 2 s'il était voté : le droit de timbre qui frappe l'assuré était en 1914 de 0,04 0/00 ; il a été élevé en 1918 à 0,07 0/00, puis, en 1920, à 0,14 et on nous demande de le porter à 0,28. Je trouve la progression un peu brutale et surtout la taxe m'apparaît comme disproportionnée avec la prime à l'occasion de laquelle elle est perçue.

Dans certains cas, pour un capital assuré de 100.000 francs, voici la prime réclamée par la Compagnie d'assurance incendie et le taux de la taxe sur le timbre : pour une prime nette de 110 francs, la taxe qui est actuellement de 168 francs s'élèverait à 280 francs. En y ajoutant les autres impôts qui frappent une police d'assurance, on arrive à 300 et quelques francs, pour une prime de 110 francs.

Ne vous semble-t-il pas, Messieurs, que cette nouvelle charge grèvera la propriété bâtie d'une façon démesurée qui, par suite, est extrêmement dangereuse pour les intérêts du fisc ?

On voit ici combien était important le relèvement des droits proposé par le rapporteur : les exemples cités par M. Cautru le montrent suffisamment ; il est donc bien certain que l'assurance « au Premier Feu » aurait rencontré une très grande faveur chez les assurés. Mais il n'est toujours pas question d'une réglementation spéciale pour les assurances « au Premier Feu ».

La discussion se poursuit à la tribune, où l'on proteste contre une élévation éventuelle des droits aussi importante que celle prévue par le projet en discus-

sion. C'est alors que M. Lamoureux, rapporteur général, déclare, après le renvoi de l'article 2 à la Commission des Finances :

Je demande à la Chambre la permission de lui exposer, en mon nom personnel, un nouveau texte contre lequel il ne s'élèvera, sans doute, pas d'opposition...

Ce texte vise l'assurance « au Premier Feu ». Supposons une usine appartenant à une importante société. La valeur de l'ensemble des bâtiments — il y en a, par exemple, dix ou quinze — atteint le chiffre de 100 millions. L'industriel veut s'assurer ; il a alors intérêt à faire jouer l'assurance dite « au Premier Feu ». Voici pourquoi :

L'assurance « au Premier Feu » consiste en ceci : l'industriel souscrit une assurance pour la somme de 100 millions, représentant l'ensemble des bâtiments situés les uns à côté des autres. Mais il est entendu que, si un incendie éclate dans un de ces bâtiments, valant par exemple 15 millions, la société pourra immédiatement bénéficier, et quelle que soit l'importance du sinistre par la suite, d'un paiement de 15 millions.

C'est ce qu'on appelle l'assurance « au Premier Feu ». En réalité, l'assurance porte sur la totalité de la propriété de l'usine, mais elle joue la première fois qu'un sinistre se produit.

Quel est l'avantage de cette combinaison, à la fois pour l'industriel et pour la Compagnie d'assurance ? *Le taux de la prime payée à la Compagnie est calculé sur le montant global de l'assurance, c'est-à-dire 100 millions. Mais les droits qui sont perçus par l'Etat ne sont perçus, eux, que sur le « Premier Feu », c'est-à-dire 15 millions. C'est la loi, mais cette situation est de nature à porter préjudice à l'Etat.*

Pour y remédier, je propose un texte précisant que lorsqu'une assurance « au Premier Feu » sera contractée, non seulement l'assuré — c'est affaire entre lui et la Compagnie — payera une prime qui sera calculée

sur le montant total de l'assurance, c'est-à-dire, en raisonnant dans l'espèce que j'indiquais tout à l'heure, 100 millions, mais la Compagnie payera des droits de timbre et d'enregistrement qui seront calculés, non pas sur les 15 millions que j'indiquais comme exemple, mais sur 100 millions.

Il n'y a rien là qui soit contraire à l'équité. Je considère que cela est de nature à protéger les Compagnies d'assurances françaises contre la concurrence des Compagnies d'assurances étrangères, et je suis persuadé que, sur ce terrain, il n'y aura pas de discussion.

M. Henry LE MIRE. — En quoi ce texte protégerait-il les Compagnies françaises contre les Compagnies étrangères ?

M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL. — Les Compagnies étrangères sont protégées par leur propre législation. Dans des cas comme ceux-là, d'après ce qui m'a été expliqué, elles sont plus hardies que les Compagnies françaises. Elles n'hésitent pas à s'engager dans la voie des assurances « au Premier Feu », en raison de l'insuffisance des impôts perçus, et calculés dans les conditions que j'ai indiquées et font ainsi une concurrence regrettable aux Compagnies françaises. Je sais, pour avoir eu l'occasion de m'en entretenir avec différents directeurs de Compagnies d'assurances, que, si ce texte était voté, il permettrait aux Compagnies françaises de concurrencer les Compagnies étrangères.

Il est incontestable qu'une telle disposition est de nature à augmenter les ressources du Trésor. Ce sera, pour la Chambre, une première raison de l'adopter...

ARTICLE 2. — « Les différentes taxes auxquelles sont
« soumis les contrats d'assurance contre l'incendie en
« vertu des lois des 13 avril 1898 et 25 juin 1920 seront
« calculées, en ce qui concerne les polices ne couvrant
« qu'une quote-part des biens de l'assuré dites assuran-
« ces « au Premier Feu » ou « au Premier Risque », sur
« la totalité des capitaux déclarés dans la police et
« ayant servi à l'établissement de la prime.

« *La présente disposition est applicable aux contrats
« souscrits antérieurement à la promulgation de la pré-
« sente loi.* »

Je demande le renvoi de cette disposition à la commission qui l'examinera en même temps que l'article 2, dont le renvoi vient d'être ordonné...

Le rapporteur expose donc à l'Assemblée ce qu'est, d'après lui, l'assurance « au Premier Feu », et il propose que, pour remédier à l'économie de taxe qu'un tel contrat permet de réaliser, aux dépens du Trésor, *des droits soient perçus sur la totalité des existences, qui doivent obligatoirement figurer dans la police.*

Ce texte, après examen de la Commission des Finances, est discuté en séance publique le 14 février 1926 (6) :

M. Ernest LAFONT. — Le texte qui nous est soumis a une allure technique et un certain nombre d'entre nous ont quelque peine, sur simple lecture, à le comprendre dans sa portée et dans ses résultats.

Je voudrais connaître l'avis du gouvernement, représenté par l'autorité compétente du Ministre du Travail, qui a le contrôle des assurances, et avoir la certitude que le texte en discussion est favorable aux intérêts de l'Etat sans être gênant ou compromettant pour les intérêts des assurés.

M. Paul DOUMER, *Ministre des Finances*. — On a fait observer qu'il y avait des assurances « au Premier Feu » ou « au Premier Risque », particulièrement pratiquées par les Compagnies étrangères, qui venaient faire concurrence aux Compagnies françaises, parce que l'impôt était calculé sur le montant total de la police d'assurances.

C'est pour obvier à cet inconvénient que l'Administration a établi, d'accord avec la Commission, le nouveau texte qui est soumis à la Chambre...

Reprenant pour son compte la proposition de M. Lamoureux, la Chambre adopte l'article 2 qui décide de *soumettre les contrats d'assurances « au Premier Feu » aux droits simples qui frappent tout autre contrat d'assurance, mais en les calculant sur le total des existences*. L'Administration de l'Enregistrement approuve, par la voix du Ministre des Finances, une telle réglementation.

A remarquer qu'il est indiqué, dans l'exposé technique de M. Lamoureux sur l'assurance « au Premier Feu », que la prime est calculée, elle aussi, sur la totalité des existences (affirmation qui n'est pas toujours vérifiée par les faits). Le rapporteur souhaite donc que la même base de calcul soit employée pour les droits exigibles ; par suite, la déclaration des existences devrait figurer obligatoirement dans la police, comme c'est la règle dans l'assurance ordinaire en valeur totale ; l'assurance « au Premier Feu » rentrerait dans le système commun, et ne présentait plus aucun danger pour le Trésor.

*
* *

C'est le texte même de l'article 2 précité qui est reproduit dans le projet de loi finalement transmis à la Commission des Finances du Sénat. Le voici, tel qu'il a été soumis à son examen (7) :

EXPOSE DES MOTIFS

Messieurs, le Gouvernement a déposé, le 20 décembre 1925, sur le bureau de la Chambre des Députés, un projet de loi instituant des mesures destinées à assurer le redressement financier.

Ce projet était inspiré par la volonté de restaurer les

(7) *J. Off.*, 1926, *Doc. Parlem.*, Sén., ann. n° 76, p. 645.

finances de la France en demandant au pays l'effort nécessaire pour assurer l'équilibre du budget et poser les bases d'une large politique d'amortissement...

Mais une politique d'économies et l'amélioration du rendement des impôts actuels ne peuvent donner leur plein effet qu'avec du temps. Pour réaliser le programme de redressement financier proposé par le Gouvernement, de nouvelles ressources fiscales étaient donc indispensables.

Ces ressources nouvelles étaient destinées à pourvoir aux besoins urgents des caisses publiques. La crise budgétaire se complique, en effet, d'une crise de trésorerie dont la gravité ne saurait échapper au Parlement. Il faut de l'argent tout de suite, et ce but ne peut être atteint qu'en utilisant le système d'impôt en vigueur; nous ne pouvions par conséquent pas nous arrêter à de nouveaux types d'impôts, dont l'application aurait exigé la création de nouveaux services ou comporté des travaux d'assiette plus ou moins prolongés, occasionnant ainsi des dépenses certaines, en vue de recettes lointaines et aléatoires...

On voit ici nettement indiquées les préoccupations d'ordre fiscal du rapporteur, et l'on comprend alors la nécessité et le caractère de la mesure envisagée plus loin, concernant les assurances « au Premier Feu ».

La Chambre, continuant l'exposé des motifs, a adopté les dispositions analysées ci-après :

ARTICLE 2 (ARTICLE 32 NOUVEAU). — *Assurance « au Premier Feu ».* — *Calcul du droit de timbre.* — La pratique de l'assurance dite « au Premier Feu » ou « au Premier Risque » introduite depuis quelque temps en France par les Compagnies d'assurances étrangères porte atteinte aux intérêts du Trésor qui ne peut, dans ce cas, percevoir l'impôt du timbre de 168 millimes p. 100 (décimes compris) que sur le capital assuré, tandis que

l'impôt serait calculé sur la valeur d'ensemble des biens couverts par l'assurance si celle-ci était contractée dans les conditions habituelles. Elle favorise en même temps, par une aide indirecte, la concurrence que font les assureurs étrangers aux Compagnies françaises, ces dernières se refusant généralement à souscrire des assurances « au Premier Feu ».

Cet article, dû à l'initiative de la Commission des finances de la Chambre, a pour but de placer sur un pied d'égalité au regard de l'impôt du timbre les assurances « au Premier Feu » et les autres assurances en décidant que, pour celles-là, le droit de timbre sera perçu sur la valeur d'ensemble des biens assurés...

Et le projet de loi par lequel se termine le rapport reproduit les termes mêmes de l'article 2 adopté par la Chambre, mais en lui donnant le numéro 32...

M. Chéron déclare alors, dans son rapport fait au nom de la Commission des Finances (8) :

(TEXTE DE LA CHAMBRE, ARTICLE 31)

« Les différentes taxes auxquelles sont soumis les
« contrats d'assurance contre l'incendie en vertu des
« lois des 13 avril 1918 et 25 juin 1920 seront calculées,
« en ce qui concerne les polices ne couvrant qu'une
« quote-part des biens de l'assuré dites assurances « au
« Premier Feu » ou « au Premier Risque », sur la tota-
« lité des capitaux déclarés dans la police et ayant
« servi à l'établissement de la prime.

« La présente disposition est applicable aux contrats
« souscrits antérieurement à la promulgation de la pré-
« sente loi. »

(TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION DES FINANCES
DU SÉNAT, ARTICLE 31)

« Toute assurance conclue « au Premier Feu » ou

(8) J. Off., 1926, Doc. Parlem., Sén., ann. n° 84, p. 76.

« *au Premier Risque* » acquittera une *taxe triple de celles auxquelles sont soumis les contrats d'assurance en vertu des lois en vigueur.* »

Cet article, dû à l'initiative de la Commission des finances de la Chambre, est destiné à remédier aux conséquences d'une pratique qui tend à se développer en France depuis quelques années et *qui est de nature à porter atteinte aux intérêts du Trésor.*

Les modalités de cette pratique, connue sous le nom d'assurance « au Premier Feu » ou « au Premier Risque », et qui existe d'ailleurs dans d'autres branches d'assurance que dans la branche « incendie », sont les suivantes :

Les objets assurés (immeubles et marchandises) valent par exemple 10 millions. Dans l'assurance ordinaire, si un incendie éclate, la Compagnie ne devra à l'assuré que la valeur proportionnelle des dégâts par rapport à l'ensemble des biens assurés. Au contraire, dans l'assurance « au Premier Feu », la règle proportionnelle se trouve écartée et l'assuré qui s'est garanti jusqu'à concurrence de 2 millions et demi par exemple, recevra, jusqu'à concurrence de cette somme l'indemnisation intégrale de sa perte.

La prime perçue est évidemment inférieure, en valeur absolue, à celle qui serait acquittée si le risque total était garanti. D'où une perte certaine pour le Trésor.

Votre Commission a admis en principe le relèvement de la taxe envisagé par la Chambre pour remédier à cet inconvénient, mais elle a trouvé cependant que ce relèvement était excessif et propre à décourager un mode d'assurance qui est le seul pratiqué dans certaines industries comme les mines.

Nous nous bornons donc à vous proposer une *taxe triple de celles auxquelles sont soumis les contrats d'assurances en vertu des lois en vigueur.*

Il résulte du reste des renseignements que nous avons recueillis auprès du distingué chef du contrôle des assurances privées au Ministère du Travail que le triple-

ment de la taxe n'est point arbitraire et correspond aux fixations révélées par l'expérience sur l'estimation des risques.

Votre Commission vous propose en conséquence de ratifier le nouveau texte qu'elle a adopté dans ces conditions.

On voit combien grande est l'importance de ce texte, qui deviendra le texte définitif de l'article 36. Abandonnant le principe, consacré par le texte de la Chambre, *du calcul des droits sur la totalité des existences*, M. Chéron propose au contraire de continuer à percevoir les droits sur le capital assuré « au Premier Feu » ; *mais pour compenser l'infériorité de ces droits, ils seront triplés*. Et le rapporteur déclare avoir reçu l'approbation du service de contrôle des assurances, sur le choix du coefficient 3.

A remarquer que le texte voté par le Sénat ne contient pas la disposition votée par la Chambre concernant les contrats antérieurs.

Le texte de l'article 31, tel qu'il avait été adopté par la Commission des Finances, est voté par le Sénat dans la séance du 25 février (9).

Le texte de la Chambre ayant été modifié par le Sénat (notamment en ce qui concerne la réglementation du « Premier Feu »), le texte du Sénat est retransmis à la Commission des Finances de la Chambre (10), qui propose le texte suivant (11) :

ARTICLE 31. — « *Les différentes taxes auxquelles sont soumis les contrats d'assurance contre l'incendie en vertu des lois des 13 avril 1918 et 25 juin 1920 se-*

(9) *J. Off.*, 1926, *Déb. Parlem.*, Sénat, p. 278.

(10) *J. Off.*, 1926, *Doc. Parlem.*, Ch., ann. n° 2678, p. 287.

(11) *J. Off.*, 1926, *Doc. Parlem.*, Ch., ann. n° 2680, p. 324.

« ront calculées, en ce qui concerne les polices ne cou-
« vrant qu'une quote-part des biens de l'assuré, dites
« assurances « au Premier Feu » ou « au Premier Ris-
« que », sur la totalité des capitaux déclarés dans la
« police et ayant servi à l'établissement de la prime.
« La présente disposition est applicable pour les an-
« nées restant à courir aux contrats souscrits antérieu-
« rement à la promulgation de la présente loi. »

Au cours de l'examen de ce texte par la Chambre, des interventions intéressantes se produisent ⁽¹²⁾ :

M. Ernest LAFONT. — Je demande à la Chambre, dans un esprit de transaction..., de reprendre le texte du Sénat en une matière où il sera probablement plus efficace que l'ancien et le nouveau texte de la Chambre.

Cette disposition vous avait été proposée en séance par M. le Rapporteur Général qui, grâce à une connaissance plus complète que la nôtre des contrats d'assurances, s'était à juste titre aperçu de l'insuffisance de la législation en vigueur.

Vous avez voté sous l'article 31 pour les contrats dits « au Premier Feu » ou « au Premier Risque » une formule permettant une perception supplémentaire.

Je rappelle, en l'analysant brièvement, le caractère de ce texte.

Vous avez déclaré qu'au lieu de porter sur les sommes assurées pour le « Premier Feu » ou le « Premier Risque », le droit de timbre serait calculé sur la totalité des capitaux déclarés dans la police et ayant servi à l'établissement de la prime.

Le Sénat, dans une formule plus simpliste mais, je le crois jusqu'à preuve du contraire, plus efficace, propose simplement de tripler le droit de timbre.

M. le Rapporteur Général déclare cette taxe insuffisante.

(12) *J. Off.*, 1926, *Doc. Parlem.*, Chambre, p. 1236.

Je suis prêt à accepter une formule plus rigoureuse, mais je suis tout aussi disposé à écarter les formules qui paraissent efficaces et qui auront, en réalité, un faible rendement pour le Trésor.

Nous sommes en matière technique, et seule la clarté d'exposition de M. Lamoureux avait pu, lors du premier débat, nous faire accepter la disposition qu'il nous proposait.

Je m'excuse de m'expliquer moins bien, mais je voudrais une précision.

Un contrat « au Premier Feu » ou « au Premier Risque » est un contrat que l'ingéniosité des Compagnies et des assurés a substitué au contrat de droit commun qui est, vous le savez, un contrat à réduction proportionnelle. Au moment où le risque se produit, le règlement doit se faire. L'assuré ne touche pas une indemnité égale à la somme prévue : l'indemnité subit la réduction proportionnelle indiquée dans la police.

Certains assurés passent maintenant avec des Compagnies d'assurances un contrat qui leur assure la garantie totale de la première perte.

Prenons un chiffre, 100.000 fr. Je m'inspire des explications de M. Lamoureux. Il voudra bien me rectifier si je commets une erreur.

Assurance « au Premier Risque » ou « au Premier Feu » : 100.000 fr. C'est la garantie pour l'assuré que, lorsqu'une destruction égale à cette valeur sera causée par un incendie, il touchera, non pas une indemnité avec réduction proportionnelle, mais une indemnité de 100.000 fr.

On a déclaré à la tribune que les Compagnies d'assurances françaises sont gênées par la concurrence étrangère.

Je me place, moi, au point de vue du Trésor, parce que la perception est faite sur un chiffre inférieur à celui des valeurs possédées par l'assuré.

On vous proposait de déclarer que le timbre serait perçu, non pas sur 100.000 fr., mais sur la totalité des

capitaux déclarés dans la police et ayant servi à l'établissement de la prime. Le seul inconvénient, c'est que, *dans un très grand nombre de polices, il n'y a pas d'autre capital déclaré que celui assuré « au Premier Feu » et que vous chercherez en vain la base dont vous avez besoin pour appliquer cette disposition.*

L'honorable Rapporteur Général a pensé évidemment à certains contrats à allure mixte où l'assuré contracte à la fois l'assurance ordinaire, et moyennant une certaine majoration de prime, se garantit par l'assurance « au Premier Risque » ou « au Premier Feu ».

Mais, devant un contrat d'assurance « Premier Risque » ou « Premier Feu » seul, pur, exclusif de l'assurance courante, je vous défie de me dire la valeur sur laquelle vous calculerez la majoration de prime, puisque l'assuré lui, par hypothèse, aura 500.000 fr. de meubles, mais aura contracté l'assurance de « Premier Risque » pour 100.000 fr., et n'aura fait figurer, en aucun endroit de la police, le chiffre de 500.000 fr.

M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL. — C'est une erreur. Je vous le démontrerai.

M. Ernest LAFONT. — Nous interrogerons la Direction des Assurances du Ministère du Travail. Elle dira, s'il n'est pas vrai que des contrats de cette nature existent à l'heure actuelle.

Je souligne, pour la Chambre et pour l'Administration, que nous sommes ici dans une matière qui devrait être réglée par un texte plus complet et, en tout cas, par un texte complémentaire.

La police d'assurance joue, dans notre droit, non seulement son rôle entre la Compagnie et l'assuré, mais elle intervient dans les discussions entre l'Enregistrement et le contribuable, au moment du règlement des successions.

A une époque où les gens s'assuraient normalement, cette invocation de la police contre l'Administration avait un sens ; mais l'assurance « au Premier Feu » et « au Premier Risque » se généralisant — quel sera

l'effet de la police qu'on opposera à l'Enregistrement, lorsqu'elle n'assurera qu'une partie, quelquefois très faible, des valeurs possédées par l'assuré ?

Il est donc indispensable, non seulement de prévoir un texte qui permette une perception véritable, mais, dès maintenant, ou, en tout cas, dès demain, dans la loi de finances, *de donner de nouvelles armes à l'Administration de l'Enregistrement, dont vous avez besoin pour atteindre le contribuable par l'impôt sur les successions. Il faut lui donner la possibilité d'éviter une fraude qui deviendrait courante et normale par l'extension même d'un contrat d'assurance ayant un caractère analogue à celui du « Premier Feu » ou du « Premier Risque ».*

C'est dans ces conditions que, sans vouloir imposer le texte du Sénat, texte qui a été hâtivement rédigé par nos collègues de l'autre Assemblée et que je ne veux pas juger, je demande instamment à la Chambre de ne pas se contenter du texte de la Commission qui, je le dis respectueusement, n'est qu'un trompe-l'œil parce qu'il ne peut jouer qu'à la condition que l'on indique un chiffre que dans de nombreux contrats on n'indique déjà pas et qu'on indiquera encore moins demain...

Les termes mêmes de M. Lafont confirment bien ce que nous avons dit, sur le *caractère fiscal* qu'il faut attribuer à la loi du 4 avril 1926. Tous les mobiles indiqués en ce début de chapitre sont trop explicitement cités par M. Lafont pour que le moindre doute puisse subsister à cet égard.

M. Lafont affirme que le texte de la Chambre est inapplicable, parce que très souvent la police « Premier Feu » ne contient pas d'indication relative au total des existences. Il faut donc compléter l'article 31, texte de la Commission des Finances de la Chambre. C'est alors qu'intervient M. Lamoureux...

M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL. — J'ai suivi les explications de M. Lafont, je les ai comprises, mais je persiste à penser que le texte de la Chambre est préférable à celui du Sénat, *parce que ce dernier texte est insuffisant.*

Le texte de la Chambre stipule que dorénavant le droit de timbre prévu à titre de taxe sur les contrats d'assurance « au Premier Feu » sera calculé sur le montant total de la prime payée à la Compagnie d'assurances.

Quelle différence y a-t-il entre ce régime nouveau et le régime ancien ? Je l'ai expliqué ici il y a une dizaine de jours. Je répète mes explications.

Lorsqu'un industriel s'assure « au Premier Feu », il paye à la Compagnie d'assurances *une prime calculée sur le montant total des biens assurés, mais il paye à l'Etat un droit qui n'est calculé que sur le montant de la partie assurée « au Premier Feu », montant qui est généralement le quart, le cinquième ou le sixième, suivant les cas, de l'assurance totale.*

De ce fait, l'Etat subit un préjudice au moins implicite, puisque la prime d'assurance est calculée sur le plein du bien assuré, alors que le droit n'est calculé que sur une fraction de ce bien.

Nous demandons que, dorénavant, le droit perçu au profit de l'Etat soit calculé, comme la prime payée à la Compagnie d'assurances, sur le plein du bien assuré. Notre texte est clair et ne prête à aucune ambiguïté.

Le texte du Sénat est également clair. Il stipule que, dorénavant, on multipliera le droit que payait un assuré lorsqu'il s'assurait « au Premier Feu » par le coefficient 3. C'est clair et simple.

Mais il résulte des renseignements qui m'ont été donnés que le coefficient de 3 est insuffisant et correspond à un rendement très inférieur à celui que donnerait notre texte.

Les renseignements qui m'ont été fournis — je n'ai pas pu les contrôler — montrent que, pour obtenir

avec le texte du Sénat des résultats comparables à ceux qui peuvent être atteints par le texte de la Chambre, il faudrait adopter un coefficient de 6 ou de 7.

Je considère que le texte de la Chambre est préférable à celui du Sénat. Il n'est pas nécessaire de recourir à des *coefficients arbitraires*, à une sorte de transaction entre le régime actuel et le régime nouveau.

Notre texte est aussi simple que celui du Sénat et modèle exactement le droit à percevoir sur le montant des biens assurés.

Nous sommes certains que, dans tous les cas, il permettra à l'Etat d'exiger le plein de ses droits.

M. Lafont et moi, nous avons le même but : faire rendre le plus possible à ce texte au profit de l'Etat.

La disposition que la Chambre a votée une première fois et à laquelle le Sénat en a substitué une autre est certainement la meilleure...

M. Lamoureux affirme que le total des existences est connu de la Compagnie d'assurances, que c'est sur ce total qu'elle calcule sa prime. Il demande donc très logiquement que les droits soient légalement perçus sur ce total des existences. Cette solution est plus juste que celle du Sénat, d'autant plus que le coefficient choisi est, d'après lui, insuffisant...

M. de Monicault réclame alors au nom de la Chambre des explications techniques plus détaillées sur le contrat d'assurance « au Premier Feu ». Satisfaction lui est aussitôt donnée :

M. SUMIEN, *Directeur du Contrôle des Assurances, Commissaire du Gouvernement*. — Messieurs, la pratique des assurances « au Premier Feu » s'est développée en France depuis une dizaine d'années, notamment pendant la guerre, dans les assurances contre les bombardements.

Les explications de M. le Rapporteur Général ont

parfaitement éclairé la Chambre. Il y a cependant un point sur lequel je voudrais appeler particulièrement son attention afin de l'éclairer entièrement.

Lorsqu'une Compagnie d'assurances consent une assurance « au Premier Feu », elle reçoit une prime qui n'est pas calculée sur la valeur totale du bien assuré, mais seulement sur une fraction de cette valeur.

Sans doute, la prime est majorée, il y a une sorte de surprime qui couvre l'assureur contre le risque un peu plus grand qu'il va courir du fait qu'il ne pourra pas invoquer contre l'assuré « la règle proportionnelle », mais la prime n'est pas perçue sur la totalité du risque assuré ; elle ne l'est que sur une fraction de ces risques.

Par conséquent j'estime que, dans l'espèce, lorsque la taxe frappe cette fraction de la prime, elle la frappe normalement, et elle n'a pas non plus à être calculée sur la totalité du risque assuré, puisque la prime elle-même n'est pas perçue sur cette totalité.

J'appelle votre attention sur ce fait que le texte de la Chambre ne vise que l'assurance « au Premier Feu » en matière d'incendie. Or, l'assurance « au Premier Feu » peut exister en matière d'assurance contre l'incendie, le vol, les accidents d'automobiles, les transports terrestres et maritimes.

Le texte du Sénat majore toutes les taxes qui peuvent être perçues dans ces différentes branches d'assurances...

M. Sumien affirme formellement que, dans un contrat d'assurance « au Premier Feu », la prime est calculée sur le capital assuré « au Premier Feu », avec majoration de taux, mais qu'elle n'est pas basée sur le total des existences. Or nous avons vu qu'il n'en est pas toujours ainsi, et que les deux modes de calcul sont utilisés dans la pratique.

La discussion se poursuit sur ce point si important, qu'il est nécessaire de résoudre pour connaître la

meilleure base de calcul de l'impôt : capital assuré « au Premier Feu » ou total des existences...

M. Ernest LAFONT. — Toute l'argumentation de M. le Rapporteur Général repose sur cette affirmation basée sur la teneur de certains contrats, que l'assuré indique à la Compagnie en même temps que la valeur sur laquelle portera l'assurance « Premier Feu » ou « Premier Risque », la valeur totale de ses biens, qui pourront être, pour partie, à un moment, l'objet du risque.

M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL. — Il le faut bien.

M. Ernest LAFONT. — Est-ce exact? Et retrouve-t-on, contrairement à ce que je crois, dans toutes les polices, l'énonciation à la fois de la somme directement assurée et de la somme en quelque sorte indirectement assurée par le jeu du « Premier Risque » ?

Je vous demande de préciser...

M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL. — D'après les renseignements qui m'ont été donnés, l'assuré est obligé de déclarer à la Compagnie la totalité des biens qu'il assure et, précisément, ce qui fait le vice du système, c'est que cette déclaration permet à la Compagnie de percevoir sa prime sur le montant total des biens assurés.

Si j'ai bien saisi le mécanisme de l'opération, alors que la Compagnie perçoit la prime sur le chiffre considérable correspondant à la totalité du bien assuré, l'Etat, au contraire, ne perçoit les différentes taxes auxquelles sont soumis les contrats d'assurance contre l'incendie, que sur le chiffre restreint correspondant à la partie du risque assuré.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Je répète que la Compagnie d'assurances ne perçoit pas sa prime sur la totalité du risque. Elle ne la perçoit que sur la portion du risque qui est assurée « au Premier Feu », avec une majoration.

M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL. — Ce n'est pas le renseignement qui m'a été donné par des Compagnies d'assurances.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Je prends un exemple concret : Je suppose qu'une exploitation minière soit assurée. Cette exploitation peut valoir plusieurs centaines de millions. Elle contracte une assurance « au Premier Feu ». Elle ne paye la prime que sur la somme qu'elle assure ainsi, c'est-à-dire, par exemple, sur 3, 5 ou 10 millions. S'il en était autrement, elle n'aurait aucun intérêt à faire ce genre spécial de police.

M. Ernest Lafont a demandé si toutes les polices d'assurance « au Premier Feu » indiquaient : 1° la valeur totale du risque assurée ; 2° la valeur assurée « au Premier Feu » ?

Je réponds que certaines polices peuvent contenir ces deux indications, mais que dans la plupart des cas, le montant du risque total n'est pas indiqué. En tout cas, lorsqu'il est indiqué, cette mention est purement indicative, elle n'a rien de spécifiquement vrai, puisque c'est l'assuré lui-même qui estime, comme il le juge à propos, la valeur totale qu'il veut faire garantir et la Compagnie se réserve toujours le droit, au jour du sinistre, de faire procéder à une expertise pour déterminer la valeur exacte du bien assuré.

Donc, l'indication de la valeur totale, même si elle est portée sur la police, n'a pas grande signification...

M. Louis NICOLLE. — Je veux d'abord défendre le texte de la Chambre, bien que j'aie l'intention, s'il est adopté, de proposer à la Chambre de l'amender : il est préférable de dire que l'on paiera sur l'ensemble du risque plutôt que de tripler la taxe à laquelle sont soumis les contrats d'assurances.

En effet, plus le risque est gros, plus la prime d'assurance « au Premier Feu » peut être réduite. Par conséquent le système du Sénat donnerait un avantage aux plus grosses entreprises. Il serait plus onéreux pour un industriel moyen que le système de la Chambre.

C'est pourquoi je demande d'abord que le texte du Sénat soit écarté.

M. Emile BOREL. — ...Il résulte des explications de M. le Commissaire du Gouvernement qu'il y a deux sortes de contrats « au Premier Feu » : ceux où figure le montant total des capitaux assurés, suivant les indications de M. le Rapporteur Général, et ceux où ce montant n'est pas mentionné, suivant les indications de M. Lafont.

Pour la première catégorie, adoptons le système de M. le Rapporteur Général et, pour la seconde, adoptons le système du Sénat. Nous ferons ainsi rendre le maximum à la taxe...

M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL. — Je considère que le texte du Sénat rapportera moins que celui de la Chambre. C'est pourquoi je demande à la Chambre de repousser l'amendement.

Les renseignements qui m'ont été donnés, qui viennent de trois sources différentes, et qui se recoupent exactement, sont tous en contradiction avec ce que dit M. le Commissaire du Gouvernement.

Je les ai dans un dossier, ils confirment les explications que j'ai données, à savoir qu'en cas d'assurance « au Premier Feu », la Compagnie perçoit la prime sur la totalité du risque assuré, alors que l'Etat ne perçoit ses droits que sur le montant du risque assuré « au Premier Feu ».

C'est précisément ce qui, jusqu'à présent, pour les industriels qui s'assuraient « au Premier Feu », faisait le bénéfice du système. Avec ce procédé, *ils gagnaient, au moins au point de vue des impôts, la différence entre les taxes établies sur la part assurée « au Premier Feu » et celles qui auraient frappé le risque total assuré.*

Or si vous considérez qu'actuellement les impôts qui pèsent sur les assurances sont plus lourds que les primes payées, vous voyez le bénéfice considérable que fait celui qui s'assure « au Premier Feu »...

Après cette discussion, qui ne résout pas le problème posé, lequel d'ailleurs ne peut pas être tranché

par une réponse catégorique affirmative ou négative, puisque les deux systèmes de calcul sont usités, un terrain d'entente est proposé...

M. Ernest LAFONT. — M. le Rapporteur Général demande une majoration du coefficient adopté par le Sénat. Nous pourrions aussi nous mettre d'accord.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. — Au lieu du coefficient 3, il faudrait mettre le coefficient 5.

M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL. — Le coefficient 6...

Ce n'est pas à la légère que j'ai lancé le chiffre 6 dans la discussion. C'est précisément parce que les renseignements que j'ai recueillis m'ont amené à croire que le coefficient 3 adopté par le Sénat est insuffisant, et qu'il faut, si l'on veut faire œuvre efficace, lui substituer le coefficient 6.

M. le Commissaire du Gouvernement, qui confirme d'ailleurs mon appréciation sur l'insuffisance du coefficient adopté par le Sénat, *vient de déclarer que le coefficient 5 était raisonnable et acceptable.*

Je l'accepte, et c'est sur ce coefficient 5 que je demande à la Chambre de se prononcer...

M. LE PRÉSIDENT. — La Chambre n'est saisie, pour le moment, que de l'amendement de M. Ernest Lafont, qui tend à reprendre le texte du Sénat.

Le Gouvernement et la Commission acceptent ce texte en y substituant, d'accord avec l'auteur de l'amendement, le mot « *quintuple* » au mot « *triple* ». Le nouveau texte proposé est donc le suivant :

ARTICLE 31. — « *Toute assurance, conclue « au Premier Feu » ou « au Premier Risque », acquittera une « taxe quintuple de celles auxquelles sont soumis les « contrats d'assurance en vertu des lois en vigueur. »*

La Chambre, se rangeant à l'avis de M. Sumien, adopte le texte du Sénat : *les droits seront calculés sur le capital assuré, mais ils seront multipliés par 5, le coefficient précédent ayant été jugé insuffisant...*

Mais certains députés craignent que les droits ainsi majorés ne viennent à l'encontre du but recherché par l'article 31 : ce but est de faire payer à celui qui use de l'assurance « au Premier Feu » une somme de droits en rapport avec la valeur assurée, pour rétablir l'égalité avec le bénéficiaire d'une police en valeur totale qui acquitte les droits sur cette valeur totale.

Or il peut arriver que le coefficient 5, par lequel on multipliera les droits calculés sur le capital assuré « au Premier Feu », vienne détruire à nouveau cet équilibre, cette fois-ci aux dépens de l'assurance « au Premier Feu » : l'article 31 aboutirait alors à la suppression presque complète de cette forme d'assurance (toutes les fois que le capital assuré sera supérieur au $\frac{1}{5}$ des existences). Comme ce n'est nullement le but recherché, certains députés interviennent pour essayer d'éviter cette conséquence indirecte de l'article 31...

M. DE TINGUY. — Il peut se faire qu'en tel ou tel cas particulier, cette taxe quintuplée arrive à correspondre à la prime applicable à une valeur en capital supérieure à l'ensemble du capital assuré.

Je demande à la Chambre de décider que, dans le cas où cette quintuple taxe dépasserait le montant de la taxe à percevoir si la totalité des biens avait été assurée, cette dernière base soit retenue pour l'imposition à établir.

Ce serait juste, et cela ne nuirait en rien aux intérêts du Trésor. Cela permettrait d'éviter certaines exagérations. A cet effet, je propose d'ajouter à l'article 31 la disposition suivante, établissant un plafond correspondant à la taxe que justifierait l'assurance du risque total :

« Toutefois, au cas où la taxe calculée d'après les bases ci-dessus indiquées s'élèverait à une somme supérieure à celle qui serait perçue si le risque total

« *était assuré, la taxe sera établie d'après le risque total.* »

Un autre député, M. Nicolle, intervient alors pour soumettre à la Chambre un cas à peu près semblable.

M. Louis NICOLLE. — Un industriel ayant une assurance « au Premier Feu », est amené pour une raison quelconque, par exemple l'augmentation du prix des matières premières, à en contracter une seconde.

Je suppose — et il me suffira d'obtenir sur ce point l'assentiment de M. le Rapporteur Général et du Gouvernement — que la taxe ne devra pas être perçue une seconde fois, puisqu'elle aura déjà été perçue sur le montant total des capitaux assurés.

M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL. — L'amendement de M. de Tinguy paraît donner satisfaction à M. Nicolle...

Cette solution est très intéressante en elle-même et aussi parce qu'elle inspirera la décision prise par l'Administration de l'Enregistrement de limiter la perception de la triple taxe à un maximum équivalent au droit simple perçu sur la totalité des existences.

Enfin, un troisième paragraphe est proposé, pour régler la question des contrats en cours :

M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL. — La Commission propose à la Chambre de maintenir dans le texte de l'article 31 le paragraphe final du texte proposé par la Commission :

« *La présente disposition est applicable pour les années restant à courir aux contrats souscrits antérieurement à la promulgation de la présente loi.* »

Il faut traiter sur le même pied ceux qui vont s'assurer et ceux qui le sont déjà...

Le projet de loi finalement voté reproduit les différents paragraphes de notre article 31, tel que nous les avons examinés ; il est alors transmis à la Commission des Finances du Sénat, le 2 avril 1926 ⁽¹³⁾, et au cours de nouvelles discussions, soit devant le Sénat, soit devant la Chambre, quelques précisions supplémentaires furent apportées.

C'est ainsi que fut précisée la définition du « Premier Feu » ⁽¹⁴⁾ :

Rappelons qu'une assurance « au Premier Risque » est une assurance de choses qui serait, d'après les usages, normalement soumise à l'application de la règle proportionnelle et qui est contractée dans l'intention précise de n'assurer qu'une première fraction du risque total et d'écarter l'application de la règle proportionnelle jusqu'à concurrence de cette première fraction.

L'application de la triple taxe fut aussi limitée par M. Deligne, directeur de l'Enregistrement, commissaire du Gouvernement ⁽¹⁵⁾ :

Il est entendu que le triplement de taxe visé à l'article 31 ne concerne, pour les assurances contre l'incendie, que les taxes assises sur les sommes assurées : taxes de timbre, taxe de 6 fr. par million et taxe additionnelle ; pour les autres assurances, il ne concerne que la taxe de timbre.

Dans aucun cas, je puis en donner l'assurance au Sénat, la taxe d'Enregistrement n'est triplée.

M. Sumien, directeur du contrôle des assurances privées, commissaire du Gouvernement, précisa :

(13) *J. Off.*, 1926, *Doc. Parlem.*, Sén., ann. n° 209, p. 597.

(14) *J. Off.*, 1926, *Doc. Parlem.*, Sén., ann. n° 210, p. 603.

(15) *J. Off.*, 1926, *Déb. Parlem.*, Sénat, p. 617.

L'assurance « au Premier Feu » ou « au Premier Risque » a, dans la langue des assurances, un sens très précis et très limité. *Elle n'existe que dans les assurances de choses, non dans les assurances de personnes.* C'est le premier point.

Finalement, après quelques navettes, on aboutit au vote de la loi du 4 avril 1926, dont l'article 36 déclare :

ARTICLE 36. — « *Toute assurance conclue « au Premier Feu » ou « au Premier Risque » acquittera une « taxe triple de celles auxquelles sont soumis les contrats d'assurance en vertu des lois en vigueur.*

« *La présente disposition est applicable, pour les années restant à courir, aux contrats souscrits postérieurement à la promulgation de la présente loi.* »

*
**

Ayant ainsi assisté à l'élaboration de ce texte, nous allons nous efforcer d'en préciser la portée et d'éclaircir certains points obscurs...

Un premier document officiel vient compléter cet article 36 et il est indispensable de rapprocher les deux textes. Il s'agit en l'occurrence d'une « *Instruction de l'Administration générale de l'Enregistrement* » :

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENREGISTREMENT,
DES DOMAINES ET DU TIMBRE

Instruction n° 3901 du 5 mai 1926

§ II (Art. 36). — ASSURANCES « AU PREMIER FEU »
OU « AU PREMIER RISQUE ». TRIPLEMENT DES TAXES.

L'assurance « au Premier Feu » ou « au Premier

Risque » est celle dans laquelle l'assureur renonce à l'application de la règle proportionnelle ; elle n'existe que dans les assurances de choses, et non dans les assurances de personnes (cf. Déclaration du Commissaire du Gouvernement à la tribune du Sénat, séance du 3 avril 1926. *J. Off.* du 4, Débats, p. 617).

Cette assurance se pratique dans les conditions suivantes :

Une personne qui possède des meubles pour une valeur de 100.000 francs s'assure, par exemple, contre l'incendie pour une somme de 10.000 francs seulement. En cas de sinistre, l'assureur lui payera, jusqu'à concurrence de 10.000 francs, la totalité de ses pertes, sans en réduire la valeur, comme il le ferait si la règle proportionnelle était applicable, dans la proportion existant entre la valeur des biens garantis et le montant de la somme assurée.

L'article 36 de la loi du 4 avril 1926 soumet les assurances « au Premier Feu » ou « au Premier Risque » à « *une taxe triple de celles auxquelles sont soumis les contrats d'assurances en vertu des lois en vigueur* ».

Il a été précisé, au cours de la discussion qui a précédé le vote de la loi, que le triplement ne devait s'appliquer, pour les assurances contre l'incendie, qu'aux taxes assises sur les sommes assurées (taxe de timbre, taxe de 6 francs par million et taxe additionnelle) et, pour les autres assurances, qu'à la taxe de timbre seulement. Dans aucun cas, la taxe d'Enregistrement n'est triplée (cf. Déclaration du Commissaire du Gouvernement à la tribune du Sénat, séance du 3 avril 1926. *J. Off.* du 4, Débats, p. 617).

Le droit de timbre au comptant auquel sont assujetties les polices d'assurances maritimes n'est pas davantage atteint par la mesure nouvelle.

Mais il convient de remarquer que le triplement porte, en ce qui concerne les droits de timbre, sur les nouveaux taux fixés par l'article 35 de la loi du 4 avril 1926 et non sur les tarifs antérieurs.

Le nouveau texte ne touche qu'aux tarifs et ne modifie en aucune manière les règles relatives à la liquidation et à la perception des taxes qui devront s'effectuer comme par le passé.

Les tarifs triplés sont applicables du jour de l'entrée en vigueur de la loi, non seulement aux nouveaux contrats, mais encore aux contrats en cours (art. 36, 2^e alinéa). Peu importe, pour les taxes perçues sur les capitaux assurés, que les primes afférentes à ces capitaux pour l'année 1926 aient été déjà acquittées ; les taxes dues pour la période postérieure à l'entrée en vigueur de la loi n'en devront pas moins être liquidées d'après les tarifs triples, sauf aux assureurs à récupérer sur les assurés les compléments de taxes exigibles (Rapp. Inst. n° 3626, p. 22).

Toutefois, en ce qui concerne les taxes perçues sur le montant des versements annuels, les anciens tarifs devront être appliqués aux primes échues antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la loi et payées postérieurement (cf. D. du 25 novembre 1871, art. 9, dernier alinéa et Inst. n° 3626 préc.).

Le champ d'application de la triple taxe est donc bien délimité.

Il est à remarquer tout d'abord que *le triplement ne vise, dans aucun cas, la taxe d'enregistrement*. Cette solution se comprend facilement, puisque cette taxe est perçue sur le montant de la prime. Or nous avons vu que l'économie de prime réalisable du fait de l'emploi d'un « Premier Feu » par préférence à une police ordinaire en valeur totale n'est pas toujours considérable. Il aurait donc été fort injuste de tripler le droit d'enregistrement, déjà fort élevé en lui-même, puisque le produit qu'en retire le Trésor n'est pas sensiblement diminué par la pratique du « Premier Feu ».

Sont donc seuls triplés les droits calculés sur les

capitaux assurés : droit de timbre, taxe de 6 francs par million, taxe des sapeurs-pompiers, et taxe complémentaire de 3, 6 ou 12 francs par million.

En ce qui concerne cette dernière, une remarque doit être faite. Pour établir le taux du tarif applicable à la société assureur, il ne faut pas ajouter aux capitaux assurés par les polices ordinaires en valeur totale, trois fois les capitaux garantis par des polices « au Premier Feu ». On fait seulement le total des capitaux assurés par l'une ou l'autre de ces catégories de contrat : *le tarif ainsi déterminé (3, 6 ou 12 francs) doit alors être triplé pour les assurances « au Premier Feu »*. Cette pratique évidemment peut représenter une économie de droits pour l'assureur, économie dont l'assuré bénéficiera par contre-coup...

Quels contrats sont soumis à la triple taxe ? Quand l'Administration considère-t-elle qu'il y a assurance « au Premier Feu » ?

La triple taxe des assurances « au Premier Feu » ne peut atteindre que les polices d'assurances dans lesquelles la règle proportionnelle est normalement applicable, mais dans lesquelles l'abrogation de cette règle proportionnelle résulte soit de la demande de l'assuré, soit du texte de la police, soit des clauses qui y sont incluses.

D'après une solution du 16 octobre 1926, *il n'est pas nécessaire que la renonciation à cette règle proportionnelle soit formellement prévue au contrat ; dès lors que la règle proportionnelle est toujours sous-entendue dans les contrats où l'assurance n'est que partielle, il suffit que la convention contienne des clauses y dérogeant expressément. Il suffit que l'assurance ne soit que partielle et qu'elle ne comporte pas l'application de la règle proportionnelle.*

L'Administration considère en effet que si la somme assurée est plus petite que la valeur des biens soumis au risque, les parties sont présumées n'avoir pas voulu couvrir la valeur entière. En d'autres termes, l'assurance, qui ne garantit pas la valeur totale des biens assurés, est toujours soumise à la règle proportionnelle, même si le contrat est muet sur son application, puisqu'elle est toujours prévue aux conditions générales des polices.

En définitive, il y a assurance « au Premier Feu » toutes les fois que la règle proportionnelle ne peut recevoir son application, soit parce que les parties y dérogent d'une façon expresse, soit parce que les clauses du contrat impliquent l'abrogation de la règle proportionnelle, soit enfin parce que la nature même de l'assurance s'y oppose.

En ce qui concerne la dérogation volontaire à la règle proportionnelle, on admet généralement qu'elle ne peut résulter que d'une clause expresse, ou, à son défaut, de clauses dont la rédaction laisse nécessairement supposer l'intention des parties de faire abstraction éventuelle de cette règle pour le calcul de l'indemnité.

Il faut remarquer cependant que la mention insérée dans certains contrats, mention en vertu de laquelle les parties déclarent que l'assureur n'opposera pas la règle proportionnelle, peut ne pas suffire pour caractériser l'assurance « au Premier Risque », *si cette règle proportionnelle n'est pas de l'essence même du contrat envisagé*. De telles clauses doivent alors être considérées comme surabondantes, et comme destinées exclusivement à éclairer les contractants sur l'étendue de leurs droits et obligations respectifs, lesquels, en l'absence de toute précision, n'en dériveraient pas moins de leur contrat.

Des précisions nouvelles furent apportées, à la suite de questions écrites que M. Jean Castagnez, député du Cher, adressa à M. le Ministre du Budget, au sujet des assurances « au Premier Feu » :

I. — M. Jean Castagnez expose à M. le Ministre du Budget : a) qu'une Société anonyme est assurée contre l'incendie à une Compagnie d'assurances ordinaire ; b) que le contrat stipule que le capital assuré « au Premier Feu » est de « un million », mais que l'assurance couvrira l'ensemble des immeubles et marchandises possédées par la Société, dont la valeur est de 1.200 millions, et demande : 1° quel est le montant des droits de timbre perçus par l'Administration de l'Enregistrement ; 2° quel est le montant des droits de timbre qui seraient perçus si l'assurance était souscrite dans la forme ordinaire, c'est-à-dire si le capital assuré était de 1.200 millions. (Question du 19 mai 1933.)

RÉPONSE. — 1° S'il s'agit bien d'une assurance « au Premier Feu », comportant dérogation à l'application de la règle proportionnelle, les taxes sur les capitaux assurés sont calculées au tarif triple des droits ordinaires, sur la somme de un million, du moment où cette somme constitue le maximum de l'indemnité que l'assureur s'engage à verser en cas de sinistre ; 2° dans le cas prévu, et s'il est bien établi qu'il n'y a pas dérogation à l'application de la règle proportionnelle, les taxes sur les capitaux assurés sont calculées sur la somme de 1.200 millions, mais seulement aux taux ordinaires. (J. O., 22-7-1933.)

La seconde combinaison serait évidemment la plus avantageuse au point de vue fiscal ; mais qui donc osera s'assurer pour 1 million, sur un total d'existences de 1.200 millions, lorsque le contrat prévoit l'application de la règle proportionnelle ?

II. — M. Jean Castagnez demande à M. le Ministre du Budget quels sont les droits de timbre que paye une Société anonyme, porteuse d'un contrat d'assurance contre l'incendie, souscrit auprès d'une Compagnie ordinaire, dans la forme : « au Premier Feu » dans les diverses hypothèses suivantes :

1° Capital assuré : 1 million; capitaux couverts par l'assurance : 20 millions de francs ; 2° Capital assuré : 1 million; capitaux couverts par l'assurance : 50 millions de francs ; 3° Capital assuré : 1 million; capitaux couverts par l'assurance : 80 millions de francs ; 4° Capital assuré : 1 million; capitaux couverts par l'assurance : 300 millions de francs ; 5° Capital assuré : 1 million; capitaux couverts par l'assurance : 800 millions de francs ; 6° Capital assuré : 1 million; capitaux couverts par l'assurance : 1.200 millions de francs ; 7° Capital assuré : 1 million ; capitaux couverts par l'assurance : 2.000 millions de francs.

(Question du 19 mai 1933.)

RÉPONSE. — S'il s'agit bien d'une assurance « au Premier Feu », comportant dérogation à l'application de la règle proportionnelle, les taxes sur les capitaux assurés sont liquidées, dans tous les cas, au tarif triple des droits ordinaires, sur la somme de 1 million, du moment où cette dernière somme constitue le maximum de l'indemnité que l'assureur s'engage à verser, en cas de sinistre. (*J. O.*, 227--1933.)

Cette hypothèse, assez théorique, laisse voir combien peut être désavantageuse pour le fisc la pratique du « Premier Feu ».

III. — M. Jean Castagnez demande à M. le Ministre du Budget : 1° si les Sociétés anonymes peuvent assurer « au Premier Feu », non seulement les immeubles ou marchandises qu'elles possèdent, mais aussi les immeubles ou marchandises possédés par les Sociétés anonymes filiales ; 2° dans le cas de l'affirmative, par quoi

se justifie la différence du traitement entre ces Sociétés et les Sociétés de Secours mutuels ; 3° dans la négative, si l'Administration de l'Enregistrement applique les droits de timbre ordinaires sur les capitaux couverts (au lieu du capital assuré) aux contrats de cette nature ; et depuis quand ? (Question du 19 mai 1933.)

RÉPONSE. — 1° Réponse affirmative ; mais la nature des taxes exigibles (taxes ordinaires ou taxes spéciales aux assurances « au Premier Feu ») dépend des clauses insérées dans le contrat et des conditions de l'assurance ; 2° il ne pourrait être répondu à cette question qu'au vu d'une copie des contrats passés avec les assureurs. (*J. O.*, 22-7-1933.)

Cette troisième question a trait au problème des « contrats collectifs », que nous retrouverons un peu plus loin.

Enfin, quelques précisions supplémentaires sont apportées par un article de l'*Argus* du 11 avril 1935 :

POLICES ASSIMILÉES A DES ASSURANCES
« AU PREMIER FEU »

QUESTION POSÉE. — Nous avons vu diverses polices, dans lesquelles, bien que la base de l'assurance soit la « valeur totale », les Compagnies d'assurances renoncent cependant à l'application de la règle proportionnelle.

Nous avons vu, notamment, l'« assurance de collectivités », comme des Départements, des Villes, Chambres de Commerce, etc..., dont les polices stipulent, soit en raison de la qualité de l'assuré, soit en raison de la nature du risque, que « par dérogation à toutes dispositions contraires, les Compagnies paieront le montant des dommages à concurrence des sommes assurées, sans qu'il soit fait état de la valeur totale des risques au jour du sinistre ».

De telles assurances sont-elles vraiment sujettes au triple tarif, en ce qui concerne le timbre ?

Autrement dit, je suppose : La Ville de X... assure une maison, dont la valeur de construction est estimée approximativement un million.

La Compagnie, tenant compte de la qualité du risque, stipule que, *bien que les bases de l'assurance soient la valeur totale, il reste entendu que, par dérogation contraire, elle paiera le montant des dommages fixés par l'expertise à concurrence de la somme assurée, sans qu'il soit fait état de la valeur totale.*

Ou encore, un assuré quelconque assure contre tous risques une pacotille de marchandises, dont la valeur au jour de l'assurance, est estimée cent mille francs. La Compagnie assure cette collection cent mille francs, avec une clause dans le genre de celle qui est indiquée ci-dessus.

Doit-on vraiment le droit de timbre dans de telles circonstances ? Si cette perception est, en effet, imposée, l'assuré auquel on a voulu consentir un avantage, subit, en fin de compte, un dommage qui, dans certains cas, peut être d'une certaine importance.

RÉPONSE. — *L'assurance dont il est ci-dessus question est sujette au triple droit, comme une assurance « au Premier Feu », à moins qu'il ne s'agisse de « valeur agréée » ayant fait l'objet d'une expertise préalablement à l'établissement de la police.*

La solution est simple : *dans tout contrat d'assurance-incendie, dans lequel l'assuré ne fait couvrir qu'une partie de la valeur totale, la triple taxe est perçue, parce qu'il est supposé que cette assurance partielle a eu pour principal but de réaliser une économie dans le versement des droits.*

Toutes les fois que l'Administration s'aperçoit que tel n'est pas le mobile qui a fait agir l'assuré, mais que cette assurance partielle répond à une nécessité, elle n'applique pas la triple taxe, conformément au

but que se proposait la loi du 4 avril 1926 : réprimer une évasion fiscale.

En ce qui concerne les assurances de « Feux Successifs », voici ce qui résulte d'une solution du 28 mars 1927, rendue à propos d'un contrat de ce genre.

Les contrats dits de « Feux Successifs » couvrent des risques déjà garantis pour une somme déterminée, avec abandon de la règle proportionnelle. Ils ont pour objet de garantir l'assuré contre le dommage pouvant être causé au risque à l'occasion d'un seul et même sinistre, jusqu'à concurrence d'une somme complémentaire, après épuisement de celle faisant l'objet de la garantie antérieure. Elle est consentie elle-même avec renonciation à l'application de la règle proportionnelle.

« Les assurances faites dans ces conditions rentrent, dit la solution, dans les prévisions de l'article 36 de la loi du 4 avril 1926 et doivent supporter le triplement des taxes, dès lors qu'elles dérogent à l'application de la règle proportionnelle. »

Les assurances « au Deuxième Feu » ou « Feux Successifs » sont donc assimilées aux assurances « au Premier Feu » et l'Administration applique strictement la définition donnée au Sénat par le commissaire du Gouvernement, lors de la discussion de la loi, et d'après laquelle l'assurance « au Premier Feu » est celle dans laquelle l'assureur renonce à l'application de la règle proportionnelle.

Un problème de ce genre se pose pour les polices d'assurances délivrées par certaines Compagnies (lorsque le premier contrat autorise l'assuré à le faire). Ces polices spéciales sont destinées à indemniser les assurés jusqu'à concurrence d'une somme

forfaitaire de la perte que pourrait leur faire subir, en cas de règlement de sinistre, l'application d'une règle proportionnelle par les Compagnies qui garantissent le risque en assurance ordinaire.

La question est de savoir si la triple taxe doit ou non être perçue pour de tels contrats dans lesquels la règle proportionnelle est écartée ; elle n'a pas encore été tranchée... Il semble bien d'ailleurs que la triple taxe n'ait pas à être acquittée.

* *
* *

Mais le problème se complique singulièrement dès que l'on sort du domaine de l'assurance-incendie.

Dans les « assurances maritimes », il semble bien que la triple taxe ne soit pas perçue, lorsque, dans la police, il est fait abandon de la règle proportionnelle. Cependant, la question est fort discutée, depuis le 1^{er} avril 1935, date à partir de laquelle les assurances maritimes sont soumises à l'abonnement, comme les assurances-incendie.

A cet égard, le décret du 17 octobre 1936 (Instruction 4279) a incorporé dans le Code du Travail les dispositions du décret du 31 décembre 1934, et l'article 467 prévoyant la triple taxe est par suite applicable à ces dispositions.

Il est en effet stipulé dans l'instruction précitée que la triple taxe est due, lorsque le droit de timbre est perçu sous forme d'une taxe annuelle...

Dans les « assurances de personnes », il n'est jamais perçu de triple taxe : ainsi que l'a indiqué M. Sumien, au cours de la discussion de l'article 36, l'assurance « au Premier Risque » n'est jamais possible dans les assurances de personnes, qu'il s'agisse

d'assurances sur la vie ou d'assurances contre les risques corporels, et la triple taxe n'est jamais applicable à de tels contrats.

Par contre, dans les « assurances contre les accidents et les risques matériels », dans lesquelles la règle proportionnelle est souvent à la base du contrat, la forme du « Premier Risque » peut être employée, auquel cas la triple taxe sera évidemment perçue.

Mais la question dépend de l'examen de chaque cas particulier. Il faut que cet examen prouve : 1° qu'il devrait y avoir application de la règle proportionnelle d'après les usages courants ; 2° que l'abrogation de la règle proportionnelle résulte de l'intention formelle des parties.

Dans les « assurances à forfait », pour lesquelles les parties sont, en raison de l'instabilité du risque, dans l'impossibilité d'en déterminer la valeur, la règle proportionnelle n'est pas applicable et la triple taxe ne saurait être exigée.

En ce qui concerne les « assurances contre les accidents » et plus généralement les assurances de responsabilité, une solution récente du 28 juillet 1926 résout le problème de la triple taxe applicable à ces contrats de la façon suivante :

...Par ailleurs, les questions concernant les assurances de transports de marchandises proprement dites par chemin de fer, camion automobile ou avion, comportent les réponses suivantes :

1° En ce qui concerne les assurances souscrites par le propriétaire des marchandises, les taxes sur les capitaux doivent être assises :

a) lorsque l'assurance est conclue sous la forme d'une police flottante, sur la valeur des risques assurés à l'époque où elle atteint son maximum. Ce maximum est déterminé en tenant compte de la limite par train, par wagon, par camion, etc... stipulée au contrat ;

b) lorsque l'assurance est conclue moyennant une prime fixe, sur le maximum auquel la police limite le montant de l'indemnité que l'assureur peut être tenu de verser, en cas de sinistre. Pour déterminer ce maximum, il faut tenir compte à la fois de la limite fixée par train, par wagon, par camion, etc..., et du nombre maximum de trains, wagons, camions, etc... qui sont couverts en même temps par l'assurance.

Dans les deux cas, les taxes liquidées sur les capitaux assurés doivent être perçues au tarif triple, si l'assureur renonce explicitement ou tacitement, à l'application de la règle proportionnelle.

2° Par contre, au sujet des assurances souscrites par les expéditeurs de marchandises... dans la mesure où le dommage susceptible de mettre en jeu la responsabilité du transporteur peut être engendrée par le feu, l'assurance de cette responsabilité a le caractère d'une assurance contre l'incendie et donne ouverture aux taxes applicables aux contrats de cette nature.

De plus, du moment où l'assureur indemnise les sinistrés des dommages qu'ils ont subis jusqu'à concurrence du maximum stipulé sans faire application de la règle proportionnelle, les taxes assises sur les capitaux assurés doivent être liquidées au tarif triple. Il importe peu, à cet égard, que le montant des dommages, dont l'assuré peut être tenu pour responsable échappe à toute prévision. Il suffit que la garantie de l'assureur couvre, dans la limite du maximum prévu, tout le préjudice, quelle que soit l'importance totale du risque auquel était exposé l'assuré.

Enfin, en ce qui concerne les assurances contre le vol, nous avons vu que l'assurance « au Premier Ris-

que » est très souvent pratiquée, du moins pour certaines formes de contrat, lorsqu'il s'agit notamment d'assurer des valeurs, des billets, etc...

En ce qui concerne ces polices d'assurances conclues « au Premier Risque », l'Administration avait demandé à percevoir la triple taxe de la loi du 4 avril 1926.

Devant les protestations des assureurs, qui opposaient que la forme du « Premier Risque » était une forme d'assurance habituelle et nécessaire pour de tels risques, l'Administration étudia le problème de près. Ayant réuni toute la documentation nécessaire, elle reconnut le bien-fondé de la demande des assureurs, dans une lettre adressée à M. le Président de l'Association « La Sécurité Administrative », 19, avenue de l'Opéra, à Paris, du 10 avril 1928 :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Vous m'avez transmis une note par laquelle le Directeur de la Compagnie d'assurance « L'Union » signale que l'Administration de l'Enregistrement entend appliquer le triplement de la taxe du timbre prévue par l'article 36 de la loi du 4 avril 1926, aux assurances contre les vols sur la personne, contre les détournements, contre le vol ou l'incendie, du contenu des coffres-forts. D'après le Directeur de L'Union, la taxe triple des assurances « au Premier Feu » ou « au Premier Risque » ne peut atteindre que les assurances où la règle proportionnelle devrait normalement s'appliquer et où l'abrogation de cette règle résulte de la demande de l'assuré ; par contre, devraient y échapper les assurances qui, comme celles appartenant aux catégories ci-dessus visées, ne peuvent entraîner l'application de cette règle, à raison de l'impossibilité de déterminer à l'avance l'importance des valeurs soumises au risque.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'un examen approfondi de la difficulté a conduit à reconnaître que

la triple taxe n'est pas applicable aux assurances envisagées.

En effet, dans son rapport sur le projet de texte devenu l'article 36 de la loi du 4 avril 1926, M. Henry Chéron, Rapporteur Général de la Commission Sénatoriale des Finances, expose que l'assurance « au Premier Risque » est une assurance de choses qui serait, d'après les usages, normalement soumise à l'application de la règle proportionnelle et qui est contractée dans l'intention précise de n'assurer qu'une première fraction du risque total et d'écarter l'application de la règle proportionnelle jusqu'à concurrence de cette première fraction.

Il n'y a donc assurance « au Premier Feu » ou « au Premier Risque » qu'autant que le maximum à assurer peut être connu de l'assuré et figure dans la police.

La question de savoir si des assurances peuvent être qualifiées « au Premier Feu » ou « au Premier Risque » ne peut donc être tranchée que sur espèces.

Or, d'après les renseignements fournis par M. le Ministre du Travail (Service du Contrôle des Assurances privées), les assurances contre les vols sur la personne, contre les détournements, contre le vol ou l'incendie du contenu des coffres-forts, ne peuvent pas entrer dans cette catégorie, *étant donné que, d'après les usages établis, elles ne comportent pas l'application de la règle proportionnelle et qu'en fixant une somme limite assurée, les parties n'ont pas eu pour objet d'écarter cette règle.*

J'ajoute que les polices d'assurances contre le vol des objets mobiliers, dans les habitations particulières, contiennent généralement la clause suivante :

« L'assurance peu s'étendre aussi, moyennant stipulation particulière et paiement d'une prime spéciale, aux détériorations causées par le fait des voleurs, aux bâtiments ou locaux renfermant les objets assurés » et ces mêmes polices excluent de la garantie « les dommages d'incendie résultant du fait des voleurs ».

Mais, alors que l'assurance du mobilier contre le vol comporte généralement l'application de la règle proportionnelle, les détériorations immobilières causées par les voleurs aux locaux renfermant les objets assurés sont convertes sans application de cette règle ; les dommages sont réglés jusqu'à concurrence de la somme assurée, quelle que soit la valeur pouvant être attribuée à l'immeuble.

La couverture des risques de détériorations immobilières causées par les voleurs, à raison des conditions dans lesquelles elle est pratiquée, constitue donc également une assurance « à forfait » qui doit, par suite, échapper à l'application de la triple taxe.

*
**

Mais la loi du 4 avril 1926 soulève encore bien d'autres problèmes. C'est ainsi que celui de l'application de la loi du 4 avril 1926 aux contrats d'assurance « au Premier Feu » ou « au Premier Risque » souscrits en Algérie, a été résolu par l'affirmative, conformément à un décret du 28 décembre 1934, dont voici la teneur :

DÉCRET DU 28 DÉCEMBRE 1934

Relatif à l'homologation d'une décision des délégations financières algériennes, relative à la majoration de certaines taxes auxquelles sont assujettis les contrats d'assurance « au Premier Feu » et « au Premier Risque ».

ARTICLE PREMIER. — Est homologuée la décision suivante de l'Assemblée plénière des Délégations financières algériennes en date du 20 juin 1934 :

Décision.

Article premier. — Il est ajouté à la codification annexée au décret du 13 juin 1929 des textes qui régissent, en Algérie, l'impôt du timbre, un article 260 bis ainsi conçu :

« Toute assurance conclue « au Premier Feu » ou « au Premier Risque » acquittera une taxe triple de celles auxquelles sont soumis les contrats d'assurance.

Article 2. — La taxe de 6 fr. par million instituée par la décision de l'Assemblée plénière des Délégations financières du 15 juin 1903, homologuée par décret du 3 décembre suivant, et la taxe additionnelle de 3, 6 ou 12 fr. par million créée par l'article premier de la décision de l'Assemblée plénière des Délégations financières du 13 avril 1908, homologuée par décret du 15 juillet 1908 et par la décision de l'Assemblée plénière des Délégations financières du 17 juin 1918, homologuée par décret du 13 novembre suivant, sur les capitaux assurés par les Compagnies d'assurances contre l'incendie, seront perçues à un tarif triple du tarif normal, lorsque les contrats seront conclus « au Premier Feu » ou « au Premier Risque ».

Article 3. — Les dispositions des articles premier et 2 qui précèdent sont applicables, pour les années restant à courir, aux contrats souscrits antérieurement à la mise en vigueur de la présente décision.

ARTICLE 2. — Les dispositions qui font l'objet de la décision homologuée par l'article premier du présent décret sont applicables aux territoires du Sud...

■
**

Enfin, une dernière question doit être abordée, *celle des sanctions prévues en cas de violation des dispositions nouvelles.*

Celles-ci sont prévues par le Code de l'Enregistrement et par le Code du Timbre, dans lesquels le décret-loi s'intègre, puisqu'il a pour but de compléter l'article 697 du Code de l'Enregistrement et l'article 461 du Code du Timbre.

I. — En ce qui concerne l'enregistrement, les sanctions sont prévues par les articles 164 et suivants du

décret du 27 décembre 1934, notamment par les articles 189 et suivants relatifs à la fraude fiscale. Voici l'article 189 :

« § 1^{er}. — Quiconque se sera frauduleusement soustrait ou aura tenté de se soustraire frauduleusement au paiement total ou partiel des impôts établis par les lois au profit du Trésor public, sera puni d'une amende de 1.000 francs au moins et de 5.000 francs au plus, sans préjudice des droits du Trésor.

« § 2. — En cas de récidive dans un délai de cinq ans, il sera puni, en outre, d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus et pourra être privé en tout ou en partie, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits civiques énumérés par l'article 42 du Code pénal.

« § 3. — Le Tribunal pourra, de plus, ordonner que le jugement sera publié intégralement ou par extraits dans les journaux qu'il indiquera, le tout aux frais du condamné, sans toutefois que les frais de publication et de l'affichage puissent dépasser 5.000 francs. »

II. — En matière de timbre, des sanctions spéciales sont prévues par les articles 27 et suivants du Code du Timbre (décret du 27 décembre 1934).

Il est évident que ces pénalités sont applicables aux deux parties contractantes, c'est-à-dire à l'assuré et à l'assureur. Tous deux seraient déclarés solidairement responsables...

*
* *

Nous avons ainsi une dernière preuve du but recherché par le législateur en votant l'article 36 de la loi du 4 avril 1936 : éviter la moins-value fiscale que cause au Trésor la pratique des assurances « au Premier Feu ».

C'est ce but que l'on retrouve sans cesse à travers toutes les solutions données aux différents problèmes qui pouvaient se poser à propos de cet article 36.

C'est en ayant toujours en vue ce même but qu'il faut résoudre toutes les difficultés d'interprétation qui peuvent encore surgir à l'heure actuelle.

C'est également dans ce même but, la protection des ressources du Trésor, que le législateur est intervenu pour essayer de remédier à une nouvelle forme de contrats, d'où pouvaient résulter de substantielles économies de droits, aux dépens des rentrées budgétaires : les « contrats collectifs d'assurance » au « Premier Feu », que nous allons étudier dans notre *deuxième chapitre*.

CHAPITRE DEUXIEME

LES CONTRATS D'ASSURANCES COLLECTIVES « AU PREMIER FEU » ET LE DECRET-LOI DU 30 OCTOBRE 1935

Le contrat « Premier Feu » tel que nous l'avons étudié jusqu'ici, était un contrat, signé par le propriétaire ou tout autre détenteur des biens assurés, pour se garantir contre le danger d'incendie et toutes ses conséquences ; ce contrat ne comportait qu'*un seul bénéficiaire*, le signataire de la police.

Au contraire, le contrat « Premier Feu » que nous allons étudier dans ce chapitre, se caractérise justement par le fait qu'il *comporte, ou peut comporter, plusieurs bénéficiaires*, ce nombre de bénéficiaires étant souvent indéterminé au moment de la signature de la police. Il s'agit alors d'un « contrat collectif d'assurances « au Premier Feu », que l'on a aussi appelé « contrat d'assurances collectives au Premier Feu ».

Or l'un de ces contrats collectifs a pris, dans l'histoire des assurances « au Premier Feu », une importance toute particulière, tant par l'intérêt qu'il pouvait présenter en lui-même, que par les conséquences législatives qu'il a entraînées pour l'ensemble des assurances collectives « au Premier Feu ». Nous

faisons allusion ici au « Premier Feu Coopératif », ou « Premier Feu des Coopérateurs », résultant de l'« assurance collective contractée par la Fédération Nationale des Coopératives de consommation ». La question, qui a fait l'objet de nombreuses polémiques dans la presse des assurances, mérite d'être exposée le plus clairement possible (1).

*
* *

Nous croyons que le promoteur de cette assurance collective était parti du point de vue suivant : *ne plus chercher à réaliser l'assurance d'un seul assuré, comme dans l'assurance ordinaire à un seul bénéficiaire, mais réaliser l'assurance d'une « collectivité de risques » par un seul contrat comportant une infinité de bénéficiaires.*

Dans l'assurance « au Premier Feu » ordinaire, l'assuré n'assure qu'une partie de son risque, 20 %, 50 %, etc... Quelle que soit la proportion entre le capital assuré et la valeur totale des existences, il reste toujours son propre assureur pour une partie de son risque. Si ce risque est unique (s'il est par exemple représenté par un immeuble), il y aura une grave imprudence de sa part à ne s'assurer que pour 50 % ou 75 % de la valeur de son immeuble, sous prétexte qu'une statistique des incendies fait ressortir que, dans l'ensemble, et si l'on fait intervenir une moyenne, un incendie ne détruit en général jamais plus de 50 % de la valeur totale assurée.

Dans l'« assurance d'une collectivité de risques », au contraire, le but cherché est différent et le danger encouru par l'assuré n'existe plus. Il n'y a plus « as-

(1) Voir les nombreux articles publiés dans les différents Journaux d'Assurance, entre 1932 et 1934 ; ODILLON, *Op. cit.*, p. 20 ; PAPOT, *Op. cit.*, p. 188 ; la collection du « Coopérateur de France » depuis 1932, etc...

surance d'une partie d'un risque », mais « *assurance d'une partie du risque* », ce risque étant alors formé par un certain nombre de risques différents, couverts par une même police. Il n'est plus escompté que tel d'entre ces risques composants ne brûlera que jusqu'à concurrence de 50 %, mais que sur les X risques composants assurés (100 par exemple), il n'en brûlera tout au plus que 20, 30 ou 50, quelle que soit par ailleurs l'importance de chacun des sinistres qui pourraient affecter les risques composants...

Telle était, croyons-nous, l'idée qui inspira le promoteur du contrat collectif des coopérateurs. Nous n'avons pas à apprécier ici, si une telle idée est ou non juste, et la question peut en effet être posée de savoir si ce n'est pas précisément le rôle des Compagnies d'assurances d'appliquer la loi des grands nombres et la compensation des risques, plutôt que de chercher à les faire jouer à l'intérieur d'un seul contrat. Si l'assureur peut justement demander à son assuré une prime très faible, eu égard à la valeur considérable des biens assurés, n'est-ce pas parce qu'il peut faire bénéficier l'assuré de l'avantage que lui, l'assureur, trouve dans l'application de la loi des grands nombres et la compensation des risques ? Le prix du risque se trouvant diminué par le jeu de ces lois, l'assuré en bénéficie. Mais seul l'assureur réunit les conditions techniques indispensables pour permettre le jeu de ces lois (très grand nombre de risques, diversité de situation, de construction, d'exposition au danger, division des risques, etc.). Vouloir restreindre cette application des lois techniques de l'assurance à un seul contrat, au moment où l'on cherche précisément à l'étendre le plus possible, pourrait peut-être passer pour une gageure. Mais

c'est là une question bien trop technique, qui sort du cadre de cette étude ⁽²⁾.

Partant donc de son idée de l'assurance d'une collectivité substituée à multiplicité des assurances, le promoteur du contrat coopératif chercha le meilleur moyen de réaliser son idée dans la pratique. Introduit dans le milieu des coopérateurs, il trouva chez eux un champ d'application idéal. Les coopérateurs forment en effet un groupement de gens assez peu fortunés, dans l'ensemble. Ce sont surtout de modestes ouvriers, des artisans, des employés, des métayers ou de petits fermiers. Pour ces gens, souvent de condition modeste, le mobilier constitue la principale richesse : c'est à son achat qu'ils ont consacré leurs premières économies ; plus tard, avec un peu d'aisance, ils ont pu acheter ou faire construire une petite maison, dans laquelle ils habitent. Ces gens sont ou ne sont pas assurés contre l'incendie, et ils risquent fort, en cas de sinistre, de perdre tout le fruit de leur travail et de leur économie. D'où l'idée de faire bénéficier tous ces coopérateurs, gens modestes très intéressants, de condition à peu près semblable, d'une « assurance collective au Premier Feu », qui viendrait les indemniser en cas de sinistre, de la perte de leur seule et minime richesse : mobilier, petite maison, etc..., les empêchant ainsi d'être ruinés par leur imprévoyance assez compréhensible et résultant du défaut d'assurance.

D'autre part, les coopérateurs étaient affiliés à un certain nombre de Sociétés coopératives départementales, et ces différentes Sociétés étaient groupées au sein de la Fédération Nationale des Coopératives de Consommation. Il était donc facile, en utilisant la

(2) Il faut d'ailleurs reconnaître que la compensation entre les risques se produisait tout de même à l'intérieur de la Compagnie, le contrat « Coop » ayant été couvert à une Compagnie qui avait d'autres Polices en cours.

notion actuellement admise par le Droit des assurances (art. 6 de la loi de 1930 qui la prévoit expressément), de « l'assurance pour le compte de qui il appartiendra », d'assurer des coopérateurs par l'intermédiaire de leur représentant, la Fédération Nationale.

La Fédération Nationale des Coopératives retirait, pour sa part, un bénéfice certain du contrat. En effet, les coopérateurs qui se trouveront assurés par le dit contrat sont tous des clients particulièrement fidèles des Sociétés coopératives. Or, ils n'ont qu'un pouvoir d'achat limité. Si un sinistre vient frapper un coopérateur, la puissance d'achat de ce dernier sera diminuée, dans la mesure où une indemnité, versée par un assureur, ne viendra pas compenser le dommage causé par le sinistre. Il était donc de l'intérêt bien compris des Coopératives de sauvegarder, dans la mesure du possible, la puissance d'achat des coopérateurs frappés par un sinistre : elles conservaient ainsi leur clientèle... La Fédération Nationale des Coopératives avait donc en vue ses propres intérêts, lorsqu'elle voulut faire bénéficier ses adhérents d'un contrat qui maintenait intact le pouvoir d'achat des sinistrés, puisqu'il était prévu que l'assureur s'engagerait dans tous les cas à indemniser le coopérateur sinistré.

Par une police en date du 5 août 1932, la Société d'assurances mutuelles « La Solidarité » a assuré contre l'incendie, dans la forme du « Premier Feu » et jusqu'à concurrence d'un capital assuré maximum de 1.000.000 (un million) de francs, à la Fédération Nationale des Coopératives, ayant agi tant pour son propre compte que pour celui de qui il appartiendra, un nombre variable de risques mobiliers et immobiliers appartenant à des coopérateurs affiliés à des Sociétés qui lui étaient adhérentes et dont l'importance devait lui être indiquée périodiquement, le tout

moyennant une prime variable de quatre francs cinquante centimes, à six francs, suivant les années d'existence du contrat lui-même, avec une stipulation d'une prime globale minima de 3.000 francs, payable lors de la souscription de la police ⁽³⁾.

Ayant signé ce contrat, la Fédération Nationale des Coopératives de Consommation prévint ses filiales qui, à leur tour, avertirent leurs adhérents, en leur offrant le bénéfice du « contrat au Premier Feu ». Il suffisait, pour pouvoir bénéficier de ce contrat (et c'était là une condition indispensable), d'être adhérent à une des Sociétés coopératives; mais il fallait aussi avoir effectué dans l'année un minimum d'achats de 500 francs auprès d'une de ces Sociétés; la prime d'assurance, fixée à dix francs, était alors retenue sur le montant de la ristourne annuelle. Cependant, dès le début de l'été 1933, la Fédération Nationale des Coopératives de Consommation annonçait à ses adhérents, que ceux d'entre eux qui n'avaient pas effectué suffisamment d'achats, pour avoir droit à la ristourne sur laquelle est précomptée la prime, pourraient cependant bénéficier de cette assurance en versant de leurs propres deniers le montant de la dite prime (d'après Papot, *Op. cit.*, note p. 189).

Le montant de la garantie « au Premier Risque » était de 1.000.000 (un million) de francs. La somme peut sembler énorme, si l'on envisage la qualité des coopérateurs appelés à bénéficier de cette garantie, en apparence si disproportionnée avec leur modeste patrimoine assuré. Mais on comprend mieux ce chiffre, dès que l'on sait que par cette même police se trouvaient être garantis des assurés logés dans deux gros immeubles; au cas où l'un de ces locataires,

(3) Il n'y a pas à proprement parler « adhésion » du coopérateur à ce contrat, mais plutôt accession du coopérateur au bénéfice de la Police.

ayant mis le feu chez lui, aurait été reconnu responsable et débiteur envers ses co-locataires ou son propriétaire, la somme garantie aurait peut-être été insuffisante; on comprend donc le pourquoi de ce chiffre de un million, en apparence bien trop élevé. Il faut considérer d'autre part que des coopérateurs assurés pouvaient être logés dans un gros immeuble, dans lequel pouvaient être logés d'autres sinistrés. Un seul sinistre aurait pu entraîner le versement d'indemnités importantes.

Quels étaient les risques ainsi garantis à chaque adhérent jusqu'à concurrence de la somme de un million?

1° *La maison d'habitation personnelle*, c'est-à-dire celle du domicile légal, et ses dépendances, si le coopérateur en est propriétaire.

2° Ou bien les *risques locatifs du domicile légal*, et ses dépendances, si le coopérateur en est locataire.

Il est bien spécifié que l'assuré ne bénéficiera de la garantie que pour sa seule demeure personnelle. C'est ainsi qu'il ne peut pas assurer par ce contrat une seconde maison, dont il serait propriétaire, mais qu'il n'habiterait pas; de même, s'il est propriétaire d'une maison qu'il loue, alors qu'il habite à titre de locataire une autre maison, il ne peut faire assurer par ce contrat que la seule maison occupée par lui à titre de locataire. (Cela, pour répondre au but que s'était proposé le promoteur: limiter l'assurance à des petits et moyens assurés).

3° *Le mobilier personnel du domicile légal*, sans limitation de prix. (Mais ce mobilier est en général modeste, pour la plupart des adhérents des Coopératives). Ce mobilier représente les premières économies du coopérateur, il ne faut pas qu'un sinistre vienne détruire ainsi tout le fruit de ses efforts. D'au-

tant que si le coopérateur sinistré est obligé de racheter du mobilier en se privant sur ses autres achats, (ce qu'il sera bien obligé de faire s'il n'est pas assuré), son pouvoir d'achat sera diminué, et la Coopérative dont il est client souffrira de cette restriction...

Une clause, relative à la maison d'habitation, précise que la maison peut être construite en dur, ou simplement avec des matériaux autres que le bois, avec prédominance du dur.

Toutefois, il est bien spécifié:

1° Qu'il n'y a exclusion que pour les maisons d'habitation en bois.

2° Que les fondations sont exclues de la garantie.

Il est également prévu que la garantie ne s'étend pas à la maison si celle-ci dépasse une certaine importance, et mérite de ce fait l'appellation de « château » ou telle autre appellation caractéristique, variable suivant les régions, attribuée par les habitants à une propriété, dès qu'elle est d'une certaine importance... Cette disposition est faite en vue de limiter strictement le bénéfice du contrat aux adhérents de condition modeste.

Il était prévu que, outre la garantie du mobilier personnel, peut être compris en supplément un petit outillage artisanal, agricole ou commercial, dont la valeur n'excéderait pas 5.000 francs. Cette limitation de l'outillage à une valeur de 5.000 francs avait été faite, toujours dans le même but, recherché par l'instigateur du contrat, de limiter le bénéfice du contrat « Coop » (non courant du contrat dont bénéficient les adhérents des Coopératives), aux modestes artisans, petits paysans ou petits boutiquiers ; il est présumé que si l'importance de cet outillage dépasse les 5.000 francs fixés comme limite, l'assuré est d'une condition sociale et bénéficie de moyens financiers tels qu'il peut s'assurer lui-même à des assureurs sans user du contrat « Coop ».

4° *La perte de loyer* comme locataire ou propriétaire.

5° *La privation de jouissance* comme propriétaire ou locataire.

6° *Les recours des voisins* comme propriétaire ou locataire.

7° *Les explosions* causées par la foudre, le gaz, l'électricité ou autres.

On voit combien cette garantie était complète : elle l'était encore bien plus, si l'on considère que *l'assuré était garanti « au Premier Feu », jusqu'à concurrence de un million*. La marge était donc grande ! Il était en outre inséré dans la police collective la clause habituelle de *reconstitution automatique de la prime* en cas de sinistre. De plus, il était fait *abandon total et absolu de la règle proportionnelle* sous toutes ses formes, y compris le principe de la proportionnalité de la prime au risque. Dans le questionnaire que le futur assuré devait remplir pour bénéficier de ce contrat « Coop », il suffisait d'indiquer sa qualité d'adhérent, et, jusqu'en 1933, de justifier du minimum d'achat (ou, après 1933, de verser la prime). Par contre, l'adhérent ne faisait aucune déclaration d'existences et n'avait pas à donner d'indication quelconque concernant les valeurs soumises au risque ; il lui suffisait d'en préciser la situation (4). En cas de sinistre, il n'y avait pas à faire la valeur totale ; l'assuré n'avait plus à craindre une sous-assurance, il était toujours et dans tous les cas, complètement indemnisé jusqu'à concurrence de sa perte !

La prime acquittée par le coopérateur était fixée à un prix uniforme de dix francs, quelle que soit la

(4) Il est à remarquer qu'aucune surprime n'était exigée à raison de la situation de l'appartement ou de la maison assurés à proximité des usines ou de tout autre lieu considéré ordinairement comme dangereux par les Assurances.

valeur des biens assurés. La Fédération Nationale réalisait donc un bénéfice sur l'encaissement des primes, puisqu'elle-même n'était tenue envers la Société mutuelle assureur, La Solidarité, qu'à un versement variant entre quatre francs cinquante et six francs par adhérent ; ce bénéfice lui permettait de compenser les frais qui résultaient pour elle de la mise en application du contrat « Coop » : frais d'administration, d'écritures, de publicité, etc... La prime était retenue à l'adhérent, sur sa ristourne annuelle, par la Société coopérative à laquelle il était inscrit ; ou bien l'adhérent versait directement en deniers à sa Société le montant de la prime, si son chiffre d'achat était insuffisant pour le faire bénéficier du contrat « Coop ». Le coopérateur était alors assuré par l'intermédiaire de cette Société départementale ou régionale.

Mais l'assureur ignorait personnellement l'assuré. La Solidarité ne connaissait que la seule Fédération Nationale des Coopératives de Consommation. Celle-ci transmettait à l'assureur, tous les trois mois, une liste des coopérateurs, adhérents aux Sociétés départementales ou régionales, et bénéficiaires du contrat « Coop ». D'après ces listes, la Fédération Nationale acquittait un chiffre de prime proportionnel au nombre d'adhérents. L'assureur réglait les sinistres à la Fédération Nationale, et celle-ci s'occupait de faire indemniser l'assuré sinistré par la Société coopérative à laquelle il adhérait. Telle était du moins l'opinion du promoteur du contrat « Coop » ; nous verrons que l'Administration de l'Enregistrement soutient un point de vue tout opposé...

Enfin, la police pouvait jouer le rôle de police complémentaire, garantissant la victime d'un sinistre, qui ne serait pas totalement indemnisée du dommage subi... Il était en effet prévu que le bénéficiaire d'un

contrat « Coop » pouvait parfaitement être déjà titulaire d'une police-incendie délivrée par une Compagnie quelconque. L'adhérent n'était nullement obligé de dénoncer cette première police, pour pouvoir bénéficier du contrat « Coop », qui devait alors jouer à son égard le rôle de « police complémentaire » : si, pour une raison quelconque, *autre toutefois que le non-paiement de la prime*, le bénéficiaire du contrat « Coop » n'était pas complètement indemnisé par son premier assureur, il était prévu par ce contrat « Coop » qu'il le serait dans la limite de sa perte... La question se pose d'ailleurs de savoir jusqu'à quel point ce second contrat était possible pour l'assuré bénéficiaire d'un premier contrat signé auprès d'un assureur autre que La Solidarité, lorsque dans son premier contrat une clause formelle lui interdisait de se faire garantir contre la règle proportionnelle, ou de contracter une assurance complémentaire. De même, le bénéficiaire du contrat « Coop » devait, semble-t-il, avertir le premier assureur, au cas où toute liberté lui aurait été laissée sur ce point, mais à charge d'avertir l'assureur au cas où il signerait une seconde police.

Le contrat « Coop » parut être quelque chose de merveilleux aux coopérateurs, qui souscrivirent en masse à un tel contrat. Le contrat conclu entre La Solidarité et la Fédération Nationale des Coopératives devait durer 12 ans, à compter de 1932. En 1935, il y avait déjà plus de 200.000 adhérents, et les résultats financiers paraissaient bons, puisque pour 2.300.000 francs de primes perçues, il n'avait été versé que 700.000 francs d'indemnités... Il semblait qu'une telle forme d'assurance était promise à un grand avenir.

Pourtant, la Presse des assurances était intervenue, assez vivement, dès l'apparition des premières polices, et son attaque portait sur quelques points principaux.

1° *La modicité de la prime.* On déniait que pour 10 francs, il soit possible d'assurer 1 million. Il faut d'ailleurs remarquer qu'en fait, le risque couru par l'assureur était loin de valoir cette somme d'un million, en apparence si élevée, nous savons pourquoi. Sauf cas exceptionnel, l'assureur ne courait qu'un risque sensiblement plus limité. Mais d'autre part, la prime perçue par l'assureur était moindre encore (de quatre à six francs!).

On faisait remarquer, il est vrai, que la modicité de cette prime tenait au fait suivant: la disparition à peu près complète des frais d'acquisition, qui augmentent dans une si forte proportion, le coût des primes perçues par les assureurs. La Solidarité n'avait aucun frais pour acquérir les contrats; quelques heures chaque trimestre suffisaient pour vérifier les listes d'adhérents communiquées par la Fédération Nationale des Coopératives. De même, elle n'avait aucun frais de règlement des sinistres, puisqu'ils étaient réglés sous le contrôle, et par l'intermédiaire de la dite Fédération. Celle-ci était en partie remboursée de ses frais, par la différence entre la prime perçue et la prime versée à La Solidarité; d'autre part, même si les frais dépassaient cette différence, la Fédération imputait ces dépenses sur ses frais généraux, et ses adhérents n'avaient pas à verser une prime plus forte comportant pour partie ces frais d'acquisition, de règlement, etc...

C'est ainsi que M. Poisson, secrétaire général de la Fédération des Coopérateurs, s'était expliqué, dans une conférence publique reproduite par l'organe des coopérateurs, dans les termes suivants:

« Une question vient tout de suite à l'esprit : Comment peut-on s'assurer pour une somme minime,

« alors qu'actuellement les primes d'assurances s'élè-
« vent à une somme moyenne de 30 ou 40 francs ?

« Cette différence est obtenue par la suppression des
« intermédiaires. Ceux-ci foisonnent dans l'assurance.
« Entre le siège de l'assurance et l'assuré, il y a faci-
« lement cinq à six échelons et sur chaque échelon,
« il faut déposer une partie de la prime.

« Avec dix francs de prime annuelle, dix francs nets,
« puisque tous les intermédiaires sont supprimés, la
« Compagnie d'assurances estime faire une bonne af-
« faire. A tel point même qu'il est fort possible, comme
« il est dit d'autre part, que cette prime pourra être
« portée à huit francs ;

« La Société coopérative, là encore, dans ce domaine,
« comme dans celui de la consommation, supprime la
« cause principale de vie chère : l'intermédiaire. »

Un autre élément du bon marché de la prime était, disaient les défenseurs du contrat « Coop », la presque-égalité entre les risques, sensiblement égaux en valeur, présentant à peu près les mêmes « chances de sinistre », etc..., d'où l'uniformité de la prime. C'est ce qu'approuve en termes très nets M. Papot, dont nous citons quelques extraits de la page 191 :

« La prime présente cette particularité curieuse d'être
« indépendante des contingences extérieures ; elle est
« fixe et unique, quelle que soit l'étendue des risques
« couverts. Voilà, certes, qui, au premier abord, peut
« paraître un défi aux principes jusqu'ici acceptés en
« matière d'assurance, et déconcerter. En admettant
« que l'équilibre financier de l'entreprise soit réalisé,
« il est indéniable, en effet, que cette prime forfaitaire,
« en raison même de ce qu'elle est identique pour cha-
« cun, représentera pour les uns plus et pour les au-
« tres moins que la prestation afférente à l'étendue
« des risques qui leur sont couverts.

« Mais il est alors un autre facteur qui intervient :

« l'extrême modicité de cette prime : elle est actuelle-
« ment de dix francs par an. Il en résulte que les iné-
« galités relatives des prestations des divers partici-
« pants seront, pour ainsi dire insignifiantes et sont
« largement compensées par les avantages de simpli-
« fication découlant de cette unité. N'avons-nous pas
« quotidiennement l'exemple d'un tarif unique pour
« toute la France, que la lettre ait sa destination dans
« une commune voisine ou à un million de kilomè-
« tres ? Cette innovation a été accueillie par des sar-
« casmes et cependant personne maintenant ne songe
« plus à nier qu'elle représente un grand progrès. N'a-
« t-on pas, au surplus, étendu ce même régime au trans-
« port par chemins de fer des colis-postaux ? Enfin, à
« Paris, le voyageur utilisant le métropolitain acquitte
« le même prix, qu'il descende à la proche station ou
« seulement à la plus éloignée.

« Bref, lorsque les prestations individuelles, quoique
« exactement adaptées au service rendu, sont suffisam-
« ment faibles pour ne pas différer sensiblement en
« valeur absolue, le problème pratique se pose de sa-
« voir si l'unification ne permettrait pas de remplacer
« ces prestations variées par un prix unique égal, si-
« non inférieur, aux plus faibles d'entre elles. Dans
« notre hypothèse, il est certain que la Fédération Na-
« tionale des Coopératives de Consommation a pu,
« grâce à ce système extrêmement simple, confier à
« des gérants de succursales n'ayant aucune notion
« d'assurance, le soin de recevoir les adhésions à la
« police collective. De même, il a été possible au Bu-
« reau central de se contenter d'un personnel extrê-
« mement réduit. »

Mais la question qui se pose est justement de sa-
voir s'il n'y a pas là une impossibilité absolue en ma-
tière d'assurance. Un principe fondamental est à la
base de l'assurance : proportionner le mieux possible
la prime au risque ; que devient-il en l'occurrence,
puisque'on ne s'en tient plus qu'à l'à peu près... On

voit d'ailleurs très bien le caractère que l'on a voulu donner à ce contrat « Coop » : celui d'une « assurance à prix unique », pour répondre à la vogue actuelle de ces marchandises à prix unique ⁽⁵⁾.

Enfin, ce contrat « Coop » ressemblait beaucoup aux primes dont les Coopératives font bénéficier leurs acheteurs : de même que pour X francs d'achats, on bénéficie d'un kilo de sucre, de « bons primes », etc..., on pouvait bénéficier d'une prime intéressante, jusque-là inédite : un contrat d'assurance contre l'incendie..., encouragement à la fidélité du consommateur, à l'augmentation de la consommation (minimum exigé).

2° Mais les critiques portèrent également sur la *capacité financière de l'assureur*, sur l'*équilibre financier de l'entreprise*...

En ce qui concerne l'assureur qui avait accepté de signer le contrat présenté par la Fédération Nationale des Coopératives, on soutint qu'il ne possédait pas une surface financière suffisante pour assurer un ensemble de risques aussi important. La Compagnie d'assurances mutuelles « La Solidarité », anciennement « L'Assurance Ouvrière », est en effet une Mutuelle solide, certes, et à la saine gestion financière. Mais on a prétendu qu'elle n'était pas assez puissante, qu'elle n'avait pas assez de réserves et n'offrait pas une garantie suffisante pour assurer un tel risque, fort élevé si l'on considère l'ensemble des biens assurés. C'est là évidemment, une question que nous n'avons pas à examiner, et qui d'ailleurs paraît avoir été soulevée surtout pour les besoins de la cause. « La Solidarité » existe toujours, et elle se porte fort bien...

(5) Nous résumons ici les critiques qui parurent dans divers articles publiés vers 1932-1935, sans vouloir pour cela les approuver, et surtout sans attribuer aux termes « vente à prix unique » ou « vente à primes » le sens péjoratif que d'aucuns seraient tentés y donner.

Mais on a fait remarquer que l'équilibre financier de l'entreprise, l'économie du contrat, pour préciser, était impossible. Evidemment, les chiffres que nous avons cités plus haut paraissent démentir ces affirmations. Or, on a prétendu qu'il était toujours facile de réaliser des bénéfices, dans les premières années de la fondation d'une assurance. On encaisse des primes, le versement des premières indemnités ne commence que beaucoup plus tard, sauf malchance vraiment trop grande. Comment s'étonner du solde créditeur de l'opération, à son début ? c'est le contraire qui serait étonnant. Attendons, disaient les adversaires de ce contrat...

D'autant que le contrat « Coop », faisait-on observer, n'a guère eu l'occasion de jouer jusqu'ici que comme contrat complémentaire, d'où la modicité, toute provisoire, des indemnités versées. Mais dès que les assurés bénéficiaires d'un contrat d'assurance-incendie, et adhérents au contrat « Coop », dénonceront le premier, ils seront assurés pour la totalité par ce contrat « Coop », toujours pour la même prime de 10 francs... Les indemnités qui seront dues seront alors bien plus élevées, et c'est à ce moment-là que l'opération s'avèrera désastreuse, et pour « La Solidarité », et pour les assurés eux-mêmes qui ne pourront pas être indemnisés...

L'avenir seul aurait pu dire, qui avait raison. Mais l'Administration de l'Enregistrement intervint. En effet, le danger que ce contrat présentait pour les intérêts du Trésor était grand, à plus d'un égard.

Supposons, en effet, que l'on généralisât la *pratique du contrat « Coop »*, et c'en était fait des Compagnies d'assurances, des contrats d'assurances, et des centaines de millions de droits et taxes que ces contrats rapportent chaque année à l'Etat. Il aurait suffi d'une dizaine de contrats, signés par la Confé-

dération Générale du Travail, par la Confédération Générale de la Production Française, par l'Association Nationale des Combattants, etc..., au profit de leurs adhérents, pour que l'ensemble des Français et des biens situés en France fussent assurés contre l'incendie.

D'autre part, la modicité de la prime du contrat « Coop » tenait, en grande partie, à ce qu'il était exempt d'impôt. En effet, avaient dit les créateurs de ce contrat « Coop », il s'agit d'une police « Premier Feu »; il suffit donc d'acquitter, une seule fois chaque année, un total de droits calculés d'après le tableau suivant :

1° Le droit de timbre de 0,14 0/00 (« La Solidarité » est une Mutuelle) multipliée par 3 (« Premier Feu »), soit sur 1.000.000	420 »
2° La taxe des pompiers de 0,0072 %, également triplé, soit	21 60
3° La taxe de 0,0144 0/00 spéciale aux Mutuelles, toujours multipliée par 3, soit	43 20
Total	484 80

Donc, disaient les adversaires du contrat Coop, pour 484,80, on assurait autant de fois 1 million, qu'il y avait d'adhérents de la Fédération Nationale remplissant les conditions requises pour bénéficier du contrat. Plusieurs dizaines de millions assurés pour lesquels il n'était versé que 484 fr. 80 de droit!

Une fois cette somme de 484 fr. 80 acquittée, il n'était plus rien versé, quel que soit le nombre de bénéficiaires, puisque, disait-on, il n'y a qu'une seule police. Et pratiquement, dans les 10 francs de prime versés, il n'y avait aucune part pour les droits et taxes, qui augmentent pourtant si sensiblement la prime d'un contrat ordinaire d'assurance contre l'in-

cendie ; ou du moins, la part afférente aux droits était si faible, qu'elle était négligeable.

Aussi l'Administration intervint-elle. Dès 1933, la Direction Générale de l'Enregistrement avait réclamé à La Solidarité, Société assureur responsable du paiement des droits et taxes, le paiement des taxes de timbre sur la valeur d'ensemble des capitaux assurés. A défaut de règlement amiable et d'entente avec l'assureur, l'Administration décerna contre La Solidarité une contrainte, en date du 4 mars 1933, précédant pour la somme de 1.615.558 francs. Cette somme était basée sur une estimation provisoire des capitaux assurés pour une valeur totale de 10 millions, estimation faite en arbitrant à raison du nombre des adhérents et de la valeur réelle des risques garantis ; la contrainte prévoyait également le paiement des intérêts moratoires prévus par l'article 39 de la loi du 4 avril 1926.

La Solidarité fit opposition, et le jugement suivant fut rendu par le Tribunal Civil de la Seine (2^e Chambre), le 31 octobre 1936 (6) : Il s'agit, on le verra, d'un jugement d'avant-dire-droit, lequel est d'ailleurs soumis en ce moment à la Cour de Cassation, qui n'a pas encore statué. En voici la teneur :

« Attendu qu'aux termes d'une police en date du
« 5 août 1932, la Société d'assurances mutuelles *La*
« *Solidarité* a assuré contre l'incendie « au Premier
« Feu », dans la limite maximum de 1.000.000 de
« francs, à la *Fédération Nationale des Coopératives*
« *de Consommation*, ayant agi pour son compte et
« pour celui de qui il appartiendra, un nombre varia-
« ble de risques mobiliers et immobiliers appartenant
« à des Coopératives affiliées à des Sociétés qui lui
« étaient adhérentes, dont l'importance devait être in-
« diquée périodiquement, moyennant une prime varia-

(6) *Revue générale des Assurances terrestres*, 1937, p. 723.

« ble de quatre francs cinquante centimes, à six francs,
« suivant l'ancienneté de l'adhésion, avec une stipu-
« lation d'une prime globale minima de 3.000 francs
« payable lors de la souscription de la police.

« Attendu que sur ce contrat considéré par elle com-
« me constituant le titre d'une *convention d'assurance*
« *unique*, la Société *La Solidarité* a acquitté les taxes
« d'abonnement au timbre, exigibles sur la somme de
« un million de francs, au tarif triple prévu par l'ar-
« ticle 36 de la loi du 4 avril 1926 pour les assuran-
« ces « au Premier Feu ».

« Attendu que l'Administration de l'Enregistrement,
« estimant au contraire que la *Fédération Nationale*
« *des Coopératives de Consommation* avait agi comme
« mandataire des bénéficiaires de l'assurance, et que
« la police présentait le caractère d'un contrat collec-
« tif formant le titre d'autant de conventions distinctes
« qu'il y avait d'assurés, a réclamé à la Société *La So-*
« *lidarité* les taxes de timbre sur la valeur d'ensemble
« des capitaux garantis, et à défaut de règlement amia-
« ble a décerné contre elle le 4 mars 1930 une con-
« trainte procédant pour la somme de 1.615.558 francs,
« sauf à parfaire ou à diminuer suivant la déclaration
« à souscrire, outre les intérêts moratoires prévus par
« l'article 39 de la loi du 4 avril 1926, en arbitrant, à
« raison du nombre des adhérents et de la valeur réelle
« des risques garantis, à dix millions le montant des
« capitaux réellement assurés.

« Attendu que la Société *La Solidarité* a fait opposi-
« tion à cette contrainte et, au soutien de sa demande
« en nullité de poursuites exercées contre elle, allègue
« que le contrat litigieux présente les caractéristiques
« d'une stipulation pour autrui, que l'objet de son en-
« gagement unique pour l'ensemble des bénéficiaires
« constitue la contre-partie indivise des obligations as-
« surées par la *Fédération* pour chacun des risques
« couverts, et que de cette unité de contre-partie dérive
« l'unité de contrat.

« Attendu que le contrat passé entre la Société *La Solidarité* et la *Fédération Nationale des Coopératives de Consommation* n'a pas été souscrit par cette dernière Société comme mandataire des bénéficiaires de l'assurance, puisque leur participation ne se produisant qu'à des dates successives au fur et à mesure de leur adhésion, ceux-ci étaient inconnus d'elle au moment de sa conclusion, et qu'au surplus, les conditions d'adhésion étaient, notamment en ce qui concerne la prime, différentes de celles qu'avait acceptées la *Fédération*.

« Attendu que les mêmes motifs empêchent d'admettre que la *Fédération* ait agi comme gérante d'affaires des bénéficiaires éventuels.

« Attendu qu'en souscrivant la police pour le compte de qui il appartiendra, la *Fédération* a fait une stipulation pour autrui dans les termes de l'article 1121 du Code Civil, et conformément d'ailleurs aux dispositions des alinéas deux et trois de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1930.

« Attendu qu'un contrat de cette nature exige, pour sa validité, que le stipulant ait un intérêt personnel à l'exécution de la promesse faite à un tiers.

« Attendu que cette condition se trouve caractérisée dans la cause, tant par l'intérêt pécuniaire de la *Fédération*, résultant de l'engagement qu'elle a pris, à l'égard de la Société assureur, d'acquitter les primes de ses adhérents, et du bénéfice à provenir pour elle de la différence entre le montant des cotisations de ses affiliés et la prime dont elle était personnellement redevable, que par l'intérêt moral qu'elle avait de sauvegarder la capacité de paiement de ses adhérents, et d'accroître par le moyen d'une assurance avantageuse les liens qui renforçaient leur attachement aux institutions coopératives.

« Attendu de plus que les bénéficiaires de l'assurance, qui sont les coopérateurs présents ou futurs, sont suffisamment déterminés par cette qualité.

« Attendu que les conditions nécessaires à la validité
« de la stipulation pour autrui se trouvent donc réunies
« en l'espèce.

« Attendu que pour déterminer la portée de ce con-
« trat au regard de la loi fiscale, il convient d'en ap-
« précier les effets.

« Attendu qu'il a été convenu dans la police que la
« *Fédération* ferait parvenir à la Société assureur, dans
« les 30 jours suivant la fin de chaque trimestre légal,
« le nombre des risques assurés sur lesquels serait
« basé le montant des cotisations à percevoir, et qu'un
« avenant de régularisation serait établi en conséquen-
« ce de cette remise.

« Attendu que cet avenant de régularisation a eu
« pour effet de faire naître un contrat distinct entre la
« Société La Solidarité et chacun des cotisants, à comp-
« ter du jour de son adhésion à la police et, comme
« conséquence, de créer au profit de chacun des béné-
« ficiaires un droit direct lui permettant d'obtenir le
« paiement des dommages par lui subis.

« Attendu que l'Administration de l'Enregistrement
« est donc fondée à soutenir que chacun de ces con-
« trats doit être considéré isolément pour le calcul des
« droits y afférents.

« Attendu que les droits exigibles comprennent la
« taxe d'abonnement au timbre fixée par l'article 8 de
« la loi du 28 décembre 1884, la taxe de 6 fr. par mil-
« lion actuellement portée à 7 fr. 20, instituée par l'ar-
« ticle 17 de la loi du 13 avril 1898 et la taxe addition-
« nelle prévue par l'article 5 de la loi du 30 janvier
« 1907 qui sont liquidées sur le total de sommes ou
« capitaux assurés.

« Attendu que l'Administration de l'Enregistrement,
« ayant considéré que la garantie promise à chaque
« adhérent avait seulement pour objet les capitaux
« lui appartenant réellement, a déclaré *limiter la per-*
« *ception des taxes au tarif simple sur la valeur d'en-*
« *semble réelle des capitaux assurés pour les bénéfi-*
« *ciaires de contrat.*

« Attendu que pour déterminer sur ces bases le montant des taxes dues, il convient donc de connaître le montant des risques couverts; qu'à cet effet, il échet avant-dire-droit d'ordonner que la Société *La Solidarité* sera tenue de souscrire la déclaration nécessaire au calcul des droits.

« PAR CES MOTIFS,

« AVANT-DIRE-DROIT : *Dit que la Société La Solidarité sera tenue de souscrire à l'Administration de l'Enregistrement une déclaration faisant connaître, pour permettre le calcul des taxes exigibles, la valeur d'ensemble des capitaux assurés par les bénéficiaires du contrat, et ce, dans le délai d'un mois de la signification du présent jugement, passé lequel délai il sera fait droit.*

« Réserve les dépens. »

Le Tribunal ordonne l'expertise demandée par l'Administration pour déterminer le montant des biens assurés, de façon à pouvoir calculer, d'après cette valeur totale, les droits exigibles ; l'Administration consent d'ailleurs à ne percevoir ces droits qu'au tarif ordinaire, en faisant abstraction de la forme « Premier Feu » donnée au contrat « Coop », pour considérer qu'il y a seulement assurance en valeur totale.

Mais la difficulté subsiste, qui n'est résolue que provisoirement ; *elle est de savoir s'il y a unité ou pluralité de contrats*, si le seul bénéficiaire est la Fédération Nationale des Coopératives, ou s'il y a autant de bénéficiaires que d'adhérents de la dite Fédération remplissant les conditions prévues au contrat, et par conséquent autant de contrats que de bénéficiaires, les droits devant alors être perçus à l'occasion de chaque contrat?...

La question juridique qui se pose est la suivante :

Y a-t-il stipulation pour autrui, au profit des adhérents de la Fédération ? S'il y a bien stipulation pour autrui, il y a donc, par le fait même, autant de contrats distincts, soumis à la perception distincte des droits et taxes auxquels sont soumis tous les contrats d'assurance.

Le Tribunal reconnaît la présence de tous les éléments indispensables pour qu'il y ait juridiquement stipulation pour autrui (intérêt du stipulant à l'exécution de la promesse faite à autrui, recours du stipulant contre le promettant, obligation valable du promettant, détermination suffisante du bénéficiaire), d'où la solution prise, que la Cour de Cassation confirmera probablement...

*
**

D'autant que depuis l'ouverture de la procédure, un fait nouveau très important est intervenu : il s'agit du décret-loi du 30 octobre 1935 sur les assurances collectives.

Profitant des « pleins pouvoirs financiers » qui lui avaient été octroyés pour raffermir le franc et améliorer la situation budgétaire de la France, le gouvernement Laval prit le décret-loi suivant, dont l'exposé des motifs nous renseigne exactement sur le but recherché (7) :

Paris, le 30 octobre 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Actuellement, certaines Compagnies d'assurances contre l'incendie passent avec des mandataires, déclarant agir pour leur compte et celui de qui il appartiendra, des polices d'assurances collectives « au Premier

(7) *J. Off.* du 31 octobre 1935, p. 11423.

Feu » et jusqu'à concurrence d'une somme déterminée, qui garantissent à chaque bénéficiaire de l'assurance le paiement de cette somme en cas de sinistre. Au point de vue fiscal, les contrats de cette nature doivent être traités de la manière suivante : les taxes assises sur les capitaux assurés (taxe de timbre, taxe additionnelle de 7 fr. 20 par million, taxe complémentaire de 3 fr. 60 à 14 fr. 40 par million) sont dues au tarif simple, non pas sur la somme énoncée au contrat, mais sur autant de fois cette somme qu'il y a de bénéficiaires de l'assurance ; *ces contrats constituent, en effet, le titre de conventions multiples et distinctes ; chacune d'elles doit donc être taxée séparément.*

Les Compagnies d'assurances qui pratiquent l'assurance collective prétendent, au contraire, que les taxes ne sont dues que sur les capitaux énoncés dans la police, soit une fois la somme déterminée au contrat, et entendent résister par tous les moyens en leur possession aux réclamations de l'Administration.

L'issue des instances engagées en cette matière n'est pas douteuse. Mais il importe, néanmoins, de régler, dès à présent, les conflits existants.

Les capitaux assurés par les polices collectives actuellement souscrites sont considérables et les taxes dues sur ces polices sont extrêmement élevées, en sorte que lorsqu'interviendra la condamnation des Compagnies, celles-ci risquent de se trouver dans l'impossibilité de faire face au paiement des taxes arriérées.

Par ailleurs, cette résistance au paiement de l'impôt est de nature à inciter toutes les autres Compagnies qui pratiquent ou pratiqueront dans l'avenir l'assurance collective à refuser d'acquitter, jusqu'à la solution du litige, des taxes plus élevées que celles qu'auront acquittées les Compagnies en cause. De ce chef, le recouvrement de la majeure partie des taxes d'assurances, qui procurent annuellement au budget une ressource de plus de 300 millions, risque de rester très longtemps en suspens.

Dans ces conditions, il est de toute nécessité de passer à cette éventualité et, sans attendre la décision judiciaire à intervenir, de consacrer, par une disposition formelle, *la règle de la pluralité des taxes sur les contrats d'assurances collectives*.

Tel est le but du décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute appréciation.

Nous vous prions d'agréer...

DÉCRET

Le Président de la République française,

Vu...

Vu...

Sur le rapport du Président du Conseil,

Le Conseil des Ministres entendu,

Décète :

ARTICLE 1^{er}. — Le Code de l'Enregistrement et le Code du Timbre sont complétés par les dispositions suivantes, qui constitueront les articles 697 *bis* du Code de l'Enregistrement et 461 *bis* du Code du Timbre :

« *Pour la perception des taxes sur les contrats d'assurances contre l'incendie, les contrats collectifs souscrits soit par un mandataire, soit pour le compte d'autrui ou de qui il appartiendra, constituent autant de contrats distincts qu'il y a de bénéficiaires.* »

Ce décret fait une allusion très nette à « certaines Compagnies d'assurances contre l'incendie » ; que ce pluriel ne nous trompe pas. On a voulu viser ici, tout particulièrement, « La Solidarité » et le contrat « Coop ». D'ailleurs il est fait tout aussi clairement allusion au procès engagé par l'Administration, puisque le décret précise : « l'issue des instances engagées en cette matière n'est pas douteuse... »

Dans le Répertoire Périodique de l'Enregistrement de 1936, le décret est commenté en ces termes, p. 55, sous l'article 1886 :

« Désormais, quel que soit le caractère que l'on recon-
« naisse à une telle assurance, mandat, gestion d'aff-
« faire ou stipulation pour autrui, qu'elle porte sur des
« choses ou seulement sur la responsabilité de leur
« usage ou de leur garde, que les obligations assurées
« par l'assureur ou les assureurs soient cumulatives ou
« simplement alternatives, les taxes seront multipliées
« par le nombre des bénéficiaires.

« La question était complexe, et laissait place aux
« discussions les plus nuancées et les plus vives.

« Le décret, qui y met un terme, aura au moins le
« mérite de tout simplifier... »

*
* *

Hélas, le décret-loi n'a rien simplifié du tout, et maintenant encore, malgré un certain nombre de solutions et de décisions de l'Enregistrement, on ne sait pas au juste ce qu'il faut entendre par bénéficiaire, ni quels sont les cas prévus par le décret. Nous allons essayer de préciser la question, à l'aide des différents documents que nous avons pu trouver dans la Presse des assurances...

Une première Instruction de l'Enregistrement du 28 novembre 1935 vint préciser les termes du décret-loi. En voici la teneur :

DIRECTION GENERALE DE L'ENREGISTREMENT,
DES DOMAINES ET DU TIMBRE

INSTRUCTION N° 4227 CONCERNANT L'APPLICATION DU
DÉCRET DU 30 OCTOBRE 1935 RELATIF A LA PERCEP-
TION DES TAXES SUR LES CONTRATS COLLECTIFS CON-
TRE L'INCENDIE.

Du 28 novembre 1935.

Actuellement, les contrats d'assurances contre l'incendie sont assujettis, savoir :

1° A une taxe annuelle de timbre dont le taux est de 0,196 p. 1.000 pour les assurances à primes et de 0,14 p. 1.000, pour les assurances mutuelles, et qui est calculée sur les capitaux assurés (Code du Timbre, article 461).

2° A une taxe d'enregistrement de 13 fr. 50 p. 1.000 du montant des primes ou cotisations (Code de l'Enregistrement, article 688).

3° A une taxe spéciale de 7 fr. 20 par million calculée sur le montant des capitaux assurés (Code de l'Enregistrement, article 692).

4° A une taxe complémentaire variant de 3 fr. 60 à 14 fr. 40 par million assise sur la même base (Code de l'Enregistrement, article 694).

En outre, les trois taxes sur les capitaux assurés (nos 1, 3 et 4 ci-dessus) sont triplés pour les assurances conclues « au Premier Feu » (Code de l'Enregistrement, article 697 ; Code du Timbre, article 467, Instruction n° 3901, § 11).

Or certaines entreprises d'assurance contre l'incendie passent avec des mandataires déclarant agir « Pour leur compte et celui de qui il appartiendra », des polices d'assurances collectives « au Premier Feu » et jusqu'à concurrence d'une somme déterminée, qui garantissent à chaque bénéficiaire de l'assurance le paiement de cette somme en cas de sinistre.

L'Administration estime que les contrats de cette nature constituent des conventions multiples et distinctes qui doivent être taxées séparément ; par suite, pour ces contrats, les taxes assises sur les capitaux assurés (nos 1, 3 et 4 ci-dessus) sont dues, au tarif simple, non pas sur la somme énoncée au contrat, mais sur autant de fois cette somme qu'il y a de bénéficiaires de l'assurance.

Les entreprises d'assurances qui pratiquent l'assurance collective soutiennent, cependant, que les taxes sus-visées ne sont dues que sur la somme énoncée dans la police, quel que soit le nombre des bénéficiaires de l'assurance.

Un décret du 30 octobre 1935 publié au *Journal Officiel* du 31, p. 11.423, consacre la thèse de l'Administration.

L'article 1^{er} de ce décret dispose, en effet, que « *pour la perception des taxes sur les contrats d'assurances contre l'incendie, les contrats collectifs souscrits soit par un mandataire, soit « pour le compte d'autrui ou de qui il appartiendra », constituent autant de contrats distincts qu'il y a de bénéficiaires* ».

La formule très compréhensive du décret englobe tous les contrats d'assurances contre l'incendie conclus pour le compte de tiers, en quelque qualité qu'agisse la personne qui contracte pour eux. Dès lors qu'un tel contrat comporte plusieurs bénéficiaires, il doit être considéré, pour la perception des taxes assises sur les capitaux assurés (taxe de timbre, taxe de 7 fr. 20 par million, taxe complémentaire), comme constituant autant de contrats distincts qu'il y a de bénéficiaires.

Par « bénéficiaire » il faut entendre toute personne retirant du contrat un intérêt distinct par cela même que le contrat la garantit contre un risque susceptible de l'affecter privativement. C'est ainsi, notamment, qu'on ne considérera pas comme constituant plusieurs bénéficiaires deux ou plusieurs personnes qui agiront dans un intérêt commun, par exemple pour assurer un immeuble ou des meubles indivis entre elles.

La nouvelle disposition n'a pas d'effet rétroactif. Toutefois, l'Administration trouvait déjà dans les textes antérieurs le droit de percevoir l'impôt sur autant de fois la somme énoncée au contrat qu'il y a de bénéficiaires ; cette règle de perception que le décret n'a fait que confirmer pour l'avenir, continuera à être appliquée pour le passé.

Le nouveau décret est applicable aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (décret du 30 octobre 1935), instruction n° 4223, annexe n° III...

Une nouvelle précision fut apportée, par une réponse à une question de M. Farjon, dont voici les termes :

« M. Farjon, sénateur, expose à M. le Ministre des
« Finances que le décret-loi du 30 octobre 1935, relatif
« à la perception des taxes sur les contrats d'assuran-
« ces contre l'incendie, vise expressément « les contrats
« collectifs souscrits, soit par un mandataire, soit pour
« le compte d'autrui ou de qui il appartiendra », et de-
« mande si les dispositions de ce décret-loi s'appliquent
« également à un contrat d'assurance passé par des
« Compagnies d'assurance-incendie, non avec un man-
« dataire mais avec plusieurs personnes morales limi-
« tativement énumérées ayant entre elles des biens com-
« merciaux ou industriels tels que ceux qui existent
« entre une société et ses filiales. »

Réponse. — « Réponse affirmative, en principe, s'il
« y a assurance « au Premier Feu ». Toutefois, par
« mesure de tempérament, l'Administration admet que
« les taxes soient liquidées seulement au tarif simple,
« sur l'ensemble des capitaux assurés par les contrats. »
(*J. Off.*, 21 fév. 1936, Sénat Débats, p. 128).

Une question écrite de M. Creyssel vint encore compléter la solution précédente ; il y est en effet précisé que ⁽⁸⁾ :

« M. Creyssel, député, a demandé au Ministre des Fi-
« nances si, en vue de l'application du décret-loi du
« 30 octobre 1935, relatif aux droits à percevoir sur les
« polices d'assurances collectives contre l'incendie :

« 1° Les Compagnies sont fondées à croire que le
« décret-loi ne s'applique qu'aux contrats d'assurance
« « au Premier Feu » contre l'incendie, dont les bénéfi-
« ciaires multiples n'ont entre eux aucun lien juridi-
« que ; 2° si elles sont fondées à ne pas faire applica-
« tion du décret-loi aux assurances « au Premier Feu »
« englobant dans le même contrat les risques d'une mai-
« son mère, d'une part, et ses filiales ou succursales,

(8) *J. Off.* 1936, *Déb. Parlem.* 6 février, p. 279.

« d'autre part ; à celles où l'assuré, agissant soit « pour
« le compte d'autrui », soit « pour le compte de qui il
« appartiendra », ne fait qu'exécuter une obligation lé-
« gale, contractuelle ou quasi-contractuelle et dans « le
« but principal de couvrir sa responsabilité relative à
« des biens qui lui ont été confiés à un titre quelcon-
« que.

« Le Ministre des Finances a répondu : 1° le décret
« ne s'applique qu'aux contrats d'assurances « au Pre-
« mier Feu » contre l'incendie souscrits par plusieurs
« bénéficiaires distincts, c'est-à-dire par plusieurs per-
« sonnes assurant chacune un risque susceptible de
« l'affecter privativement ; 2° la police qui assure col-
« lectivement les risques d'une maison mère et de ses
« succursales ne comporte qu'un bénéficiaire, étant
« donné que les succursales n'ont pas de personnalité
« juridique propre. Il en est autrement de la police
« d'assurance commune aux risques d'une société et
« de ses filiales, ces dernières constituant chacune un
« être moral distinct de celui de la société mère. En
« ce qui concerne l'assurance souscrite, soit « pour le
« compte d'autrui », soit « pour le compte de qui il
« appartiendra », pour garantir la responsabilité lé-
« gale, contractuelle ou quasi-contractuelle du souscrip-
« teur à l'égard des biens appartenant à des tiers, la
« question ne peut être résolue qu'après examen de cha-
« que cas particulier et d'après les clauses de la po-
« lice. »

Il est à remarquer :

1° Que la définition du bénéficiaire est maintenant très nettement établie : *pour être bénéficiaire il faut et il suffit à une personne de courir un risque susceptible de l'affecter privativement.*

2° Que l'interprétation du décret-loi du 30 octobre 1935 est rendue très difficile parce que l'Administration de l'Enregistrement refuse de se lier par une solution ou une instruction. A tout moment, elle se

réserve le droit de revenir sur une interprétation donnée ; dès que la question est un peu différente d'une précédente déjà réglée, « *la question ne peut être résolue qu'après examen de chaque cas particulier et d'après les clauses de la police* ». Chaque affaire est une question d'espèce... Essayons néanmoins d'interpréter le mieux possible ce décret-loi qui a donné lieu à tant de critiques, et qui soulève tant de problèmes.

Celui qui se pose tout d'abord provient de ce que le décret-loi du 30 octobre 1935 « relatif à l'application des droits d'Enregistrement sur les contrats d'assurances collectives » ne parle pas des assurances « au Premier Feu » ; il est destiné à compléter les articles 197 du Code de l'Enregistrement et 461 du Timbre, articles dans lesquels il n'est pas davantage question de l'assurance « au Premier Feu ». Le décret paraît beaucoup plus général. Il s'appliquerait, d'une façon très générale, à tous les contrats collectifs souscrits soit par mandataire, soit « pour le compte d'autrui ou de qui il appartiendra ». *Il est alors décidé que ces contrats forment autant de contrats distincts soumis à la perception des droits fiscaux qu'il y a de bénéficiaires.*

Mais n'oublions pas que le décret-loi a été fait pour remédier à une « évasion fiscale », ou si l'on veut, pour permettre de percevoir les taxes qu'une clause habile d'un contrat évitait de verser. Or cette moindre perception des taxes n'est pas possible, en dehors de ce décret, s'il s'agit d'assurances ordinaires en valeur totale : en supposant un contrat collectif accordant à plusieurs bénéficiaires distincts une assurance en valeur totale, la somme sur laquelle on perçoit les taxes correspond toujours exactement à celle obtenue en additionnant les différentes valeurs assurées par les bénéficiaires ; la somme totale assurée

ainsi obtenue est soumise pour la totalité aux droits...

Il n'en est pas de même dans le contrat « Coop » et, d'une façon plus générale, dans tout contrat collectif similaire groupant des assurances « au Premier Feu ». L'exposé des motifs vient d'ailleurs confirmer cette opinion. On comprend donc pourquoi ce décret a été appelé « décret-loi sur les assurances collectives « au Premier Feu », bien que, à aucun moment, il n'y soit fait allusion à l'assurance « au Premier Feu »...

Cette opinion est confirmée par une lettre que le Directeur général de l'Enregistrement adressa, le 26 mars 1936, à M. Grzybowski, président du Syndicat National des Courtiers d'Assurances Terrestres, en réponse à une lettre du 26 décembre 1935, adressée à M. le Ministre des Finances, auquel M. Grzybowski demandait des renseignements sur l'interprétation du décret-loi (9) :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Vous avez bien voulu me demander si vous pouviez
« considérer comme certain que la règle de perception
« posée par le décret du 30 octobre 1935, relatif aux
« contrats d'assurances collectives, ne s'applique qu'aux
« assurances « au Premier Feu ».

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que les dis-
« positions du décret-loi du 30 octobre 1935 ne s'appli-
« quent, comme vous le pensez, qu'aux contrats con-
« clus « au Premier Feu ». »

Donc, le décret-loi du 30 octobre vise bien les « assurances collectives « au Premier Feu », et plus spécialement... « certaines pratiques qui consistent à

(9) Bulletin du Syndicat des Courtiers d'Assurances Terrestres, numéro de décembre 1935, p. 250.

« stipuler par police ouverte une garantie for-
« taire collective pouvant profiter, moyennant le
« paiement de la taxe fiscale due par un seul con-
« tractant, à tous les membres d'une Fédération, d'un
« Syndicat, d'une corporation qui adhèrent en bloc
« ou adhèreront successivement au groupement sous-
« cripteur de la dite police. Pour bénéficier du con-
« trat collectif construit de la sorte, chaque adhé-
« rent paie une contribution annuelle ou prime à
« l'organisme souscripteur. Le nombre des adhérents
« est illimité et la taxe d'enregistrement étant per-
« çue comme s'il y avait un bénéficiaire unique, cha-
« cun d'eux en est affranchi pour son compte. Des
« milliers de bénéficiaires peuvent ainsi se faire as-
« surer sans acquitter les droits de l'Etat, évitant,
« d'une part, de payer une prime proportionnée à
« leurs risques propres, ce qui est contraire aux prin-
« cipes de l'assurance, et privant d'autre part le
« Trésor des taxes qu'il percevrait s'ils s'assuraient
« séparément. Il n'y a pas de raison pour que tous
« les Français n'entrent pas dans une combinaison
« aussi ingénieuse... »

*
* *

Mais il se trouve que le décret-loi de 1935 vise également d'autres contrats collectifs « au Premier Feu ». Il semble d'ailleurs, qu'on ne s'en soit pas aperçu lors de la parution du décret-loi, dont les termes auraient sans cela résolu les problèmes soulevés à ce sujet.

Il existe en effet, en dehors de ces contrats collectifs visés par le décret, deux autres hypothèses dans lesquelles vont surgir des difficultés : 1° le cas où une Société a souscrit une police d'assurance « au Premier Feu » tant pour son compte que pour celui

de ses filiales ; 2° le cas, fréquent, où un contrat contient la clause, d'assurance « pour le compte de qui il appartiendra », appliquée limitativement aux choses dont l'assuré peut être éventuellement dépositaire au jour du sinistre ».

Nous allons examiner successivement ces deux hypothèses.

I. — Il arrive fréquemment, en effet, qu'une Société Mère s'assure, elle et ses filiales... Le cas est exposé, d'une façon très claire, par M. Grzybowski, toujours dans la même lettre :

« Mais, en dehors de ces contrats collectifs, où apparaît l'intention manifeste de procurer au bénéficiaire le privilège d'une économie d'impôts, il y a des « contrats collectifs d'assurance « au Premier Feu » qui ne procèdent pas du même calcul. Ce sont les polices qui garantissent globalement « au Premier Feu » plusieurs sociétés industrielles, expressément dénommées, portant sans doute des titres différents, mais ayant entre elles un lien de parenté ou de filiation, et formant, en fait, une véritable communauté financière et commerciale. La création de ces polices s'explique suffisamment par le besoin de simplification administrative, qui dérive précisément de la communauté des intérêts en présence. On cherche l'économie des frais généraux par la coopération, l'unification et la concentration des services, tendance naturelle, à une époque de rationalisation, où quiconque produit a le souci de comprimer ses prix de revient.

« Le décret-loi du 30 octobre a-t-il eu en vue les « polices collectives d'assurances au Premier Feu » de cette catégorie ? La lecture de l'exposé des motifs permet d'en douter. Mais, en raison du rôle important qu'elles jouent dans la pratique moderne des affaires et du but que se proposent les souscripteurs (économie d'actes, de gestion, etc...), comme aussi en raison

« des termes du décret, qui ne font aucune distinction
« parmi les « contrats collectifs au Premier Feu », bien
« que l'exposé des motifs semble viser exclusivement
« ceux de la catégorie précédente, nous nous deman-
« dons s'il ne serait pas possible à l'Administration de
« mettre nettement hors de cause, par une interpréta-
« tion précise du décret-loi, les polices d'assurances
« « au Premier Feu » établies par un groupe industriel,
« dans les conditions ci-dessus.

« Nous exprimons subsidiairement le vœu que, dans
« le cas où les taxes multiples fourniraient un total
« supérieur à la taxe simple qui eût été appliquée en
« assurance ordinaire au total des existences, c'est-à-
« dire au total des capitaux qui en assurance « au Pre-
« mier Feu » bénéficient de la garantie forfaitaire, l'Ad-
« ministration admette que la taxe *maxima* appliquée
« aux « contrats collectifs industriels d'assurances au
« Premier Feu », soit égale à celle qui porterait en assu-
« rance ordinaire sur le total des existences. »

La Direction de l'Enregistrement répondit en ces termes, le 20 janvier 1936 ⁽¹⁰⁾ :

« Monsieur le Président :

« Vous avez bien voulu me demander si la règle de
« perception posée par le décret du 30 octobre 1935,
« relatif à la perception des taxes sur les contrats col-
« lectifs d'assurances contre l'incendie, était applica-
« ble :

« 1° Au contrat par lequel une société assure collec-
« tivement contre l'incendie « au Premier Feu » ses
« biens et ceux d'autres sociétés expressément dénom-
« mées, ayant avec elle un lien de parenté ou de filia-
« tion et avec lesquelles elle forme, en fait, une vérita-
« ble communauté financière et commerciale :

(10) Assureur-Conseil de mars 1936, numéro 3, p. 45.

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que dans le
« premier cas envisagé, du moment où chacune des
« sociétés bénéficiaires du contrat a une personnalité
« propre, le *contrat comporte autant de bénéficiaires*
« *distincts que de sociétés*, et devrait dans la rigueur
« du texte, donner ouverture aux taxes sur les capitaux
« assurés (taxe de timbre, taxe de 7 fr. 20 par million,
« taxe complémentaire), liquidées au tarif triple sur le
« capital assuré énoncé au contrat, autant de fois qu'il
« y a de sociétés profitant de la garantie de l'assureur.

« *Toutefois, par mesure de tempérament, l'Adminis-*
« *tration limite la perception au montant des taxes li-*
« *quidées au tarif simple sur l'ensemble des capitaux*
« *assurés, tant pour la garantie des dommages (biens*
« *meubles et immeubles, pertes de loyers, etc...) que*
« *pour celle des responsabilités (risques locatifs, re-*
« *cours des locataires ou des tiers, etc.). »*

D'ailleurs la réponse fut précisée par une nouvelle lettre de la Direction de l'Enregistrement du 25 mars 1936, publiée dans le même numéro de *l'Assureur-Conseil*, p. 49, dont nous extrayons ce qui suit :

« Ainsi que je vous l'ai indiqué dans ma lettre du
« 20 janvier dernier, le contrat conclu dans ces condi-
« tions et qui comporte plusieurs bénéficiaires distincts,
« devrait, dans la rigueur du texte du décret-loi, don-
« ner ouverture aux taxes sur les capitaux assurés
« (taxe de timbre, taxe de 7 fr. 20 par million, taxe
« complémentaire) liquidées au tarif triple sur le capi-
« tal assuré énoncé au contrat, *autant de fois qu'il y a*
« *de bénéficiaires profitant de la garantie de l'assu-*
« *reur.*

« *Toutefois, par mesure de tempérament, l'Adminis-*
« *tration limite la perception au montant des taxes li-*
« *quidées au tarif simple sur l'ensemble des capitaux*
« *assurés, tant pour la garantie des dommages (biens*
« *meubles et immeubles, pertes de loyers, etc.), que*

« pour celle des responsabilités (risques locatifs, re-
« cours des locataires ou des tiers, etc.), mais à la con-
« dition qu'à l'égard d'aucun des bénéficiaires, pris in-
« dividuellement, l'assurance n'ait le caractère d'une
« assurance. » au Premier Feu ». »

Enfin une solution récente du 27 juin 1936 vint en-
core préciser la question, en décidant que :

« La police qui assure collectivement les risques d'une
« maison mère et de ses succursales ne comporte qu'un
« bénéficiaire, étant donné que les succursales n'ont pas
« de personnalité juridique propre. Il en est autrement
« de la police d'assurance commune aux risques d'une
« société et de ses filiales, ces dernières constituant
« chacune un être moral distinct de celui de la société
« mère. »

Plusieurs points intéressants sont ainsi définitive-
ment établis :

1° Dans le cas visé, la question est de savoir s'il y
a ou non plusieurs personnes morales. *Chaque per-
sonne morale est alors considérée comme un bénéfi-
ciaire distinct, et soumise à ce titre au paiement de
la triple taxe, qui sera acquittée autant de fois qu'il
y aura de personnes morales distinctes.*

*Pour savoir s'il y a ou non plusieurs personnes mo-
rales, il faut examiner les rapports existant entre la
maison mère et les filiales ou succursales; il s'agit
là d'une question de fait.*

2° Le décret-loi a été pris uniquement en vue de
réprimer l'« évasion fiscale », et non en vue de sup-
primer l'assurance « au Premier Feu », indispensa-
ble dans certains cas, vu le chiffre trop élevé qu'at-
teindraient les assurances en valeur totale qui de-
vraient alors être contractées. D'où la mesure de fa-

veur précédemment exposée: *la perception des droits simples calculés sur l'ensemble des valeurs assurées, au lieu de la perception de la triple taxe calculée sur le capital assuré* ; de la sorte, l'assurance au « Premier Feu » ne pourra jamais permettre de réaliser une économie sur la perception de la taxe, mais l'assuré ne sera pas détourné de cette forme d'assurance, parfois nécessaire.

3° Voici un exemple numérique, qui fera mieux comprendre l'application du décret-loi de 1935, et les précisions qui y ont été apportées ⁽¹¹⁾ :

Soit une assurance « au Premier Feu » de 5 millions ; le total des existences garanties est de cinquante millions, dans lesquels :

- les biens du souscripteur entrent pour vingt-six millions ;
- les biens de la filiale « A » pour quatre millions ;
- ceux de la filiale « B » pour trois millions ;
- ceux de la filiale « C » pour dix-sept millions.

On prendra la triple taxe (c'est-à-dire trois fois la taxe simple, sur cinq millions) pour le souscripteur, parce qu'à son égard l'assurance est bien une assurance « au Premier Feu » ; la taxe simple sur quatre millions pour la filiale « A », la taxe simple sur trois millions pour la filiale « B » parce qu'à l'égard de chacune de ces filiales, l'assurance de cinq millions est une assurance totale ; la taxe triple (soit trois fois la taxe simple sur cinq millions) pour la filiale « C », parce qu'à son égard, comme pour le souscripteur, l'assurance est une assurance « au Premier Feu ».

(11) Exemple fourni par M. Grzybowski, dans son article précité, page 46.

Il résulte de ce qui précède que, lorsqu'un tiers bénéficiaire place dans la garantie forfaitaire de l'assureur un montant d'existences inférieur au montant de la dite garantie, la taxe simple est perçue pour ce bénéficiaire, non pas sur le montant forfaitaire de la garantie, mais seulement sur le chiffre réel des existences qu'il apporte dans l'assurance.

Cette solution est avantageuse pour l'assuré : ainsi, dans l'exemple cité, il sera perçu 8 fois la taxe simple ($3 + 1 + 1 + 3$) sur 5 millions au lieu de 12 fois (4×3), qui auraient été dues s'il n'y avait pas eu la mesure de bienveillance de l'Administration, mesure qui s'imposait d'ailleurs si l'on ne voulait pas faire disparaître complètement l'assurance « au Premier Feu » qui, nous le rappelons, rend dans certains cas de très grands services...

II. — Mais il existe également d'autres contrats d'assurance frappés par le décret-loi de 1935 : nous faisons ici allusion aux contrats, très fréquents, dans lesquels est incluse la clause d'assurance « pour le compte de qui il appartiendra ».

Il n'est plus question d'assurer les choses dont on est propriétaire, mais celles dont on peut être dépositaire ou détenteur à un titre quelconque au moment du sinistre, et dont on peut être éventuellement responsable. L'assuré veut alors, dans le même contrat par lequel il s'est assuré « au Premier Feu » pour ses biens propres, s'assurer contre la responsabilité qu'il peut encourir, à raison de la perte des biens dont il serait dépositaire au jour du sinistre.

La question est simple, lorsque l'assuré fait uniquement couvrir les *objets dont il est propriétaire*, et sa responsabilité en tant que dépositaire d'objets déterminés ; il n'y a dans ce cas qu'un seul bénéficiaire, et le décret-loi n'est évidemment pas appli-

cable. L'assurance étant conclue « au Premier Feu », et ne pouvant avoir qu'un seul bénéficiaire, la triple taxe sera perçue, mais seulement une fois.

La situation est tout autre, si l'assuré fait garantir « au Premier Feu » les objets dont il est propriétaire ou dont il peut être dépositaire « pour le compte de qui il appartiendra ». Cette clause a un double effet : elle couvre la responsabilité de l'assuré vis-à-vis du propriétaire de la chose dont il est dépositaire et elle vaut en même temps comme assurance-directe au profit de ce dernier. Combien de fois faudra-t-il acquitter les triples droits s'il y a plusieurs déposants et par conséquent plusieurs bénéficiaires de l'assurance pour compte ?

La question fut posée au Ministre des Finances, par M. Grzybowski, dans les termes suivants ⁽⁹⁾ :

« A côté des polices d'assurances « au Premier Feu » « dont nous venons de parler et dont le caractère collectif est indéniable, il y a *celles dont le souscripteur stipule simplement pour son compte et pour celui de qui il appartiendra* ». Dira-t-on que la clause « pour le compte de qui il appartiendra » implique, par elle-même, une pluralité de bénéficiaires et confère à la police le caractère du contrat collectif ? Dira-t-on qu'une telle police tombe sous le coup du décret ? Une telle extension nous paraît techniquement impossible.

« En fait, la clause d'assurance « pour compte de qui il appartiendra » a, dans l'usage courant, une portée restreinte et bien définie ; elle vise exclusivement les choses dont le souscripteur de la police peut éventuellement se trouver dépositaire ou détenteur au moment du sinistre. Aux termes de la loi du 13 juillet 1930, sans parler de la jurisprudence anté-

(12) Lettre précitée du 26 décembre 1935.

« rieuse, elle vaut, en ce qui concerne ces choses, tant
« comme assurance directe au profit de leurs proprié-
« taires, que comme assurance automatique de respon-
« sabilité au profit du souscripteur du contrat. Disons
« même qu'elle vaut surtout comme assurance de res-
« ponsabilité au profit du souscripteur du contrat, car
« il arrive souvent que les choses qui en font l'objet
« sont déjà assurées chez les tiers par leur propriétaire.
« Au surplus, il n'est pas certain, dans beaucoup de
« cas, que la clause dont il s'agit soit jamais appelée
« à bénéficier à un tiers, car il n'est pas sûr que l'as-
« suré devienne jamais dépositaire ou détenteur de
« choses appartenant à autrui.

« On ne voit donc pas qu'il soit possible d'assimiler
« une police d'assurance « au Premier Feu » simple-
« ment revêtue de la clause « pour compte de qui il
« appartiendra » aux contrats collectifs qui tombent
« sous l'application du décret-loi. Si l'on en décidait
« autrement par une application rigoureuse de la let-
« tre du décret, si l'on disait que la seule présence de
« notre clause dans un contrat d'assurance « au Pre-
« mier Feu » en fait un contrat collectif, on se heurte-
« rait d'abord à des difficultés insurmontables pour
« l'application des taxes multiples : et surtout, on con-
« damnerait l'emploi de la clause d'assurance « pour
« compte de qui il appartiendra », ce qui équivaldrait
« à faire régresser l'assurance, elle-même. La clause qui
« nous occupe est consacrée comme normale et légi-
« time, non seulement par la loi et la jurisprudence,
« mais par un usage immémorial. Avant d'entrer dans
« le domaine de l'assurance terrestre, elle rendait d'im-
« menses services dans les polices d'assurances mari-
« times. Son emploi est universellement reconnu comme
« nécessaire. Elle est fondamentale dans les polices
« d'assurances contre l'incendie, qu'il s'agisse d'assu-
« rances « au Premier Feu » ou d'assurances totales.
« Ici, on l'insère par précaution ; là, elle est absolu-
« ment indispensable. Dans tous les cas, elle consti-

« tue un élément de sécurité dans les relations réciproques de l'assuré et des tiers, des déposants et du dépositaire.

« Pour toutes ces raisons, nous sommes persuadés que votre Administration n'hésitera pas à dire, dans un texte interprétatif, que les *polices d'assurances* « *au Premier Feu* » dans lesquelles le souscripteur se borne à déclarer qu'il agit tant « pour son compte que pour celui de qui il appartiendra », en ce qui concerne toutes choses dont il pourrait être dépositaire ou détenteur, pour quelque cause que ce soit, au jour d'un sinistre, demeurant en dehors du champ d'application du décret-loi. »

Il fut alors précisé, par la Direction Générale de l'Enregistrement, dans la lettre précitée du 20 janvier 1936 :

« Quant au contrat par lequel une personne assure « *au Premier Feu* » les biens dont elle est dépositaire ou détentrice, en stipulant « pour son compte ou celui de qui il appartiendra », observation est faite qu'une telle assurance vaut à la fois comme assurance-directe au profit du propriétaire des biens et comme assurance de responsabilité au profit du souscripteur.

« J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il en est de même (que pour les contrats passés par une société).

« Il en est de même dans le second cas. Lorsque, en effet, le contrat conclu « pour le compte de qui il appartiendra » a pour effet de couvrir les risques qui peuvent incomber à plusieurs personnes différentes (par exemple, au propriétaire des biens et au dépositaire des mêmes biens), il entre dans les prévisions du décret du 30 octobre 1935. *Les taxes sur les capitaux assurés* doivent, par suite, être perçues autant de fois qu'il y a de personnes distinctes auxquelles

« *incombent les risques garantis par le contrat, sauf application du maximum résultant de la mesure de tempérament susvisée.* »

Une précision nouvelle fut encore apportée par la lettre précitée du 26 mars 1936, quant à la mesure de tempérament accordée par l'Administration :

« Ainsi que je vous l'ai indiqué dans ma lettre du 20 janvier dernier, le contrat conclu dans ces conditions et qui comporte *plusieurs bénéficiaires distincts*, devrait, dans la rigueur du texte du décret-loi, donner ouverture aux taxes sur les capitaux assurés (taxe de timbre, taxe de 7 francs par million, taxe complémentaire) liquidées au tarif triple sur le capital assuré énoncé au contrat, *autant de fois qu'il y a de bénéficiaires profitant de la garantie de l'assureur.*

« Toutefois, par mesure de tempérament l'Administration limite la perception au montant des taxes liquidées au tarif simple sur l'ensemble des capitaux assurés, tant pour la garantie des dommages (biens meubles et immeubles, perte des loyers, etc...) que pour celle des responsabilités (risques locatifs, recours des locataires ou des tiers, etc...), *mais à la condition qu'à l'égard d'aucun des bénéficiaires, pris individuellement, l'assurance n'ait le caractère d'une assurance « au Premier Feu ».* »

A remarquer l'importante précision apportée par les dernières lignes de cette réponse. Pour que le montant des taxes soit limité au montant de la taxe simple applicable au total des existences, il faut qu'aucun des bénéficiaires n'apporte pour son compte dans le contrat, un total d'existences supérieur au montant de la garantie forfaitaire. Pour lui, la somme assurée « au Premier Feu » doit toujours le couvrir autant que s'il avait contracté une assurance or-

dinaire en valeur totale, pour laquelle il n'acquitterait que les droits simples.

Cette réponse fut officiellement confirmée par la solution n° 1293 du 27 juin 1936 déjà citée, qui déclare :

« Lorsque le contrat conclu « pour le compte de qui il appartiendra » a pour effet de couvrir les risques « qui peuvent incomber à plusieurs personnes différentes (par exemple, au propriétaire des biens et au dépositaire des mêmes biens), il entre dans les prévisions du décret du 30 octobre 1935. Les taxes sur les capitaux assurés doivent, par suite, être perçues *autant de fois qu'il y a de personnes distinctes auxquelles incombent les risques garantis par le contrat.* »

De tous ces documents, il résulte que le souscripteur d'une police a parfaitement le droit de faire assurer, dans le même contrat, les biens qui lui appartiennent et dont il est propriétaire, et en même temps, les diverses responsabilités qu'il peut encourir par suite du sinistre, y compris les responsabilités qui résulteraient de sa qualité de dépositaire éventuel d'objets appartenant à des tiers. Il n'acquitte qu'un droit simple, calculé sur la valeur des biens assurés et sur le montant des responsabilités couvertes.

Mais s'il est précisé, dans le contrat d'assurance par l'insertion de la clause « pour compte de qui il appartiendra », que la police couvre également la responsabilité d'un tiers bénéficiaire, même inconnu lors de la signature de la police, il faudra acquitter la triple taxe, autant de fois qu'il y aura de bénéficiaires...

Une grave difficulté apparaît aussitôt. Comment l'Administration va-t-elle pouvoir appliquer cette rè-

gle ? En général, on ne sait pas, lors de la signature de la police, quel sera le nombre de bénéficiaires éventuels. On ignore même s'il y aura un bénéficiaire ; on ne sera fixé qu'au moment d'un sinistre, dont la date est forcément inconnue lors de la signature de la police ; or les triples droits doivent être versés lors de la signature de la police. Comment calculer ces droits ? L'Administration, consultée, n'a pas répondu, à notre connaissance du moins...

D'ailleurs, l'Administration, par faveur et pour ne pas supprimer complètement l'assurance « au Premier Feu », limite la perception des taxes au montant de la taxe liquidée au tarif simple sur la valeur totale des existences. Il s'ensuit que si l'on attribue aux choses dont l'assuré peut devenir dépositaire une valeur maxima donnée, il suffira d'acquitter les droits simples sur cette valeur maxima.

Enfin, il arrive souvent que, dans un contrat d'assurance « au Premier Feu », est comprise la garantie des objets mobiliers, effets, véhicules, etc... qui appartiennent ou peuvent appartenir aux administrateurs-délégués, aux administrateurs, au personnel logé ; les outils, effets personnels, etc..., des ouvriers. Si le contrat précise que la valeur de tous ces objets appartenant à ces tiers bénéficiaires ne dépasse pas la somme de... francs, comprise dans la garantie du contrat, toujours par application de la même mesure de tolérance, l'Administration consent à ne percevoir que les droits simples sur cette somme...

Une dernière question connexe a été résolue par l'Administration, dans la solution 1293 précitée, en date du 27 juin 1936 :

Il s'agissait de savoir ce qui était dû, pour un contrat collectif dans lequel était prévue l'abrogation de la règle proportionnelle moyennant une certaine sur-

prime. Il semblait bien que l'on était en présence d'un contrat d'assurance « au Premier Feu », malgré l'absence du terme « Premier Feu ». Un contrat dans lequel est stipulé l'abandon de la règle proportionnelle, sans autre indication, ressemble étrangement au contrat d'assurance « au Premier Feu ».

C'est d'ailleurs ce qu'a confirmé l'Administration, en étendant très logiquement, les solutions du décret-loi de 1935 à de tels contrats par la décision suivante :

« Dans l'hypothèse de contrat collectif couvrant des « risques à l'égard de chacun desquels est exclue l'application de la règle proportionnelle, la triple taxe « doit être appliquée, autant de fois qu'il y a d'assurés, « à la somme portée au contrat.

« En conséquence, lorsque les existences, pour chaque bénéficiaire, ne sont pas indiquées, il y a lieu de « liquider la triple taxe sur la somme promise « au « Premier Feu », multipliée par le nombre de bénéficiaires.

« Dans le cas, au contraire, où les capitaux assurés « par chacun des adhérents à la police collective sont « indiqués, la somme promise est triplée pour les assurés à l'égard desquels la règle proportionnelle devrait « normalement jouer, du fait que l'assurance est partielle. La taxe est perçue, au contraire, au tarif simple, sur le montant du risque, pour ceux des assurés « à l'égard desquels il y a assurance totale.

« Chacun des contrats compris dans la police collective doit donc être considéré isolément et taxé suivant les règles du droit commun.

« Par suite, le bénéficiaire d'une assurance « au Premier Feu » incluse dans un contrat collectif se trouve « dans la même situation que le bénéficiaire assuré « « au Premier Feu » par une assurance individuelle.

« La triple taxe est exigible sur la somme promise à « chaque personne physique ou morale ainsi assurée, « quel que soit le montant de ses existences. »

Solution logique, et qui n'appelle aucun commentaire.

Il est à remarquer que les violations de cette réglementation fiscale sont, elles aussi, prévues par le Code de l'Enregistrement ; nous renvoyons à ce qui a été dit à propos de la loi du 4 avril 1926. Il s'agit évidemment, des mêmes sanctions qui frappent les parties contractantes (c'est-à-dire l'assureur et l'assuré), solidairement responsables devant le fisc...

De même, à défaut de disposition spéciale sur le point de départ de son application, ce décret-loi ne comporte pas d'effet rétroactif, mais, dès lors qu'il ne fait que consacrer une règle de perception déjà applicable sous la législation antérieure, nous pensons que l'Administration est fondée, pour la période antérieure au décret, à percevoir les taxes sur les capitaux assurés exigibles sur les contrats collectifs en faisant application de la règle de perception posée par le décret-loi.

*
**

Que penser de ce décret-loi du 30 octobre 1935 ? Il présente, dans l'ensemble, les mêmes caractères que la loi du 4 avril 1926, qu'il complète d'ailleurs fort heureusement.

Il a été pris en vue de remédier à une « évasion fiscale », qui devenait d'autant plus sensible pour le Trésor, que ce dernier manquait de plus en plus de ressources. On a simplement voulu égaliser les charges entre les assurés. Si ceux-ci veulent conserver la forme du « Premier Feu » parce qu'elle leur est commode, ils peuvent le faire, mais que ce choix ne soit pas fait surtout en vue de frustrer le Trésor et d'économiser sur les droits et taxes qui seraient normalement exigibles, si l'on employait la forme de l'assurance ordinaire en valeur totale.

D'ailleurs l'Administration, dans l'application du décret-loi, se montre assez libérale. Inflexible toutes les fois qu'elle est à même de supposer que la forme du « Premier Feu » n'a été employée que pour éviter le versement de droits, elle est beaucoup plus large dès qu'elle se trouve en face d'un assuré de bonne foi; elle perçoit ou les droits triples calculés sur le capital assuré, ou bien, si le résultat ainsi obtenu est supérieur à celui qui serait obtenu en calculant les droits simples sur la valeur totale assurée, elle consent à cette perception minima...

C'est encore trop, et le « Premier Feu », déjà fortement touché par la loi du 4 avril 1926, se ressent beaucoup plus encore de la nouvelle réglementation fiscale, telle qu'elle ressort du décret-loi du 30 octobre 1935, et de son application. D'où l'apparition d'une nouvelle forme de contrat, qui tend peu à peu à se substituer aux contrats d'assurances « au Premier Feu », *l'assurance globale ou assurance à prime moyenne*.

CHAPITRE TROISIEME

LA POLICE GLOBALE A PRIME MOYENNE

Devant la réglementation fiscale, de plus en plus sévère, de l'assurance « au Premier Feu », devant les règles adoptées dans ces contrats par les assureurs (notamment la réapparition conditionnelle de la règle proportionnelle), les assurés, et surtout des courtiers à l'esprit fertile, ont demandé à bénéficier de la police globale à prime moyenne.

L'assurance globale à primes moyennes est une forme d'assurance dans laquelle les taux de primes applicables aux différentes parties d'un même risque sont ramenés à un taux de prime moyenne applicable à l'ensemble de ce risque, dont la valeur est bloquée en un capital unique, sans discrimination entre les différents éléments qui le composent.

Il s'agit, en réalité :

1° D'éviter la réapparition de la règle proportionnelle ;

2° D'éviter la perception des triples droits.

A l'origine, une transformation grossière des contrats fut opérée. C'est ainsi qu'un exemple de police

globale telle qu'elle fut pratiquée à l'origine est citée par Odillon ⁽¹⁾ :

« Pour terminer, nous devons dire quelques mots de « cette forme de contrat qui tend à remplacer le « Premier Feu », avec lequel il a du reste beaucoup de « points communs.

« Les premières polices globales que nous ayions eues « sous les yeux laissaient vraiment trop voir le bout de « l'oreille. Elles comportaient en effet tous les éléments « d'un « Premier Feu ». Seule, la disposition du contrat différait.

« Par exemple, pour un « Premier Feu », on aurait « dit :

« Garantie 2 millions, prise dans une valeur totale « de 5 millions, moyennant une prime forfaitaire de « 10.000 francs. Franchise d'avarie 2.000 fr. Dispense « de déclarer les augmentations tant qu'elles n'attein- « dront pas 500.000 fr. »

« Pour une « globale », on disait :

« Garantie 5 millions, taux moyen 2 0/00 ; prime « 10.000 fr. Franchise d'avarie 2.000 fr. Dérogation partielle à la règle proportionnelle si l'insuffisance d'assurance n'excède pas 10 %. Il est entendu que la « Compagnie n'aura jamais à payer au delà de 2 millions pour un seul sinistre, quelle que soit son importance. »

« Refusée sous cette forme, la globale subit des transformations, dont la plus importante fut la suppression du maximum de garantie par sinistre. »

Ce ne fut pas la seule modification, et maintenant, une police d'assurance globale a beaucoup de ressemblance avec les polices « Premier Feu ».

Voici par exemple une telle police...

(1) ODILLON, *Op. cit.*, p. 26.

POLICES D'ASSURANCE GLOBALE

La Compagnie..... assure contre l'incendie et les explosions aux conditions générales ci-annexées et à celles particulières et dérogatoires qui suivent, à la Société Anonyme..... dont le siège social est à....., représentée par Monsieur....., président du Conseil d'administration, agissant comme il est dit ci-après, la somme de..... prise dans celle de..... x millions de francs ainsi répartie,

Savoir :

Risques situés à.....

I. Usines et annexes (suivent les adresses).

II. Succursales et dépôts (*idem*).

III. Dépôts et sous-dépôts non dénommés sur toute l'étendue du territoire continental français, en Alsace et en Lorraine, dans la Principauté de Monaco, en Corse, en Algérie, en Tunisie et au Maroc.

A) ASSURANCE GLOBALE IMMOBILIÈRE ET MOBILIÈRE

ARTICLE PREMIER. — ...millions portant globalement et indistinctement :

1° Bâtiments et risques locatifs.

a) *Sur l'ensemble et la généralité des bâtiments construits, en construction ou à construire, avec toutes leurs annexes, aisances et dépendances et tous leurs aménagements intérieurs et extérieurs réputés immeubles par nature ou par destination, y compris les grandes cheminées, composant ou devant composer les usines de la Société assurée et leur annexe, ainsi que toutes succursales, dépôts et sous-dépôts comme il est dit ci-dessus.*

b) *Sur la responsabilité locative pouvant incomber à la Société assurée par application des articles 1733, 1734 et 1735 du Code civil en sa qualité de locataire ou d'occupante à un titre quelconque, soit de son fait, soit du fait des agents ou représentants, de bâtiments autres que ceux faisant l'objet du paragraphe précédent pou-*

vant également composer les risques ci-dessus mentionnés.

Lesdits bâtiments séparés ou contigus, communiquant ou pouvant communiquer entre eux, ou susceptibles d'être reliés entre eux par des passerelles et par des passages souterrains, sont à usage principalement d'ateliers divers pour la fabrication, l'emboitage, le paquage, l'emballage, l'expédition et la livraison des divers produits de la Société assurée, laboratoires de recherche ou d'essais, ateliers de réparation, d'entretien et d'emballage, magasins de toutes sortes, bureaux, habitations, garages d'automobiles, écuries, remises, débaras et servitudes diverses, succursales, dépôts et sous-dépôts. Ils sont édifiés sur des terrains appartenant à la Société assurée ou pouvant être la propriété d'autrui et peuvent renfermer des commerces ordinaires.

Ils sont dans leur ensemble construits soit en ciment armé avec couverture en terrasse, soit en maçonnerie, briques et ciment avec couverture en tuiles et vitrages sur charpentes métalliques pour les usines désignées au paragraphe *a)* du chapitre I ci-dessus, soit en maçonnerie, briques, ciment armé, carreaux de plâtre, pans de bois et baies vitrées avec couverture en tuiles, ardoises, métaux ou vitrages sur charpente en fer et en bois, le dur dominant pour plus de 90 %, à l'exception de quelques annexes de peu d'importance qui peuvent être de construction et de couverture plus légères, tant pour l'annexe désignée au paragraphe *b)* du chapitre I que pour les succursales et dépôts faisant l'objet du chapitre II.

En ce qui concerne les dépôts et sous-dépôts non dénommés faisant l'objet du chapitre II, la Société assurée sera dispensée, par dérogations à toutes dispositions contraires des conditions générales ci-annexées, de faire connaître aux assureurs la situation des risques où pourra s'exercer l'assurance, la nature de la construction et de la couverture des bâtiments, leurs affectations, leurs contiguïtés et leurs voisinages, aggravants ou non.

2° *Matériel, mobilier industriel, outillage, agencements, marchandises, matières premières et approvisionnements.*

Sur l'ensemble et la généralité du matériel fixe ou mobile, portatif ou roulant, du mobilier industriel, de l'outillage et des agencements comprenant notamment les machines à vapeur, chaudières, dynamos, machines et moteurs divers avec tous leurs accessoires, les appareils de chauffage et d'éclairage et tous systèmes, en un mot *sur le matériel en général, tant de fabrication que d'entretien*, sur véhicules automobiles en service, en réparation ou à vendre non assurés par polices spéciales, sur chevaux, voitures, harnais, ustensiles et provisions d'écuries et de remises, sur matériel, outillage, ustensiles et provisions de garages d'automobiles, sur mobilier et fournitures de bureaux, archives et documents industriels et commerciaux, *sur tous effets et objets* appartenant tant à la Société assurée qu'à ses administrateurs, directeurs, employés, représentants, voyageurs, agents, ouvriers et tous autres tiers, ainsi que *sur marchandises généralement quelconques et à tous états*, sur tous produits fabriqués prêts à la vente ou en cours de fabrication, en stock ou entreposés dans les usines, succursales, dépôts et sous-dépôts de la Société assurée, appartenant tant à la Société assurée qu'à autrui, sur matières premières et produits divers, combustibles, solides ou liquides, approvisionnements de toute nature, en stocks ou entreposés dans les usines, succursales, dépôts et sous-dépôts de la Société assurée, en cours de transport par quelque moyen de locomotion que ce soit et en quelque lieu que ce soit, essence de térébenthine, cires, couleurs et vernis de toutes sortes, graisses, huiles, essences minérales, essences pour véhicules automobiles et tous carburants en général, alcools à tous degrés, benzine et tous solvants quelconques, ingrédients et fournitures diverses, articles de paquetage, d'emballage et de publicité.

Le tout existant ou pouvant exister et étant garanti

tant à l'intérieur des bâtiments, citernes, réservoirs, distributeurs de carburants automatiques ou autres, garages d'automobiles ou locaux quelconques dont la Société assurée ou son personnel sont *propriétaires, locataires ou occupants à un titre quelconque*, qu'en plein air dans les cours, passages et terrains qui en dépendent, ou à leurs abords. En un mot, *en quelque lieu que ce soit et pour quelque motif que ce soit*.

3° *Résumé général.*

En un mot, *sur tous objets* pouvant être considérés comme immeubles par nature ou par destination, que la Société assurée en soit propriétaire, locataire ou occupante à un titre quelconque, surtout objets mobiliers décrits, ou non décrits, composant le mobilier industriel, le matériel, l'outillage et les installations diverses, sur toutes les marchandises, matières premières, approvisionnements et ingrédients de *toute nature sans aucune exception ni réserve, et sans que les assureurs puissent se prévaloir, en cas de sinistre, d'une non dénomination quelconque* ; le tout nécessaire ou utile à la Société assurée dans ce que ses besoins peuvent avoir de plus étendu, sur produits fabriqués en stock, en cours de transport ou de livraison, *en quelque lieu que ce soit et par quelque moyen que ce soit, ainsi que sur marchandises ou produits fabriqués, vendus à des tiers mais non encore livrés et dont la Société pourrait être, en cas de sinistre, reconnue responsable.*

4° *Base de l'assurance.*

La présente assurance globale telle qu'elle est définie ci-dessus est consentie moyennant une prime nette annuelle fixée forfaitairement à... francs pour mille du capital assuré, soit...

B) PERTE DES LOYERS OU PRIVATION DE JOUISSANCE.

ARTICLE 2. — ...mille francs portant globalement et indistinctement :

a) *Sur la perte des loyers ou la privation de jouis-*

sance des locaux incendiés et occupés par la Société assurée à titre de propriétaire ou par des locataires ou préposés pour le cas où, à la suite d'incendie, ces locaux deviendraient inutilisables en tout ou en partie.

L'indemnité, en cas de sinistre, sera calculée sur la valeur locative annuelle des locaux occupés par elle ou par des locataires et préposés, sans que le délai puisse être de plus d'une année à partir du jour du sinistre, ni dépasser la durée nécessaire, à dire d'experts, pour la remise en état des locaux incendiés.

b) *Sur la responsabilité locative pouvant incomber à la Société assurée dans le cas où celle-ci serait reconnue s'étendre à une perte de loyers à titre de conséquence d'un incendie.* Cette garantie s'appliquera exclusivement aux loyers de ses co-locataires y compris la valeur locative de la partie de l'immeuble que le propriétaire pourrait occuper au jour du sinistre.

L'indemnité, en cas de sinistre, sera calculée sur le temps matériellement nécessaire, à dire d'experts, pour la remise en état des locaux incendiés, sans que le délai puisse être de plus d'une année à partir du jour du sinistre.

c) *Sur la privation de jouissance des locaux incendiés et occupés par la Société assurée ou ses préposés,* à titre de locataire, dans le cas où, à la suite d'incendie, ces locaux deviendraient inutilisables en tout ou en partie, alors qu'elle en aurait payé le loyer ou qu'elle serait tenue de continuer à le payer.

La garantie résultant du présent article est consentie jusqu'à concurrence de la somme ci-dessus mentionnée de... mille francs moyennant une prime forfaitaire annuelle calculée à raison de... francs pour mille francs du capital assuré, soit...

Au cas où la valeur locative annuelle des locaux occupés par la Société assurée, déterminée à dire d'expert, excéderait la somme garantie, la Société assurée retenirait son propre-assureur pour l'excédent et supporterait à ce titre sa part des dommages au marc le franc. Il en

serait de même dans le cas où, au moment du sinistre, le produit annuel des immeubles, constaté par des baux écrits ou des déclarations de locations verbales, dépasserait la somme assurée.

C) RECOURS DES LOCATAIRES, SOUS-LOCATAIRES
OU OCCUPANTS.

ARTICLE 3. — ...mille francs pour garantir la Société assurée de la responsabilité pouvant lui incomber en cas de sinistre, envers ses locataires, sous-locataires ou occupants à un titre quelconque, par application des articles 1386 et 1721 du Code civil.

La garantie résultant du présent article est consentie jusqu'à concurrence de la somme ci-dessus mentionnée de... mille francs moyennant une prime forfaitaire annuelle calculée à raison de... francs par mille francs du capital assuré, soit...

D) RECOURS DES VOISINS.

ARTICLE 4. — ...mille francs pour garantir la société assurée de la responsabilité à laquelle elle pourrait être tenue, en cas de sinistre, à l'égard des voisins, en vertu de l'article 1382 du Code Civil, étant stipulé que cette garantie s'applique non seulement aux dommages matériels, mais encore à la perte des loyers et à la privation de jouissance dont pourraient être victimes les voisins atteints par le sinistre.

La garantie résultant du présent article est consentie jusqu'à concurrence de la somme ci-dessus mentionnée de... mille francs moyennant une prime forfaitaire annuelle calculée à raison de... francs pour mille francs du capital assuré, soit...

E) EXTINCTEURS.

La société assurée déclare que les susdits bâtiments sont pourvus d'une installation d'extincteurs à main ou montés sur roue...

F) EXPLOSIONS.

Outre les risques d'incendie, les assureurs répondent :

Des dommages matériels même non suivis d'incendie pouvant être causés directement par la chute de la foudre, et par toutes explosions survenant dans les risques assurés ou dans leur voisinage, y compris celle de la dynamite et autres explosifs analogues qui, à l'insu de la société assurée, seraient introduits dans les divers risques ou placés aux alentours, mais à l'exclusion des cas de guerre, invasion, émeutes et des explosions se produisant dans une fabrique ou dans un dépôt d'explosifs.

Cette garantie est consentie avec dérogation de la règle proportionnelle jusqu'à concurrence d'une somme de... mille francs, moyennant une surprime forfaitaire de 3 %, soit...

G) DÉCLARATIONS.

La société assurée déclare :

1° Qu'elle agit tant « pour son compte » comme propriétaire, locataire ou occupant, que « pour celui de qui il appartiendra » en ce qui concerne tous objets pouvant appartenir à des tiers et dont elle serait dépositaire ou détentrice à quelque titre que ce soit, étant bien entendu que la garantie des assureurs s'exercera sur ces objets, alors même que la société ne serait pas reconnue responsable de leur avarie ou destruction.

En cas de sinistre n'engageant pas la responsabilité de la société assurée vis-à-vis des tiers propriétaires des dits objets, l'assurance n'aura d'effet pour ces tiers qu'à défaut d'assurance directe contractée par eux ou en cas d'assurance directe insuffisante. Dans ce cas, elle jouera seulement dans la limite de l'insuffisance.

2° Qu'elle pourra se suffire à elle-même pour la production de l'énergie électrique servant à l'éclairage ou à la force motrice.

3° Que des chevaux, voitures, véhicules divers, automobiles ou autres, lui appartenant ou appartenant à ses

préposés ou à des tiers, peuvent se trouver, ainsi que leurs approvisionnements, dans la généralité des bâtiments, des usines, succursales, dépôts et sous-dépôts, leurs annexes, dépendances et dans les cours, et seront compris dans la présente assurance au jour d'un sinistre s'ils ne sont pas garantis par polices spéciales, étant précisé que la garantie des assureurs comprendra les risques d'allumage et d'extinction des moteurs.

4° Que dans les bâtiments des usines, succursales, dépôts et sous-dépôts, leurs annexes et dépendances, elle loge ou peut loger du personnel dirigeant, employé ou ouvrier, dont le mobilier et les objets personnels seront compris dans la présente assurance au jour du sinistre, s'ils ne se trouvent pas garantis par polices spéciales.

5° Que des appareils ou dispositifs spéciaux, notamment pour la transmission de l'énergie électrique, sont ou peuvent être installés par elle ou par des tiers.

6° Que la fabrication de ses divers produits se fait à froid ou à la vapeur, et que l'éclairage de ses usines est exclusivement électrique.

7° Qu'il est procédé dans ses usines à la réparation et à l'entretien de ses bâtiments et de son matériel ainsi qu'à l'emballage de ses marchandises, et qu'à cet effet, il existe l'outillage et les approvisionnements nécessaires, notamment de bois, caisse, papier, toile, paille et fibre de bois. Toutefois, il est précisé que...

H) CONVENTIONS, RENONCIATIONS, DISPENSES.

Il est convenu entre les parties :

1° Que le *taux de prime moyen ressorti ci-dessus a été fixé d'après les déclarations consignées dans le questionnaire et l'état de répartition des valeurs, signés par la société assurée et remis aux Compagnies assureurs pour servir de base à l'établissement de la présente police, et compte tenu des nombreux moyens de secours dont sont munies les usines assurées.*

2° Que la société assurée est dispensée de déclarer les modifications pouvant survenir dans la co-assurance de la présente police, ainsi que les assurances-chômage,

pertes de bénéfices ou autres qu'elle pourra contracter sur les mêmes biens pour des garanties distinctes.

3° Que la garantie des assureurs s'exercera même en cas d'incendie ou d'explosion provenant, en temps de paix, de cantonnement...

4° Qu'en ce qui concerne les usines, dépôts et sous-dépôts faisant l'objet des chapitres II et III ci-dessus, il est précisé :

a) Que ceux-ci ne comportent aucun atelier de fabrication ;

b) Que la société assurée fait garantir par le présent contrat la valeur totale de ses marchandises qu'elle a ou peut avoir en stock... ;

c) *Que les assureurs n'auront jamais à payer en cas de sinistre, sur l'ensemble des garanties résultant des paragraphes A, B, E ci-dessus, une indemnité totale supérieure à... millions de francs par succursale ou dépôt du chapitre II et... francs par dépôt ou sous-dépôt du chapitre III.*

Il est en outre stipulé que jusqu'à concurrence d'une somme de... francs, du matériel et des marchandises comprenant les divers produits de la société ou similaires, ainsi que les articles de paquetage, emballage et de publicité sont garantis non seulement en dépôt dans les bâtiments quelconques, mais encore en plein air, ainsi qu'en cours de transport sur bateaux, wagons ou tous véhicules automobiles ou autres, sur routes, voies ferrées ou voies fluviales ; en un mot, les dits objets ne cesseront d'être assurés en quelque lieu que ce soit et pour quelque motif que ce soit, depuis leur départ des usines jusqu'à leur livraison définitive à la clientèle.

5° Que le chiffre porté aux inventaires et bilans de la société assurée sur bâtiments, matériel ou marchandises ne pourront lui être opposés en cas de sinistre, et ce, à raison des réductions ou des amortissements intentionnels qui auraient été effectués.

6° Que les assureurs ne pourront, après sinistre, user du droit de résiliation prévu aux conditions générales

que si les sinistres déclarés dans le courant de l'année d'assurance donnent lieu au paiement d'une indemnité totale égale ou supérieure au montant d'une prime annuelle nette.

7° Que dans ce cas, comme dans les autres cas également prévus aux conditions générales, sauf pour le non-paiement des primes, les assureurs ne pourront réduire ou résilier le présent contrat, que sur préavis de deux mois et par lettre recommandée :

Dans ces divers cas de réduction ou de résiliation, si le délai de 2 mois...

8° Que la société assurée est dispensée de déclarer les sinistres qu'elle peut avoir subis dans les risques ci-dessus assurés, ou dans d'autres risques, comme aussi de déclarer tout sinistre dont elle ne réclamerait pas le montant.

9° Que la société assurée ne sera tenue de déclarer les risques de voisinage qu'autant qu'ils constitueront une aggravation et qu'elle en aura connaissance.

10° Qu'en cas de sinistre, la société assurée pourra, si elle le juge convenable, continuer l'exploitation de son industrie...

11° Qu'en cas de sinistre, le règlement des dommages s'étendra aux frais de déblaiement et à ceux de déplacement et de remplacement des objets assurés, ainsi qu'aux détériorations et dégâts résultant des dispositions prises ou des mesures ordonnées par les autorités administratives. De plus, le règlement des dommages s'étendra aux honoraires des architectes.

12° Que les assureurs renoncent à l'application de la règle proportionnelle prévue aux conditions générales dans le cas où, au moment du sinistre, il serait constaté sur marchandises et matériel une insuffisance d'assurance n'excédant pas 10 % de la valeur totale assurée, et provenant uniquement de la hausse des cours qui se serait produite dans un délai n'excédant pas 1 mois avant le jour du sinistre. Il est bien entendu que la règle proportionnelle demeurera intégralement applicable si

l'insuffisance excède la proportion de 10 % ou provient de toute autre cause que la hausse des cours.

13° Que les assureurs renoncent à tous recours qu'ils pourraient être en droit d'exercer contre les administrateurs...

14° Que les primes sont quérables au siège social de la société assurée par les soins de ses mandataires. A défaut du paiement des primes dans un délai de 2 mois à compter du jour de son échéance, le bénéfice de l'assurance ne pourra être suspendu à l'égard de la société assurée que 20 jours après l'envoi d'une lettre recommandée restée sans effet.

15° Qu'au cours du présent contrat, la société assurée pourra, moyennant préavis de un mois adressé par lettre recommandée aux assureurs, réduire ou résilier sans indemnité cette assurance, dans le cas de réduction ou suppression partielle ou totale des risques qu'elle fait garantir.

Qu'en outre, à partir du..., les parties auront la faculté réciproque de résilier chaque année la présente police, moyennant un préavis adressé par lettre recommandée 2 mois au moins avant l'échéance de la prime.

CONVENTION SPÉCIALE

Il est convenu en outre entre les parties :

Que la société assurée se réserve la faculté de demander aux assureurs de la garantir selon ses besoins et aux conditions du présent contrat, sur marchandises à tous états, matières premières et approvisionnements divers, jusqu'à concurrence d'une somme supplémentaire de... millions de francs.

Les assureurs donnent acte à la société assurée de cette réserve et s'engagent, suivant leur quote-part, à accepter ce supplément d'assurance, étant entendu que sans attendre la signature de l'avenant régulier, ni le paiement de la prime y afférente, la société assurée se trouvera garantie à partir du lendemain midi de la re-

mise aux assureurs par la société assurée ou ses mandataires, de la dite demande d'augmentation.

De même en cas de diminution affectant uniquement la valeur des marchandises, matières premières et approvisionnements divers, la société assurée aura la faculté de demander aux assureurs une réduction avec ristourne de prime calculée, comme il est d'usage pour les augmentations, sur le temps non couru de l'année en cours...

Nous voyons que, dans cette police, la règle proportionnelle est applicable. Il n'existe, en effet, aucune clause dérogatoire à l'article 16 des conditions générales, qui établit justement le principe de cette règle proportionnelle. Son application est même formellement prévue par la convention n° 12, dès que l'insuffisance d'assurance dépasse la tolérance habituelle de 10 %, pour hausse des cours antérieure à un mois.

Par suite, ce sera la taxe simple qui sera due au Trésor, d'où une économie sensible de la prime.

Mais l'assureur, en fait, sera incapable d'appliquer cette règle proportionnelle. Les frais d'expertise seraient, en général, de beaucoup supérieurs aux réductions d'indemnité qu'elle permettrait d'effectuer, au cas où elle serait établie.

La garantie est en effet aussi complète qu'il est possible de l'imaginer — tout est prévu, tout est garanti, toutes les responsabilités éventuelles sont couvertes. A tout moment d'ailleurs, il est précisé que l'assurance joue non seulement pour les risques existants lors de la signature de la police, mais encore qu'elle couvre tout ce qui pourrait exister au jour du sinistre; par exemple, on rencontre à tout moment des expressions dans ce genre: l'ensemble et la généralité des bâtiments construits, en construction ou à

construire ; la responsabilité pouvant incomber à l'assuré à un titre quelconque ; l'ensemble et la généralité du matériel fixe ou mobile ; les marchandises généralement quelconques ; le tout existant ou pouvant exister, en quelque lieu que ce soit et pour quelque motif que ce soit...

D'autre part, étant donné la dispersion des biens assurés, la distance qui sépare les entrepôts, dépôts, réserves, etc..., l'estimation de l'ensemble des biens assurés serait bien trop coûteuse, il est d'ailleurs prévu à la clause 5 que les chiffres des bilans ne sont pas opposables aux assurés.

Cette forme d'assurance possède donc tous les inconvénients techniques du « Premier Feu ». Les assureurs s'efforcent bien, en général, de les soumettre, dans toute la mesure du possible, à la réglementation du « Premier Feu » (notamment division en « établissements distincts »). Mais c'est là une chose très difficile, qui en fait est bien rarement réalisée.

En réalité, *une assurance globale à primes moyennes est une assurance « au Premier Feu », dans laquelle la police ne fixe pas un maximum à l'engagement de l'assureur*, d'où, pour lui, la grave infériorité que présente ce genre de police sur la police « Premier Feu ». Il est vrai, qu'en fait, pour son calcul de la prime, il tient compte du dommage maximum normalement prévisible. Mais les faits peuvent venir démentir les calculs les plus sages.

Tous les autres inconvénients présentés par le « Premier Feu » sont aggravés : difficultés d'établissement rationnel de la prime, manque absolu de technique (tous les risques payant, en apparence, le même taux de prime, quelle que soit par ailleurs la gravité du danger qu'ils courent), mélange des catégories, etc...

La prime, en principe, devrait être établie en additionnant les primes dues pour chaque établissement, pour chaque risque distinct; on diviserait cette somme totale par le montant total des existences, et l'on aurait le taux moyen. En réalité, l'établissement de la prime est peut-être fait rationnellement, au moment de l'offre de l'assuré. Mais c'est alors que se fait sentir la concurrence : partant de cette base rationnelle, elle entraîne plus encore que pour le « Premier Feu », une cascade de rabais, de remises, jusqu'à ce que l'assureur le plus offrant, celui qui veut absolument faire un chiffre de... dans son année, accepte le risque, pour un prix dérisoire, et bien inférieur à sa valeur, espérant que, grâce à sa chance, grâce aux conditions favorables, etc..., l'affaire ne sera pas aussi mauvaise qu'elle le paraît...

Où cette politique conduira-t-elle, dans quelques années, les Compagnies d'assurances ? C'est ce grave problème qui préoccupe beaucoup de Compagnies; mais aucune n'ose apporter la réponse qui pourtant s'impose, aucune n'ose remédier à cette situation critique, en procédant à une plus juste considération des valeurs assurées et des risques courus ; et cela parce que la concurrence, niée pourtant par certains, joue implacablement...

Reste un gros avantage de la police globale : le non-paiement de la triple taxe. Les droits sont acquittés sur la valeur totale assurée ; donc ils ne sont pas triplés, comme dans l'assurance « au Premier Feu ». Le fisc interviendra-t-il un jour, comme il est intervenu pour l'assurance « au Premier Feu », pour réglementer l'assurance globale à prime moyenne ?

Bien entendu, l'assurance globale à prime moyenne est réservée aux gros assurés, qui font assurer un

chiffre d'existences très important. Le bénéfice en est refusé au petit assuré, sinon ce serait la ruine complète des assureurs. Les inconvénients de la police globale ne sont limités que parce que le nombre de ces polices reste limité; leur extension à l'ensemble des assurés entraînerait soit un relèvement très important des tarifs, soit une menace très grave pour l'équilibre financier des assureurs...

CONCLUSION

JUGEMENT SUR L'ASSURANCE

« AU PREMIER FEU »

Après avoir ainsi étudié, le mieux que nous avons pu, l'assurance « au Premier Feu », nous allons essayer de poser quelques conclusions générales.

Il est certain que l'assurance « au Premier Feu », telle qu'elle est actuellement pratiquée, ne mérite plus guère ce nom.

S'il subsiste toujours une somme fixée, qui vient limiter l'engagement de l'assureur en cas de sinistre, cette somme est en général fixée à un chiffre tel que l'assuré ne garde plus, pour lui, pratiquement, aucune partie du risque, pour laquelle il resterait son propre assureur.

D'autre part, la règle proportionnelle, abandonnée en principe, puisqu'il y a assurance « au Premier Feu », réapparaît dès qu'il y a une insuffisance de déclaration de quelque importance.

Enfin, la pratique a soumis la délivrance de ces polices d'assurances « au Premier Feu » à une réglementation assez stricte, qui vient en limiter l'expansion.

N'est-ce pas, en fin de compte, parce qu'il est nécessaire qu'il en soit ainsi? La technique de l'assu-

rance est là ; il faut y obéir, sinon, bien vite, l'assureur qui accepterait des contrats y contrevenant paierait cher ses innovations.

Il est indispensable, croyons-nous, que l'assurance « au Premier Feu » soit telle qu'on la pratique ; un assureur prudent ne peut la pratiquer autrement.

Mais cela vient évidemment limiter beaucoup l'utilisation de telles polices. Elles ne sont, en effet, vraiment avantageuses pour l'assuré, à égalité de garantie, que dans certains cas exceptionnels, dans lesquels soit l'importance des valeurs assurées, soit la disposition particulièrement favorable des lieux, permettent de réaliser une appréciable économie de prime par l'emploi d'une police « Premier Feu ».

D'ailleurs, bien souvent, l'assureur qui accorde un « Premier Feu », ne fait pas une bonne affaire. S'il accepte trop d'affaires de ce genre, ou s'il les accepte avec de trop fortes réductions de primes, ce sera aux dépens de la masse des petits assurés, qui, eux, paient une prime complète sur la valeur totale de leurs biens assurés. Et c'est avec leurs primes qu'il paiera en partie les indemnités versées aux gros assurés, car ceux-ci n'auront pas versé le plus souvent, la prime qui correspond réellement à la valeur de leur risque. Et pourtant les gros assurés ont largement les moyens de verser un surplus de primes : ils pourraient au moins acquitter tout ce qu'ils doivent... Pourquoi faire payer les petits assurés à leur place, en faisant bénéficier les gros assurés de l'assurance « au Premier Feu » ?

Les petits assurés pâtiraient plus encore de cette situation, si le « Premier Feu » venait à se généraliser, comme certains le réclament. L'équilibre financier des assureurs serait alors menacé ; il faudrait bien procéder à une élévation générale du taux de primes, et cette élévation serait plus sensible pour le

budget des petits assurés que pour celui des gros. Les premiers paient déjà des primes suffisantes, il ne faut pas risquer de voir un tel fait se généraliser davantage.

*
**

Par ailleurs, la généralisation du « Premier Feu » présenterait pour le Trésor un grave préjudice.

Déjà la triple taxe entraîne une complication infinie de calculs : il faut compter à part les capitaux assurés « au Premier Feu », et en raison du montant total ainsi obtenu, cela représente un travail supplémentaire considérable, dont se passeraient certes bien volontiers et les assureurs, et l'Administration de l'Enregistrement.

D'autre part, quelle possibilité de fraude ! L'assurance « au Premier Feu » est une porte ouverte, par où on échappera au paiement des droits. Le génie si inventif des assurés, des assureurs et des courtiers peut s'exercer librement dans cette voie, et l'expérience prouve que ce n'est pas là un danger supposé, mais qu'il existe bien réellement. L'exemple des assurances collectives, de la police globale, est là pour le prouver.

Le danger serait encore plus grand pour le Trésor maintenant que la récente augmentation des droits frappant les contrats d'assurance, réalisée par le décret du 8 juillet 1927, a augmenté l'avantage que l'assuré trouve à employer une police « au Premier Feu », pour peu que le capital assuré soit inférieur au tiers des existences.

Devant ce danger, que peut faire l'Administration de l'Enregistrement ? Deux solutions entre autres s'offrent à elle ; nous ne serions pas autrement surpris de voir se réaliser l'une d'entre elles, un jour prochain.

Ou bien augmenter le coefficient de la taxe de l'assurance « au Premier Feu ». Ce coefficient 3, établi par la loi du 4 avril 1926, pourrait, semble-t-il, être augmenté d'un ou deux points. Déjà, en 1926, on avait proposé le coefficient 5, et le Commissaire du Gouvernement avait *trouvé ce chiffre raisonnable* (voir les travaux préparatoires). D'aucuns avaient même proposé le coefficient 6. Il est possible qu'un jour l'Administration de l'Enregistrement, tant pour se procurer des ressources nouvelles, que pour rétablir l'équilibre rompu aux dépens des polices ordinaires en valeur totale, frappe les contrats d'assurances « au Premier Feu » d'une taxe quintuple, ou sextuple de celles auxquelles sont soumis les contrats d'assurance en vertu des lois en vigueur.

Ou bien supprimer la perception de la triple taxe, et exiger le paiement des droits en les calculant sur la valeur totale des biens soumis aux risques. En procédant ainsi, on éviterait toute fraude, on augmenterait les recettes du Trésor, on supprimerait toutes les difficultés nées de l'application de la loi du 4 avril 1926 et du décret-loi d'octobre 1935 ; le fisc retrouverait dans les polices les éléments qu'il réclame pour calculer les droits de succession... Bien entendu, toute liberté serait laissée à l'assureur d'accorder des polices « au Premier Feu », à condition toutefois que le montant des existences soit indiqué dans la police, et que les droits soient acquittés sur ce total.

L'avenir nous dira quelle sera la solution choisie : maintien du *statu quo*, élévation du coefficient de la taxe, perception des droits sur le total des existences. Ou, réforme plus radicale, suppression de l'assurance « au Premier Feu », comme en Italie, en Espagne, au Mexique...

*
* *

En attendant, l'assurance « au Premier Feu » subsiste, telle que nous l'avons étudiée ; elle est encore couramment pratiquée, malgré sa réglementation fiscale de plus en plus sévère, malgré le développement de l'assurance globale, malgré le peu d'avantages qu'elle présente, sauf quelques rares cas exceptionnels. Mais quand ce ne serait que pour ces cas exceptionnels, l'assurance « au Premier Feu » existe, elle est utile, elle ne veut pas mourir.

Vu :

LE DOYEN,
E. ALLIX.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
MAURICE PICARD.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- E. AGNEL. — *Manuel général des Assurances ou Guide pratique des Assureurs et Assurés*, 6^e éd., par Christian de Corny et Gustave Dijon, 1923.
- I. ALAUZET. — *Traité général des Assurances*, 1843.
- C. ANCEY. — *L'Assurance, sa technique, son mécanisme*, Pichon, 1933.
- *Théorie et pratique des opérations d'Assurance*, 2^e éd., 1908.
- *Les Assurances de responsabilité*, Paris, 1906.
- ANCEY et SICOT. — *La loi sur le Contrat d'Assurance (Loi du 13 juillet 1930)*, 2^e éd., 1931.
- L.-M. BALCET. — *La protection de l'Assuré et la loi du 13 juillet 1930*. Thèse Strasbourg, 1931.
- *Les Assurances « au Premier Feu »*, numéro spécial du journal l' « Incendie ». Strasbourg, octobre 1929.
- *Répertoire pratique*, 1930.
- A. BESSON. — *La Conclusion du Contrat d'Assurances terrestres*, 1933.
- *La Notion de déchéance en matière d'Assurance*, dans *Revue Générale des Assurances Terrestres*, 1936, p. 225 et 473.
- BLASE. — *Erstes Risiko*, article dans *Versicherungswörterbuch*, p. 500.
- BOETZEL. — *L'Assurance « au Premier Feu »*, articles parus dans *l'Assurance Moderne* du 15 oct. et du 27 déc. 1909 et reproduits le 15 fév. 1928.
- L. BONNEVILLE DE MARSANGY. — *Jurisprudence générale des Assurances Terrestres*. Paris, 1882. Collaboration de MM. Charles Perrin et Christian de Corny.

- P.-A. BOUDOUSQUIÉ. — *Traité de l'Assurance contre l'Incendie*. Paris, 1829.
- M. BROQUET. — *Essai sur l'intérêt économique dans le Contrat d'Assurance*. Thèse, Lausanne, 1932.
- V. CADÈRE. — *Théorie et pratique de l'Assurance de Responsabilité*, 1923.
- H. CAPITANT. — *La loi du 23 juillet relative au Contrat d'Assurance*, article dans *Rev. Gén. des Ass. Ter.*, 1930, p. 739 et suiv.
- A. CHAUFION. — *Les Assurances, leur passé, leur présent, leur avenir*, 1884.
- COSACK. — *Traité de Droit commercial*, 6^e éd., traduite par Léon Miss, 1904.
- M. COSMAO DUMANOIR. — *Etude sur le projet de loi suisse relatif au Contrat d'Assurance*, dans *Bulletin de la Société de Législation Comparée*, 1898, p. 72.
- E. CLÉMENT. — *De l'Assurance « au Premier Feu »*, article paru dans *Revue de la Propriété Immobilière et de la Construction*, 1932, p. 48.
- D. DANJON. — *Traité de Droit maritime*, 2^e éd., 1930.
- G. DELIGAND. — *De l'Assurance contre l'Incendie*. Thèse, Paris, 1872.
- DÉROULÈDE. — *La Règle Proportionnelle de Prime*, article dans *Rev. Gén. des Ass. Ter.*, 1931, p. 743.
- J. DESCHAMPS. — *L'Aggravation du risque en cours d'assurance*. Thèse, Paris, 1933.
- H. DÉSERT. — *La Règle proportionnelle et les Assurances « au Premier Feu »*, circulaire publiée dans *l'Argus* du 20 mai 1928.
- DESFRANÇOIS. — *Commentaire des conditions générales de la Police d'Assurance*, 1882.
- DROUAULT. — *Assurance contre l'Incendie. Principes et utopies*, article dans *Revue de Législation Professionnelle*, 1912.
- A. DROZ. — *Commentaire des Polices d'Assurances contre le risque incendie*. Paris, 1913. Préface de M. Thaller.

- DUBLINEAU. — *Traité théorique et pratique de l'Enregistrement*, 1932.
- E. DUHAIL. — *Etude sur le Contrat d'Assurance contre l'incendie*. Thèse, Paris, 1883.
- G. DUVERGEY. — *De l'Assurance à prime fixe contre l'incendie*. Thèse, Bordeaux, 1905.
- ESTRANGIN. — *Traité du Contrat d'Assurance de Pothier*, 1880.
- EHRENBERG. — *Privatversicherungsrecht*, dans *Enzyklopädie der Rechts und Staatswissenschaft*, XIII.
- EMERIGON. — *Traité des Assurances*, 1783.
- G. FÉROT. — *Des Assurances à prime contre l'incendie*. Thèse, Douai, 1881.
- I. GIRARD. — *Eléments d'Assurance. Incendie, vie, accidents*, 1921.
- GODART et PERRAUD-CHARMANTIER. — *Code des Assurances. Commentaire pratique et complet de la loi du 13 juillet 1930 relative au Contrat d'Assurance*, 2^e éd., 1937.
- G. GROSSIN. — *L'Assurance contre l'incendie*. Thèse, Paris, 1930.
- GRÜN et JOLIAT. — *Traité des Assurances terrestres*, 1828.
- J. GRZYBOWSKI. — *Les Contrats collectifs d'Assurance « au Premier Feu »*, différents articles dans *l'Assureur-Conseil*, 1935 et 1936.
- GUILHOT. — *Manuel de Droit fiscal*, 1928.
- GUILLON et LENOIR. — *Les nouvelles conditions générales des Polices*, article dans le *Journal de l'Assureur et de l'Assuré*, 20 déc. 1930, et divers articles.
- GUYOT. — *Les Assurances privées*, article dans les *Lois Nouvelles*, 1930, p. 409.
- O. HAGEN. — *Versicherungsrecht*, t. VIII du *Handbuch des Gesamtem Handelsrecht*.
— *Unterversicherung*, dans *Versicherungswörterbuch*, p. 1290.
- G. HAMON. — *Histoire générale de l'Assurance en France et à l'étranger*, 1896.

- *Les Responsabilités, les Assurances. La Prévoyance.* Manuel pratique, 1910.
- G. HAMONIC. — *L'Assurance-Vol.* Thèse, Paris, 1934.
- J. HÉMARD. — *Théorie et pratique des Assurances terrestres*, 1924.
- Ch. HETTER. — *Des Assurances terrestres.* Thèse, Caen, 1867.
- J.-E. LABBÉ. — Note au Sirey, 1880, 1, 441, sous Cass. Req., 19 janvier 1880.
- A. LACAN. — *Guide juridique et pratique de l'hôtelier et du voyageur.*
- LAFFARGNE. — *La clause de valeur agréée dans les Assurances terrestres et maritimes.* Thèse, Paris, 1936.
- R. DE LA GRASSERIE. — *Essai d'un projet de loi général sur les Assurances*, 1897.
- H. DE LALANDE et CUTURIER. — *Traité théorique et pratique du Contrat d'Assurance contre l'incendie d'après la doctrine et la jurisprudence*, 1885.
- LE CHARTIER et DARDONVILLE. — *Dictionnaire des Tarifs-Incendie*, 1936.
- R. et J. LEFÈVRE. — *Traité fiscal des Assurances*, préface de M. Picard, 1929.
- J. LEFORT. — *L'Assurance contre le Vol*, 2^e éd., 1929.
- E. LHER. — Articles sur la loi allemande d'Assurance, dans *Revue de Droit International et de Droit Comparé*, 1909 et 1910.
- H. DE LIGNEROLLES. — *Des recours de l'Assureur contre les tiers responsables du sinistre.* Thèse, Paris, 1909.
- LONIEWSKI. — *Assurance et responsabilité en matière de transport.* Thèse, Paris, 1926.
- LE PHÉNIX (Centenaire de la Compagnie d'Assurance), 1919.
- Ch. LYON-CAEN. — *Rapport adressé à M. le Ministre du Commerce au nom de la Commission chargée d'étudier les dispositions législatives auxquelles pourraient être soumis les Contrats d'Assurance*, 1904.

- LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de Droit commercial*, 5^e éd., par M. Amiaud, 1932.
- E. MAGUERO. — *Traité alphabétique des droits d'enregistrement, de timbre et d'hypothèques*, 3^e éd., 1928.
- R. MAINARDI. — *Assicurazione a primo rischio nel ramo incendio*, article paru dans *Assicurazioni* de 1934, p. 527.
- A. MANES. — *Versicherungs Lexicon*, 3^e éd., Berlin, 1930.
— *Versicherungswesen*, 5^e éd., Berlin, 1930.
- H. et L. MAZEAUD. — *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, 2^e éd., 1934.
- A. DE MIRIMONDE. — *Manuel pratique des Assurances*, 1928.
- H. MONTCHARMONT. — *La déclaration du risque dans les Assurances terrestres d'après la loi du 13 juillet 1930*. Thèse, Paris, 1932.
- R. MUSCHART. — *Commentaire de la loi du 11 juin 1874 sur les Assurances*, Bruxelles, 1932.
— *Commentaires des conditions générales de la Police Incendie*, Tamines, 1922.
- A. ODILLON. — *L'Assurance « au Premier Feu »*, 3^e éd., 1936.
- M. PAPOT. — *La règle proportionnelle dans les Assurances terrestres. L'Assurance « au Premier Feu »*. Thèse, Poitiers, 1932.
- PANDECTES FRANÇAISES. — *Nouveau Répertoire de Doctrine, de Législation et de Jurisprudence*, IX.
- PARDESSUS. — *Cours de Droit commercial*, 6^e éd., 1856.
— *Collection des lois maritimes antérieures au XVIII^e siècle*, 6 vol., 1828-1845.
- PARIS LE CLERC. — *Le Contrat d'Assurance, sa nature juridique*, 1932.
- E.-H. PERREAU. — *Manuel juridique et pratique de l'agent d'assurance*, 2^e éd., 1931.
- PERSIL. — *Traité des Assurances terrestres*, 1835.

- S. PLANCHE. — *Fonctionnement du Contrat d'Assurance de responsabilité en matière terrestre*. Thèse, Grenoble, 1932.
- P. PHILOUZE. — *Projet de loi sur les Assurances terrestres*, 1880.
- M. PICARD. — *Cours professé à la Faculté de Droit de Paris*, nov. 1936-mai 1937.
- Note dans *Rev. Gén. Ass. Ter.*, 1936, p. 43-46.
- PIPIA. — *Trattato delle assicurazioni terrestri*. Milano, 1921.
- PLANIOL, RIPERT et LEPARGNEUR. — *Traité pratique de Droit civil français*, t. XI, *Contrats civils*, par MM. Rouast, Savatier et Lepargneur.
- POTHIER. — *Traité du Contrat d'Assurance*.
- L. PONGET. — *Dictionnaire des Assurances terrestres, principes, doctrine, jurisprudence*, 2 vol., 1855.
- DE LA PRUGNE. — *Traité théorique et pratique de l'Assurance en général*, 1895.
- H. QUESNAULT. — *Traité des Assurances terrestres*, 1826.
- A. RAMELLA. — *Trattato delle Assicurazioni*. Milano, 1921.
- L. REHFOUS. — *Les Assurances*. Cours Professé à la Faculté de Droit de l'Université de Genève, 1902.
- J. RIALAN. — *Le Contrat d'Assurance contre l'incendie*. Thèse, Paris, 1908.
- L. DE RIEDMATTEN. — *Les Conditions générales des Polices incendie*, 1936.
- G. RIPERT. — *Traité de Droit maritime*, 3^e éd., 1930.
- A. ROUX. — *Assurances contre les accidents. Le Manuel de l'Inspecteur et de l'Agent*, 1925.
- H. ROSTAING. — *Manuel des Assurances*, 1924.
- A. SIMONIN. — *Jurisprudence générale des Assurances terrestres* (suite de Bonneville de Marsangy), de 1880 à 1905, 2 vol.
- E. SPILREIN. — *Le Contrat d'Assurance de responsabilité civile*. Thèse, Strasbourg, 1933.

- P. SUMIEN. — *Traité théorique et pratique des Assurances terrestres et des opérations de capitalisation et d'épargne*, 4^e éd., 1937.
- *Manuel de l'Assuré et de l'Assureur (Agents et Courtiers)*, 1929.
- A. TRASBOT. — *Commentaire de la loi du 13 juillet 1930. Dal. Périod.*, 1931, IV, p. 10.
- R. TRIPIER. — *Etude sur l'Assurance contre le vol*. Thèse, Dijon, 1916.
- VACHERET. — *Le Lloyd's de Londres*. Thèse, Paris, 1921.
- R. VALIN. — *Commentaire sur l'ordonnance de la marine du mois d'août 1881*, 2^e éd., 1841.
- W. Van EECKHOUT. — *Le droit des assurances terrestres, traité théorique et pratique*, 2^e éd., Bruxelles, 1932.
- G. VINCENT. — *Le régime fiscal des sociétés, des valeurs mobilières et des assurances*, 1928.
- C. VIVANTE. — *Traité de droit commercial*, t. IV, traduit de la 3^e édition par J. Escarra, 1912.
- DE WARENGHIEN. — *L'assurance contre le vol en France et à l'étranger*. Thèse, Paris, 1923.
- Ch. WEENS. — *L'assurance des choses, contrat d'indemnité*. Thèse, Paris, 1927.
- *La règle proportionnelle dans le contrat d'assurance*, article dans *Rev. Gén. des Ass. Ter.*, fév. 1930, p. 38.
- P. WEYER. — *La prime d'assurance*. Thèse, Paris, 1932.
- WILHELM. — *Contribution à l'étude de l'assurance contre le vol*, 1911.

REVUES ET JOURNAUX

- L'Argus*. — *Journal international des assurances*. M. A. Roux, docteur en droit, directeur.
- Assicurazione*. — Rome.
- L'Assureur et l'Assuré*. — M. André Guillon, directeur.
- L'Incendie*. — *Journal de toutes les assurances*. Strasbourg, M. Balcet, docteur en droit, directeur.

Assureur Conseil. — Organe du Syndicat des Courtiers d'Assurance terrestre.

Journal de l'Enregistrement et des Domaines. — Juris-classeurs, 27, place Dauphine.

Le Moniteur des Assurances. — M. Oliureau, directeur.

L'Observateur. — M. L. de Riedmatten, directeur.

La Prime. — Journal bi-hebdomadaire. C. Ancey, docteur en droit, directeur.

Oesterreichische Revue. — Vienne.

Recueil Juridique de l'Assurance. — M^e Annet Badel, directeur.

Recueil périodique des Assurances. — M^e Saintclette, directeur.

Répertoire périodique de l'Enregistrement. — M. Garnier, directeur.

Recueil des questions fiscales. — M. Labic, directeur.

Revue générale des Assurances terrestres. — Paris, depuis 1930 chez Pichon. M. Picard, professeur à la Faculté de Droit de Paris, directeur.

La Semaine. — M. A. Cauvet, directeur.

Zeitschrift für die gesamte Versicherungswissenschaft.
— M. Manes, directeur.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
--------------------	---

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

<i>La Règle Proportionnelle</i>	5
---------------------------------------	---

PREMIERE PARTIE

L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU » ET SON ÉVOLU- TION HISTORIQUE	33
---	----

<i>Chapitre I.</i> — Naissance de l'Assurance « au Pre- mier Feu »	37
---	----

<i>Chapitre II.</i> — Développement de l'Assurance « au Premier Feu »	61
--	----

<i>Chapitre III.</i> — Forme actuelle de l'Assurance « au Premier Feu »	95
--	----

DEUXIEME PARTIE

L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU » ET SA RÉALI- SATION PRATIQUE	107
--	-----

<i>Chapitre I.</i> — Bases fondamentales de l'Assurance « au Premier Feu »	111
---	-----

<i>Chapitre II.</i> — Calcul de la Prime dans l'Assurance « au Premier Feu »	151
---	-----

<i>Chapitre III.</i> — L'Assurance de Feux Successifs (« Deuxième, Troisième Feu »)	167
--	-----

<i>Chapitre IV.</i> — L'Assurance « au Premier Risque » (Vol, Responsabilité)	173
<i>Chapitre V.</i> — Avantages et Inconvénients de l'Assurance « au Premier Feu »	203
<i>Chapitre VI.</i> — L'Assurance « au Premier Feu » dans les Pays Etrangers	221

TROISIEME PARTIE

L'ASSURANCE « AU PREMIER FEU » ET SA RÉGLEMENTATION FISCALE	241
<i>Chapitre I.</i> — La Triple Taxe de la loi du 4 avril 1936	245
<i>Chapitre II.</i> — Les Contrats d'Assurances Collectives « au Premier Feu »	297
<i>Chapitre III.</i> — La Police Globale à moyenne	345
CONCLUSION. — Jugement d'ensemble sur l'Assurance « au Premier Feu »	363
BIBLIOGRAPHIE	359



IMPRIMERIE DE LA LIBRAIRIE GÉNÉRALE
-:- DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE -:-
. PARIS



